

> Lait
> Viandes

> février 2019

Données et bilans

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

Bilan 2018

Perspectives 2019



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER



FranceAgriMer

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

Bilan 2018 / Perspectives 2019

Viandes rouges

Gros bovins p.7

Veau p.31

Ovins p.37

Viandes blanches

Porcins p.53

Volailles de chair p.69

Lait

Vache p.81

Brebis p.119

Chèvre p.129

Annexes

p.139

viandes rouges



Le marché des gros bovins en France

› Broutards : des exportations freinées par des effectifs particulièrement bas

Les envois de broutards (bovins maigres exportés de 4 à 14 mois) ont été en baisse de 5,3 % en 2018, par rapport à 2017, soit 57 200 têtes de moins exportées cette année.

Les broutards mâles ont été davantage touchés par ce repli des exportations (- 6,5 % soit - 47 500 têtes contre - 2,5 % soit - 9 700 têtes pour les femelles). Rappelons que 2017 fut une année record pour les exportations de broutards et qu'il convient donc de comparer les résultats à une année plus conventionnelle : par rapport à 2016, les exportations de femelles ont été en hausse mais concernant les mâles, la tendance reste baissière.

Le fort ralentissement des naissances de veaux en 2017, et notamment de veaux allaitants (- 3,5 %), provoqué par des problèmes de reproduction durant l'hiver 2016/2017 (fourrages de mauvaise qualité distribués aux vaches), a été à l'origine d'une diminution conséquente des stocks de broutards en 2018 : - 5,5 % soit - 48 540 têtes, comparé à 2017. La race charolaise est celle qui a le plus pâti de ce fléchissement. Cette baisse des naissances s'est poursuivie courant 2018 (en moyenne sur 11 mois, 1,5 % veaux allaitants de moins sont nés comparé à 2017, année dont les naissances étaient déjà particulièrement faibles). Malgré le ralentissement des exportations au 2nd semestre 2018, le bas niveau des stocks fut tel que le marché ne s'est pas encombré : les cours du broutard, élevés pendant toute l'année, sont légèrement repartis à la hausse fin octobre, en pleine période de baisse saisonnière.

Le marché italien est resté fluide dans son ensemble, mais les envois vers l'Espagne (qui ne représentent que 17 % de l'ensemble des envois de broutards français en 2018, contre 76 % vers l'Italie) ont régressé, indirectement impactés par la réduction des importations turques de bovins finis espagnols. La Turquie connaît en effet une crise monétaire importante qui s'est accentuée en 2018, provoquant une dévaluation de la livre turque sans précédent. Entre juillet et août, les envois espagnols de bovins finis vers la Turquie ont alors diminué de 40 %, puis de 54 % entre août et septembre, la Turquie ayant alors privilégié les importations de bovins vifs en provenance de pays d'Amérique du Sud, par exemple, par rapport aux bovins espagnols (compétitivité-prix). L'Espagne s'approvisionnant en grande partie en France pour ses achats de bovins maigres (veaux nourrissons et broutards), le fort déficit de la demande turque a logiquement engendré une forte diminution des besoins espagnols en bovins maigres, ralentissant finalement les envois de broutards français vers l'Espagne. C'est toutefois la baisse des stocks de broutards français en 2018 qui a principalement expliqué la baisse de leurs exportations.

Du côté des pays tiers, les envois ont été dynamiques au 1^{er} semestre mais le marché algérien, qui représentait plus de 70 % des exportations françaises vers les pays tiers au 1^{er} semestre, a été fermé aux animaux maigres en juillet 2018, après la découverte de foyers de fièvre aphteuse dans quatre régions situées au nord de ce pays.

› Femelles : une sécheresse estivale marquée, qui a poussé les éleveurs laitiers à réformer, encombrant davantage le marché de la viande au 2nd semestre 2018

Les abattages de vaches laitières, en hausse par rapport à 2017 sur les quatre premiers mois de l'année, ont semblé s'atténuer en mai et juin, face à une légère amélioration de la conjoncture du secteur laitier. Mais dès juin, après un printemps plutôt favorable à la pousse de l'herbe et à la constitution des stocks de fourrage, la sécheresse a frappé le pays et beaucoup de régions d'élevage en ont pâti (en France mais aussi d'autres pays d'Europe du Nord). Le déficit hydrique provoqué par l'absence de précipitations combiné à de vives vagues de chaleur ont parfois empêché une deuxième pousse de l'herbe et ont contraint les éleveurs, dans bon nombre de départements, à puiser dans les stocks de fourrage hivernaux afin de nourrir le bétail.

Dans le but d'ajuster le cheptel aux stocks amoindris, les éleveurs laitiers ont donc commencé à réformer et les carcasses issues du troupeau laitier ont afflué sur le marché de la viande. Entre janvier et octobre, le nombre de vaches laitières abattues était le même que sur cette même période en 2016, année de crise profonde pour le secteur laitier.

Les cours de la vache O, qui se maintenaient pourtant en début d'année car soutenus par la demande croissante en haché, ont subi un effondrement conséquent au 2nd semestre 2018.

Après trois années de capitalisation (de 2014 à 2016), le cheptel allaitant a entamé en 2017 une dynamique de régression, qui s'est globalement poursuivie en 2018. À partir d'août, le rythme des

abattages a décri, probablement en lien avec l'afflux de réformes laitières à cette période de l'année, qui a fait chuter les cours des vaches, n'incitant donc pas les éleveurs allaitants à réformer.

Dès le mois d'octobre, l'entrée de primipares dans les troupeaux allaitants, suite à l'absence de demande à l'exportation, s'est ajoutée à l'accalmie des abattages de vaches allaitantes pour expliquer la baisse du rythme de décapitalisation (- 1,7 % d'effectifs de vaches allaitantes au 1^{er} octobre contre - 1,8 % au 1^{er} septembre et - 2,0 % au 1^{er} août).

Malgré un automne plus clément pour le pâturage des bovins allaitants, les éleveurs ont semblé également avoir eu besoin d'ajuster leur cheptel et ont redynamisé le rythme des abattages en octobre. Toutefois, dès novembre, les abattages de vaches allaitantes sont repartis à la baisse par rapport à 2017 (et restent inférieurs aux abattages de 2017 en décembre). Les effectifs de vaches allaitantes étant en baisse continue (décapitalisation), le nombre de bovins à réformer pour ajuster le cheptel en vue de l'hiver a peut-être été moindre que dans le secteur laitier. Les cours de la vache R sont restés à un niveau assez bas en 2018, compte-tenu de la dynamique d'ensemble du cheptel allaitant.

Entre les semaines 27 et 47 (début juillet à mi-novembre), en moyenne 9 500 vaches laitières supplémentaires ont été abattues par rapport à la même période en 2017. Ces vaches étaient en moyenne plus jeunes d'un mois (26 jours) et plus légères de 0,3 kg (poids de carcasse), d'après les données Normabev. Cela illustre l'adaptation progressive de la taille du cheptel aux stocks fourragers hivernaux 2018/2019. Parallèlement, au niveau du cheptel allaitant, 4 000 vaches de moins ont été abattues sur la même période. Les vaches allaitantes abattues ont été plus lourdes de 1,4 kg (poids de carcasse) mais plus jeunes de 15 jours, en moyenne. Sur cette même période, les cours de la vache O3 comme ceux de la vache R3 ont perdu en moyenne 3 centimes.

En observant l'année entière, on constate davantage les disparités d'évolutions des cours entre les vaches O3, qui ont perdu trois centimes en moyenne, et les vaches R3 qui ont perdu davantage de valeur, en moyenne huit centimes, comparé à 2017. La pression sur les cours des vaches allaitantes, pourtant mieux conformées (R3), provient du fait que les pièces nobles des femelles ont eu du mal à être bien valorisées lorsque la consommation de viande piécée est morose et que les découpes de vaches laitières abondent sur le marché, à moindre prix. La forte demande en haché, malgré la forte disponibilité des femelles laitières sur le marché de la viande, a également été un facteur explicatif d'une diminution moindre des cours de la vache O3 : l'offre a été importante mais la demande fut également soutenue.

Les abattages de génisses se sont accrus en 2018, tant du côté laitier (hausse d'environ 21 % soit + 800 têtes) que du côté allaitant (hausse d'environ 4 % soit + 12 000 têtes). En revanche, on a constaté pour les génisses allaitantes des abattages en forte hausse au 1^{er} semestre (+ 9 000 génisses abattues / 1^{er} sem. 2017), hausse qui s'est maintenue mais de façon moins importante au 2nd semestre (+ 3000 génisses abattues / 2nd sem. 2017). Du côté des génisses laitières, le constat est inverse : le nombre de génisses abattues en plus par rapport à l'an passé au 1^{er} semestre a été bien moindre qu'au second. Il est possible que l'ajustement du cheptel laitier face à la disponibilité fourragère hivernale fut, entre autres, été à l'origine de cette hausse des abattages de génisses en deuxième partie d'année.

› Mâles : des exportations en baisse, rendant difficile le désencombrement du marché français

D'après Normabev, les abattages de jeunes bovins (bovins mâles entre 12 et 24 mois) toutes races confondues ont diminué en 2018 (- 1,4 %, soit - 11 300 têtes). La tendance est baissière depuis plusieurs années déjà. Les évolutions ont toutefois été très différentes selon le type racial. En effet, les abattages de jeunes bovins (JB) de types viande ou croisé, qui représentent la majorité des JB abattus, ont augmenté de 2 %, soit + 11 000 têtes. À l'inverse, les abattages de JB lait ont très nettement diminué, comparé à 2017 (- 10 % soit plus de 13 500 abattages de JB lait en moins).

Les stocks de JB, toutes races confondues, affichent une légère diminution d'année en année : - 2 % en moyenne entre 2017 et 2016, et - 1 % entre 2018 et 2017. Au 1^{er} semestre 2018, on a constaté un sureffectif assez important de JB de types croisé ou viande en stock (+ 27 000 JB), mais qui a été déjà quasiment résorbé au mois d'octobre.

En revanche, on a enregistré au 1^{er} octobre un sous-effectif de JB lait toujours conséquent par rapport à l'an passé (- 23 700 têtes). Les stocks particulièrement bas de JB lait observés s'expliquent par des naissances extrêmement faibles de veaux laitiers en 2017, suite aux problèmes de reproduction durant l'hiver 2017/2016, comme précédemment expliqué (au niveau du cheptel allaitant, ces problèmes se ressentent à travers la forte régression des effectifs de brouards).

Le marché du JB a donc été à nouveau encombré une bonne partie de l'année, en raison du sureffectif de JB viande et croisés. La preuve en est, des files d'attente avant le départ à l'abattoir en élevage se sont formées et, sur un cumul de janvier à mi-novembre, des abattages de JB plus vieux et plus lourds ont été constatés : + 3 jours et + 3,5 kg de carcasse pour les JB viande et croisés ; + 5 jours et + 3,6 kg de carcasse pour les JB lait.

Malgré des effectifs de JB plus bas que les années précédentes toutes races confondues, les prix ont été légèrement sous pression au cours de l'année, et plus particulièrement au 2nd semestre. Les cours du JB R3 ont ainsi perdu en moyenne 5 centimes, comparé à 2017 ; et ceux du JB O3 ont baissé de 6 centimes en moyenne. Ce sont les exportations, en berne cette année (- 25 % soit presque - 9 000 têtes par rapport à 2017), qui sont à l'origine d'un marché qui est resté lourd durant quasiment tout 2018. L'arrêt des envois vers le Liban en mai 2017 (envois qui n'ont pas repris en 2018) ainsi que la très forte baisse des envois vers l'Algérie en 2018 (- 87 % soit - 8 400 têtes par rapport à 2017) expliquent la réduction notable des exportations françaises de JB en 2018, comparativement à l'année précédente (2017 étant une bonne année pour l'export de JB français). Les exportations vers l'Espagne ont également chuté (production intérieure suffisante), à hauteur de 93 %, soit environ 800 têtes de moins, par rapport à 2017. Les envois vers l'Italie, la Belgique et l'Allemagne ont quant à eux nettement progressé (ils ont doublé vers l'Allemagne), même si cela n'aura pas suffi à atténuer la forte baisse des ventes de JB français dans leur ensemble en 2018. En Italie, la hausse de la production nationale au 1^{er} semestre explique une progression plus limitée des importations de JB, notamment français, par rapport aux importations de Belgique ou d'Allemagne.

La hausse saisonnière des cours du JB s'est déclenchée tardivement en 2018, autour de novembre, favorisée par les consommateurs italiens et leur propension à payer la viande de JB plus chère à l'approche des fêtes. Le ralentissement des abattages de vaches laitières en fin d'année, qui a permis un léger désengorgement du marché de la viande bovine, a également participé à la remontée des cours. Le ralentissement des abattages de bœufs s'est accentué en 2018 : environ 12 000 bœufs de moins ont été abattus comparé à 2017. Entre 2016 et 2017, on dénombrait une baisse des abattages de bœufs de 7 400 têtes. Entre 2017 et 2018, les bœufs laitiers ont été abattus plus lourds de 2 kg en moyenne (poids de carcasse) mais de même âge. Concernant les bœufs de types viande et croisés, ils ont été abattus plus légers de 2 kg en moyenne et plus vieux de 2 jours.

› Commerce de viande bovine : des exportations en hausse

La balance commerciale de la viande bovine (hors abats) est restée négative en 2018, à hauteur de - 91 800 tec. Elle a même fortement diminué puisqu'en 2017, ce solde commercial était de - 83 000 tec. Les exportations de viande bovine, pourtant en hausse cette année (+ 1,7 % soit + 4 000 tec), n'ont pas suffi à compenser les volumes également croissants de viande bovine importée (+ 11 000 tec).

En 2018, les exportations de viande bovine fraîche étaient supérieures à 2017 (+ 2,5 %) mais à l'inverse, les ventes de viande bovine congelée et de viande transformée ont été enregistrées en recul (respectivement - 1,5 % et - 2,9 %). Les envois de viande bovine française vers l'Italie ont reculé (- 2,0 % soit - 1 600 tec), en lien avec une production nationale italienne plus importante, qui a davantage permis de couvrir les besoins des Italiens. En effet, en 2018, la consommation italienne est repartie à la hausse grâce à un regain économique dans le pays. Les intégrateurs italiens, alors optimistes, ont augmenté les mises en place pour produire leurs JB et cette offre supplémentaire a réduit de façon conséquente les besoins italiens d'importations de viande bovine. Les exportations vers la Grèce ont quant à elles légèrement augmenté en moyenne en 2018 (+ 2 %), mais sont restées soumises à la concurrence accrue des viandes importées de Pologne et des Pays-Bas, mais aussi d'Irlande dans une moindre mesure. Les envois vers l'Allemagne sont restés stables (+ 0,1 %). On enregistre en 2018 une forte hausse des départs de viande bovine vers la Belgique (+ 21,5 % soit + 3 600 tec) mais cette information est toutefois à nuancer : une partie de ces viandes bovines correspond probablement à des bovins belges abattus sur le sol français afin de profiter de règles plus souples concernant l'abattage rituel. Les exportations de viande vers les pays tiers ont très largement progressé en 2018, à hauteur de 17 % soit + 3 000 tec, principalement vers Israël et des pays du Maghreb.

Les importations de viande bovine ont été également en hausse, de 3,5 % soit + 11 000 tec. En provenance d'Allemagne et des Pays-Bas, elles ont progressé, tandis que celles originaires d'Irlande ont ralenti en 2018. On constate également une forte hausse des approvisionnements de viandes bovines italienne et polonaise en France, en lien avec de hauts niveaux de production dans ces deux pays en 2018.

› **Consommation : poursuite de la baisse des achats de pièces**

La consommation totale française, calculée par bilan, est restée positive en 2018 (+ 2,2 % par rapport à 2017). En revanche, les achats des ménages de viande bovine, mesurés par les données du panel Kantar Worldpanel, ont poursuivi leur baisse en 2018. Les pièces à bouillir/braiser sont en repli, tout comme celles à griller/rôtir, l'été très chaud n'ayant probablement pas favorisé la consommation de viandes. Les achats de haché frais ont été en légère baisse (- 0,7 %) et ceux de bœuf haché surgelé ont diminué de 2,3 %.

L'évolution positive de la consommation par bilan, qui s'oppose à l'évolution négative des achats des ménages pour leur consommation à domicile tels que mesurés par le panel Kantar, suggère donc une hausse de la consommation de viande bovine non prise en compte par ce panel. Pour rappel, les achats des ménages mesurés par ce panel ne prennent pas en compte la viande bovine présente dans les plats préparés ni la viande bovine consommée hors domicile. Ces types de consommation de viande bovine, ou tout autre type n'étant pas pris en compte dans le panel Kantar, expliquent vraisemblablement la hausse de la consommation globale de viande bovine des Français en 2018.

› **Perspectives 2019**

Concernant les broutards, les stocks, bien que légèrement supérieurs à ceux de 2018, devraient rester assez faibles. En effet, les naissances de veaux allaitants ont légèrement progressé en 2018 comparé à 2017, mais cette année 2017, rappelons-le, était une mauvaise année pour les naissances de veaux. Du côté de la demande, le marché italien devrait être stable mais du côté espagnol, si les situations en Turquie et en Libye ne s'améliorent pas, la demande en broutards français devrait rester très basse, ce qui pourrait provoquer un encombrement du marché. Le marché algérien devrait ouvrir à nouveau, ce qui allégerait le marché français, mais trop partiellement si rien ne bouge en Espagne.

Le cheptel se sera ajusté aux stocks de fourrages prévus pour l'hiver 2018/2019 et les réformes laitières devraient donc arriver sur le marché de la viande de façon bien moins importante qu'en fin d'année 2018. Cela pourrait permettre aux cours des vaches O de remonter. Du côté des femelles allaitantes, la question est de savoir si le phénomène de décapitalisation se poursuivra, celui-ci dépendant a priori de facteurs multiples (abattages de vaches, naissances, entrées de primipares en production, agrandissements des élevages, problèmes de reprise des exploitations...).

Le marché du JB devrait se désengorger en 2019 si les envois vers les pays du pourtour méditerranéen reprennent à des niveaux corrects. En effet, le surplus d'offre en 2018 provenait essentiellement de la baisse notable des exportations de JB français vers ces pays méditerranéens, face à la concurrence accrue de l'Espagne voire de pays d'Amérique du Sud, plus compétitifs que la France sur ce marché. La portée des exportations de ces pays concurrents vers les principaux clients de la France en bovins finis définira donc le sort des envois de JB français et, par conséquent, de l'état d'encombrement de ce marché en 2019.

Après la sécheresse estivale de 2018, la situation des cheptels allaitants comme laitiers en 2019 dépendra étroitement de l'arrivée du printemps et des premières pousses d'herbe.

Concernant la viande bovine, les exportations devraient se maintenir si la production nationale en Italie ne poursuit pas sa forte hausse et si la situation en Grèce ne la pousse pas à s'approvisionner majoritairement auprès d'autres pays, particulièrement des pays d'Europe de l'Est. Les importations de viande bovine devraient quant à elle rester à un niveau élevé, compte-tenu du déséquilibre offre-demande en France, en termes notamment de dimensionnement des carcasses pour la restauration hors domicile.

La consommation par bilan pourrait continuer de croître ou se stabiliser par rapport à 2018, si l'attrait des Français pour la viande bovine, ou toute sorte de plat en contenant, perdure et n'est pas, par exemple, entamé par les nombreux discours anti-viande.

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2017		2018*		%18*/17	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production contrôlée	3 397,5	1 275,6	3 467,9	1 303,9	-1,7	2,2
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations ⁽¹⁾	47,3	10,9	37,9	8,4	-19,7	-23,4
Importations ⁽¹⁾	2,7	1,4	2,4	0,6	-10,6	-58,7
SOLDE	+44,5	+9,5	+35,5	+7,8		
Abattages contrôlés	3 387,7	1 265,4	3 415,8	1 286,1	0,8	1,6
Commerce extérieur						
Viande et conserves ⁽²⁾						
Exportations		237,7		241,8		1,7
Viande fraîche		195,7		200,7		2,6
Viande congelée		24,4		24,1		-1,5
Conserves		17,5		17,0		-2,8
Importations		320,9		333,7		4,0
Viande fraîche		207,7		210,7		1,5
Viande congelée		97,0		104,0		7,3
Conserves		16,3		19,0		16,7
SOLDE		-83,2		-91,9		
Consommation contrôlée		1 348,6		1 378,0		2,2
SOLDE (Prod. - Cons.)		-126,6		-74,1		

* Estimations

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

⁽²⁾ inclus la viande de veau

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Prévisions 2019

Prévisions de production

1 000 tec	2016	2017	2018*	2019**	%19**/18*
Jeunes bovins	412,9	396,8	394,1	378,3	-4,0
Bœufs	73,2	67,6	62,7	60,2	-4,0
Femelles	809,3	811,1	847,1	817,4	-3,5
Gros Bovins	1295,4	1275,6	1303,9	1256,0	-3,7

* Estimations, ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

1 000 tec	2015	2016	2017	2018*	2019**	%19**/18*
Production	1 287,4	1 295,4	1 275,6	1 303,9	1 256,0	-3,7
Abattages	1 275,5	1 283,4	1 265,4	1 286,1	1 241,1	-3,5
Export viandes ⁽¹⁾	235,5	235,8	237,7	241,8	232,7	-3,8
Import viandes ⁽¹⁾	345,2	321,8	320,9	333,7	347,1	4,0
Consommation ⁽¹⁾	1 385,1	1 369,3	1 348,6	1 378,0	1 355,5	-1,6

* Estimations ** Prévisions ⁽¹⁾ viande de veau incluse

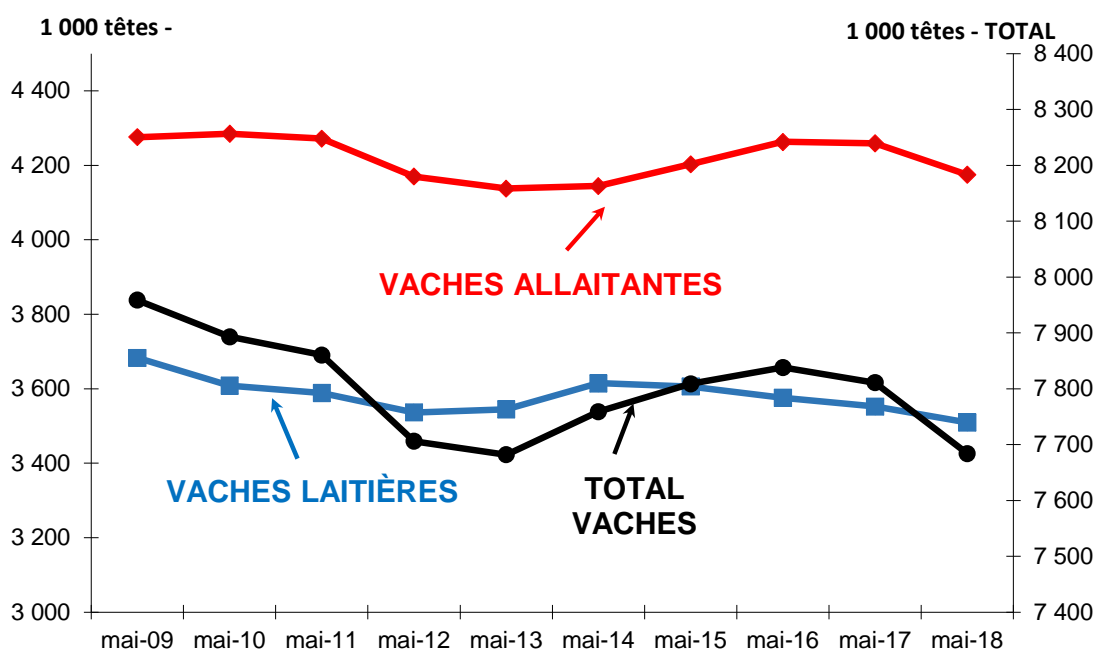
Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Cheptel bovin
Enquêtes de mai

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Total Vaches	7 759	7 809	7 838	7 811	7 684	-1,6
Vaches laitières	3 615	3 606	3 576	3 552	3 509	-1,2
Vaches allaitantes	4 144	4 203	4 263	4 259	4 175	-2,0
Bovins de moins d'1 an	5 530	5 604	5 637	5 542	5 258	-5,1
Bovins maigres de moins de 1 an	4 930	4 998	5 025	4 955	4 784	-3,4
Femelles	2 946	3 018	3 055	2 998	2 956	-1,4
Mâles	1 984	1 980	1 970	1 957	1 828	-6,6
Bovins finis de moins de 1 an	600	606	612	587	474	-19,2
Bovins de 1 à 2 ans	3 476	3 540	3 561	3 523	3 446	-2,2
Génisses maigres	2 081	2 125	2 187	2 155	2 116	-1,8
Génisses finies	426	443	442	449	424	-5,6
Mâles	969	972	932	919	907	-1,4
Bovins de 2 ans ou plus	2 522	2 511	2 523	2 556	2 574	0,7
Femelles maigres	1 595	1 628	1 634	1 650	1 662	0,7
Femelles finies	509	458	459	474	495	4,4
Mâles	418	425	430	432	418	-3,3
TOTAL BOVINS	19 705	19 889	19 989	19 864	19 380	-2,4

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, d'après la BDNI

Cheptel de vaches en France
Enquêtes de mai



Source : FranceAgriMer d'après SSP

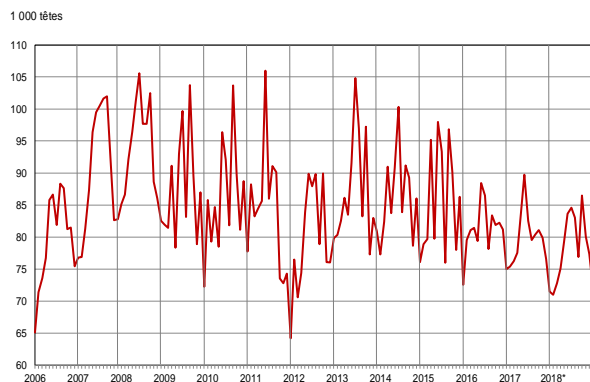
Abattages contrôlés de gros bovins

	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 561,2	1 613,6	1 657,6	1 660,1	1 694,4	2,1
Génisses	572,6	581,2	587,8	600,6	621,1	3,4
Jeunes Bovins	1 030,6	1 024,7	978,2	953,9	942,3	-1,2
Bœufs	179,7	183,5	185,4	173,0	158,0	-8,7
TOTAL	3 344,2	3 403,1	3 409,0	3 387,7	3 415,8	0,8
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	556,7	577,2	594,8	594,3	608,7	2,4
Génisses	203,1	208,6	212,5	215,0	223,7	4,1
Jeunes Bovins	415,1	418,4	402,8	388,5	391,6	0,8
Bœufs	69,6	71,3	73,2	67,6	62,1	-8,1
TOTAL	1 244,5	1 275,5	1 283,4	1 265,4	1 286,1	1,6
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	356,6	357,7	358,8	358,0	359,2	0,3
Génisses	354,7	358,9	361,6	357,9	360,2	0,6
Jeunes Bovins	402,8	408,3	411,8	407,2	415,5	2,0
Bœufs	387,2	388,2	394,7	390,8	393,4	0,7
Ensemble gros bovins	372,2	374,8	376,5	373,5	376,5	0,8

* Estimations

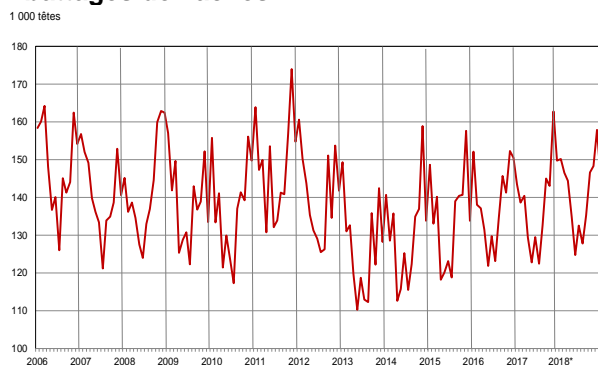
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de jeunes bovins



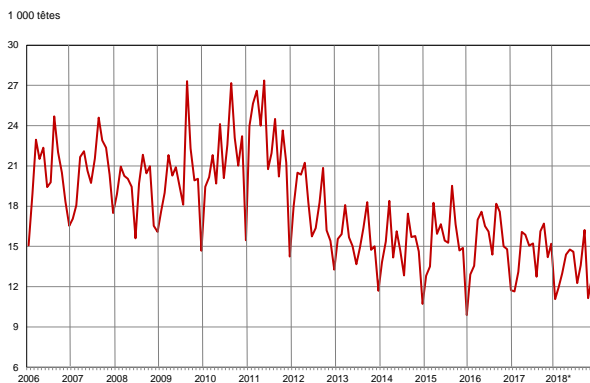
Source : FranceAgriMer d'après SSP, * Estimations

Abattages de vaches



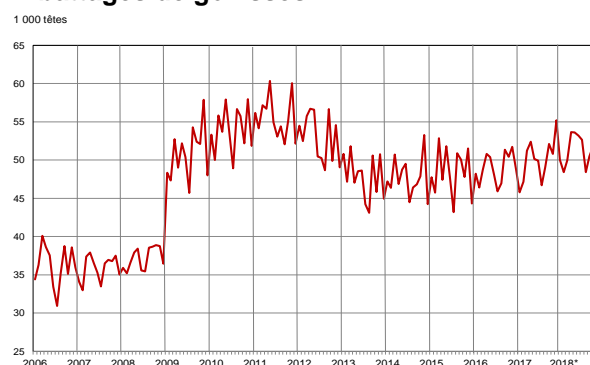
Source : FranceAgriMer d'après SSP, * Estimations

Abattages de bœufs



Source : FranceAgriMer d'après SSP, * Estimations

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP, * Estimations

Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur bovin

Millions d'euros	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
EXPORTATIONS	2 054,4	2 192,2	2 173,1	2 243,8	2 316,3	3,2
Animaux vivants	1 110,5	1 210,8	1 211,1	1 243,5	1 278,2	2,8
<i>Gros bovins</i>	865,9	886,0	949,2	956,0	1 000,1	4,6
<i>Veaux</i>	244,6	324,8	261,8	287,4	278,1	-3,2
Viandes fraîches	837,0	853,6	834,4	867,1	897,3	3,5
Viandes congelées	56,5	59,5	62,2	62,1	70,4	13,5
Viandes transformées	50,4	68,3	65,5	71,2	70,4	-1,1
IMPORTATIONS	1 503,2	1 442,6	1 323,4	1 338,9	1 444,3	7,9
Animaux vivants	38,8	33,0	23,7	21,3	38,8	81,8
<i>Gros bovins</i>	16,6	12,3	7,5	8,7	7,1	-18,2
<i>Veaux</i>	22,2	20,7	16,2	12,7	31,7	150,0
Viandes fraîches	1 113,7	1 062,9	958,3	960,2	990,8	3,2
Viandes congelées	247,5	242,2	238,5	256,5	300,2	17,1
Viandes transformées	103,1	104,6	102,9	100,9	114,5	13,5
SOLDE	+551,2	+749,5	+849,7	+904,9	+872,0	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations totales	969,1	1 053,9	1 085,1	1 095,2	1 093,4	-0,2
Union européenne 28	932,4	947,1	1 019,6	1 056,1	1 046,8	-0,9
<i>Italie</i>	753,2	754,9	820,3	838,0	839,1	0,1
<i>Espagne</i>	151,8	134,9	145,0	189,1	184,7	-2,3
<i>Belgique</i>	4,3	25,0	15,7	4,3	2,7	-36,5
<i>Allemagne</i>	10,1	9,0	9,5	8,3	4,0	-52,0
<i>Grèce</i>	6,6	5,2	6,5	6,2	3,8	-37,5
Pays tiers	36,7	106,8	65,5	39,0	46,6	19,5
<i>Turquie</i>	2,4	80,6	14,5	0,0	0,0	-
<i>Algérie</i>	21,6	7,1	32,8	18,1	35,4	96,1
Importations totales	1,6	1,4	2,7	6,1	28,6	366,2
Union européenne 28	1,6	1,4	2,7	6,1	28,6	366,5
<i>Espagne</i>	0,1	0,4	2,2	3,4	2,9	-15,1
<i>Belgique</i>	0,6	0,3	0,5	2,5	20,0	693,8
<i>Allemagne</i>	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	-69,6
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	+967,5	+1 052,4	+1 082,4	+1 089,0	+1 064,8	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations totales	733,1	734,8	820,5	811,9	841,4	3,6
Union européenne 28	704,0	701,7	769,8	770,4	802,4	4,2
<i>Italie</i>	653,8	648,5	711,9	719,0	745,6	3,7
<i>Espagne</i>	27,6	24,6	27,6	26,3	37,8	43,5
<i>Allemagne</i>	7,3	6,2	6,9	6,4	3,6	-43,6
<i>Grèce</i>	5,9	4,8	6,4	6,4	3,8	-40,4
Pays tiers	29,1	33,0	50,7	41,5	39,0	-6,2
<i>Algérie</i>	17,6	6,4	28,3	15,3	30,5	98,9
<i>Tunisie</i>	6,4	6,6	0,2	0,1	5,1	-
Importations totales	1,4	0,9	2,6	3,9	3,1	-21,3
Union européenne 28	1,4	0,9	2,6	3,9	3,1	-21,3
<i>Belgique</i>	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	-33,1
<i>Espagne</i>	0,1	0,1	2,2	3,5	2,8	-21,1
<i>Allemagne</i>	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	-69,6
<i>Autriche</i>	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	+731,7	+733,8	+817,9	+808,1	+838,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Attention : les données des douanes fournies par Eurostat concernant les exportations de bovins maigres pour l'année 2018 ne sont pas cohérentes avec les stocks de cette même catégorie de bovins renseignées dans la BDNI, ni avec les données d'exportation estimées à partir de la BDNI.

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations totales	46,2	54,8	50,3	47,3	37,9	-19,7
Union européenne 28	24,3	29,4	31,2	29,6	37,4	26,1
<i>Italie</i>	20,0	18,2	17,4	16,7	18,8	12,4
<i>Belgique</i>	2,7	7,6	9,6	9,1	14,5	59,2
<i>Allemagne</i>	0,8	1,6	2,2	1,6	2,8	68,9
<i>Grèce</i>	0,4	0,3	0,1	0,0	0,0	-
Pays tiers	21,8	25,5	19,2	17,6	0,6	-96,8
<i>Liban</i>	12,0	15,8	8,5	3,5	0,0	-100,0
<i>Algérie</i>	4,1	1,8	0,9	10,8	1,2	-88,6
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Importations totales	9,6	7,4	2,8	2,7	2,4	-10,6
Union européenne 28	9,6	7,4	2,8	2,7	2,4	-10,6
<i>Espagne</i>	7,8	6,6	2,0	1,9	1,1	-42,6
<i>Belgique</i>	1,8	0,7	0,7	0,9	1,0	5,6
SOLDE	+36,5	+47,5	+47,6	+44,5	+35,5	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	192,4	195,1	194,2	195,7	200,7	2,6
Union européenne 28	190,7	192,0	191,0	187,5	190,6	1,7
<i>Italie</i>	83,4	79,2	76,8	72,7	70,9	-2,5
<i>Allemagne</i>	36,3	44,8	44,7	44,0	44,5	1,1
<i>Grèce</i>	51,2	44,7	46,7	43,5	44,7	2,9
Pays tiers	1,7	3,1	3,3	8,2	10,1	22,4
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	-100,0
Importations totales	258,1	236,0	213,2	207,7	210,7	1,5
Union européenne 28	257,2	235,2	212,5	207,0	210,1	1,5
<i>Pays-Bas</i>	75,1	71,0	69,1	68,5	70,1	2,4
<i>Allemagne</i>	46,8	41,0	37,0	33,0	32,2	-2,2
<i>Irlande</i>	36,9	32,7	30,3	32,7	34,3	4,7
<i>Belgique</i>	30,2	29,3	29,0	29,4	28,5	-3,2
<i>Italie</i>	24,5	17,1	8,6	7,9	9,7	23,1
Pays tiers	1,0	0,8	0,7	0,7	0,6	-6,8
Solde	-65,8	-41,0	-19,0	-11,9	-10,0	
VIANDE CONGELÉE						
Exportations totales	22,6	22,8	24,9	24,4	24,1	-1,5
Union européenne 28	17,0	17,4	19,2	20,3	19,7	-3,0
<i>Belgique</i>	5,6	5,6	6,2	6,2	6,8	10,7
Pays tiers	5,6	5,4	5,7	4,1	4,4	5,9
<i>Côte d'Ivoire</i>	1,2	1,4	1,3	0,3	0,8	195,4
<i>Hong Kong</i>	1,7	1,0	1,1	1,6	1,2	-21,0
<i>Russie</i>	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
Importations totales	89,4	91,7	91,4	97,0	104,0	7,3
Union européenne 28	86,8	90,3	89,7	96,4	101,7	5,5
<i>Irlande</i>	23,7	24,9	24,7	24,5	20,0	-18,5
<i>Allemagne</i>	14,2	14,0	16,8	19,7	22,9	16,1
<i>Pologne</i>	13,8	16,8	15,8	18,6	23,5	26,5
<i>Pays-Bas</i>	9,8	10,2	9,0	9,4	13,5	42,6
<i>Italie</i>	11,2	7,8	5,7	5,9	6,3	7,1
Pays tiers	2,7	1,3	1,7	0,6	2,3	310,8
Solde	-66,8	-68,8	-66,5	-72,5	-79,9	
VIANDE TRANSFORMÉE						
Exportations totales	14,2	17,6	16,7	17,5	17,0	-2,8
Union européenne 28	7,9	10,3	10,3	12,8	11,5	-10,5
Pays tiers	6,3	7,3	6,4	4,7	5,6	18,0
Importations totales	17,5	17,5	17,2	16,3	19,0	16,7
Union européenne 28	14,0	14,2	13,8	13,2	15,2	15,3
Pays tiers	3,5	3,3	3,4	3,1	3,8	22,7
Solde	-3,3	+0,2	-0,5	+1,3	-2,0	
EXPORTATIONS	229,2	235,5	235,8	237,7	241,8	1,7
IMPORTATIONS	365,1	345,2	321,8	320,9	333,7	4,0
SOLDE	-135,9	-109,6	-86,0	-83,2	-91,9	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

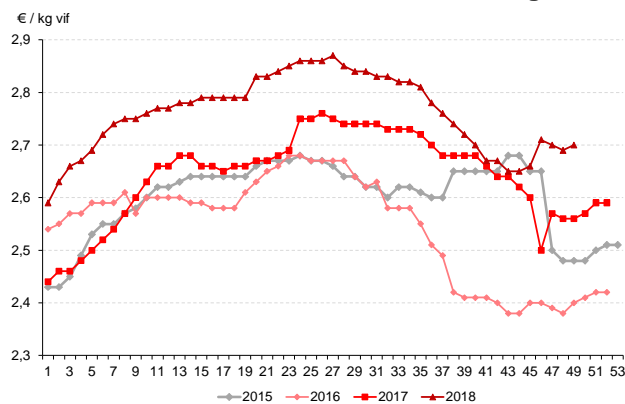
Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U3	2,86	2,89	2,80	2,77	2,87	3,5
Mâle Charolais U3	2,73	2,81	2,70	2,77	2,86	3,4
Mâle Croisé R3	2,39	2,43	2,39	2,46	2,66	7,9
Femelle Charolais U3	2,47	2,42	2,39	2,56	2,63	3,1
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	3,71	3,65	3,46	3,60	3,56	-1,1
Bœufs U3	4,32	4,28	4,06	4,14	4,09	-1,3
Bœufs R3	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	-2,1
Jeunes Bovins U3	3,96	3,93	3,83	4,01	3,95	-1,6
Jeunes Bovins R3	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	-1,3
Génisses U3	4,80	4,70	4,50	4,53	4,48	-1,1
Génisses R3	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	-1,2
Vaches R3	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	-2,0
Vaches O3	3,34	3,26	3,04	3,22	3,19	-0,8

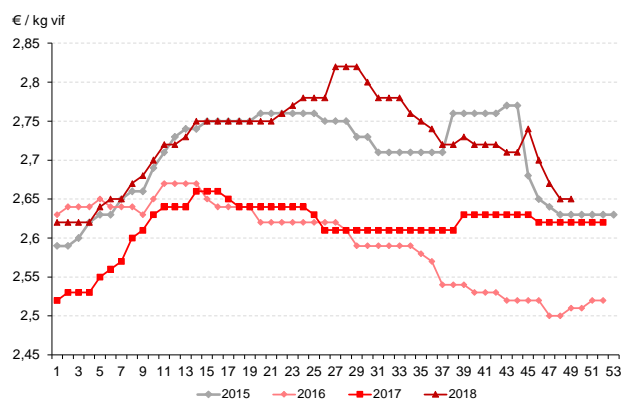
Source : FranceAgriMer

Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 7 de 2016.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg

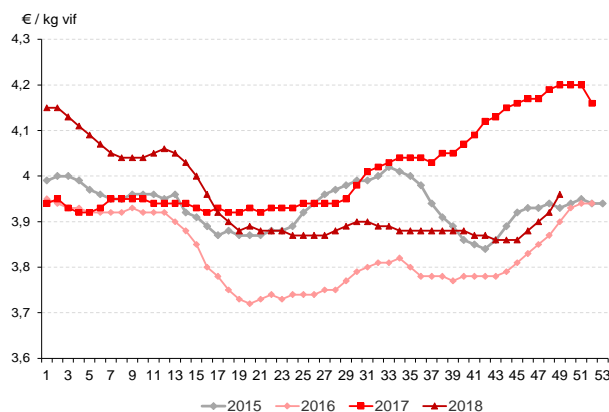


Cotation mâle limousin U 6/12 mois 350kg



Source : FranceAgriMer

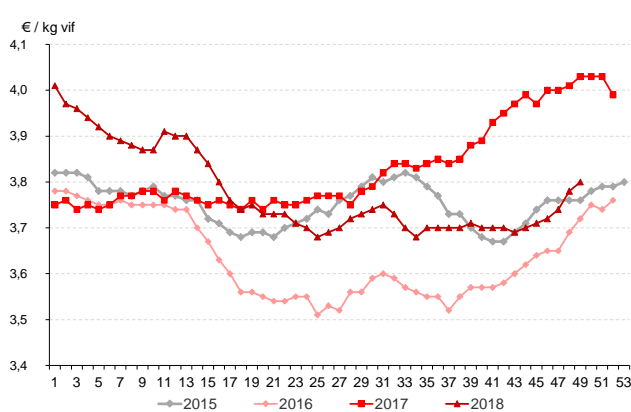
Cotation du jeune bovin U3



Source : FranceAgriMer

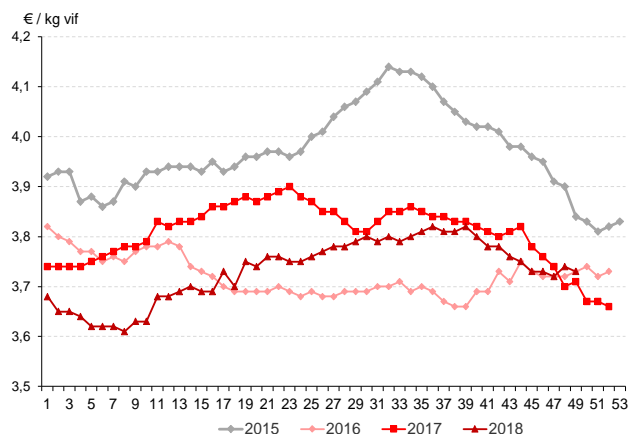
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



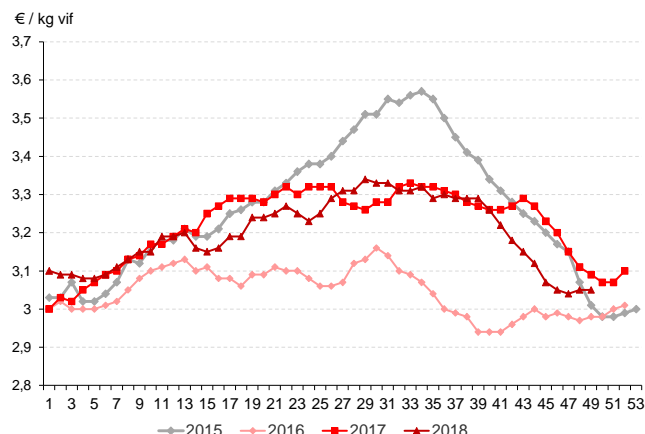
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



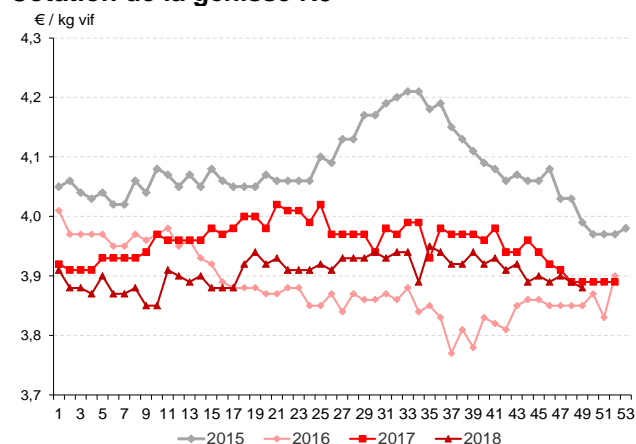
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



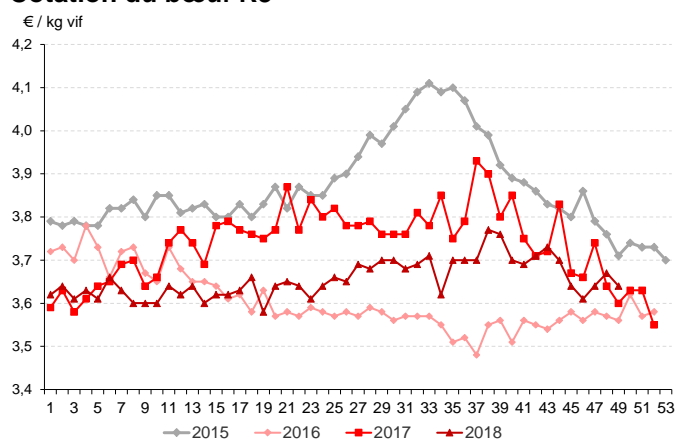
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de bœuf

€/kg	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Viande de bœuf	12,83	14,34	14,32	14,37	14,61	1,7
dont à griller	15,33	16,79	16,75	16,81	16,83	0,1
dont à bouillir	6,93	8,29	8,29	8,45	8,62	2,0
Viande de bœuf hachée (frais)	10,23	10,45	10,79	10,81	10,99	1,7

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Consommation de viande bovine

	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Consommation par bilan 1 000 tec	1 380,4	1 385,1	1 369,3	1 348,6	1 378,0	2,2
Consommation par habitant (Kgec/hab)	20,9	20,8	20,5	20,1	20,5	1,8

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : une situation européenne fragile au 1^{er} semestre, qui s'aggrave au 2nd semestre sous l'effet d'une sécheresse estivale sévère

Au 1^{er} semestre, les abattages de vaches ont été en très légère hausse sur le marché européen (+ 0,7 % / 1^{er} sem. 2017 soit + 26 200 têtes). Toutefois, à l'exception de la France et de la Suède qui ont connu des prix inférieurs en moyenne aux années précédentes, les cours se sont maintenus : ces deux pays étant les principaux importateurs de viande de réforme au sein de l'Union européenne (UE), les volumes importés se sont ajoutés à ceux des abattages nationaux et la pression sur les cours a été plus importante que dans les autres pays de l'UE.

Alors que le cheptel européen était déjà en baisse fin 2017, ces réformes, particulièrement dynamiques de janvier à avril (+ 2,2 % de vaches abattues en UE), soulignent la poursuite du phénomène de décapitalisation du cheptel européen en début d'année 2018.

La France (+ 28 900 têtes) et l'Italie (+ 24 400 têtes) ont été les deux premiers contributeurs de cette hausse des réformes au 1^{er} semestre, suivis de près par le Royaume-Uni (+ 20 100 têtes). En Allemagne, les abattages de réformes ont été stables sur cette même période.

Concernant l'Irlande et le Royaume-Uni, c'est une crise fourragère, débutée durant l'été 2017 (particulièrement froid et humide, mauvais pour les fourrages tant en quantité qu'en qualité), et qui s'est poursuivie en hiver et au printemps 2018 (saisons particulièrement pluvieuses et froides, qui ont retardé la pousse de l'herbe), qui explique en grande partie la hausse des réformes observée en début d'année.

En Pologne, la restructuration laitière s'est poursuivie et, parallèlement, les abattages de vaches de réforme ont progressé (+ 9 000 têtes au 1^{er} sem. 2018 / 1^{er} sem. 2017). En effet, les éleveurs se spécialisent d'année en année et les effectifs de bovins augmentent progressivement dans les troupeaux laitiers : l'arrivée de génisses, plus productives, a dû anticiper les réformes de vaches plus âgées, ce qui pourrait expliquer la hausse des abattages de vaches, parallèlement à une hausse des effectifs totaux de bovins laitiers. En mai 2018, une hausse conséquente des effectifs de génisses laitières de 2 ans ou plus a d'ailleurs été observée en Pologne.

Aux Pays-Bas, les abattages de vaches ont été très nettement à la baisse (- 13,5 % soit - 40 800 têtes) au 1^{er} semestre 2018 comparé à cette même période en 2017. En effet, pour mettre en conformité les élevages néerlandais avec la réglementation sur le plafond d'émission de phosphore, une révision de la taille des cheptels a été nécessaire et le niveau des abattages de vaches en 2017 a été particulièrement élevé (+ 14 % / 2016).

Le 2nd semestre 2018 a été très fortement impacté par la sévère sécheresse estivale qui a touché de nombreux États membres (+ 4,3 % soit + 169 400 vaches abattues). L'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont subi une hausse conséquente des réformes en juillet 2018 (respectivement + 23 %, + 21 %, + 18 % et + 19 % / juil. 2017). En effet, afin d'ajuster les cheptels aux moindres disponibilités de fourrages, bien entamés face au manque d'herbe avant même le début de l'hiver, les éleveurs laitiers ont dû abattre davantage de bovins. Dans tous les États membres, les cours des vaches se sont alors fortement dégradés, à l'exception de la Pologne, qui a réussi le pari d'une montée en gamme de sa viande bovine (tant de vaches que de JB). De plus, et même si dans ce pays aussi les réformes ont afflué, l'essor de la consommation de viande hachée en Europe a conduit plusieurs grosses entreprises polonaises à investir dans la quatrième transformation, ce qui a rehaussé le prix des vaches (tiré par la demande). Cela a toutefois conduit à une véritable hausse du prix des viandes polonaises à l'export (viande fraîche polonaise 12 % plus chère en juin 2018 / juin 2017).

› Jeunes bovins : des abattages en légère hausse au sein de l'UE

À l'échelle de l'UE, malgré des abattages en hausse au 1^{er} sem. 2018 / 1^{er} sem. 2017 (+ 1,5 % soit + 48 600 têtes), les cours du JB R3 se sont maintenus à des niveaux élevés par rapport aux années précédentes : + 3,1 % / 1^{er} sem. 2017, en passant en moyenne de 3,74 €/kg à 3,86 €/kg, et + 4,4 % / 1^{er} sem. 2016. Le 2nd semestre a à l'inverse été marqué par des prix du JB sous pression, principalement en raison de l'encombrement du marché de la viande par les très nombreuses réformes laitières : - 3,2 % / 2nd sem. 2017 en moyenne, soit une perte de 12 centimes par kilogramme.

En Italie, un surplus d'effectifs de jeunes bovins (JB) dû à un fort dynamisme des mises en place en 2017 a pu être constaté en début d'année, dans un contexte de reprise économique du pays et de croissance de la consommation de viande bovine. La BDNI italienne (ANZ), annonçait une hausse de 7 % des effectifs de mâles de 12 à 24 mois le 31 janv. 2018/31 janv. 2017, soit + 29 000 têtes.

Cette offre élevée de JB, qui pesait sur le marché italien ne s'est résorbée que fin septembre. En fin d'année, les stocks étaient même en diminution par rapport à 2017 (- 5 % en déc. 2018 / déc. 2017). Malgré cela, la cotation du JB à Modène est restée relativement basse dès le 2^e trimestre de 2018 et même en fin d'année, durant la période de hausse saisonnière. Les abattages ont été légèrement en hausse en 2018.

Côté espagnol, 2018 a été difficile : après trois bonnes années en termes d'exportation de viande bovine, les envois espagnols ont régressé de 8 % par rapport à 2017, tant au niveau intra-UE que vers les pays tiers. Les exports de bovins finis, notamment vers la Turquie, ont concurrencé ceux de viande bovine. Les douanes espagnoles enregistrent une hausse de 32 % des envois de mâles finis vers la Turquie, sur 10 mois, entre 2017 et 2018, bien que l'on observe un arrêt des envois en octobre. La situation turque est en effet complexe : ce pays du Moyen-Orient est actuellement en proie à une crise économique majeure, qui amène ses dirigeants à faire des choix, notamment en termes d'importation de denrées alimentaires comme les bovins finis ou la viande bovine, des choix qui touchent les contingents d'importation et les fournisseurs associés. Ainsi, si des JB ne sont pas exportés vers la Turquie (2^e client de bovins finis espagnols en 2017), les opérateurs espagnols doivent trouver d'autres débouchés. Mais la compétitivité de la viande bovine espagnole peut rassurer ces derniers.

En Allemagne, après un 1^{er} trimestre comptabilisant des abattages en hausse, le marché est parvenu à s'équilibrer grâce à une bonne absorption de la production par la consommation intérieure, qui a continué de progresser. Durant le 1^{er} semestre 2018, les cours se sont alors maintenus à des niveaux élevés. Toutefois, durant la période estivale, la consommation des Allemands semble avoir été impactée par les fortes chaleurs, tandis que, parallèlement, on observait un recul des sorties de JB. Après l'été, les abattages ont repris et les cours se sont alors stabilisés. Ils ont ensuite amorcé leur hausse saisonnière mais de façon très progressive, en raison des réformes de vaches laitières qui ont afflué sur le marché, l'alourdissant. Sur l'année entière, les exportations comme les importations de viande bovine ont nettement diminué en Allemagne (respectivement - 6,5 % et - 5,0 %) et les abattages ont diminué de 3,8 %.

La Pologne a vu quant à elle sa production se maintenir à des niveaux élevés en 2018, notamment au 1^{er} semestre ce qui a entraîné une hausse de 6 % de ses exportations de viande bovine. Ces envois se sont concentrés vers les pays tiers et notamment la Turquie, qui a largement absorbé le déficit des ventes polonaises vers l'Allemagne et l'Italie. Sur l'année 2018, les abattages de JB polonais ont cru de 3,3 %. Cependant, avec la crise monétaire que connaît la Turquie, ce débouché est en sursis : les prix entre les bovins turcs et les JB polonais se sont étroitement rapprochés à cause de la dévaluation conséquente de la livre turque en 2018.

› Commerce de viande : des exportations stables dans leur ensemble, malgré une baisse des envois vers les pays tiers

Les exportations intra-UE de viande bovine ont été stables en 2018, comparé à 2017. En revanche, les envois des États membres vers les pays tiers ont dans l'ensemble fortement baissé (- 6,9 % soit - 17 300 tec).

L'Italie a vu ses importations de viande bovine augmenter légèrement en 2018, à hauteur de 1,6 %. La France a pourtant diminué ses envois vers l'Italie, à hauteur de 2,5 %.

Concernant la viande fraîche, on constate notamment que les envois (en volume) de l'Irlande, de la Belgique et de l'Argentine vers l'Italie ont fortement progressé en 2018 (respectivement + 7,0 %, + 13,2 % et + 24,0 %). Parallèlement, les importations italiennes de viande congelée (volumes bien moindres qu'en viande fraîche) ont été issues, en 2018, à 38,4 % du Brésil (elles l'étaient à hauteur de 37,6 % en 2017). L'Uruguay, cinquième fournisseur de l'Italie en viande bovine congelée, a aussi vu ses envois vers l'Italie progresser en 2018.

A contrario, les exportations de viande bovine italienne ont diminué de 3,7 %.

La reprise de la consommation intérieure (+ 3,6 % soit + 36 000 tec) pourrait expliquer les évolutions des échanges de viande bovine en Italie.

Les Pays-Bas, premiers exportateurs de viande bovine parmi les États membres en 2017, mais également premiers importateurs *ex aequo* avec l'Allemagne, ont enregistré une augmentation de leurs envois en 2018 de 1,6 %, notamment vers l'Allemagne et la France, ses deux premiers clients pour la viande bovine fraîche. Les importations néerlandaises de viande bovine ont également crû, et ce de façon plus conséquente : + 4,9 % / 2017.

Les envois de viande bovine polonaise ont été perçus à la baisse en 2018 : - 1,8 %. Ils étaient en effet très dynamiques au 1^{er} semestre mais la crise monétaire turque, dont les effets se sont ressentis à partir de l'été, ont contribué à une stagnation de la production polonaise. Si ce marché devait fermer, les Polonais devraient reporter leur attention sur l'UE, dont le marché est déjà largement saturé.

L'Irlande, l'un des principaux pays exportateurs au sein de l'UE, a fortement augmenté ses importations de viande bovine en 2018 (+ 113 % soit + 33 870 tec) et, *a contrario*, ses exportations ont diminué (- 9 500 tec). Cela est lié à une forte hausse de la consommation des Irlandais, calculée par bilan. Le Royaume-Uni, aujourd'hui dans une situation délicate concernant ses relations commerciales avec les autres États membres (sortie de l'UE avec ou sans accord ?), a fortement amplifié ses importations en 2018, à hauteur de 5,4 %. Rappelons que le Royaume-Uni et l'Irlande, pays voisins, sont aussi étroitement dépendants l'un de l'autre en termes de commerce de biens et notamment concernant la viande bovine (l'Irlande, deuxième exportateur de viande bovine parmi les pays de l'UE en 2017, envoie la moitié de sa production de viande bovine au Royaume-Uni).

L'Allemagne a semble-t-il centré le secteur de la viande bovine à une échelle avant tout nationale en 2018, puisque ses échanges de viande bovine ont nettement diminué.

› **Consommation : nette hausse dans la quasi-totalité des États membres**

L'Union européenne a été autosuffisante en 2018 (taux 100,6 % toutes viandes bovines, hors viande de veau).

La consommation par bilan de l'Union européenne à 28 a été en augmentation de 3,3 % (en volume, soit + 225 000 tec) ; en y incluant la viande vitelline, la hausse a été de 5,1 %. La consommation par habitant est en moyenne de 14,8 kg/hab/an (inclus viande de veau), soit 0,7 kg de plus qu'en 2017. La hausse de la production indigène brute de gros bovins (+ 2,6 %) ainsi que celle des importations de viande bovine (viande de veau incluse), à hauteur de 10,2 %, ont accru les disponibilités.

› **Prévisions 2019**

La question phare de l'année 2019 en ce qui concerne l'Union européenne, qui va redistribuer les cartes au niveau du commerce intra comme extra-UE, est de savoir si le Royaume-Uni va sortir de l'UE (Brexit) et, si sortie il y a, si cette sortie se fera avec ou sans accord (« Brexit dur » dans le cas où aucun consensus n'est voté). Parmi les divers points de l'accord proposé par Theresa May le 15 janvier 2019, il y a la question d'une période de transition, pendant laquelle l'UE continuerait à traiter le Royaume-Uni comme un État membre. L'accord a été rejeté ce même 15 janvier par la majorité des parlementaires anglais et Theresa May disposera de quelques jours pour leur faire une autre proposition. La sortie effective du Royaume-Uni est prévue fin mars 2019. Concernant le secteur de la viande bovine et en envisageant un Brexit dur, les Irlandais seraient les premiers touchés. En effet, ceux-ci envoient actuellement près de 50 % de leur viande bovine vers la Grande-Bretagne. L'Irlande est également le premier client du Royaume-Uni concernant la viande bovine.

Bien qu'une aide de l'UE soit très probablement accordée à ce pays en cas de désaccord, l'Irlande devrait tout de même restructurer en profondeur ses relations commerciales, et notamment celles liées aux échanges de produits agricoles. D'autres pays, clients ou fournisseurs du Royaume-Uni, seraient également touchés par un potentiel Brexit dur.

Autre fait pouvant être marquant pour 2019, la production polonaise de viande bovine devrait plafonner voire légèrement décroître, selon les prévisions de l'Institut polonais d'économie agricole IERIGZ. La stabilisation de la production de JB polonais au 2nd semestre 2018, due à la crise économique turque et dont les effets se sont ressentis à partir de l'été 2018, pourrait perdurer (et donc les envois de viande bovine polonaise ne pas reprendre à un rythme normal). Mais la Pologne a déjà recentré ses expéditions, notamment vers l'Allemagne et l'Italie, ce qui n'est pas sans risques pour d'autres pays de l'UE comme la France, qui compte ces deux pays comme des clients historiques.

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

1 000 tec	UE 28			
	2016	2017	2018*	%18*/17
Production indigène brute⁽²⁾	6 870,7	6 882,4	7 064,3	2,6
Commerce extérieur animaux vivants⁽¹⁾				
Exportations	73,6	87,8	94,8	8,0
Importations	0,0	0,0	0,0	-
Solde	+73,6	+87,8	+94,8	
Abattages⁽²⁾	6 797,1	6 794,6	6 969,5	2,6
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	270,0	290,4	270,0	-7,0
Importations	312,2	291,5	321,2	10,2
Solde	-42,1	-1,1	-51,3	
Consommation indigène brute⁽²⁾	6 839,3	6 795,7	7 020,8	3,3
Auto-approvisionnement (%) ⁽²⁾	100,5	101,3	100,6	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie (2) Hors veaux de boucherie

Prévisions 2019

1 000 tec	UE 28			
	2017	2018*	2019**	%19**/18*
Production indigène brute⁽²⁾	6 882,4	7 064,3	6 888,6	-2,5
Commerce extérieur animaux vivants⁽¹⁾				
Exportations	87,4	94,8	93,3	-1,5
Importations	0,0	0,0	0,0	-
Solde	+87,8	+94,8	+93,3	
Abattages⁽²⁾	6 794,6	6 969,5	6 795,3	-2,5
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	290,4	270,0	261,9	-3,0
Importations	291,5	321,2	337,3	5,0
Solde	-1,1	-51,3	-75,4	
Consommation indigène brute⁽²⁾	6 795,7	7 020,8	6 870,7	-2,1
Auto-approvisionnement (%) ⁽²⁾	101,3	100,6	100,6	

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie (2) Hors veaux de boucherie

Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018	%18*/17
Allemagne	12 702	12 653	12 563	12 366	12 093	-2,2
Autriche	1 937	1 950	1 933	1 938	1 907	-1,6
Belgique	2 521	2 531	2 555	2 454	2 450	-0,2
Danemark	1 585	1 568	1 583	1 565	1 560	-0,3
Espagne	6 008	6 234	6 451	6 588	6 725	2,1
France	19 705	19 889	19 989	19 864	19 380	-2,4
Irlande	6 926	6 964	7 221	7 364	7 349	-0,2
Italie	6 197	6 146	6 183	6 118	6 170	0,8
Pays-Bas	4 068	4 134	4 245	4 096	3 918	-4,4
Royaume-Uni	9 837	9 919	10 033	10 004	9 891	-1,1
Pologne	5 920	5 961	5 939	6 143	6 201	0,9
R. tchèque*	1 365	1 407	1 400	1 373	1 400	2,0
Roumanie	2 069	2 078	2 081	2 012	2 002	-0,5

* Estimations pour la République Tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	1 026	987	962	957	915	-4,4
Autriche	161	165	165	161	164	1,6
Belgique	134	130	127	122	120	-1,7
Danemark	38	35	34	34	33	-2,9
Espagne	234	271	266	289	335	15,7
France	969	972	932	919	907	-1,4
Irlande	821	790	873	902	895	-0,8
Italie	528	491	537	484	490	1,3
Pays-Bas	56	55	47	46	46	0,8
Royaume-Uni	1 011	1 001	1 032	1 051	1 035	-1,5
Pologne	702	742	799	881	907	3,0
R. tchèque*	114	120	85	76	80	5,7
Roumanie	70	65	64	54	61	11,6

* Estimation pour la République Tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 311	4 287	4 272	4 214	4 167	-1,1
Autriche	534	540	536	540	538	-0,4
Belgique	522	524	536	521	532	2,1
Danemark	563	561	572	570	575	0,9
Espagne	876	853	827	825	825	0,0
France	3 615	3 606	3 576	3 552	3 509	-1,2
Irlande	1 226	1 296	1 398	1 433	1 481	3,4
Italie	2 053	2 061	1 948	1 907	1 904	-0,1
Pays-Bas	1 572	1 622	1 743	1 694	1 630	-3,8
Royaume-Uni	1 828	1 895	1 897	1 891	1 883	-0,4
Pologne	2 310	2 279	2 146	2 154	2 233	3,7
R. tchèque*	381	378	374	373	371	-0,5
Roumanie	1 207	1 216	1 216	1 184	1 184	0,1
VACHES ALLAITANTES						
Allemagne	670	682	685	670	663	-1,1
Autriche	236	222	218	215	202	-5,8
Belgique	449	463	469	449	435	-3,0
Danemark	101	99	97	95	91	-4,2
Espagne	1 840	1 825	1 973	2 007	2 040	1,7
France	4 144	4 203	4 263	4 259	4 175	-2,0
Irlande	1 129	1 076	1 104	1 081	1 048	-3,1
Italie	329	314	297	280	288	2,9
Pays-Bas	82	80	68	59	63	7,0
Royaume-Uni	1 569	1 576	1 596	1 589	1 558	-2,0
Pologne	169	165	186	220	196	-10,9
R. tchèque*	178	194	198	194	206	6,4
Roumanie	17	17	12	15	12	-19,5

* Estimations pour la République Tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	1 076,0	1 069,0	1 078,0	1 068,0	1 071,7	0,3
Autriche	214,8	222,3	221,4	220,4	230,6	4,6
Belgique	202,2	208,9	215,7	216,9	216,4	-0,2
Danemark	99,4	93,2	100,4	94,0	98,2	4,5
Espagne	341,0	388,0	405,9	386,4	417,5	8,0
France	1 244,5	1 275,5	1 283,4	1 265,4	1 286,1	1,6
Irlande	580,7	563,3	587,4	615,4	624,2	1,4
Italie	607,8	684,3	700,6	651,7	710,2	9,0
Pays-Bas	159,0	157,5	176,7	203,2	207,5	2,1
Royaume-Uni	872,4	877,8	903,8	897,6	916,2	2,1
UE 15	5 712,7	5 863,3	5 995,3	5 943,6	6 105,1	2,7
Pologne	409,1	467,5	497,8	555,3	571,4	2,9
R. tchèque	64,8	67,6	71,2	67,1	70,8	5,6
Roumanie	22,8	34,9	45,9	46,2	37,6	-18,6
NEM 13	668,8	753,8	801,8	851,0	864,4	1,6
UE 28	6 381,5	6 617,1	6 797,1	6 794,6	6 969,5	2,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Abattages de vaches						
France	1 561,2	1 613,6	1 657,6	1 660,1	1 694,4	2,1
Allemagne	1 272,0	1 232,0	1 316,0	1 243,0	1 276,1	2,7
Italie	472,3	543,5	566,4	526,8	572,3	8,6
Pays-Bas	464,5	429,6	492,9	565,9	530,9	-6,2
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	728,0	710,9	725,4	734,8	768,7	4,6
Italie	448,5	510,7	579,6	519,6	606,6	16,7
Irlande	522,6	508,0	521,6	553,1	568,0	2,7
Allemagne	474,0	503,0	539,0	545,0	559,9	2,7
Abattages de jeunes bovins						
Italie	951,5	947,2	975,8	897,1	827,5	-7,8
Allemagne	1 423,0	1 404,0	1 315,0	1 325,0	1 274,6	-3,8
France	961,6	950,8	911,6	953,9	938,5	-1,6
Espagne	550,2	617,3	609,3	578,8	650,4	12,4
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	984,1	1 004,7	1 025,2	1 040,6	1 023,7	-1,6
Irlande	616,6	635,8	630,0	684,6	671,4	-1,9
France	178,0	183,9	181,4	173,0	158,8	-8,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Attention: 2014, problème de statistiques pour les données italiennes (Istat). Les chiffres de la BDNI italienne, plus stables, ont été utilisés pour corriger les estimations italiennes de 2014.

Échanges intra-UE de viande bovine fraîche en 2017

1 000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 13	UE 28
FR		69	33	8	9	33	1	10	30	4	0	10	197	11	208
NL	6		76	21	23	28	2	17	48	16	6	33	241	59	300
DE	42	109		17	8	16	26	2	23	26	1	42	270	44	314
IT	72	54	32		5	27	9	20	12	13	1	75	243	87	330
UK	2	13	5	1		163	0	3	1	1	0	16	190	16	206
DK	1	37	28	1	2	6		1	1	3	0	10	80	14	94
ES	3	20	12	7	1	8	6		2	4	0	25	69	26	94
BE	11	15	1	2	5	5	0	2		0	1	2	41	6	48
POR	4	18	1	1	2	3	2	63	2	0	0	5	96	5	101
GR	45	16	8	12	0	0	3	8	3	1	0	10	97	11	108
Hong	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2		2	4	3	7
POL	0	1	3	2	2	2	1	0	0	0	1		12	7	19

UE 15	186	379	230	75	84	307	63	126	126	69	11	237	1 407	550	1 957
NEM 13	0	27	11	9	3	5	1	1	3	8	2	28	79	41	120
UE 28	187	406	240	84	87	312	64	127	129	77	13	266	1 486	591	2 077

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Échanges intra-UE de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2017

1 000 têtes

vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 13	UE 28
FR		0	0	0	4 729	794	0	0	0	0	0	0	5 523	0	5 523
NL	24		1 735	0	0	8 215	244	0	0	0	2	0	10 435	2	10 437
DE	1 857	8 785		0	0	297	0	1 043	15 763	870	83	0	14 905	16 817	31 722
IT	99 637	1 248	1 809		4 148	511	1 005	1 185	130	761	498	10 355	109 621	12 308	121 929
ES	12 626	9	131	59		0	0	0	0	0	0	0	20 851	0	20 851
BE	13 911	3 365	26	0	0		0	0	0	0	0	0	17 319	0	17 319
UK	0	0	0	0	0	0	6 222	0	0	0	0	0	6 222	0	6 222
GR	301	0	0	0	0	0	69	0	86	299	522	0	460	1 881	2 341
AUT	0	0	1 321	0	1	0	0		43 119	14 580	0	21 712	1 322	98 537	99 859
R.Tch	0	0	0	0	0	0	0	0		76	0	0	0	3 779	3 779
Hong	0	0	0	0	0	19	0	0	545		0	0	19	1 248	1 267
POL	0	0	0	17	0	0	0	0	373	477		0	17	36 924	36 941

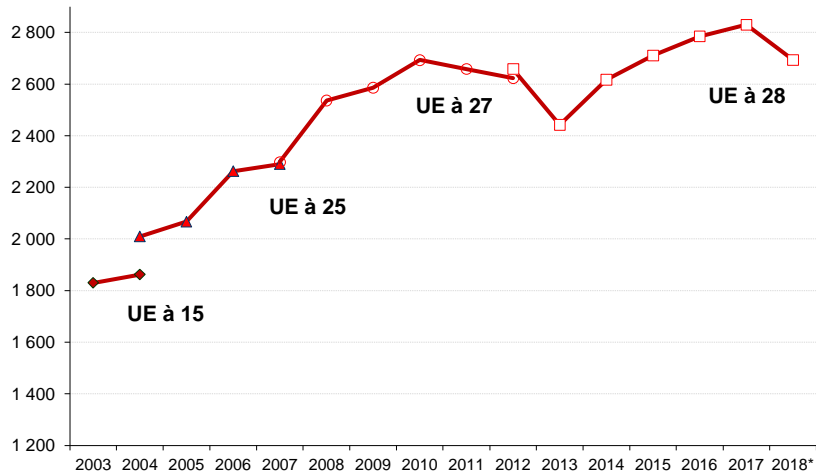
UE 15	128 359	13 407	5 822	59	8 878	9 845	7 540	2 228	59 098	16 510	1 105	32 067	187 489	125 082	312 571
NEM 13	179	93	6 051	17	1	19	0	233	45 963	17 466	3 973	22 375	6 618	157 643	164 261
UE 28	128 538	13 500	10 552	76	8 878	9 864	7 540	2 461	61 942	19 396	5 078	32 730	192 785	183 380	376 165

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source EUROSTAT d'après douanes de chaque État. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations

Échanges intra-UE de viande bovine

1 000 tec

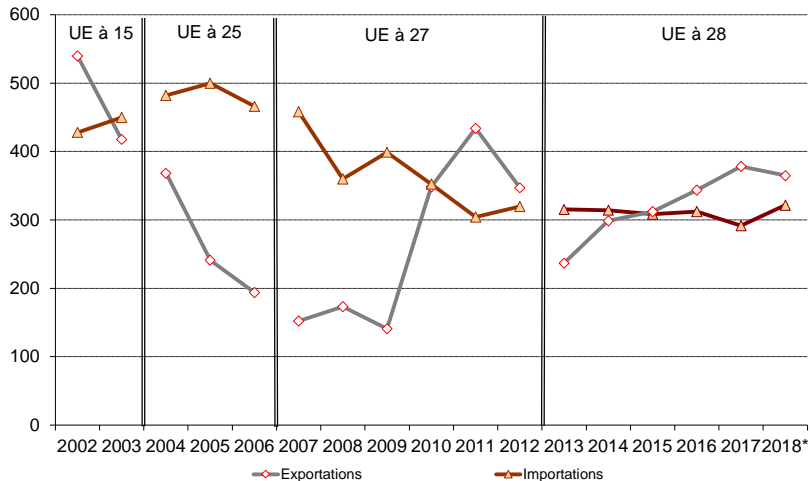


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Commerce extérieur de l'Union européenne

1 000 tec

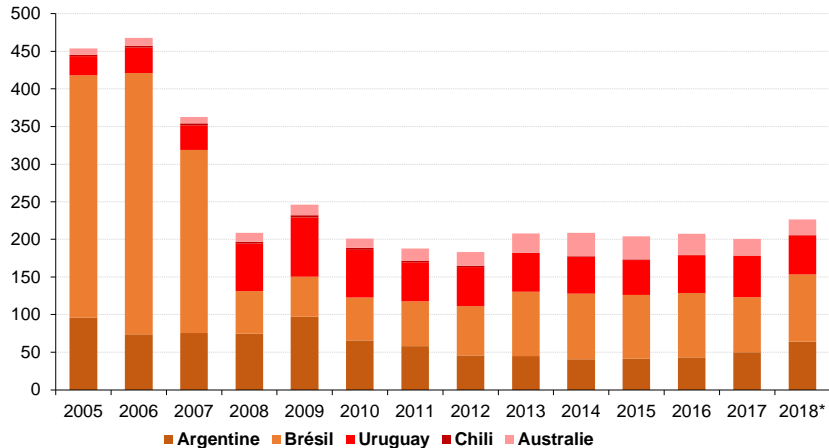


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Importations européennes de viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud et d'Australie

1 000 tec



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/ 100 kg net	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Allemagne	324,24	336,33	318,38	339,71	340,92	0,4
Autriche	333,64	345,26	330,30	346,25	345,28	-0,3
Belgique	280,82	287,85	275,43	284,49	289,26	1,7
Danemark	308,87	326,08	312,24	325,42	324,37	-0,3
Espagne	352,55	347,67	343,21	354,85	365,04	2,9
France	360,84	355,23	344,29	348,82	346,88	-0,6
Irlande	347,37	375,83	356,34	365,78	366,75	0,3
Italie	386,69	382,33	368,11	376,91	384,69	2,1
Pays-Bas	261,35	274,52	245,75	267,56	278,42	4,1
Royaume-Uni	394,98	435,05	375,14	381,33	379,66	-0,4
Hongrie	204,00	206,94	192,90	213,53	214,00	0,2
Pologne	278,22	288,00	279,86	301,18	311,88	3,6
République tchèque	260,18	267,71	266,30	279,80	283,85	1,4
UE à 28	347,62	355,70	335,56	347,81	349,18	0,4

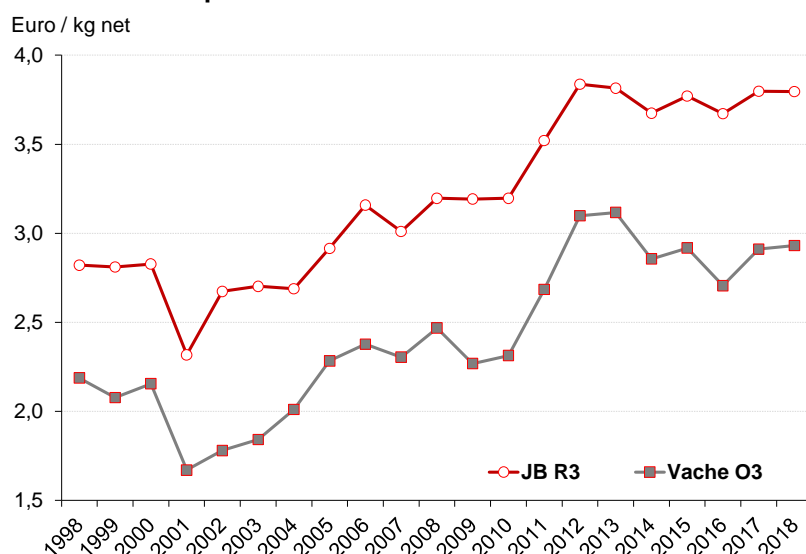
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 28

€/ 100 kg net	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Année
2014	357,40	350,82	342,80	339,45	347,62
2015	354,95	359,62	359,42	348,82	355,70
2016	342,28	335,46	332,33	332,18	335,56
2017	340,68	346,96	350,50	353,12	347,81
2018	354,62	355,23	345,54	341,35	349,18
%15/14	-0,7	2,5	4,8	2,8	2,3
%16/15	-3,6	-6,7	-7,5	-4,8	-5,7
%17/16	-0,5	3,4	5,5	6,3	3,7
%18/17	4,1	2,4	-1,4	-3,3	0,4

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	1 088	1 142	1 171	1 190	1 203	1,1
Autriche	138	148	160	158	173	10,0
Belgique	171	171	163	157	172	9,1
Danemark	120	127	128	116	106	-8,5
Espagne	344	359	382	357	403	12,9
France	1 558	1 564	1 549	1 525	1 551	1,7
Irlande	102	104	73	95	173	81,4
Italie	994	1 056	1 055	1 001	1 036	3,6
Pays-Bas	243	251	255	276	336	22,0
Royaume-Uni	1 099	1 121	1 144	1 155	1 186	2,7
UE 15	6 536	6 717	6 759	6 721	7 031	4,6
Pologne	65	74	117	112	173	53,9
R. tchèque	88	92	102	105	109	3,9
Roumanie	44	62	67	48	46	-4,3
NEM 13	392	437	498	479	536	11,9
UE 28	6 928	7 154	7 258	7 201	7 567	5,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	13,5	14,1	14,2	14,4	14,5	1,0
Autriche	16,3	17,2	18,4	18,0	19,7	9,4
Belgique	15,3	14,5	13,7	13,2	15,0	14,3
Danemark	21,4	22,4	22,3	20,2	18,4	-9,0
Espagne	7,4	7,7	8,2	7,7	8,6	12,6
France	23,7	23,5	23,2	22,8	23,1	1,4
Irlande	22,2	22,4	15,4	20,0	35,8	79,0
Italie	16,3	17,4	17,4	16,5	17,1	3,7
Pays-Bas	14,5	14,9	15,0	16,1	19,6	21,3
Royaume-Uni	17,1	17,3	17,5	17,6	17,9	2,0
UE 15	16,3	16,6	16,6	16,5	17,2	4,5
Pologne	1,7	1,9	3,1	3,0	4,5	53,8
R. tchèque	8,4	8,7	9,7	9,9	10,3	3,6
Roumanie	2,2	3,1	3,4	2,5	2,4	-3,7
NEM 13	3,7	4,2	4,8	4,6	5,2	12,1
UE 28	13,7	14,1	14,2	14,1	14,8	5,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché du veau en France

› **Veaux nourrissons : des exportations en hausse par rapport à 2017 qui était pourtant une année record**

Au 1^{er} semestre 2018, le retard des naissances de veaux laitiers lié à de mauvaises conditions de reproduction durant l'hiver 2016/2017 semblait compensé grâce au net rebond observé en avril, mai et juin 2018. On a ainsi pu constater au 1^{er} semestre 2018 une stabilité des naissances par rapport au 1^{er} semestre de 2017 (- 0,5 %). Mais de nouvelles baisses à partir de juillet ont porté le cumul sur l'année 2018 à - 1,1 % / 2017 (soit - 28 700 têtes). Les cotations du veau mâle laitier de 45 - 50 kg ont été particulièrement élevées de janvier à début août 2018 (en moyenne + 18,3 € / tête sur 31 semaines), en raison des faibles disponibilités et de la demande espagnole dynamique. Mais la tendance s'est ensuite inversée, les cours passant sous leurs niveaux de 2016 et 2017 à partir de septembre. En cause des mises en place réduites et des exportations vers l'Espagne qui ont baissé par rapport à 2017. Les exportations françaises de veaux nourrissons ont donc d'abord été en forte hausse, au 1^{er} semestre 2018 (+ 305 % / 1^{er} sem. 2017), puis ont diminué au 2nd semestre, à hauteur de - 3,3 % / 2nd sem. 2017. Au global sur 2018, ces envois ont augmenté significativement par rapport à 2017, qui était pourtant une année record en termes de ventes de petits veaux français (+ 9,3 % / 2017 soit + 21 700 veaux). C'est en comparant 2018 à une année plus classique comme 2016 qu'est mise en évidence l'importance de cette hausse en 2018 : + 51,0 % / 2016 soit + 86 300 veaux concernés.

Une des raisons qui peut expliquer la légère baisse des exportations de veaux nourrissons observée au 2nd semestre est la diminution des envois vers l'Espagne (- 4,2 % soit - 5 800 veaux), qui concentre 95 % des exportations totales de veaux nourrissons français. En effet, les Espagnols sont spécialisés dans la production de viande de jeune bovin (JB) qui approvisionne surtout leur marché intérieur. Néanmoins, bien que dans une moindre mesure, ils engraisent puis vendent aussi des JB finis à destination principalement de la Turquie (depuis 2017), le Liban et la Libye. La France approvisionne régulièrement l'Espagne en bovins maigres : veaux nourrissons mais aussi brouillards, qui sont alors élevés et engraisés puis soit exportés en tant que JB vifs, soit abattus pour produire de la viande bovine.

Bien que cela ne représente pas le devenir de la majorité des veaux nourrissons français exportés, la Turquie a été en proie en 2018 à une forte crise monétaire (en réalité une accentuation de cette crise qui touchait déjà le pays), qui a poussé ses dirigeants à importer davantage de bovins moins chers, comme ceux d'Amérique du Sud, au détriment de ceux d'origine espagnole. Les envois de bovins espagnols vers la Turquie ont ainsi chuté à partir de juillet 2018, ce qui a donc indirectement pu impacter négativement les importations espagnoles de veaux français. La Turquie a pourtant été, en 2017, le 2^e client de l'Espagne de JB vifs après la Libye. Les départs vers la Libye ont également nettement baissé sur cette même période.

Du côté des veaux croisés, le constat est inchangé depuis déjà quelques années : les naissances croissent (+ 50 % entre 2017 et 2018, soit + 49 600 naissances de veaux croisés) et encombrant le marché du petit veau. Pour rappel, cet afflux de veaux croisés est dû au recours croissant, ces trois dernières années, à des taureaux de race à viande pour inséminer les vaches laitières dans l'espoir que les jeunes veaux qui en sont issus soient mieux valorisés. Mais avec un tel afflux de veaux croisés sur le marché, c'est l'effet inverse qui s'est produit : entre 2014 et 2017, la valorisation des veaux mâles croisés laitiers a été divisée par 1,5 (en moyenne 170 € pour le mâles croisé laitier 50-60 kg en 2017 contre 240 € en 2014). En 2018, on remonte légèrement : 189 € en moyenne. Le constat est encore plus mauvais pour les mâles croisés laitiers de moins de 50 kg : on passe d'une cotation moyenne de 150 € en 2014 à 80 € en 2017. Là encore, les cours remontent en 2018 : en moyenne 100 € par veau, mais on reste loin des cours moyens de 2014.

Les croisés lourds et bien conformés conservent un prix plus élevé car ils se font plus rares, les éleveurs laitiers privilégiant naturellement le plus souvent la facilité de naissance : un trop gros veau rend le vêlage plus difficile et peut alors pénaliser le début de lactation

Les importations de veaux nourrissons ont fortement augmenté en 2018 : + 56 % soit + 8 300 têtes. De février à mai, le nombre de veaux nourrissons importés a littéralement explosé. En effet, on observe une hausse des flux de veaux nourrissons vers l'Espagne en cette période de creux des vêlages, qui a poussé les intégrateurs français à chercher des animaux à l'étranger. De plus, certains opérateurs, face au marché 2017 du veau croisé, ont semblé préférer mettre en place des veaux importés destinés à d'autres débouchés que la grande distribution, qui elle, se détourne de la viande de veau né à l'étranger. On constate en revanche une baisse importante des importations à partir de juin 2018 : la réduction des mises en place et la reprise des vêlages en sont les principales explications. En septembre, on observe

un léger pic d'importations, mais les effectifs de veaux importés ont à nouveau décliné en octobre. Au 2nd semestre de 2018, les importations de veaux nourrissons ont globalement été en baisse.

› **Veaux de boucherie : légère baisse des abattages totaux**

Les abattages de veaux de boucherie ont baissé en 2018, à hauteur de 2 % (soit - 25 700 têtes / 2017).

Les données d'abattages d'Agreste, utilisées dans ce rapport, ne prennent pas en compte la majorité des veaux nés et/ou engraisés à l'étranger puis abattus en France et notamment ceux originaires de Belgique, dont sont issus la plupart des veaux étrangers abattus sur le territoire national. Il est toutefois important de préciser que la part de ces veaux, dans le total des veaux abattus en France en 2018, a largement augmenté par rapport à 2017. Cette augmentation notable des veaux nés et/ou engraisés à l'étranger puis abattus en France fait en grande partie suite au rachat, en novembre 2017, d'un abattoir du Nord de la France (Sarreguemines) par le groupe Bellivo SA et sa filiale, la société belge Sopraco. Entre janvier et septembre 2018, comparé à 2017, ce furent tout de même 29 000 veaux nés et/ou engraisés à l'étranger supplémentaires qui ont été abattus en France.

Le Festival du veau, qui a eu lieu de fin janvier à début mars, ainsi que des conditions météorologiques favorables, ont dynamisé la consommation de viande de veau en début d'année 2018.

Les cours du veau O rosé clair ont augmenté de 0,14 € / kg en moyenne sur les trois premiers mois de l'année. Après le Festival du veau, le marché a commencé à s'alourdir. La météo peu clémente et les festivités de Pâques ont cependant prolongé la stabilité des cours et ont légèrement retardé la baisse saisonnière qui s'est enclenchée début avril. Cette baisse estivale a été peu marquée cette année pour le veau type laitier. De mai à septembre, les cours du veau O rosé clair étaient plus élevés en moyenne de 0,18 €/kg par rapport à l'an passé. À l'inverse, les cours du veau croisé ont fortement diminué durant l'été, en lien avec leur nombre trop élevé dans les ateliers d'engraissement français (offre supérieure à la demande) ; la cotation du veau R est restée stable par rapport à 2017. Ces dynamiques opposées entre cours des veaux O et R illustrent le changement de composition des effectifs de veaux nourrissons.

Après la saison estivale, le marché du veau de boucherie a été encombré, en France comme en Europe, ce qui a empêché une remontée nette, pourtant saisonnière, des cotations du veau O rosé clair. Les dernières semaines de 2018, ces cours ont avoisiné 1,70 € / kg et ont perdu en moyenne 20 centimes par rapport à 2017.

› **La consommation des ménages français a continué de baisser**

D'après les données de Kantar Worldpanel, les achats des ménages français de viande fraîche vitelline ont poursuivi leur diminution en 2018 (- 6,3 % en volume par rapport à 2017).

Entre 2016 et 2017, la baisse était moins marquée (- 3,3 %, en volume). Avec un été 2018 enregistrant des records de chaleur, les ménages français ont été moins enclins à consommer les pièces à griller/rôtir. Les achats ont reculé de 7,6 % tandis que ceux des pièces à bouillir/braiser ont reculé de 3,2 %.

La viande vitelline reste en 2018 parmi les viandes les plus chères (15,86 € / kg en moyenne), après la viande chevaline (17,52 € / kg en moyenne).

› **Prévisions 2019**

Une baisse conséquente des naissances de petits veaux laitiers est probable en 2019 compte-tenu du taux d'abattages de réformes laitières au 2nd semestre 2018 (suite à l'épisode de sécheresse estivale).

Les importations de veaux nourrissons pourraient alors augmenter pour pallier cette baisse des stocks. Les exportations de veaux nourrissons français dépendront étroitement de l'évolution des envois espagnols de bovins finis vers leurs principaux partenaires en 2019.

La hausse saisonnière des cours du veau de boucherie, compte-tenu de la lourdeur actuelle du marché en France mais aussi en Europe, risque d'être trop tardive ou trop faible pour assurer des cotations suffisamment élevées en début d'année 2019.

Bilan dans le secteur du veau

	2017		2018*		%18*/17	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Abattages contrôlés	1 238,3	176,9	1 212,6	173,1	-2,1	-2,2
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	233,9		255,6		9,3	
Importations	14,8		23,0		55,9	
SOLDE	+219,1		+232,5			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	17,3		15,6		-9,8	
Importations	17,2		10,3		-40,2	
SOLDE	+0,1		+5,3			
Production de veaux finis	1 238,4	177,6	1 217,9	174,1	-1,7	-2,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Prévisions 2019

1 000 tec	2018*	2019**	%19**/18*
Production	174,1	172,0	-1,2%
Abattages	173,1	171,3	-1,0%
Importations veaux finis (vifs)	0,8	0,8	-0,5%

* Estimations, ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

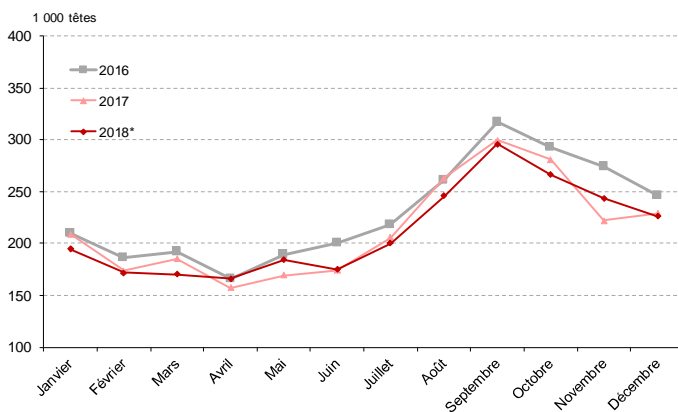
Naissances de veaux

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Races allaitantes	3 315,1	3 403,9	3 433,7	3 312,7	3 264,1	-1,5
Races laitières	2 836,1	2 821,0	2 753,3	2 568,8	2 540,2	-1,1
Races croisées	1 000,3	1 011,7	1 054,6	1 103,7	1 153,3	4,5
TOTAL	7 151,4	7 236,6	7 241,6	6 985,2	6 957,6	-0,4

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

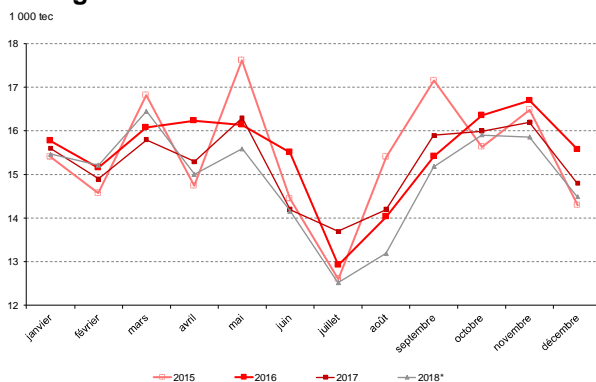
Abattages de veaux de boucherie

	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
1 000 têtes	1 288,7	1 266,8	1 268,3	1 238,3	1 212,6	-2,1
1 000 tec	177,8	179,2	179,9	176,9	173,1	-2,2
Poids moyen (kg/tête)	138,0	141,4	141,8	142,9	142,7	-0,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

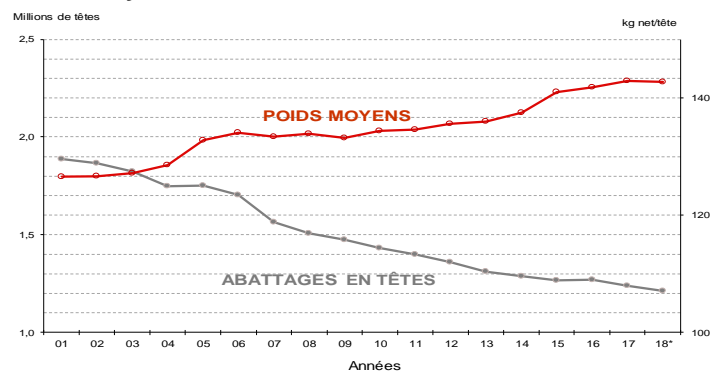
Abattages contrôlés de veaux de boucherie



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	134,0	155,7	169,3	233,9	255,6	9,3
Union européenne à 28	134,0	155,7	169,3	233,9	255,6	9,3
<i>Espagne</i>	125,6	147,1	161,9	222,9	241,1	8,2
<i>Italie</i>	7,6	6,9	7,3	10,9	13,4	22,5
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Importations totales	23,0	15,1	26,3	14,8	23,0	55,9
Union européenne à 28	23,0	15,1	26,3	14,8	23,0	55,9
<i>Espagne</i>	5,4	6,7	2,6	2,5	2,2	-12,0
<i>Pays-Bas</i>	7,6	4,0	2,6	9,0	9,3	3,8
<i>Allemagne</i>	6,4	0,0	5,9	0,0	0,0	-
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	+111,0	+140,6	+143,0	+219,1	+232,5	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	11,9	14,5	14,5	17,3	15,6	-9,8
Union européenne à 28	9,8	12,6	12,6	15,5	14,0	-9,8
<i>Italie</i>	4,5	4,2	4,2	6,4	4,4	-30,9
<i>Belgique</i>	0,0	3,4	3,4	3,1	3,1	0,9
<i>Espagne</i>	5,1	4,7	4,7	5,4	5,5	1,1
Pays tiers	2,1	1,8	1,8	1,8	1,6	-10,4
Importations totales	23,2	17,3	17,3	17,2	10,3	-40,2
Union européenne à 28	23,2	17,3	17,3	17,2	10,3	-40,2
<i>Belgique</i>	13,9	12,0	12,0	13,7	8,6	-36,9
<i>Allemagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<i>Pays-Bas</i>	6,5	3,5	3,5	2,0	0,3	-87,2
<i>Espagne</i>	1,8	1,7	1,7	1,4	1,7	22,6
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	-11,3	-2,8	-2,8	+0,1	5,3	

* Estimations

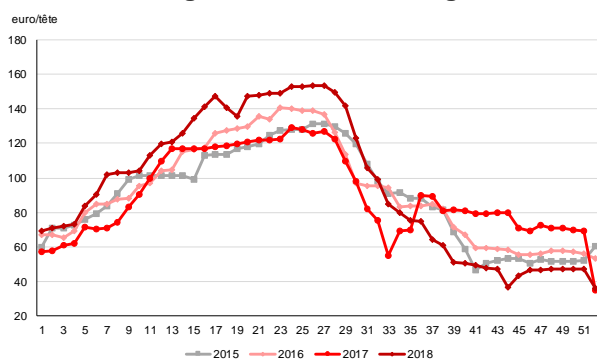
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Prix à la production

	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Veaux de 8 jours en €/tête						
Engraissement mâles 45-50 kg	80,9	88,2	92,0	90,0	95,4	6,1
Élevage mâles croisés légers	334,5	320,4	269,8	259,0	275,1	6,2
Prix moyen pondéré	141,3	130,5	121,7	118,9	126,8	6,7
Veaux de boucherie en €/kg net						
Prix moyen pondéré	6,2	5,8	5,7	5,6	5,7	1,0
Veaux sous la mère en €/kg net						
Prix moyen pondéré	8,9	8,7	8,3	8,2	8,3	1,6

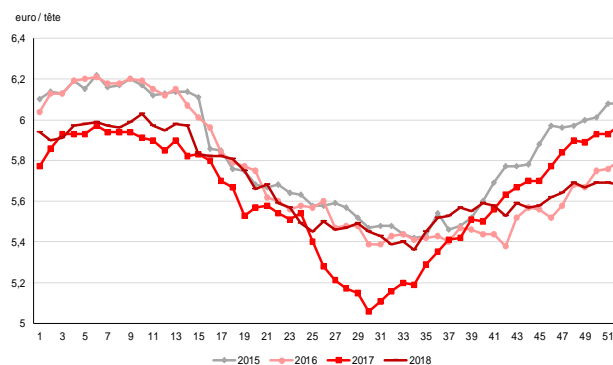
Source : FranceAgriMer

Cotation de veaux de 8 jours à 4 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de veau

€/kg	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Viande fraîche	15,7	15,7	15,9	15,8	15,9	0,6
dont viande à griller	17,5	18,2	18,5	18,3	18,5	1,0
dont viande à bouillir	12,9	13,0	13,2	13,2	13,2	-0,2

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché des ovins et des caprins en France

› Une offre limitée sur le début d'année, qui tire les prix vers le haut

Un recul des abattages très marqué a été observé sur le début d'année : entre janvier et avril 2018, 1,3 million d'agneaux ont été abattus, soit une diminution de 2,6 % par rapport à 2017. Les abattages de brebis de réforme ont suivi la dynamique inverse, en progressant de 5 % sur cette même période de l'année et en reculant à partir de mai (- 1,8 % entre mai et septembre).

Une des causes de ce recul de l'offre en agneaux a probablement été le nombre de reproductrices, qui a de nouveau diminué. Les enquêtes cheptel réalisées fin 2017 témoignent de la poursuite des grandes tendances des dernières années : le nombre de femelles laitières saillies est resté stable tandis que le cheptel de femelles viande saillies a perdu 140 000 têtes (- 3,7 %).

Ce recul de l'offre française en début d'année s'est couplé à une moindre présence des produits des deux principaux fournisseurs de la France en viande ovine. En effet, au Royaume-Uni, un recul de la production (- 1,8 % sur janvier-avril 2018) a limité les exportations (- 3,8 % au total sur ces 4 mois et - 9,4 % vers la France en particulier). De même, en Irlande, les envois vers la France ont diminué de 16 % sur cette période. Ces productions en recul ont tiré les prix locaux vers le haut : au Royaume-Uni en semaine 18 (début mai), la cotation de l'agneau lourd était de 6,42 €/kg (+ 33,9 % / 2017) tandis qu'elle était de 5,95 €/kg en Irlande (+ 18,5 % / 2017). Ces fortes hausses ont participé à diminuer la compétitivité à l'export des produits britanniques et irlandais. Les prix outre-manche n'ont commencé à décroître qu'à la mi-mai 2018.

Ainsi, en comparaison avec 2017, la baisse saisonnière de début d'année de la cotation française est restée modérée (au plus bas de la cotation, en semaine 6, le prix moyen pondéré des agneaux de boucherie a été de 5,84 €/kg en 2018, contre 5,28 €/kg en 2017, soit une hausse de 10,6 %). En particulier, entre février et mai, cette cotation a même été au-dessus de son niveau de 2016.

› Un retour de la production française et de la pression des produits importés à partir de mai 2018

À l'inverse, entre mai et novembre, les abattages d'agneaux se sont élevés à 2 millions de têtes, soit une hausse de 1,6 % par rapport à la même période en 2017. Ainsi, sur l'année, les deux tendances opposées sur les périodes janvier-avril et mai-novembre se sont compensées et les abattages d'agneaux ont ainsi été stables (- 0,2 % / 2017). Les abattages de brebis ont été en hausse sur 2018 (+ 0,6 % / 2018).

La cotation de l'agneau lourd au Royaume-Uni a chuté nettement à partir de mai. La même tendance a été observable en Irlande. Les prix des produits importés depuis ces deux pays ont donc retrouvé leur compétitivité et ont participé à maintenir sous pression le prix des agneaux en France. En effet, après sa hausse saisonnière au moment de Pâques, le prix moyen pondéré des agneaux de boucherie s'est maintenu entre 6,2 €/kg et 6,4 €/kg, restant largement en dessous des niveaux de 2017.

Malgré le regain de compétitivité des produits outre-manche, les importations de viande ovine sur 11 mois ont été en recul de 1 %. Sur cette période, les envois britanniques ont diminué de 10,4 % et ceux en provenance d'Irlande de 8,7 %. Les arrivées renforcées de produits espagnols (+ 57,3 %) n'ont pas suffi à compenser le repli des envois des principaux fournisseurs de la France en viande ovine importée.

En moyenne sur l'année 2018, le prix moyen pondéré des agneaux de boucherie a progressé de 1,4 % par rapport à sa moyenne de 2017.

› Des échanges d'animaux vivants en recul

En 2018, les exportations d'ovins adultes ont été en diminution de 16 % sur 11 mois par rapport à la même période en 2017, recul qui affecte les deux destinations principales, l'Italie et l'Espagne. Concernant les exportations d'agneaux, plus de 40 % des exports sont habituellement faits au mois de décembre. Le chiffre n'étant pas encore connu, il est difficile d'établir une prévision sur l'année. Néanmoins, sur les 11 premiers mois de l'année, les envois ont été en retrait de 20 %. Au mois de janvier, où se font habituellement 20 % des envois, on a constaté un recul de 31 %.

Les importations d'ovins ont aussi été en diminution, de manière moins marquée pour les agneaux (- 0,8 % / 2017), mais importante pour les brebis (- 21,8 % / 2017).

› La consommation de viande ovine est toujours morose

La consommation par bilan a été en léger recul (- 1 % / 2017) : les abattages ont été stables, mais le recul des importations a tiré la consommation vers le bas. La consommation de viande ovine annuelle devrait s'établir à 162 400 tec sur 2018.

Sur 2018, les achats des ménages pour leur consommation à domicile en viande ovine ont diminué de 5,9 % tandis que le prix moyen est resté stable à 14,5 €/kg. Si les achats en côtes d'agneau et en épaule ont tous les deux été en diminution (respectivement - 13,5 % et - 7 %), les achats de gigots ont été épargnés par cette tendance (+ 3,2 %). La viande ovine surgelée a été elle aussi en progression (+ 13,6 %), tirée par les achats de gigots surgelés.

› Prévisions 2019 : des incertitudes sur les conséquences du Brexit

La production de brebis s'est plutôt stabilisée sur 2018, en nombre de têtes, ce qui laisse à penser que l'évolution du cheptel en 2019 sera plus modérée que l'année précédente, bien que toujours orientée à la baisse. La production nationale et la consommation poursuivraient ainsi leurs grandes tendances baissières.

L'année écoulée témoigne bien de l'influence que peut avoir le Royaume-Uni sur le marché français, tant au niveau du prix à la production français des agneaux de boucherie que de la disponibilité en viande pour la consommation française. Le taux d'auto-provisionnement de la France n'est que de 52 % et le Royaume-Uni reste son principal fournisseur. Les modalités de sortie de l'Union européenne de celui-ci vont donc modeler l'année 2019. Au moment où nous rédigeons cette note, l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni n'a pas encore été voté par le Parlement britannique et la situation semble compliquée.

Dans le cas où les relations commerciales changeraient peu dans le cadre post-Brexit, les prévisions des experts britanniques sont une poursuite du recul de leur production sur le début 2019, et donc un impact probable sur les importations françaises en début d'année. En revanche, si aucun accord n'est conclu, il est possible que les exportateurs outre-manche cherchent à maximiser les envois sur le début d'année, ce qui pourrait exercer une pression sur les prix français, dans une période de creux de consommation. De même, en fonction des modalités de sortie de l'UE, les produits britanniques pourraient perdre leur compétitivité et les importations françaises pourraient en être impactées. La consommation totale de viande ovine pourrait en conséquence en souffrir. Dans ce contexte, il est à l'heure actuelle difficile de faire des prévisions pour 2019.

Bilan du secteur ovin et caprin

	2017		2018*		%18*/17	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production contrôlée	5 153,6	88,5	5 052,9	87,6	-2,0	-1,0
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	470,2	4,1	373,0	3,2	-20,7	-22,2
Importations	207,6	2,7	200,9	2,7	-3,2	-0,4
Solde	+262,7	+1,4	+172,1	+0,5		
Abattages contrôlés	4 891,0	87,1	4 880,7	87,1	-0,2	0,0
Commerce extérieur viande						
Exportations		12,0		12,0		0,0
Importations		93,4		91,7		-1,8
Solde		-81,4		-79,7		
Consommation contrôlée		168,5		166,8		-1,0
Solde (production-consommation)		-80,0		-79,2		
Auto-apvisionnement** (%)		52,5		52,5		0,0

* Estimations **Calculé à partir de la production et de la consommation contrôlées

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Eurostat

Bilan prévisionnel – France

1 000 tec	2018*	2019**	% 19** / 18*
Production ovine et caprine contrôlée	87,6	87,2	-0,5
<i>dont production d'agneaux</i>	66,7	66,4	-0,5
Importations (vif et viande)	94,3	94,3	0,0
Exportations (vif et viande)	15,1	15,1	0,0
Consommation contrôlée	166,8	164,3	-1,5

* Estimations

** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Cheptel ovin français : enquête de décembre

1 000 têtes	2013	2014	2015	2016	2017	% 17/16
Brebis laitières	1 288	1 278	1 271	1 273	1 276	0,2
Brebis viande	3 540	3 488	3 385	3 370	3 256	-3,4
Total Brebis	4 828	4 766	4 656	4 643	4 532	-2,4
Agnelles saillies	707	716	714	711	681	-4,2
Total femelles saillies	5 535	5 482	5 370	5 354	5 213	-2,6
Agnelles non saillies	325	345	354	367	354	-3,5
Autres ovins	1 333	1 343	1 332	1 435	1 310	-8,7
TOTAL OVINS	7 193	7 170	7 056	7 156	6 877	-3,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Cheptel caprin français : enquête de décembre

1 000 têtes	2013	2014	2015	2016	2017	% 17/16
Femelles saillies	1 092	1 078	1 049	1 014	1 039	2,5
Autres caprins	190	193	201	185	174	-5,9
TOTAL CAPRINS	1 282	1 271	1 250	1 199	1 213	1,2

Source : FranceAgriMer d'après SSP

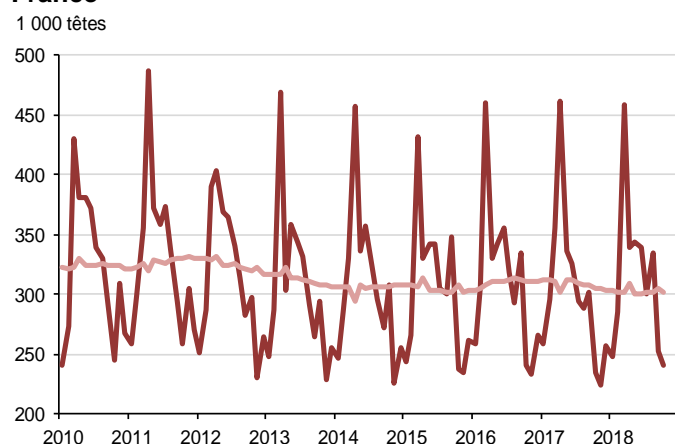
Abattages et production estimés

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18/17
Abattages contrôlés (A)						
Agneaux	3 689	3 641	3 737	3 632	3 624	-0,2
Brebis	545	549	556	571	574	0,6
Caprins	818	708	718	688	682	-0,9
Total	4 953	4 898	5 011	4 891	4 881	-0,2
Importations vifs (B)						
Agneaux	344	293	235	180	178	-1,0
Brebis	52	50	35	28	21	-23,1
Caprins	1	1	0	0	1	-
Total	397	344	271	208	200	-3,6
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	3 345	3 347	3 502	3 452	3 447	-0,2
Brebis	493	499	521	543	553	1,8
Caprins	718	707	717	688	681	-1,0
Total	4 556	4 554	4 741	4 683	4 681	-0,1
Exportations vifs (C)						
Agneaux	451	457	422	410	316	-23,1
Brebis	75	45	46	57	48	-16,6
Caprins	11	9	5	3	5	77,7
Total	537	511	473	470	368	-21,7
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	3 796	3 804	3 925	3 862	3 762	-2,6
Brebis	568	544	567	600	601	0,0
Caprins	729	716	722	691	686	-0,7
Total	5 093	5 064	5 213	5 154	5 049	-2,0

*Estimations

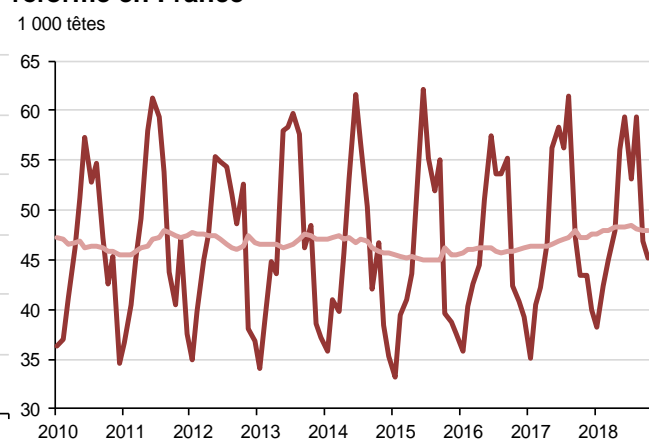
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Abattages contrôlés C.V.J.A d'agneaux en France



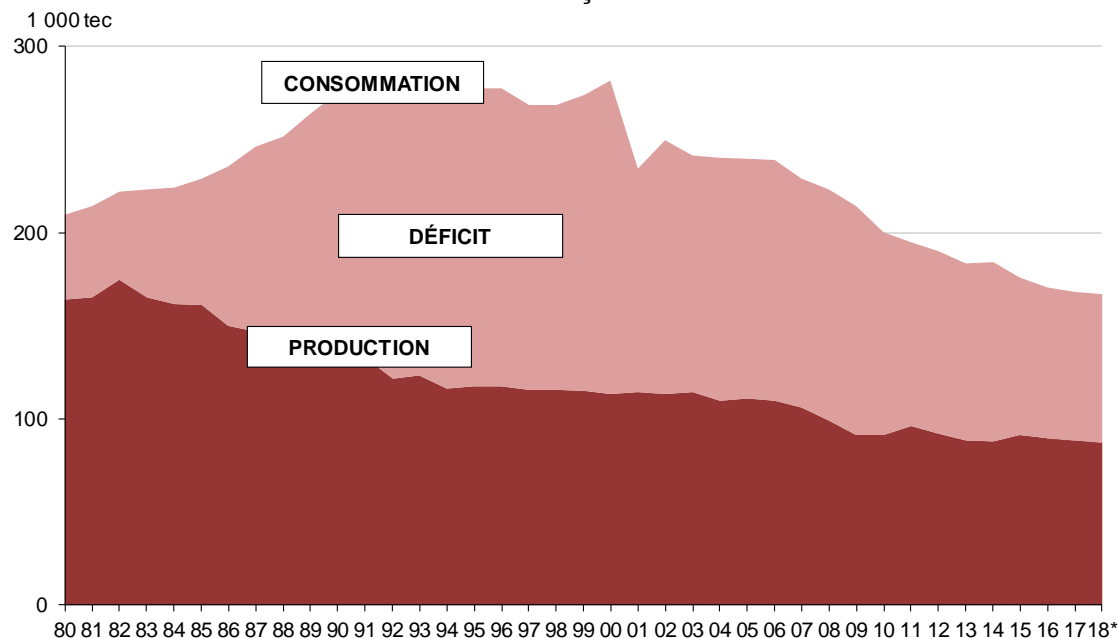
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages contrôlés C.V.J.A d'ovins de réforme en France



Source : FranceAgriMer d'après SSP

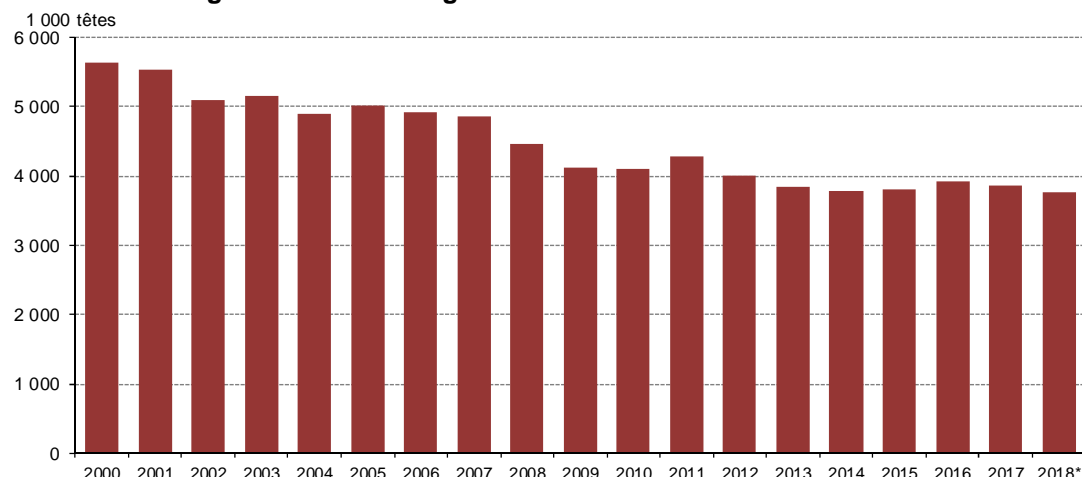
Production et consommation contrôlées françaises



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Production indigène contrôlée d'agneaux



*Estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Les prix à la production

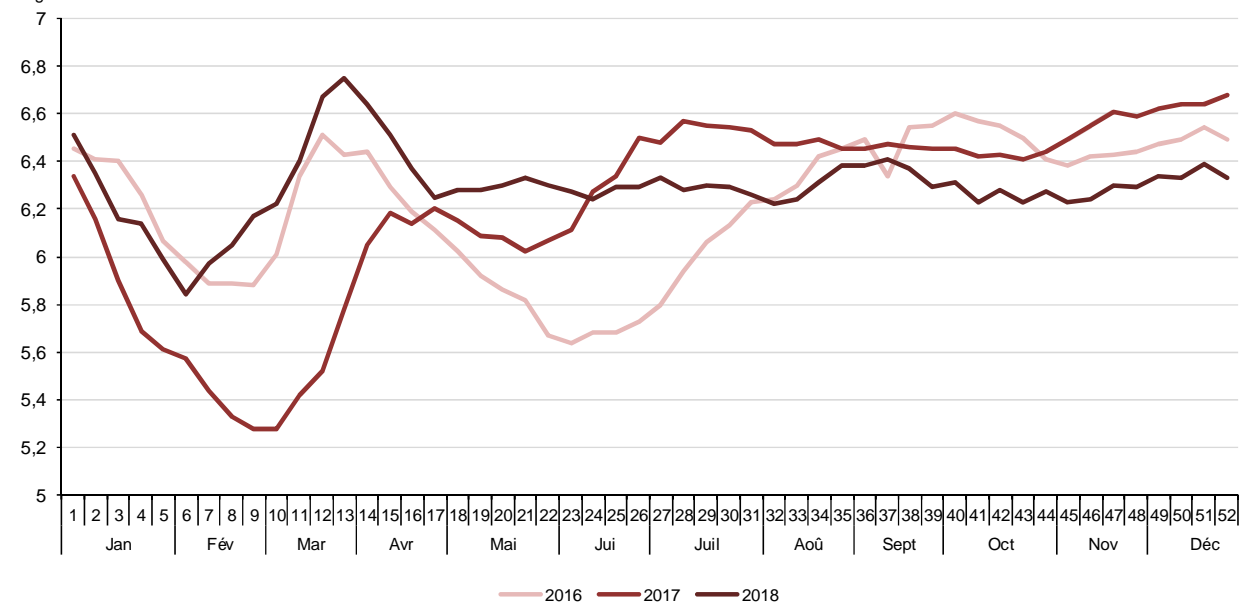
€/kg net	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Agneaux						
Prix moyen pondéré	6,35	6,32	6,22	6,21	6,29	1,4
PMP Rungis*	6,22	6,52	6,61	6,52	6,78	4,0
Brebis - de 30 kg/ R3	2,29	2,42	2,43	2,39	2,38	-0,3

* Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

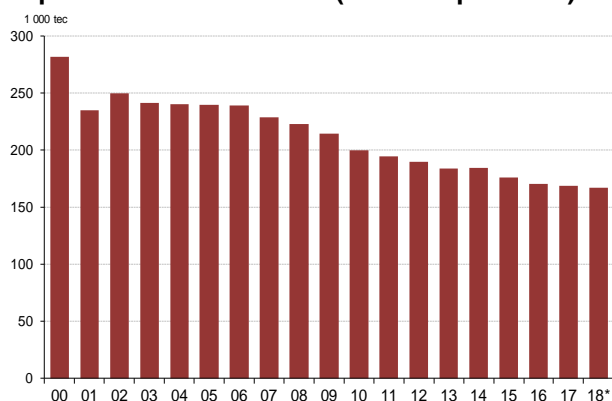
Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie

€/kg de carcasse



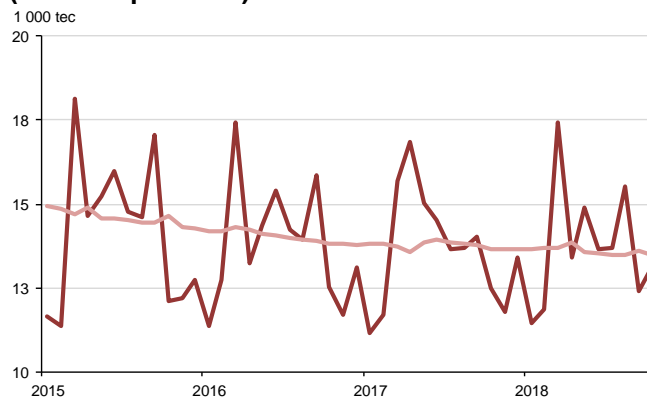
Source : FranceAgriMer

Consommation annuelle de viande ovine et caprine en milliers de tec (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Consommation ovine et caprine contrôlée (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Le marché des ovins et des caprins dans l'Union européenne

› Production mondiale : la demande chinoise a tiré les exportations et les prix des viandes ovines

Le tassement des disponibilités à l'export en Océanie ainsi que la forte demande chinoise ont tiré les prix des viandes ovines vers le haut en Nouvelle-Zélande et en Australie. En effet, d'après Beef and Lamb New Zealand, même si la demande chinoise croît moins vite qu'avant, elle suit toujours une évolution positive. De plus, la Chine a vu sa production nationale de viande ovine reculer en 2016, suite à une décapitalisation causée par une sécheresse et des prix à la production élevés qui ont incité les plus petits éleveurs à abandonner la production. La Chine augmente de plus en plus ses importations pour satisfaire sa consommation : en 2018, elles ont bondi de 30 %. Bien que favorisant d'abord la viande de mouton, la Chine a aussi accru ses importations de viande d'agneau. Cette forte demande chinoise a provoqué en Océanie des prix à l'export en augmentation, puis le même phénomène au niveau des prix à la production. En Nouvelle-Zélande, celui-ci a atteint un record de 8 NZ\$/kg.

Les exportations de l'Océanie représentent au moins 70 % des envois mondiaux de viandes ovines par an et les prix locaux, suivant les taux de change, ont facilement pu influencer les prix des autres pays, importateurs ou exportateurs, notamment en Europe.

› Le cheptel européen a été stable, mais des disparités ont existé selon les pays membres

Fin 2017, le cheptel total ovin européen s'élevait à 85,4 millions de têtes, dont 62,8 millions de brebis et agnelles saillies. Ces cheptels ont été relativement stables : - 0,5 % pour le nombre d'animaux total et - 0,1 % pour le nombre de reproductrices saillies. Des différences entre pays ont pourtant été constatées. En particulier, une hausse du nombre de femelles saillies a été observable en Irlande (+ 10 % soit + 256 000 têtes), ainsi qu'au Royaume-Uni (+ 0,9 % soit + 140 000 têtes). Des augmentations, plus modestes en nombre de têtes, ont été notées en Autriche (+ 6,9 % soit + 15 500 têtes) et en Suède (+ 6,1 % soit + 16 000 têtes). À l'inverse, la Grèce est le pays européen qui a perdu le plus de brebis et agnelles saillies (- 3,3 % soit - 223 000 têtes), suivi par la France (- 2,7 % soit - 142 000 têtes) et la Roumanie (- 1 % soit - 86 000 têtes). L'Italie a perdu quant à elle 44 000 femelles (- 0,7 % / 2016). Des diminutions moins importantes ont été aussi notables en Bulgarie (- 23 000 têtes) et au Portugal (- 22 000 têtes). Le Royaume-Uni a conservé le premier cheptel ovin, suivi de l'Espagne et de la Roumanie.

D'après les données disponibles pour l'Union européenne, les productions de viande ovine et caprine britanniques et roumaines ont toutes deux été orientées à la baisse en 2018. Au niveau de l'UE, le Royaume-Uni a été le premier producteur et la Roumanie, le troisième. La production totale de l'UE a donc diminué mécaniquement (- 2,3 % / 2017).

› Au Royaume-Uni, la production et les exportations de viande ovine ont reculé en 2018

Au Royaume-Uni, les mauvaises conditions climatiques ont d'abord impacté les agnelages au début de l'année avec un hiver long, froid et humide. Les moindres disponibilités dans les exploitations se sont ressenties au niveau des abattages : les abattages d'agneaux ont reculé de 3,4 %. Les abattages de brebis de réforme ont été en hausse en 2018 par rapport à 2017 (+ 1,7 %).

La cotation de l'agneau lourd au Royaume-Uni a été largement au-dessus de son niveau de 2017. En semaine 15 (semaine du 9 avril), le prix a atteint 6,86 €/kg, une valeur supérieure de 42 % à celle de l'année passée sur la même semaine. Sur l'année, en moyenne, la cotation a été de 5,18 €/kg, une hausse de 9,6 % par rapport au prix moyen de 2017. En cause, les moindres disponibilités locales mais aussi un recul des importations de viande. En effet, celles-ci ont diminué de 4 % sur 11 mois en 2018. La majorité des importations britanniques est constituée de viande néozélandaise, mais les arrivées ont reculé de 3 % cette année. Les produits se sont par ailleurs établis à des prix plus élevés que l'année précédente, étant donné l'envolée des prix à la production en Océanie.

En conséquence du recul de la production, les exportations britanniques totales en viande ovine pour 2018 ont été en retrait de 7 %, avec en particulier un recul de 14 % vers la France (- 5 300 tonnes). À l'inverse, les exportations vers l'Allemagne, deuxième marché à l'export de la viande ovine britannique, ont continué à progresser (+ 9 % / 2017).

› **En Irlande, les prix progressent aussi**

En Irlande, une hausse des prix a été observée, mais plus modérée qu'au Royaume-Uni ou en Océanie : en moyenne sur 2018, la cotation des agneaux lourds a été de 4,86 €/kg, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à la moyenne de 2017. Les abattages d'agneaux et de brebis de réforme ont quant à eux été en progression (+ 0,7 % et + 15,1 % respectivement).

En raison de la hausse des prix à la production, les exports ont augmenté de 15 % en valeur d'après Bord Bia. Ils auraient cependant diminué de 2 % en volume par rapport à 2017, en raison de poids carcasses plus faibles. En effet, ceux-ci auraient été impactés par des conditions climatiques difficiles au printemps, puis par la sécheresse de l'été.

› **Prévisions 2019**

Au niveau mondial, le marché sera conditionné par la demande chinoise et les productions océaniques. Beef and Lamb New Zealand prévoit une production d'agneau et de mouton destinés à l'export en recul : - 1,6 % pour l'agneau et - 16,9 % pour la viande de mouton. Si la demande chinoise se maintient, les prix à l'export pourraient de nouveau augmenter.

En Europe, la situation dépendra essentiellement du dénouement du Brexit. Les experts britanniques prévoient cependant un léger recul de la production de 0,3 % tandis que les exportations devraient rester stables.

Bilan dans le secteur ovin-caprin

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018	% 18*/17
Production indigène (1)	889,6	908,9	921,8	931,1	909,7	-2,3
Exportations animaux vivants	34,4	35,2	49,5	48,0	41,3	-14,1
Importations animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Solde	+34,4	+35,2	+49,5	+48,0	+41,3	
Abattages (1)	855,2	873,7	872,4	883,1	868,4	-1,7
Exportations viandes	31,5	19,4	18,4	33,4	28,2	-15,6
Importations viandes	184,7	198,2	198,1	170,9	173,0	1,2
Solde	-153,2	-178,8	-179,8	-137,5	-144,8	
Variation de stocks						
Consommation indigène (1)	1 008,4	1 052,4	1 052,1	1 020,6	1 013,2	-0,7
Auto-provisionnement (%)	88,2	86,4	87,6	91,2	89,8	-1,6

* Estimations

(1) Contrôlés + Estimations Eurostat

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Bilan prévisionnel – Union européenne

1 000 tec	2018*	2019**	% 19**/18*
Production (PIB)	909,7	908,8	-0,1
Importations	173,0	171,3	-1,0
Exportations	69,4	69,4	0,0
Consommation (CIB)	1 013,2	1 010,6	-0,3

*Estimations

**Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne

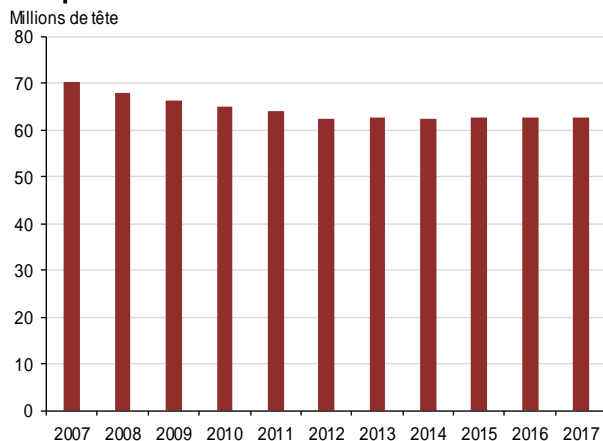
- enquêtes de décembre

1 000 têtes	2013	2014	2015	2016	2017	% 17/16
Allemagne	1 117	1 127	1 111	1 102	1 109	0,7
Autriche	218	211	217	226	242	6,9
Espagne	11 948	11 281	11 587	11 496	11 514	0,2
France	5 535	5 479	5 370	5 355	5 213	-2,7
Grèce	6 733	6 697	6 558	6 662	6 439	-3,3
Irlande	2 473	2 430	2 412	2 405	2 662	10,7
Italie	6 323	6 203	6 196	6 315	6 272	-0,7
Pays-Bas	573	600	579	574	556	-3,1
Portugal	1 634	1 607	1 617	1 606	1 584	-1,4
Royaume-Uni	14 337	14 617	14 614	14 768	14 908	0,9
Suède	271	272	272	266	282	6,1
UE 15	51 343	50 706	50 716	50 965	50 971	0,0
Roumanie	7 875	8 161	8 330	8 388	8 302	-1,0
Bulgarie	1 259	1 158	1 166	1 173	1 150	-2,0
Hongrie	874	855	849	801	810	1,1
NEM 13	11 444	11 685	11 868	11 888	11 807	-2,7
UE 28	62 786	62 391	62 584	62 854	62 778	-0,1

*Les données pour la Belgique, le Luxembourg, la Finlande, Chypre, l'Estonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie n'étant pas disponibles pour toute la période considérée, elles ont été estimées pour les calculs UE 15, NEM 13 et UE 28.

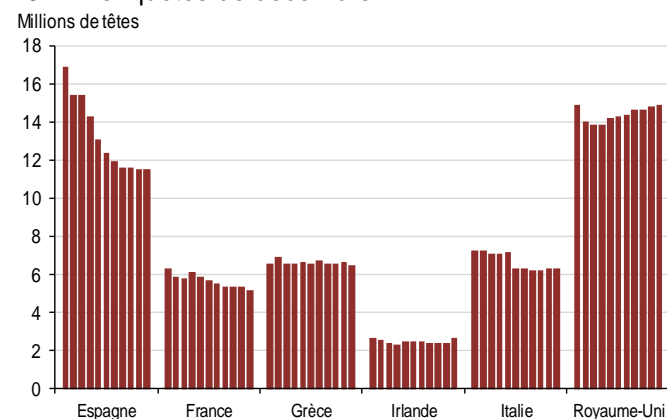
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Commission européenne

Le cheptel reproducteur ovin de l'Union européenne



UE à 27 jusqu'en 2012 puis UE à 28
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays producteurs de 2007 à 2017 – enquêtes de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Production contrôlée de viande ovine et caprine dans l'Union européenne

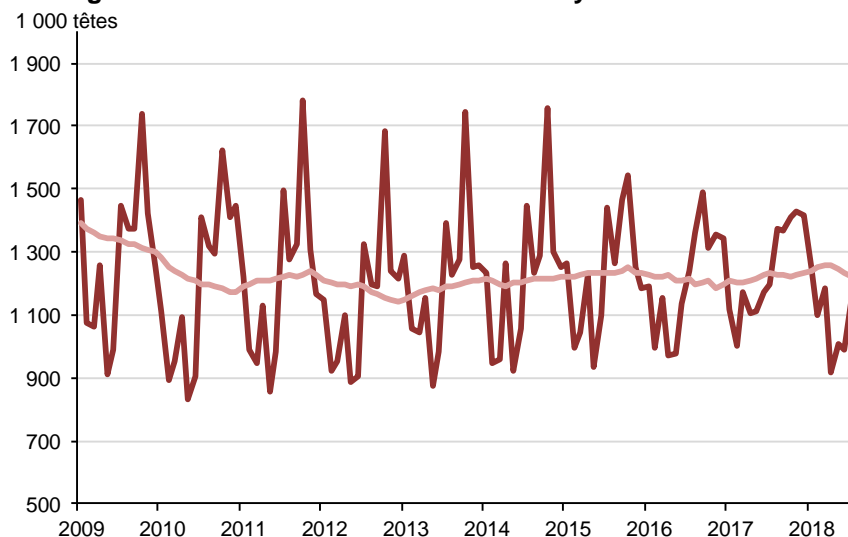
1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	25,2	32,7	35,9	31,8	32,4	1,9
Autriche	8,0	8,0	7,6	8,0	8,4	4,5
Espagne	134,0	141,9	148,8	148,3	148,7	0,2
France	86,6	87,1	89,7	88,3	87,9	-0,5
Grèce	80,1	75,1	71,5	67,3	66,0	-1,9
Irlande	58,3	58,5	61,0	67,2	69,5	3,4
Italie	14,8	23,6	21,8	23,8	25,9	9,0
Pays-Bas	15,3	16,7	17,7	16,7	14,7	-12,0
Portugal	17,6	19,2	18,9	16,8	17,6	4,5
Royaume-Uni	301,0	303,0	292,4	301,6	291,0	-3,5
UE 15	750	776	775	781	773	-1,0
Bulgarie	9,6	8,7	9,7	7,6	7,3	-4,3
Roumanie	106,6	108,2	122,0	127,9	111,5	-12,9
Hongrie	7,5	7,9	6,9	7,5	8,5	12,7
NEM 13	137	141	138	152	156	3,0
UE 28	890	909	922	931	910	-2,3

* Estimations

Le calcul de la production prend en compte des estimations d'abattages hors abattoirs déclarées par certains pays.

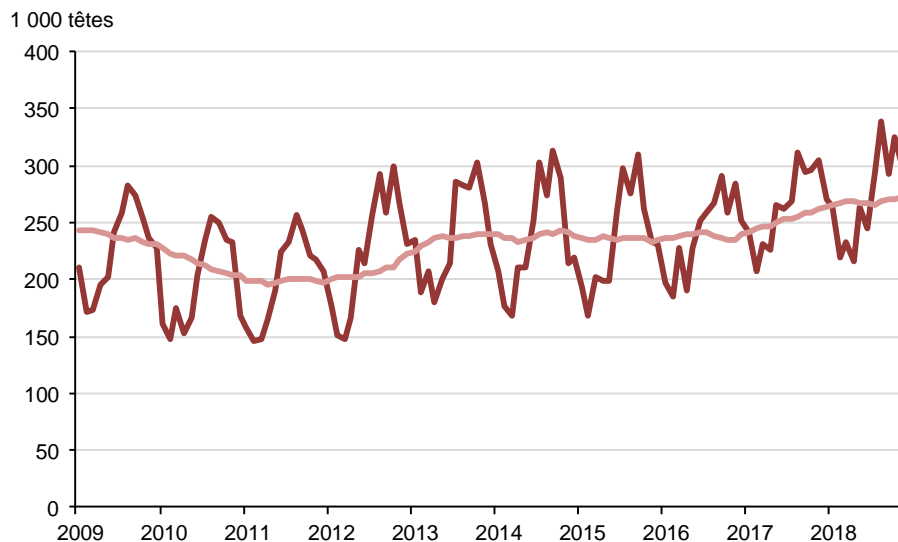
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages mensuels contrôlés d'ovins au Royaume-Uni



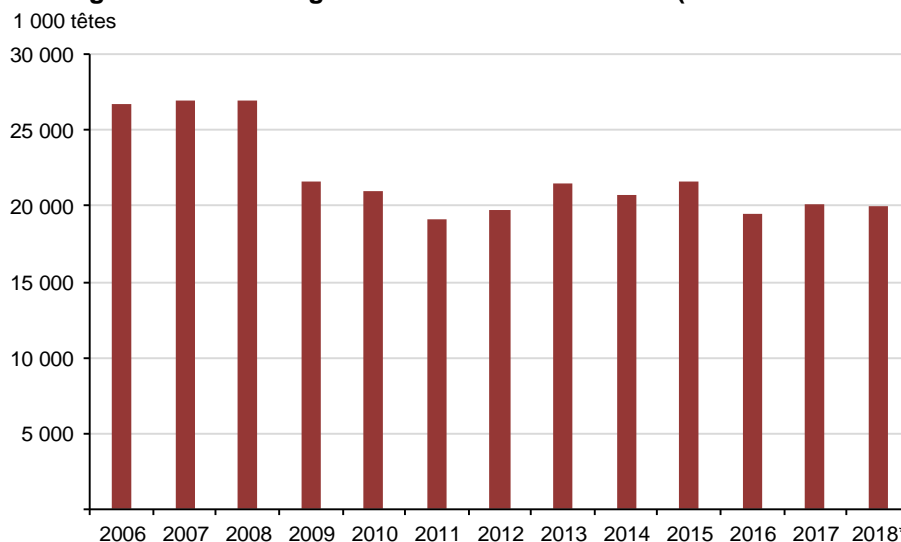
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages mensuels d'ovins en Irlande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

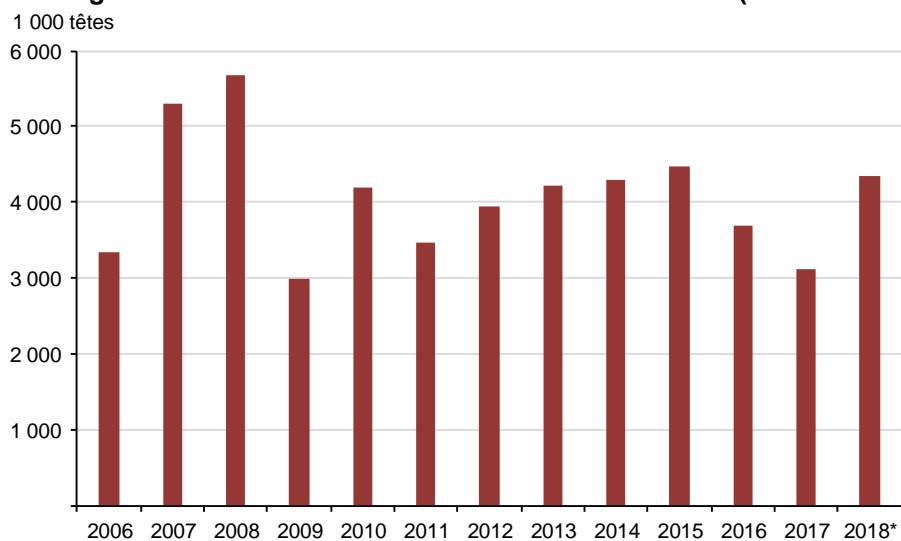
Abattages contrôlés d'agneaux de Nouvelle-Zélande (en milliers de têtes)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

Abattages contrôlés d'ovins adultes en Nouvelle-Zélande (en milliers de têtes)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

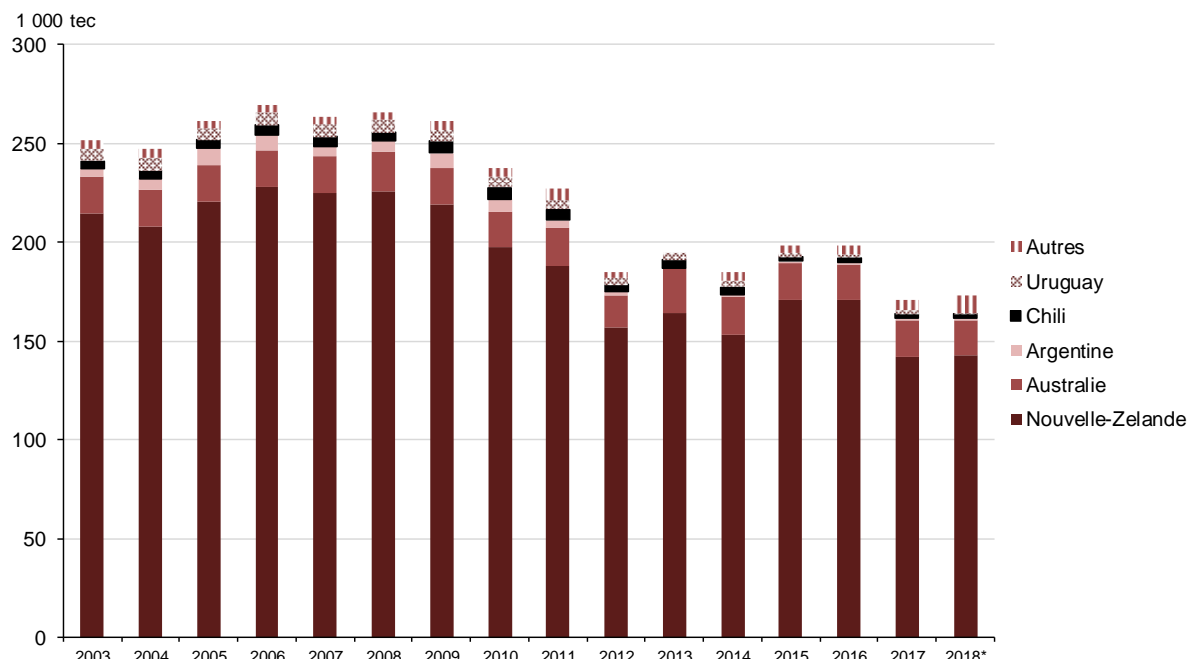
Importations de l'Union européenne de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	18*/17
Total pays tiers	184,7	198,2	198,1	170,9	173,0	1,2
Nouvelle Zélande	152,9	170,7	170,5	141,7	142,9	0,8
Australie	19,2	18,9	18,2	19,0	17,8	-6,3
Chili	3,6	2,5	2,6	2,0	2,1	3,2
Argentine	1,4	0,5	0,8	0,7	0,8	14,8
Uruguay	3,3	1,8	1,6	1,8	0,8	-54,9

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Importations communautaires de viande ovine en provenance des pays tiers



Consommation de viande ovine et caprine dans l'Union européenne, calculée par bilan

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	18*/17
Allemagne	60	73	80	78	82	5,2
Belgique-Lux	15	15	14	14	15	6,3
Espagne	93	99	97	92	91	-0,7
France	188	179	174	173	173	0,0
Grèce	87	83	79	73	69	-5,2
Irlande	13	12	4	2	11	514,3
Italie	50	58	55	56	58	3,7
Pays-Bas	19	20	15	18	21	16,6
Portugal	23	24	24	22	23	5,3
Royaume-Uni	297	327	317	297	290	-2,5
UE 15	881	926	897	864	871	0,9
Roumanie	73	73	81	85	71	-15,9
Bulgarie	10	10	11	9	9	1,6
Hongrie	2	2	1	2	2	34,2
NEM 13	104	102	109	113	100	-11,3
UE 28	985	1028	1006	976	971	-0,5

* Estimations

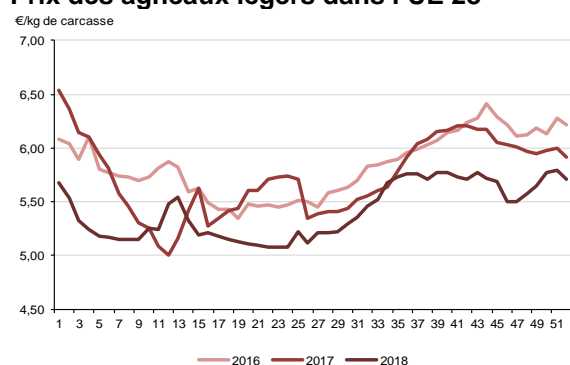
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

€/100 kg net	2014	2015	2016	2017	2018	% 18/17
Agneaux lourds						
Royaume-Uni	518,8	521,7	492,0	472,8	518,1	9,6
Irlande	459,2	470,1	461,0	459,3	486,2	5,8
France	634,3	631,8	618,9	618,7	629,8	1,8
Roumanie	247,0	244,1	223,0	211,6	228,8	8,1
UE 28	514,1	512,3	498,6	493,8	530,2	7,4
Agneaux légers						
Espagne	678,3	725,6	695,2	614,2	585,1	-4,7
Grèce	496,5	505,1	475,8	462,8	459,6	-0,7
Italie	624,5	614,6	571,1	601,6	571,0	-5,1
UE 28	589,0	616,9	583,8	555,3	541,7	-2,5

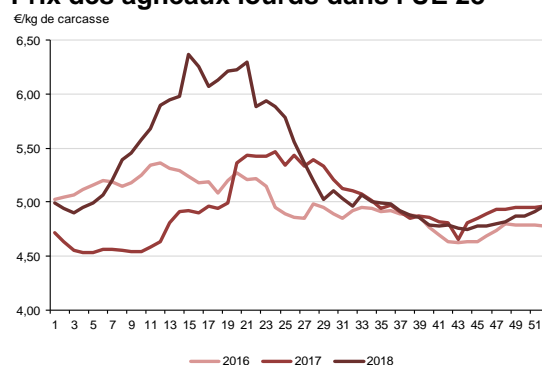
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers dans l'UE 28



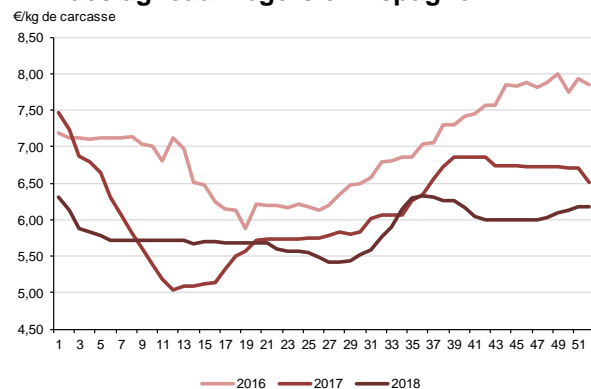
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux lourds dans l'UE 28



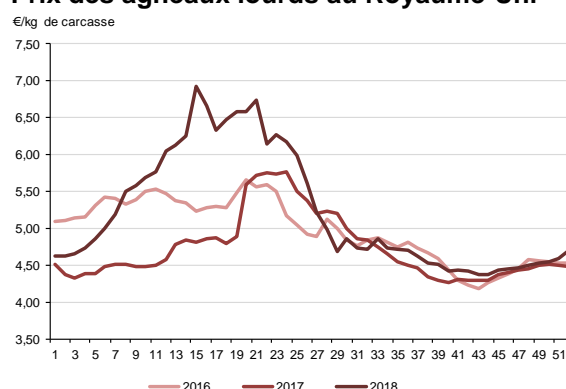
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers en Espagne



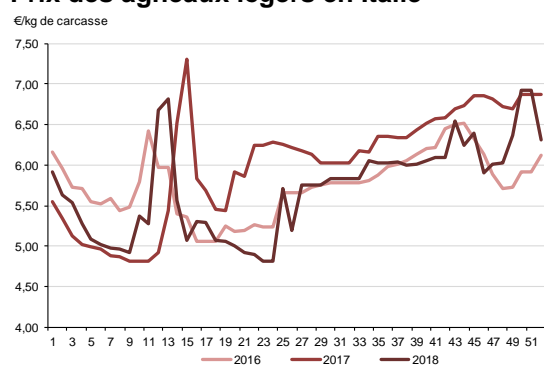
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux lourds au Royaume-Uni



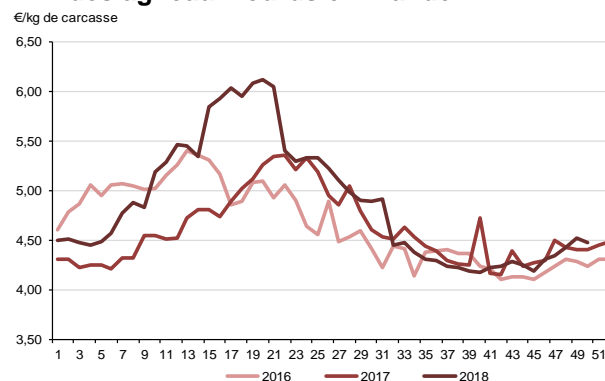
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers en Italie



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

viandes blanches



Le marché du porc en France

› En 2018, la production porcine progresse légèrement malgré la diminution du cheptel

La réduction du cheptel porcin s'est poursuivie en 2018, du fait en particulier des élevages qui ne sont pas repris lors du départ à la retraite de leurs exploitants. Selon les données de l'enquête cheptel du mois de mai, les effectifs de reproducteurs ont continué leur baisse à un rythme régulier. La filière française a ainsi perdu 16 000 truies en 2018, soit 1,6 % de son cheptel reproducteur, qui est passé sous la barre du million de truies. C'est une tendance de long terme qui se poursuit (- 173 000 truies depuis 2010, soit - 13,6 %). L'effectif porcin est également en repli de 2 % (- 265 000 têtes) en mai 2018, avec là aussi la poursuite d'une tendance lourde (- 1,1 million de porcs depuis 2010, soit - 7,8 %).

En France, après un tassement en 2017, la production porcine en têtes a augmenté en 2018 : + 1,5 % (soit + 360 000 porcs). Depuis 2010, les abattages en France ont néanmoins reculé de 5,3 %, soit 1,3 million de porcs de moins abattus en huit ans. Cette baisse de la production a induit une réduction d'activité dans les abattoirs, d'où une baisse de leur rentabilité et un risque pour la pérennité des plus petites structures. La hausse du poids d'abattage observée les années précédentes est restée limitée en 2018, passant de 92,8 à 92,9 kg. Cette évolution a renforcé en termes de volume la hausse des abattages en têtes. La production française de viande porcine s'est établie de ce fait à 2,2 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) (+ 1,5 %). La France reste le troisième producteur européen, derrière l'Allemagne (5,4 millions de tec, en recul de 1 %) et l'Espagne (4,5 millions de tec, en progression de 8,5 %).

› Les exportations françaises ne bénéficient plus de la demande asiatique

Après une baisse en 2017, les exportations en volume ont progressé à nouveau en 2018 (+ 23 000 tec, soit une hausse de 3,3 %) et devraient avoisiner les 725 000 tec.

En 2017, la baisse de la demande chinoise avait touché directement les exportations de la France vers ce pays (- 48 % en volume pour les viandes fraîches et congelées). En 2018, cette décroissance s'est confirmée, bien que moins accentuée (- 4,6 %). Sur la Corée du Sud et les Philippines, les exports ont été en revanche en progression (respectivement + 14,3 % et + 13,2 %). Vers le Japon, les ventes se sont tassées (- 3,6 %). En reflux sur les pays tiers, les exportations françaises ont progressé sur l'Union européenne. Elles ont confirmé en 2018 leur report vers l'Italie, qui depuis 2017 a repris sa place de première destination des viandes de porcs françaises, après l'avoir cédée à la Chine en 2016.

Au total, les ventes en volume des opérateurs français ont progressé de 4,3 % pour les viandes fraîches et congelées (+ 20 000 tec), alors que celles d'abats ont progressé de 1,9 % (+ 2 000 t). Les exportations de graisses ont augmenté de 6,1 %. Enfin, les viandes salées séchées fumées, préparations et conserves, présentent une situation préoccupante avec une baisse des exports en volume de 12,2 %, en particulier vers des débouchés traditionnels comme la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne. Le solde de ce poste s'est dégradé, passant de - 77,5 millions de tec à - 107,3 millions de tec.

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,2 milliard d'euros en 2018 pour l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), en baisse de 78 millions d'euros (- 6,1 %) par rapport à l'année 2017. Cette situation résulte d'une compensation de la progression des volumes (+ 3,3 %) par un « effet prix » plus fortement à la baisse en 2018.

› Un déficit en valeur qui se creuse

Tous produits porcins confondus, les volumes importés en France ont été en progression en 2018. Ils sont estimés à 616 000 tec (+ 3,6 %). L'Espagne reste le principal fournisseur du marché français pour les viandes fraîches et congelées, avec 72 % des volumes importés, devant l'Allemagne (10 % des volumes importés). En 2018, les opérateurs espagnols ont exporté vers la France 261 000 tec de viandes fraîches et congelées (+ 6,2 %), essentiellement du jambon désossé et de la poitrine, 34 000 tec de produits transformés (+ 5,7 %), 3 100 tec de graisses (- 78 %) et 41 000 t d'abats (+ 4 %), ces derniers destinés en particulier aux aliments pour animaux domestiques.

Les importations en provenance d'Allemagne, second fournisseur de la France, ont évolué de façon distincte selon les segments : viandes (34 900 tec, soit - 1,1 %), produits transformés (jambons et saucisses, 48 900 t, + 4 %), abats (15 600 t, + 15 %).

L'Italie, troisième source d'importation en valeur pour la France, fournit pour l'essentiel des produits transformés (31 500 t en 2018, + 15 %, dont 9 000 t de jambons), ainsi que des graisses (12 600 t, + 2 % en 2018).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie, et des produits transformés prêts à être consommés, vendus en GMS et en RHF. La valeur totale des importations françaises est estimée à 1,6 milliard d'euros en 2018, en légère baisse sur un an (- 2,1 %).

Au total, sur l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), la balance commerciale française est régulièrement déficitaire en valeur, du fait d'une structure déséquilibrée (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés). Avec des imports et des exports tous deux en réduction, mais dans des proportions différentes (respectivement - 2 % et - 6 %), le déficit s'est creusé en 2018, passant de - 203 à - 267 millions d'euros. En volume, le solde commercial de la France devrait rester positif à + 109 000 tec, en faible croissance par rapport à 2017. L'autosuffisance est restée stable à 105 %.

› Tassement de la consommation en France en 2018

La consommation estimée par bilan est en légère hausse en 2018 (+ 1,4 %). Depuis 2010, l'évolution en volume traduit une croissance modérée (+ 2 %), mais sur cette période, il convient de noter que la population a crû de 4 %, d'où une réduction effective de 2,6 % de la consommation par habitant.

Selon les données du panel Kantar Worldpanel, les achats des ménages en volume pour leur consommation à domicile ont été en réduction : sur un an, - 3,5 % sur la viande fraîche de porc, - 2,5 % sur les produits de charcuterie (qui représentent les deux tiers des volumes consommés). De façon générale, la consommation des ménages en viandes de boucherie (hors plats préparés) a connu une baisse de 3,5 % en volume (bœuf - 5,4 %, veau - 6,6 %, ovins - 6 %, volailles - 2,1 % et porc - 3,5 %).

La réduction tendancielle de la consommation de viande observée depuis plusieurs années par le panel Kantar se confirme ainsi en 2018. Cette évolution est liée, comme dans les autres pays occidentaux, à un mouvement de fond aux causes multiples : préoccupations de santé, changement de modes de consommation, attention portée au bien-être animal...

› Un prix de l'aliment tendu en 2018

Le prix de l'aliment en 2018 en France, calculé par l'IFIP selon une formule « porc en croissance », a été en moyenne de 233 €/tonne, donc en hausse de l'ordre de 2 % par rapport à 2017.

Les récoltes médiocres de céréales en Europe, du fait de la sécheresse, ont entraîné en juillet-août 2018 une forte augmentation des cours. Cependant, à l'automne, les disponibilités de la Russie (maïs), de l'Ukraine et des États-Unis (blé) ont permis une relative détente. Au quatrième trimestre, les cours sont restés néanmoins fermes (autour de 170 €/t pour le maïs, 200 €/t pour le blé), du fait de stocks en réduction et d'un relatif renchérissement du dollar.

Pour ce qui concerne le tourteau de soja, après une hausse importante au premier trimestre du fait de récoltes très médiocres en Argentine, les cours ont entamé un lent reflux sous l'effet d'une offre abondante des États-Unis et dans une moindre mesure du Brésil, ainsi que d'un repli de la demande chinoise. À fin 2018, le prix (autour de 360 €/t) restait néanmoins à un niveau supérieur à la moyenne des trois années précédentes.

› Un prix du porc en reflux en 2018

Le prix moyen du porc classe E+S en 2018 s'est établi à 1,37 €/kg, soit une baisse de 0,13 €/kg (- 9 %) par rapport à 2017. Alors que les cotations porcines sont d'ordinaire marquées par une importante saisonnalité (hausse au printemps, fléchissement à l'automne), 2018 s'est caractérisée par une très faible variabilité des cours. Au printemps, les conditions météorologiques n'ont pas été favorables, et l'espoir d'une reprise de la demande asiatique ne s'est pas concrétisé. En revanche, la crainte d'une forte chute des prix en fin d'année ne s'est pas non plus réalisée, du fait entre autres, semble-t-il, d'une légère reprise de la demande asiatique, liée à l'épidémie de peste porcine africaine qui s'aggrave en Chine.

Le prix des pièces destinées à la transformation a généralement connu en 2018 un repli significatif. À part la gorge, en hausse de 3 %, la poitrine baisse de 10 %, l'épaule de 9 %, le jambon de 2 %. Le hachage baisse pour sa part de 2 %.

› Perspectives 2019

Le cheptel français porcin a continué de reculer en 2018. Malgré des gains de productivité, un effritement de la production française est donc à prévoir pour 2019. Dans un contexte de croissance de la production dans l'Union européenne, et à moins d'une forte reprise de la demande asiatique, la baisse de l'offre nationale ne devrait pas se traduire par une hausse du prix français.

La concurrence sur le prix sera forte sur le marché de l'Union européenne, avec une offre européenne soutenue au moins jusqu'à la mi-2019. Sur les marchés des pays tiers, en particulier l'Asie, la viande française est pour l'instant surtout en concurrence avec les autres producteurs européens. À terme cependant, les États-Unis, qui bénéficient de coûts de production très compétitifs, pourraient constituer un autre concurrent de poids, à condition qu'ils résolvent leurs différends commerciaux avec la Chine. De plus, la baisse de la production en France limite les volumes potentiellement exportables par les opérateurs. Dans un contexte où la consommation nationale est vue traditionnellement comme le débouché naturel de la production française, l'export n'est encore trop souvent envisagé que pour permettre le dégagement des surplus.

Le prix de l'aliment porc pour les éleveurs devrait rester à un niveau soutenu au moins au premier semestre, ceci compte tenu des cours des céréales et du tourteau de soja. Dans cette situation, la stabilité ou la baisse relative du prix du porc en 2019 mènera par un « effet ciseaux » à pénaliser les élevages en restreignant leur capacité d'investissement, alors que nombre d'entre eux demanderaient à être rénovés.

Pour le secteur de l'abattage, le tassement de la production en France devrait par ailleurs engendrer une activité médiocre, ne permettant pas de valoriser au mieux les outils, ceci dans un contexte de forte concurrence sur le prix des pièces en France, en Europe et dans le monde.

Une inconnue de taille reste enfin la question de l'extension de la PPA (peste porcine africaine) en Europe. Cette maladie ne présente aucun risque pour la santé humaine, mais il suffit qu'elle touche la faune sauvage, comme on l'a vu en Belgique, pour que de nombreux pays (dont la Chine) suspendent leurs importations. Il apparaît donc particulièrement nécessaire, en accord avec les pays importateurs, de faire évoluer les modalités d'export afin de distinguer sanglier et porc d'élevage, et de fixer la possibilité d'appliquer, en cas de besoin, une régionalisation (fermeture à l'exportation des régions touchées, et non du pays tout entier).

Bilan du secteur porc (hors abats)

	2017		2018*		%18*/17	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production indigène brute	23 905,9	2 225,8	24 267,7	2 258,6	1,5	1,5
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie						
Exportations	499,7	48,2	652,1	60,9	30,5	26,3
Importations	1,4	0,1	0,4	0,0	-71,4	-78,1
SOLDE	+498,3	+48,1	+651,7	+60,9		
Abattages contrôlés	23 407,6	2 177,7	23 616,0	2 197,7	0,9	0,9
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		442,8		461,1		4,1
Importations		344,6		360,9		4,7
SOLDE		98,1		100,2		
VSSF** et conserves						
Exportations		112,1		98,4		-12,2
Importations		189,6		205,8		8,5
SOLDE		-77,5		-107,3		
Graisses						
Exportations		97,0		102,9		6,1
Importations		56,7		45,4		-19,9
SOLDE		+40,2		+57,5		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation indigène brute		2 116,9		2 147,4		1,4
Auto-provisionnement %		105,1		105,2		

* Estimations ** Viandes séchées salées fumées

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

Prévisions 2019

1 000 tec	2018*	2019**	%19**/18*
Production	2 258,6	2 229,3	-1,3
Importations	615,6	623,5	1,3
Exportations	725,3	730,6	0,7
Consommation	2 147,4	2 122,2	-1,2

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur du secteur porcin

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations	737,1	724,5	731,7	702,3	725,3	3,3
Porcs vivants	63,0	60,0	53,6	50,4	62,9	24,7
Viandes fraîches et congelées	482,9	462,9	468,0	442,8	461,1	4,1
Carcasses	85,8	76,4	77,4	86,5	90,1	4,2
Pièces	397,2	386,5	390,6	356,3	371,0	4,1
Prépa. et conserves + VSSF	107,2	103,2	110,3	112,1	98,4	-12,2
Graisses	83,9	98,4	99,8	97,0	102,9	6,1
Importations	651,2	648,1	585,4	594,0	615,6	3,6
Porcs vivants	4,8	3,1	3,2	3,0	3,5	15,0
Viandes fraîches et congelées	426,5	405,8	334,2	344,6	360,9	4,7
Carcasses	3,2	2,5	1,7	1,7	1,9	13,9
Pièces	423,3	403,3	332,5	342,9	359,0	4,7
Prépa. et conserves + VSSF	178,9	182,6	187,0	189,6	205,8	8,5
Graisses	41,0	56,6	60,9	56,7	45,4	-19,9
SOLDE	85,9	76,5	146,3	108,3	109,7	
Porcs vivants	58,3	56,9	50,3	47,4	59,4	
Viandes fraîches et congelées	56,4	57,2	133,7	98,1	100,2	
Carcasses	82,6	74,0	75,7	84,8	88,2	
Pièces	-26,1	-16,8	58,1	13,4	12,0	
Prépa. et conserves + VSSF	-71,7	-79,4	-76,7	-77,5	-107,3	
Graisses	43,0	41,8	38,9	40,2	57,5	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations totales	482,9	462,9	468,0	442,8	461,1	4,3
Union européenne à 28	380,0	348,5	311,1	328,1	352,2	7,5
Italie	118,7	92,6	80,2	102,3	115,2	12,8
Royaume-Uni	40,9	38,4	33,1	29,6	29,0	-2,0
Grèce	29,5	25,6	26,4	25,1	22,2	-11,6
Belgique	22,6	23,8	24,7	23,4	25,0	6,8
Espagne	26,2	22,3	17,5	20,3	20,7	2,0
Pays-Bas	12,1	14,7	15,8	18,6	20,5	10,2
Bulgarie	28,5	27,1	18,0	14,9	18,7	25,5
Pays tiers	102,9	114,5	156,9	114,7	109,1	-4,9
Chine	23,5	41,6	85,9	49,6	47,3	-4,6
Japon	14,7	14,3	17,5	18,2	17,6	-3,3
Philippines	21,2	18,3	16,9	16,7	18,9	13,2
Corée du Sud	10,9	9,3	7,6	7,0	8,0	14,3
Russie	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Importations totales	426,5	405,8	334,2	344,6	360,9	4,7
Union européenne à 28	426,1	405,6	334,1	344,4	360,8	4,8
Espagne	303,1	295,8	245,2	245,6	260,8	6,2
Allemagne	60,1	49,0	32,9	35,3	34,9	-1,1
Danemark	21,3	18,4	16,2	19,6	16,5	-15,8
Belgique	19,0	19,2	15,8	17,3	19,2	11,0
Pays-Bas	10,1	10,3	7,7	10,4	11,2	7,7
Pays tiers	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	-50,0
SOLDE	+56,4	+57,2	+133,7	+98,1	+100,8	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde en valeur du commerce extérieur de la France dans le secteur porcin

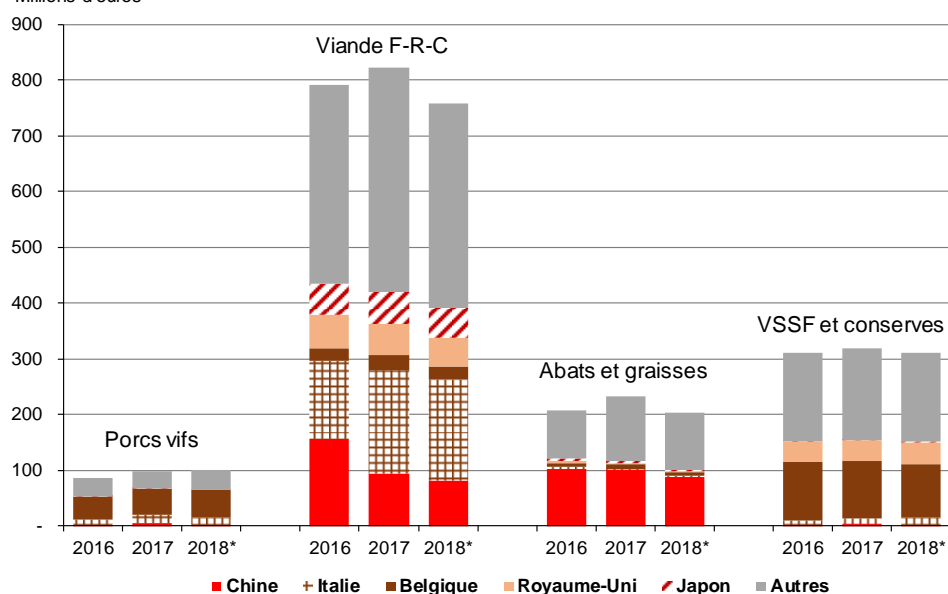
Millions d'euros	2014	2015	2016	2017	2018*
Porcelets	-6,2	-5,3	-7,3	-8,5	-7,6
Animaux de boucherie	99,0	90,4	84,6	83,4	87,6
Viandes fraîches et congelées	-98,9	-68,9	131,0	42,1	14,5
Conserves et VSSF	-364,4	-378,9	-377,7	-430,3	-486,5
Graisses	18,2	13,7	-19,3	-7,9	26,1
Abats	77,0	95,5	106,9	118,3	99,0
SOLDE	-275,2	-253,6	-81,8	-202,8	-267,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Répartition des exportations françaises de porc par pays

Millions d'euros

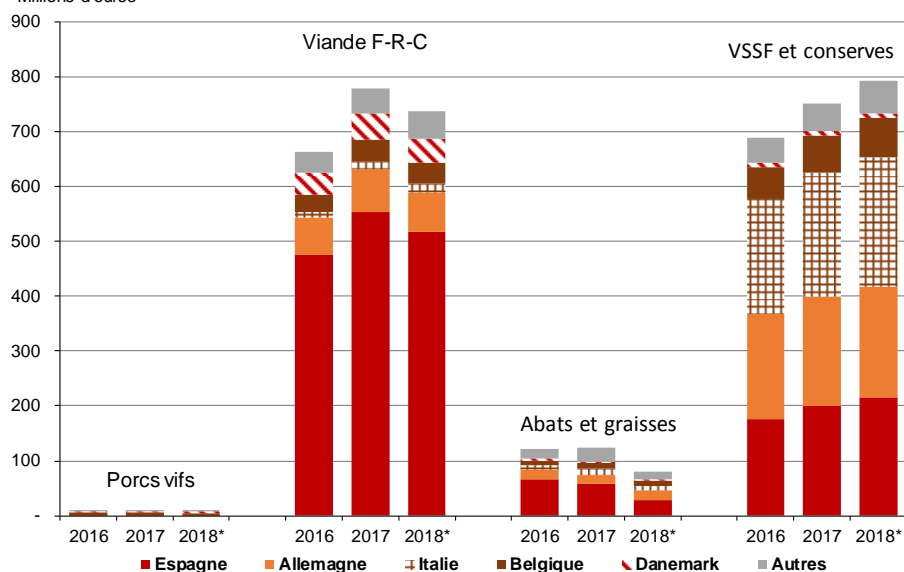


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Répartition des importations françaises de porc par pays

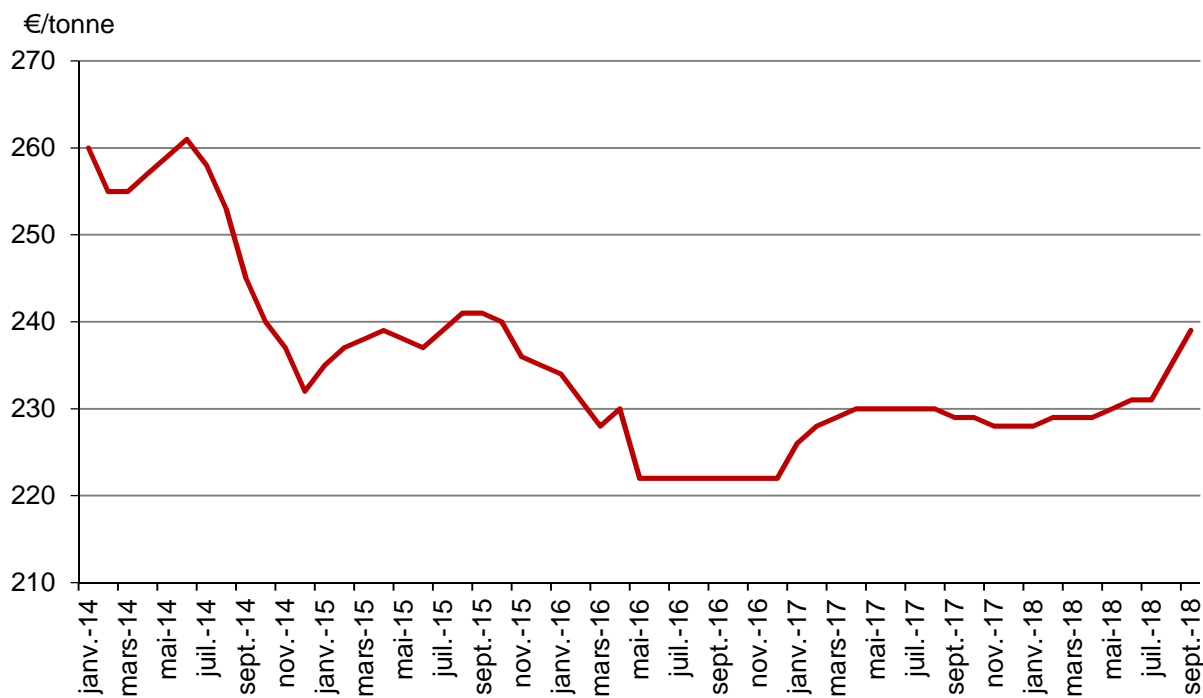
Millions d'euros



* Estimations

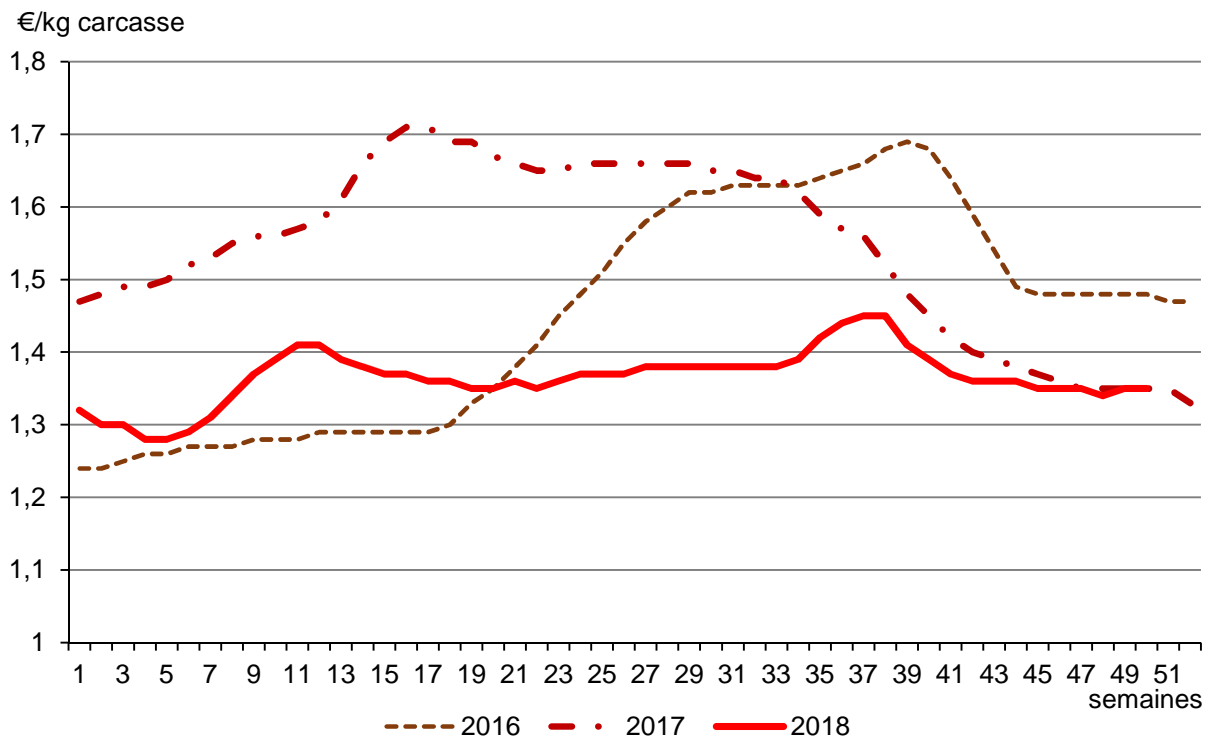
Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Le prix de l'aliment selon la formule IFIP



Source : Institut du Porc IFIP

Prix du porc charcutier classe E+S



Source : FranceAgriMer

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Progression de la production européenne en 2018

Malgré l'érosion du cheptel de truies observée ces dernières années et confirmée en 2018 (- 0,9% par rapport à 2017), et grâce à l'amélioration des performances techniques des élevages, la production européenne est passée de 23,4 millions de tec en 2017 à 24 millions de tec en 2018, soit une hausse de 2,7 %. Après le fléchissement observé en 2017, la production a repris ainsi sa progression, à un niveau supérieur à celui de 2016 (23,6 millions de tec). Un mouvement similaire s'est observé en têtes, avec une progression de 5,6 millions de porcs abattus, alors que 2017 avait été marquée par une baisse d'abattage de 3,2 millions de porcs. Le poids moyen des porcs à l'abattage est resté quasiment stable à 91,9 kg (+ 0,4 %).

Dans l'UE à 15, les abattages ont été en progression plus ou moins marquée au Danemark (+ 6,4 %), aux Pays-Bas (+ 6,1 %), en Espagne (+ 6 %), en Belgique (+ 3 %), en Italie (+ 1,6 %), et en France (+ 0,9 %). Avec une baisse de sa production de 2,2 %, l'Allemagne, premier producteur européen, s'est distinguée des autres pays, en particulier de ceux de l'Europe du Nord. L'origine de cette évolution est sans doute multifactorielle : hausse des coûts d'investissement liée aux contraintes en matière de bien-être animal, prudence face aux risques de PPA (peste porcine africaine, aux frontières du pays), investissements en Pologne où les coûts de production sont moins élevés. Parmi les nouveaux États membres, la Pologne s'est distinguée d'ailleurs par son niveau de croissance soutenu (+ 5,6 % en 2018).

L'espoir d'une reprise de la demande à l'export (en particulier vers la Chine) et l'évolution continue des performances techniques font que le mouvement de croissance des volumes produits devrait être amené à se poursuivre en 2019, quoiqu'à un rythme plus faible.

› Croissance significative des exportations

Les exportations européennes en volume avaient connu en 2017 un recul significatif (- 11,3 %), du fait principalement de la baisse de la demande chinoise. En 2018, une nette reprise s'est fait sentir (+ 324 000 tec, + 8,4 %), sans que les débouchés classiques en Asie y contribuent de façon importante. Les exportations vers la Chine ont stagné, celles vers Hong Kong se sont dégradées, avec pour ces deux destinations une baisse globale des volumes de 7 % (- 11 000 tec). Sur le Japon, les exports ont été également en recul (- 6 000 tec, - 11 %). D'autres marchés asiatiques ont progressé en revanche : Corée (+ 45 000 tec, + 14 %), Philippines (+ 35 000 tec, + 13 %). Le Vietnam, importateur mineur jusque-là, a entamé une forte progression (+ 50 000 tec, + 107 %). En dehors de l'Asie, les exportations européennes se sont développées vers les États-Unis (+ 26 000 tec, + 17 %), l'Angola (+ 26 000 tec, + 134 %), l'Ukraine (+ 30 000 tec, + 34 %) et la Serbie (+ 18 000 tec, + 22 %). Il est intéressant de noter que l'essentiel de la croissance des exportations européennes s'est faite, en 2018, non vers des destinations traditionnelles, mais vers d'autres pays tiers qui ont développé parfois fortement leurs importations.

Sur la viande de porc, l'Union européenne reste le premier fournisseur en volume de la Chine et du Japon devant les États-Unis et le Canada. En ce qui concerne les abats, les importations chinoises se sont contractées considérablement (- 31 %), au détriment pour l'essentiel des États-Unis (- 62 %), ceci en lien avec la guerre commerciale que se livrent les deux pays. En 2017 les États-Unis fournissaient à la Chine plus d'abats de porc que l'ensemble des exportateurs de l'Union européenne. Ce n'est plus le cas en 2018 ; cependant les Européens n'ont pas été en mesure de profiter de cette situation pour faire progresser leurs exportations.

Ces différentes évolutions ont pris place dans le contexte d'un marché des changes plus favorable à l'Europe. Au début de l'année 2018, la dépréciation continue du dollar face à l'euro observée en 2017 s'est interrompue. L'euro a baissé quelque peu face au dollar (passant de 1,20 dollar en janvier à 1,14 dollar en décembre). Le dollar canadien a suivi une évolution similaire, le réal brésilien s'est également apprécié à compter du deuxième semestre 2018. Cette situation a pu favoriser la compétitivité de l'offre européenne : à plus de 4 millions de tec en 2018, les exportations européennes présentent des résultats très satisfaisants. À l'exception de l'année 2016, véritablement hors norme, un tel niveau en volume n'avait encore jamais été atteint.

› Des importations européennes de viande porcine stables

Avec un volume inférieur à 20 000 tec par an, les importations de l'Union européenne ont représenté une part négligeable de l'offre sur le marché intérieur (de l'ordre de 0,3 %). En 2018, le premier fournisseur a été la Suisse pour environ 60% des volumes. Les États-Unis, la Serbie, la Norvège et le Chili ont représenté chacun 7 à 8 % des volumes importés. Les 40 000 t de contingents d'importation à droits nuls octroyés à l'Ukraine n'ont quasiment pas été utilisés (21 t en 2018).

› Une progression limitée du commerce intra-UE en 2018

En 2018, les échanges internes de viande porcine fraîche réfrigérée ou congelée, en progression de 70 000 t (+ 1,2 % par rapport à 2017) ont atteint en volume un niveau record (5,9 millions de tonnes). Cette évolution peut s'expliquer entre autres par la poursuite du reflux de la demande chinoise, entraînant un report d'une part des exportations de viandes sur le marché intra-UE.

L'Allemagne, quoiqu'en légère décroissance, reste de loin le principal exportateur sur le marché de l'UE avec 23 % des volumes (contre 24 % en 2017). L'Espagne et le Danemark ont augmenté leurs parts de marché avec respectivement 18 et 14 % des volumes (contre 17 % et 13 % en 2017). La part des Pays-Bas s'est érodée, passant de 12 à 11 %, alors que celle de la Belgique est restée stable à 11 %. Les volumes exportés par la France ont progressé de 18 000 t, sa part de marché dans l'UE passant de 5,4 à 5,6 %.

L'Italie est le premier importateur européen de viande porcine avec 18 % des volumes échangés dans l'UE, en progression par rapport à 2017 (17 %). Les volumes importés par l'Allemagne sont restés stables à 17 %. Leader des exportations et second importateur européen, l'Allemagne est à la première place du marché du porc en Europe. La France a connu une stabilité de ses importations, en valeur absolue comme en parts de marché (5 %).

› Une consommation européenne estimée par bilan qui progresse

Après un tassement sur les trois années 2015, 2016 et 2017, la consommation européenne est repartie à la hausse en 2018 en atteignant 21,1 millions de tec. En rapportant ce volume à la population européenne, la consommation par personne et par an est apparue également en croissance (+ 2,3 % en 2018).

Depuis une quinzaine d'années, la consommation européenne estimée par bilan se situe entre 20 et 21 millions de tec, alors que la population se trouve en constante augmentation. La tendance générale est donc plutôt celle d'une érosion de la consommation par habitant, mais à un rythme lent : en 2018, le chiffre a été à peine plus faible que celui de 2010.

Cette baisse est sans doute vouée à s'affirmer dans les prochaines années du fait des évolutions sociétales tendant à une moindre consommation de viande. Alors que la production européenne continue à croître, cette situation rend toujours plus nécessaire le renforcement des exportations vers les pays tiers.

› En 2018, les cours du porc ne connaissent pas de variation saisonnière significative

À 1,42 euro par kilo en 2018 contre 1,63 euro par kilo en 2017, les cours européens moyens du porc (classe E) ont reflété un marché marqué par une offre importante et une demande peu affirmée. Selon les pays, les cotations ont connu certes des disparités, mais leur variation au cours de l'année a été globalement caractérisée par une très faible amplitude saisonnière. Pour un cours moyen de 1,42 €, la courbe moyenne a oscillé entre 1,36 € et 1,49 € en 2018, alors que l'on a assisté ces dernières années à des amplitudes de l'ordre de 30 centimes et plus.

› Prévisions 2019

Pour ce qui concerne le coût de l'aliment, les projections envisagent en 2019 une détente sur les prix des oléoprotéagineux, compte tenu de récoltes favorables aux États-Unis et au Brésil. En revanche, du fait de différents accidents climatiques, l'été 2018 a été marqué par une flambée des cours des céréales (principalement blé et orge) et les prix sont restés depuis à un niveau élevé. Les prévisions pour 2019

tablent sur une poursuite de cette situation, avant une possible détente au second semestre. En 2019, le coût de l'aliment porc devrait donc rester à un niveau soutenu, au moins jusqu'à l'été.

Le cheptel reproducteur européen apparaît, selon l'enquête de mai 2018, en réduction par rapport à mai 2017 (- 0,9 %). Dans l'Union européenne à 15, cette décroissance est moins forte (- 0,6 %) et touche principalement l'Allemagne et la France. Dans les nouveaux États membres (- 2,3 %), la Hongrie progresse alors que la Pologne et la Roumanie sont en recul. Compte-tenu des gains de productivité, une faible croissance en volume de la production européenne de porc peut donc être envisagée pour 2019.

À l'international, la production américaine devrait elle aussi progresser en 2019 (de l'ordre de 5 %) et celle du Brésil devrait également connaître une augmentation de l'ordre de 2 %. En revanche, les prévisions pour le Canada tablent sur un taux plus faible (+ 0,5 %).

Au vu de ces différents facteurs, on peut envisager que les prix vont rester mesurés en 2019, sauf en cas de réveil de la demande asiatique, qui à ce stade ne s'est pas produit. Comme il est probable que le coût de l'aliment reste soutenu, la rentabilité de certaines exploitations risque d'en être fragilisée.

Enfin, une inconnue de taille pour 2019 sera l'évolution de l'épidémie de PPA (peste porcine africaine) en Europe et en Asie. La PPA ne présente aucun risque pour la santé humaine, mais elle décime les populations de porcs et de sangliers. En Chine, l'épidémie, déclarée dans les élevages de porcs à l'été 2018, paraît échapper à tout contrôle. Les abattages massifs de porcs pourraient amener à terme une reprise des importations chinoises de produits porcins.

En Europe, après les pays baltes et les pays d'Europe centrale, la Belgique à son tour a été touchée en septembre 2018, pour sa seule population de sangliers. L'arrivée de la PPA dans de nouveaux États membres constitue donc un risque fort pour 2019. L'Allemagne et la France sont tout particulièrement concernées : si la PPA devait toucher l'un ou l'autre de ces pays, et qu'il se voyait fermer l'exportation, cela induirait un déséquilibre du marché européen (report intra-UE de volumes destinés à l'export vers les pays tiers, avec une probable baisse des cours).

Si par contre la situation se stabilise en Europe, et que la Chine reprend à un niveau significatif ses importations de porc, l'Europe pourrait profiter de la situation, et ceci d'autant plus si le conflit commercial opposant la Chine aux États-Unis ne trouve pas de solution.

Bilan dans le secteur porcin (hors abats)

1 000 tec	2016	2017	2018*	%18*/17
Production indigène brute	23 576,2	23 376,2	24 010,2	2,7
Commerce extérieur animaux vivants				
Exportations	13,7	14,3	16,9	18,7
Importations	0,3	0,0	0,1	-
Solde	+13,4	+14,2	+16,8	
Abattages	23 562,8	23 362,0	23 993,4	2,7
Commerce extérieur viandes				
Exportations	2 914,2	2 805,2	2 896,9	3,3
Importations	13,1	17,5	17,0	-2,4
Solde	+2 901,1	+2 787,8	+2 879,9	
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	-
Consommation indigène brute	20 661,7	20 574,2	21 113,5	2,6
Auto approvisionnement (%)	114,1	113,6	113,7	0,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prévisions 2019 pour l'Union européenne

1 000 tec	2018*	2019**	%19**/18*
Production	24 010,2	24 370,4	1,5
Importations (vif + viandes)	17,1	17,5	2,3
Exportations (vif + viandes)	2 913,8	3 000,7	3,0
Consommation	21 113,5	21 387,1	1,3

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Cheptel de truies dans l'Union européenne

- enquêtes de mai -

Milliers de têtes	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Allemagne	2 080	2 024	1 917	1 906	1 859	-2,5
Autriche	246	240	232	236	228	-3,4
Belgique-Lux	470	443	439	424	415	-2,1
Danemark	1 242	1 248	1 216	1 228	1 269	3,3
Espagne	2 353	2 408	2 374	2 516	2 498	-0,7
France	1 066	1 060	1 007	1 001	985	-1,6
Italie	578	584	572	579	588	1,4
Irlande	150	148	149	143	147	2,8
Pays-Bas	1 092	1 103	1 053	1 064	1 059	-0,5
Royaume-Uni	486	492	494	498	491	-1,4
UE 15	10 428	10 406	10 052	10 182	10 122	-0,6
Hongrie	291	291	269	253	260	2,8
Pologne	1 009	947	854	885	871	-1,6
Roumanie	344	349	339	326	280	-14,2
NEM 13	2 224	2 141	2 008	2 001	1 954	-2,3
UE 28	12 652	12 547	12 061	12 183	12 075	-0,9

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages dans l'Union européenne

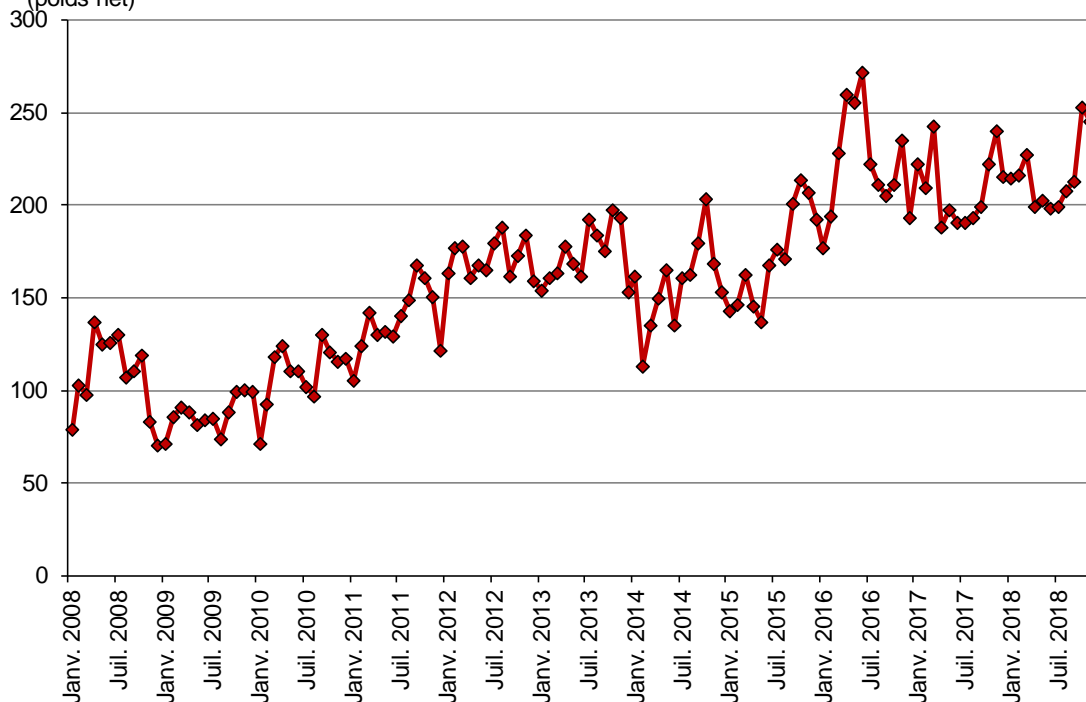
1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	5 464	5 562	5 579	5 455	5 334	-2,2
Autriche	529	528	511	505	507	0,5
Belgique-Lux	1 126	1 137	1 074	1 058	1 090	3,0
Danemark	1 593	1 599	1 567	1 530	1 628	6,4
Espagne	3 526	3 896	4 181	4 299	4 556	6,0
France	2 149	1 968	2 206	2 177	2 198	0,9
Italie	1 573	1 486	1 544	1 467	1 490	1,6
Irlande	248	276	283	294	309	4,9
Pays-Bas	1 363	1 456	1 453	1 456	1 544	6,1
Royaume-Uni	856	898	919	903	933	3,3
UE 15	19 327	19 698	20 211	20 000	20 447	2,2
Hongrie	401	409	432	435	442	1,7
Pologne	1 937	1 906	1 963	1 990	2 102	5,6
R. tchèque	244	228	220	211	211	=
NEM 13	3 478	3 260	3 352	3 362	3 546	5,5
UE 28	22 805	22 958	23 563	23 362	23 993	2,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution des exportations de l'Union européenne vers les pays tiers (hors vifs et abats)

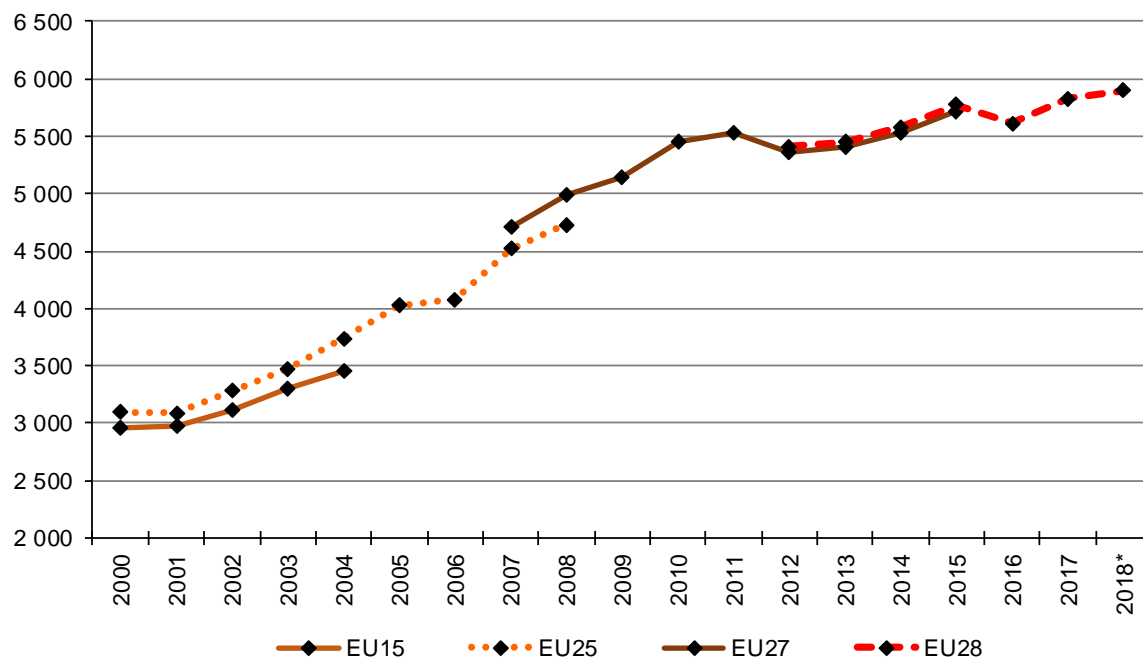
1 000 tonnes
(poids net)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Échanges intra-UE de viandes fraîches ou congelées de porc

1 000 tonnes
(poids net)

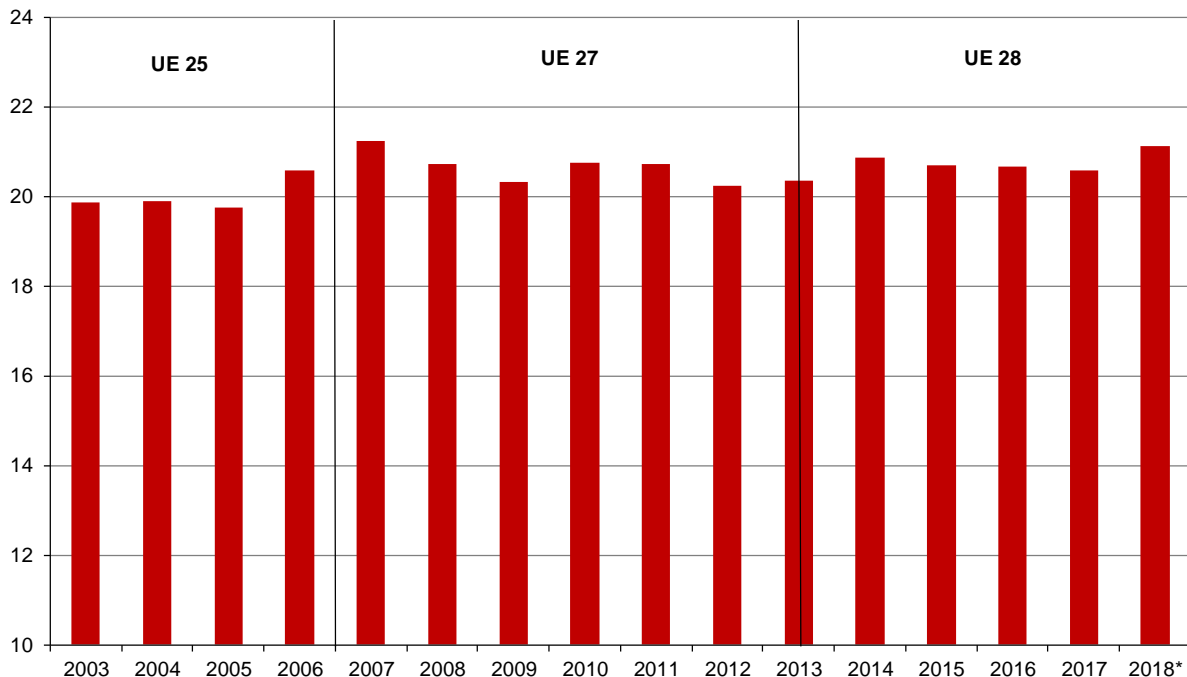


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Consommation de produits porcins dans l'Union européenne (hors abats)

Millions de tec

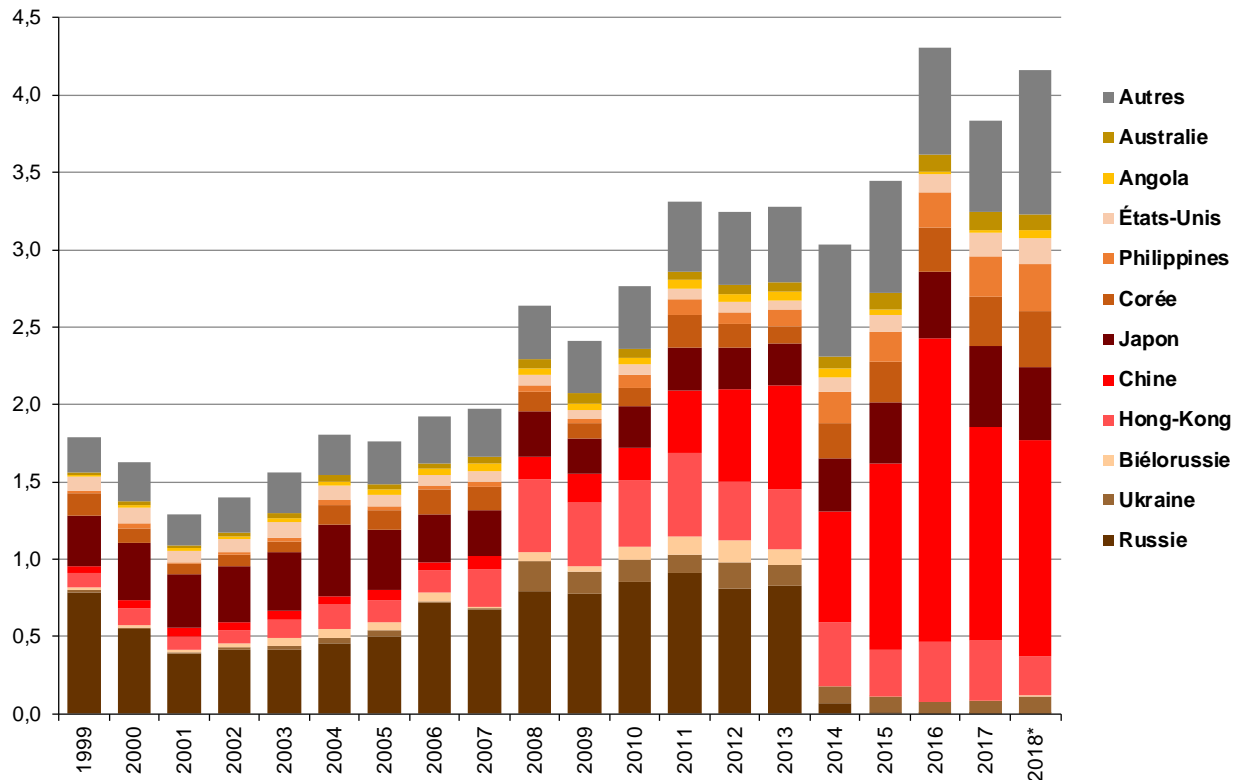


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Exportations européennes de porc vers les pays tiers (animaux vivants, viandes, préparations et conserves, graisses, abats) – agrégat UE à 28

Millions de tonnes (poids net)



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché de la volaille de chair en France

› Le coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment est soumis à une hausse sensible en 2018

L'année 2017 avait été marquée par des évolutions de l'indice ITAVI du coût des matières premières, s'échelonnant entre + 2,7 % (poulet label) et - 0,4 % (dinde). Sur les huit premiers mois de 2018, les cours internationaux des céréales ont connu des hausses marquées à la suite des importantes sécheresses qui ont touché le nord de l'Europe. Après une augmentation continue des cours du blé jusqu'en septembre, une stabilisation des prix s'est opérée en fin d'année. Les cours du maïs, qui ont suivi quant à eux une tendance baissière en moyenne par rapport à 2017, étaient encore à la baisse à partir de début septembre du fait de récoltes record au niveau mondial (aux États-Unis et en Ukraine notamment). Du côté des tourteaux, on a assisté en 2018 à une remontée importante des cours du tournesol, tandis que les prix du soja sont restés sous tension suite à la sécheresse survenue au premier semestre en Argentine. En 2018, suivant l'évolution des cotations des matières premières, le coût de l'aliment volaille a ainsi progressé de manière continue pour toutes les espèces jusqu'en septembre, avant d'amorcer une légère baisse sur les trois derniers mois de l'année. En moyenne sur l'année, ces hausses se sont échelonnées de 0,1 % pour la pintade à 3,8 % pour le poulet label ; elles ont été plus importantes pour le canard gras et la dinde (respectivement + 3,2 et + 3,1 %) que pour le poulet standard (+ 1,7 %) et le canard à rôtir (+ 1,3 %).

› Progression de la production de volailles en 2018, reflet de la dynamique du poulet sur le marché intérieur

La production indigène brute de volailles de chair a progressé de 6,3 % (+ 117,4 milliers de tonnes équivalent carcasse) par rapport à 2017, et est estimée en 2018 à 1 973,4 milliers de tec, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2004. Cette hausse est liée à un surcroît de dynamisme au sein des différentes filières. Elle est d'une part portée par la production de poulet, qui a accentué sa croissance par rapport à l'année dernière, et d'autre part par la reprise de la production de canard qui s'est rapprochée cette année de ses niveaux d'avant-crise.

Ainsi, la filière poulet de chair a augmenté sa production de 5,1 %, dans la lignée de la croissance plus modérée qu'elle avait déjà amorcée en 2017 (+ 2,8 %). Cette hausse est sous-tendue par une croissance des abattages plus marquée en volume (+ 3 %) qu'en nombre de têtes. Ainsi, alors que le nombre de poulets abattus était orienté à la baisse au rythme moyen de 1 % par an depuis 2013, la tendance s'est inversée en 2018 (+ 0,5 %). On observe parallèlement une hausse de 2,5 % du poids moyen à l'abattage pour la deuxième année consécutive. La filière poursuit donc sa stratégie de reconquête du marché intérieur tandis que la baisse de production des poulets légers destinés à l'export se confirme. À la hausse générale des abattages se sont ajoutés les exports de poulets vivants, qui ont augmenté de 32,5 % en 2018, principalement en direction de la Belgique et de l'Allemagne, contribuant ainsi de manière significative à la hausse de la production.

La dynamique de repli de la production que suivait la filière palmipède depuis deux années consécutives s'est inversée en 2018. Ainsi, la production de canards toutes espèces confondues a augmenté de 23,9 % soit de 48 800 tec. Les abattages de canard gras ont progressé de 44,9 % en volume, tandis que les abattages de canard à rôtir ont retrouvé du dynamisme, avec une hausse de 4,6 %.

La production de dinde est restée stable (+ 0,5 %) au regard de 2017. Les abattages ont augmenté de 0,6 % en volume, mais reculé de 1,1 % en têtes. Enfin, la tendance s'est également inversée pour la production de pintades en 2018, en hausse de 8,7 % soit + 3 300 tec.

› Des exportations françaises de volailles aux dynamiques inégales en 2018, entre repositionnement sur les marchés européens et poursuite du retrait des marchés du Proche et Moyen-Orient

Les exportations françaises de volailles se sont repliées en 2018 par rapport à 2017 (- 2,7 %), du fait d'une baisse en poulet (- 1,4 %) et en dinde (- 10,5 %), tandis que les exportations de viande de canard et de pintade sont restées stables. Une dynamique duale sous-tend cette baisse des exportations. Alors que les expéditions de viandes de volaille se sont repliées de 15,4 % vers les pays tiers, elles ont augmenté de 9,8 % vers l'espace intracommunautaire. Les viandes congelées ont tiré le retrait vers les pays tiers, alors que les exportations en

direction de l'Union européenne ont progressé pour les viandes fraîches (+ 8 200 tec) et les viandes congelées (+ 11 600 tec), aussi bien que pour les préparations (+ 7 100 tec). Cette progression s'est faite cependant moins marquée en valeur (+ 8,7 %) du fait d'une légère érosion du prix moyen des ventes.

Les exportations de poulet ont été en recul vers les pays tiers (- 16,2 %), mais en hausse vers l'Union européenne (+ 19,8 %). Les expéditions de poulet entier congelé vers le Proche et Moyen-Orient ont reculé de 20,9 % en 2018, ce qui représente pour l'Arabie Saoudite une diminution de 14 000 tec, soit 13,7 % des volumes. Le recul s'est fait beaucoup plus marqué pour les autres pays de la région, allant de - 50 % vers Oman à - 91,8 % vers la Jordanie. Seuls les Émirats Arabes Unis se sont distingués par une augmentation de leurs importations de viande de poulet française (+ 6,1 %). Les exportations françaises ont marqué un retrait plus léger vers l'Afrique subsaharienne (- 4,4 %) et l'Asie (- 3,9 %). Sur le marché européen, les exportations françaises de viande de poulet ont progressé de 32 500 tec, principalement vers la Belgique (+ 16 900 tec), l'Allemagne (+ 7 400 tec) et le Royaume-Uni (+ 7 400 tec). On observe également une croissance plus modérée à destination de l'Espagne et des Pays-Bas, tandis que les expéditions vers l'Italie ont diminué de 22,6 %, soit de 1 800 tec.

Les exportations de viandes de dinde se sont fortement repliées en 2018 (- 10,5 %), du fait du recul des expéditions vers l'Allemagne (- 36 %) pour l'Union européenne, et vers Hong-Kong (- 75 %) pour les pays tiers. Enfin, les exportations de canard ont augmenté en volume (+ 0,9 %), et encore plus fortement en valeur (+ 3,1 %).

› **Accroissement du déficit commercial de la France du fait d'importations en hausse depuis l'Union européenne**

En 2018, les importations de viandes et préparations de volailles ont augmenté de 4,1 % en volume avec notamment une progression des achats de poulet et de canard, tandis que les importations de dinde sont restées stables. Cette hausse provient principalement du marché européen (+ 4,0 %), elle est le fait d'une augmentation pour les préparations (+ 15,8 %) et les découpes fraîches (+ 4,4 %). Même si elles concernent des volumes moindres, les importations en provenance des pays tiers ont également marqué une hausse (+ 6,3 %) du fait d'un surcroît d'achats de viandes congelées (+ 1 300 tec) et saumurées (+ 1 100 tec). En valeur, les importations ont atteint 1,38 milliard d'euros en 2018, en hausse de 8,5 % par rapport à 2017. La baisse en 2018 des volumes exportés par le Brésil vers l'Union européenne suite à des alertes sanitaires a provoqué une hausse des prix des découpes sur le marché communautaire, entraînant ainsi pour partie la hausse du prix moyen à l'importation.

En 2018, le poulet représente 89 % du volume total des importations de viandes de volaille. Les importations de poulet ont augmenté de 3,9 % en provenance de l'Union européenne et de 7,5 % en provenance des pays tiers. Ce sont principalement les hausses en provenance de Pologne (+ 19,0 %, soit + 19 500 tec) et d'Espagne (+ 9 000 tec), et de manière plus modérée en provenance de Belgique (+ 6,9 %), qui ont contribué à la hausse des volumes importés depuis l'Union européenne, compensant les diminutions plus ou moins fortes en provenance des Pays-Bas (- 12,1 %), du Royaume-Uni (- 26 %) et d'Allemagne (- 3,9 %). Côté pays tiers, les replis ont été importants en provenance du Brésil, autant pour les découpes congelées (- 22,7 %) que pour les préparations (- 28 %). Ces volumes ont été en partie compensés par une reprise des achats en provenance de Thaïlande (+ 12,2 % pour les préparations et + 2,9 % pour les découpes congelées) et d'Ukraine, dont les tonnages importés par la France ont marqué en 2018 une hausse de 65 %. L'origine thaïlandaise, suite à la stabilisation de la situation sanitaire dans le pays, a donc fait sa réapparition dans les importations de la France en provenance des pays tiers. L'Ukraine, en revanche, s'impose de plus en plus comme un fournisseur significatif de la France, alors même que les négociations autour des contingents ukrainiens se poursuivent au niveau communautaire.

Les importations de viande de canard présentent un redressement marqué en 2018, principalement en provenance de Hongrie (+ 51 %, soit + 1 500 tec) et de Bulgarie (+ 13,7 %, soit + 900 tec), deux pays également touchés par l'influenza aviaire en 2017 et dont la production est amenée à augmenter dans les mois à venir.

Ainsi, le solde des échanges de viandes de volailles est estimé à - 121 100 tec en 2018 et s'est dégradé de 40 000 tec par rapport à l'année 2017. Le déficit commercial s'est creusé de 78 millions d'euros, conséquence d'un accroissement du déficit commercial avec l'Union européenne (+ 7,5 %), qui s'est établi à - 515,9 millions d'euros, alors que l'excédent commercial avec les pays tiers s'est replié (- 14,9 %) pour atteindre + 232,1 millions d'euros.

› Progression de la consommation française de volaille en 2018

D'après les données du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, l'année 2018 a été marquée par un recul des achats de viandes de volailles et élaborés frais en volume (- 1 %). Les achats de viande de poulet sont restés stables, avec un repli de la consommation de poulet PAC (- 8 %) au profit de la découpe (+ 0,7 %). Les achats de dinde sont en repli de 5,5 %. Les élaborés de volailles ont quant à eux poursuivi leur hausse (+ 2,3 %), de même que les charcuteries à base de volaille (+ 4,1 %). La tendance s'est inversée pour le canard, dont la consommation par les particuliers est repartie à la hausse (+ 3,8 %).

La consommation française totale de viandes de volaille, calculée par bilan, a affiché une croissance plus marquée en 2018 (+ 7,1 %), avec des dynamiques hétérogènes selon les espèces. La hausse de la consommation de poulet s'est poursuivie au même rythme qu'en 2017 (+ 5,1 %), tandis que les tendances se sont inversées pour les autres viandes, dont la consommation était jusqu'alors en baisse. La consommation de canard a affiché un fort taux de croissance (+ 27,6 %) suite à la reprise de la production. Cependant l'absence de données de stocks pour 2018 (pour toutes les volailles) ne permet pas d'optimiser le calcul de la consommation par bilan. De plus, l'analyse de la dynamique à l'œuvre est difficile dans un contexte où la filière canard doit réajuster son offre face à une demande bridée ces deux dernières années. La consommation de viande de dinde est repartie à la hausse (+ 2,9 %), de même que de manière plus marquée la pintade (+ 11,4 %), ces évolutions ne tenant également pas compte des variations de stocks de 2018.

Les importations ont représenté 40,9 % de la consommation de poulet en 2018, part en légère baisse par rapport à 2017. Enfin, la baisse des volumes consommés à domicile conjointement à la hausse de la consommation globale calculée par bilan souligne qu'une part grandissante des volumes de viande de poulet est consommée hors domicile ou intègre les circuits de seconde transformation.

› Prévisions 2019

Forte d'une restructuration et d'une sortie de crise réussies en 2018, la filière palmipède devrait aborder 2019 avec une croissance plus modérée et une production plus régulière, entre les niveaux de 2018 et 2015. Par ailleurs, la filière poulet de chair, confortée dans sa stratégie de reconquête du marché intérieur, devrait maintenir sa production en croissance. Enfin, la production de dinde, oscillante depuis deux ans, ne devrait pas marquer de progression sensible du fait d'une demande intérieure en berne.

Courant 2018, l'usine Doux spécialisée dans les poulets grand export a été reprise par l'entreprise saoudienne Al-Munajem, ce qui peut laisser envisager un léger ralentissement de la baisse des volumes exportés vers le Proche et Moyen-Orient, même si les produits français restent soumis à la forte concurrence brésilienne sur ces marchés. Alors que les importations françaises en provenance de certains pays de l'Union européenne ont amorcé une baisse en 2018, la poursuite des stratégies de reconquête du marché intérieur devrait œuvrer en faveur de la poursuite d'un tel ralentissement en 2019.

La poursuite de la croissance de production, en poulet et en dans une moindre mesure canard, devrait conduire à une hausse de la consommation totale de viandes de volaille.

Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2017	2018*	%18*/17
Production	1 856	1 973	6,3
Abattages	1 777	1 873	5,4
Commerce extérieur viandes			
Exportations	540	525	-2,7
Importations	621	646	4,1
Solde	-81	-121	
Variations de stock	-4,8	n.d.**	
Consommation **	1 863	1 994	7,1
Auto approvisionnement %	99,6	98,9	

* Estimations ** Calculée par bilan *** Non disponible, série interrompue en 2018
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes

Prévisions 2019

1 000 tec	2018*	2019**	%19**/18*
Production	1 973	1 979	0,3
Importations	646	653	1,0
Exportations	525	513	-2,3
Consommation	1 994	2 010	0,8

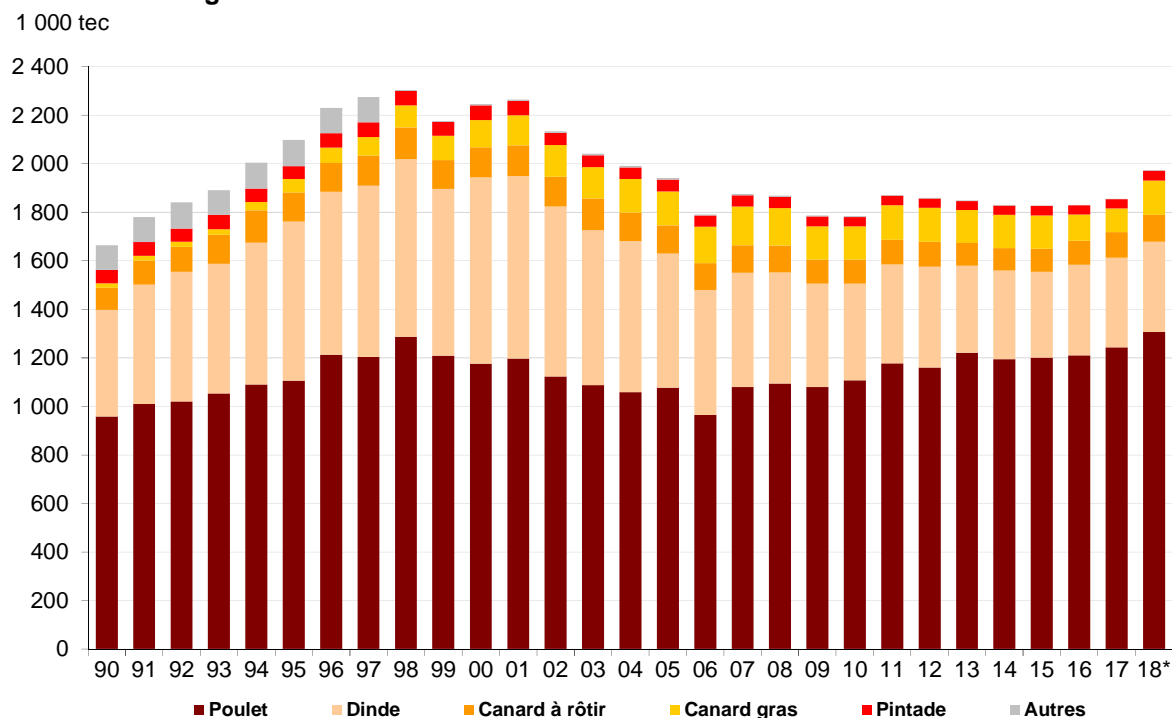
* Estimations ** Prévisions
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes

Production indigène brute de volaille en France

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
VOLAILLE	1 830	1 828	1 831	1 856	1 973	6,3
Poulet	1 194	1 201	1 210	1 244	1 308	5,1
Dinde	365	355	373	369	370	0,5
Canard	230	232	208	204	252	24,0
Pintade	38	39	38	38	41	8,7
Autres espèces avicoles	2	2	2	2	2	-

* Estimations
Source : FranceAgriMer d'après SSP

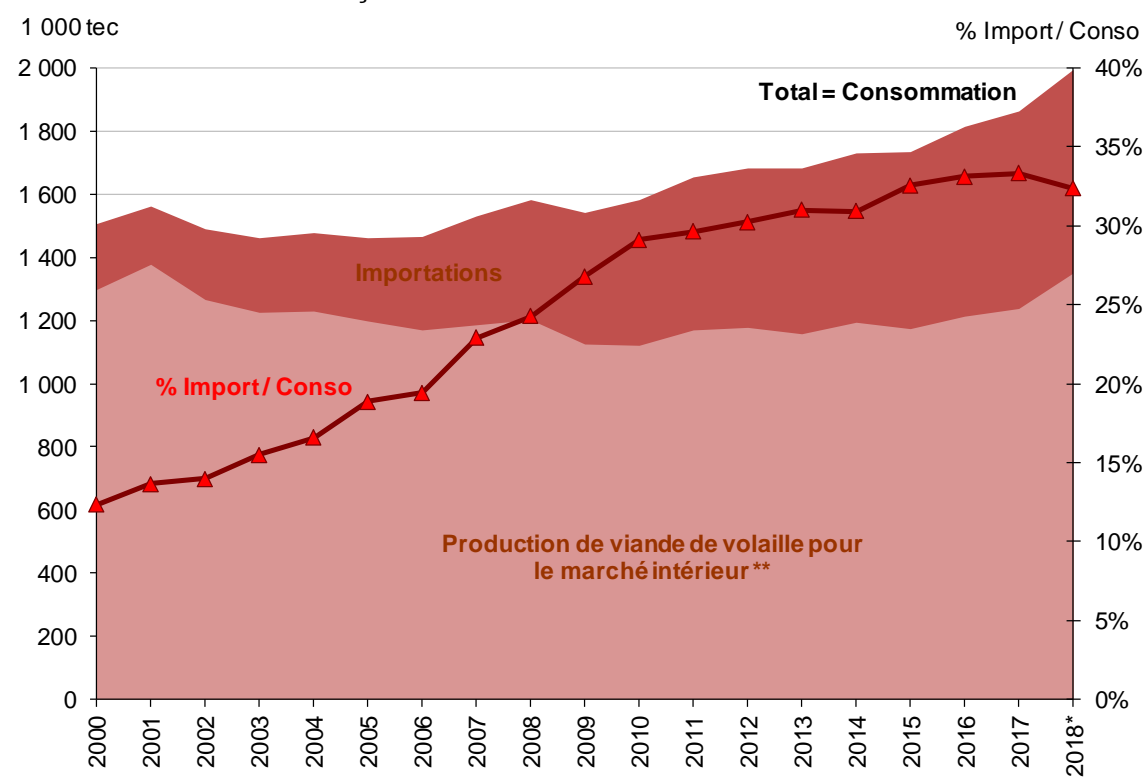
Production indigène brute de volaille en France



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viandes de volaille



* Estimations ** Abattages - exportations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes

Structure des échanges français de viandes de volaille - En volume

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations	583,3	588,5	548,6	539,8	525,0	-2,7
Union européenne	255,8	253,4	265,9	275,1	302,0	9,8
Viandes fraîches	106,7	105,6	109,3	115,5	123,7	7,1
Viandes congelées	92,0	86,0	85,0	89,3	100,9	13,0
Préparations	55,8	60,0	70,2	69,0	76,1	10,3
Volailles saumurées	1,3	1,1	1,3	1,2	1,1	-14,9
Pays tiers	327,5	335,1	282,7	264,6	223,8	-15,4
Viandes fraîches	15,9	14,2	14,5	14,8	12,7	-14,0
Viandes congelées	304,1	312,3	261,4	242,7	203,7	-16,1
Préparations	5,9	5,8	6,4	6,9	6,9	0,8
Volailles saumurées	1,6	3,3	0,4	0,3	0,4	37,2
Importations	534,5	565,3	600,6	620,8	646,1	4,1
Union européenne	503,0	538,8	571,4	594,8	618,4	4,0
Viandes fraîches	250,5	265,1	282,5	299,2	312,2	4,4
Viandes congelées	193,3	222,0	215,4	213,1	215,0	0,9
Préparations	55,5	66,7	70,7	76,9	89,0	15,8
Volailles saumurées	3,7	3,3	2,9	5,6	2,2	-60,7
Pays tiers	31,5	26,5	29,2	26,0	27,7	6,3
Viandes fraîches	0,4	0,0	0,3	1,0	1,2	20,2
Viandes congelées	13,1	4,0	12,1	6,5	7,8	19,3
Préparations	13,3	5,2	11,1	11,9	10,8	-9,2
Volailles saumurées	4,8	4,6	5,7	6,6	7,7	16,7

Source : FranceAgriMer d'après douanes

* Estimations

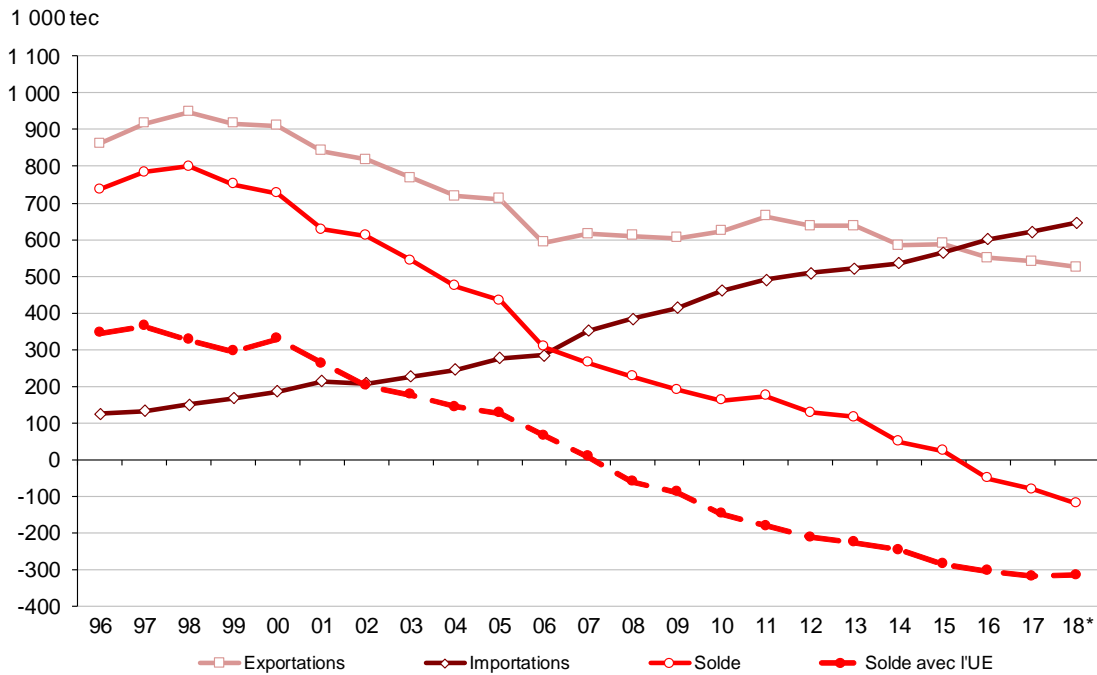
Structure des échanges français de viandes de volaille - En valeur

Millions d'euros	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations	1 138,4	1 206,5	1 073,1	1 069,0	1 099,4	2,8
Union européenne	698,8	705,4	717,1	732,7	796,4	8,7
Viandes fraîches	324,7	325,5	323,2	325,5	351,4	8,0
Viandes congelées	171,1	157,0	151,4	153,3	170,4	11,1
Préparations	197,2	212,9	236,6	248,3	268,6	8,2
Volailles saumurées	5,8	5,1	5,9	5,6	5,9	5,3
Pays tiers	439,6	501,1	356,0	336,3	304,5	-9,5
Viandes fraîches	53,2	50,1	45,2	46,5	42,7	-8,2
Viandes congelées	365,0	427,5	288,0	265,9	235,1	-11,6
Préparations	19,4	20,5	21,6	23,0	25,1	9,0
Volailles saumurées	2,0	2,5	1,1	0,9	1,2	34,5
Importations	1 137,7	1 180,7	1 227,5	1 276,2	1 384,6	8,5
Union européenne	1 060,3	1 110,9	1 159,9	1 212,8	1 312,3	8,2
Viandes fraîches	538,2	551,4	582,7	612,2	669,2	9,3
Viandes congelées	339,5	388,9	370,3	361,4	372,9	3,2
Préparations	173,7	202,3	201,1	228,3	264,8	16,0
Volailles saumurées	8,9	8,1	5,9	10,9	5,5	-49,7
Pays tiers	77,4	69,8	67,6	63,4	72,3	14,1
Viandes fraîches	0,8	0,0	0,5	2,0	2,9	50,3
Viandes congelées	25,9	7,3	22,2	12,5	17,7	41,4
Préparations	40,6	18,4	34,1	36,5	35,0	-4,3
Volailles saumurées	10,0	9,7	10,8	12,5	16,5	32,6

Source : FranceAgriMer d'après douanes

* Estimations

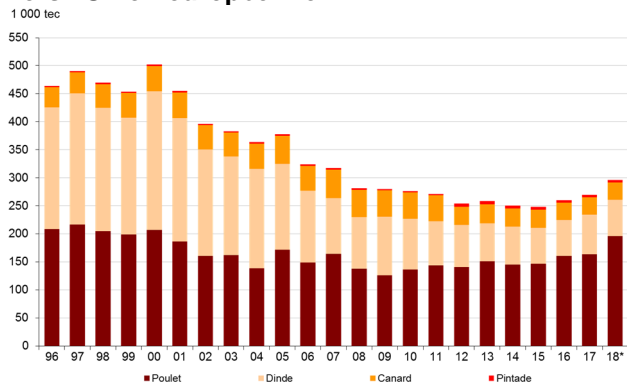
Commerce extérieur français de viandes de volaille



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

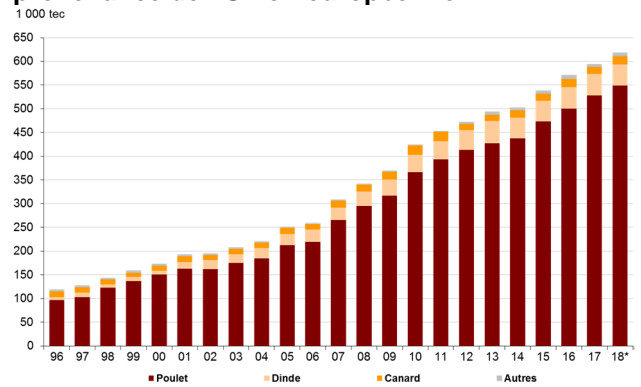
Exportations françaises de viandes de volaille vers l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

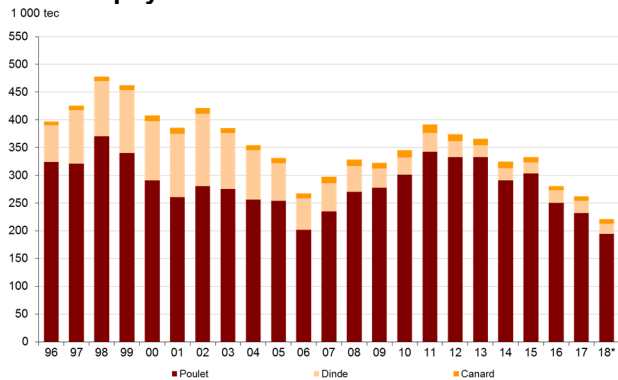
Importations françaises de viandes de volaille en provenance de l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

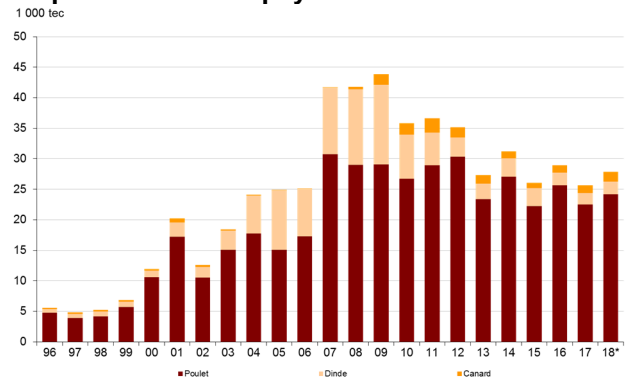
Exportations françaises de viandes de volaille vers les pays tiers



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

Importations françaises de viandes de volaille en provenance des pays tiers



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

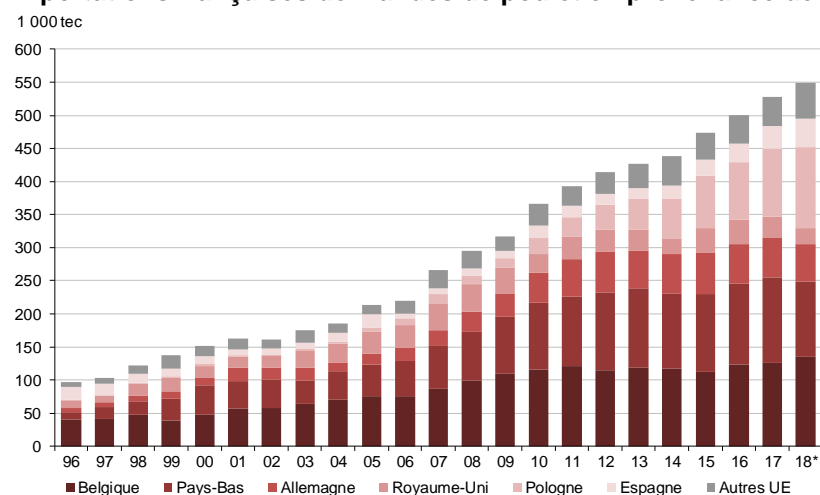
Commerce extérieur français de viandes de poulet avec l'Union européenne à 28

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations	144,9	146,8	160,5	163,8	196,3	19,8
Espagne	32,2	36,8	34,1	32,7	35,0	7,0
Royaume-Uni	24,8	26,9	25,5	27,4	34,9	27,2
Belgique	19,3	17,8	15,6	18,5	35,4	91,3
Allemagne	18,0	18,6	24,0	23,2	30,5	31,7
Pays-Bas	12,2	13,4	15,9	24,7	25,5	3,6
Italie	8,4	6,2	9,0	8,1	6,3	-22,6
Importations	437,9	473,8	500,5	528,3	549,0	3,9
Belgique	117,0	112,4	122,9	126,5	135,2	6,9
Pays-Bas	113,4	117,1	122,9	128,3	112,8	-12,1
Allemagne	59,8	63,5	60,2	60,4	58,0	-3,9
Royaume-Uni	23,2	36,6	35,8	31,5	23,3	-26,0
Pologne	60,2	79,1	87,3	103,0	122,5	19,0
Espagne	20,0	24,4	28,2	34,0	43,0	26,5
SOLDE	-293,0	-327,0	-340,0	-364,5	-352,8	

Source : FranceAgriMer d'après douanes

* Estimations

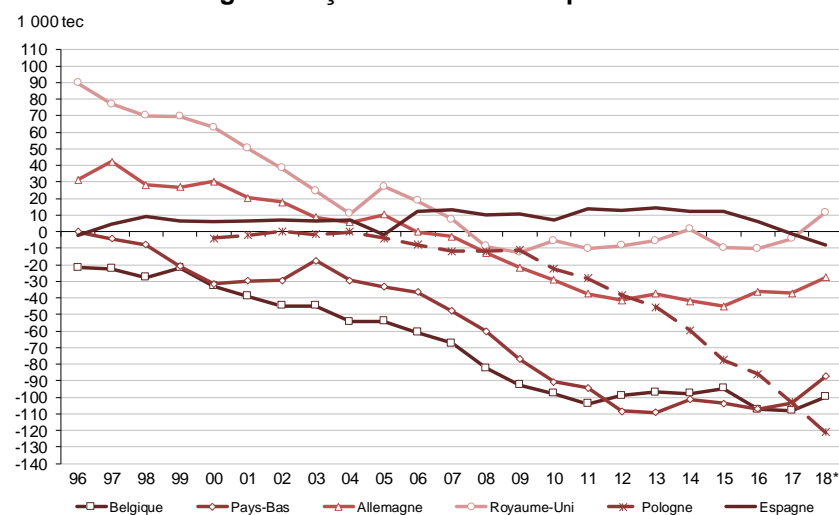
Importations françaises de viandes de poulet en provenance de l'UE



Source : FranceAgriMer d'après douanes

* Estimations

Solde des échanges français de viandes de poulet avec l'UE



Source : FranceAgriMer d'après douanes

* Estimations

Commerce extérieur français de viandes de dinde avec l'Union européenne à 28

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Exportations	67,9	64,0	64,0	70,6	64,2	-9,0
Belgique	20,8	18,4	15,6	15,8	15,8	-0,2
Espagne	12,6	14,7	15,7	16,5	16,8	1,8
Allemagne	14,0	12,5	15,5	18,8	12,0	-36,0
Royaume-Uni	3,1	3,0	2,7	3,1	2,5	-19,2
Grèce	3,3	3,7	3,3	2,5	2,5	-1,6
Pays-Bas	2,0	1,8	2,1	2,7	3,2	15,7
Italie	1,6	1,3	1,0	1,6	1,5	-6,5
Danemark	1,9	2,1	1,7	2,7	2,3	-14,5
Importations	43,4	43,3	44,8	44,8	45,1	0,6
Allemagne	14,8	15,2	15,6	16,9	15,4	-8,5
Italie	6,4	6,4	6,3	5,8	6,7	15,7
Pays-Bas	3,6	1,5	2,1	2,8	2,4	-16,1
Espagne	4,7	5,8	6,6	7,0	7,3	4,5
Belgique	4,2	4,2	4,5	4,4	4,5	1,0
Royaume-Uni	2,2	2,1	1,9	0,7	0,9	26,2
Pologne	5,6	5,6	5,5	5,3	5,8	8,8
SOLDE	+24,5	+20,7	+19,2	+25,8	+19,1	

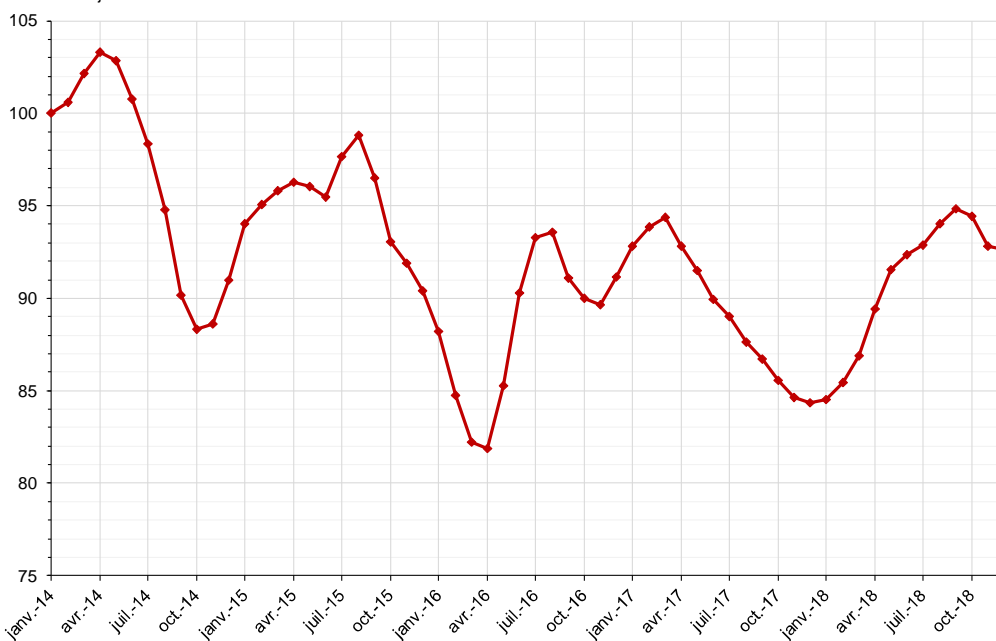
* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

Consommation indigène brute de viandes de volaille en France

1 000 tec	2014	2015	2016	2017	2018**	%18*/17
VOLAILLE	1 729	1 735	1 812	1 863	1 994	7,1
Poulet	1 176	1 185	1 265	1 331	1 399	5,1
Dinde	317	311	322	316	326	2,9
Canard	202	204	189	182	232	27,6
Pintade	31	33	33	32	35	11,4

* Estimations

** Consommation par bilan calculée et estimée en l'absence de données de variations de stocks, la série étant interrompue en 2018

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Achats de viandes de volaille par les ménages français

	Tonnage %18/17	Prix moyen	
		€/kg	%18/17
VOLAILLE + ÉLABORÉS FRAIS	-1,0	8,26	1,8
Poulet	-2,1	6,98	0,7
PAC	-8,0	5,03	-1,2
Découpe crue nature	0,7	7,67	0,4
Dinde	-5,5	8,82	2,5
Canard	3,8	12,48	2,6
Pintade	-5,7	9,04	2,4
Autres volailles	-0,5	8,92	3,7
Élaborés de volaille (hors charcuterie)	2,3	9,18	1,4

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

lait



Le marché français du lait de vache

› Les conditions météorologiques difficiles, en particulier de l'été, ont freiné la production française de lait de vache

L'année 2018 a été marquée par une succession de conditions météorologiques difficiles : après de fortes pluies au printemps, la France, en particulier dans sa moitié nord, a été touchée par une sécheresse entre juin et septembre, dont les effets ont été amplifiés par des températures estivales très élevées.

Ces effets ont été multiples, avec tout d'abord une conséquence directe sur la performance des vaches et notamment leur niveau de production, affecté par les températures caniculaires. La pousse de l'herbe a également été amoindrie, que ce soit celle des prairies pâturées ou celle des prairies fauchées. Dans certaines régions, les éleveurs ont dû puiser dans leurs stocks de fourrages hivernaux pour compenser le manque d'herbe dans leurs prés, sans être sûrs de pouvoir se réapprovisionner compte tenu de la dégradation des récoltes de fourrages, en quantité comme en qualité. Dans la filière céréales, le déficit de production s'est également fait ressentir. Et dans un cas comme dans l'autre, le recul de l'offre a entraîné une revalorisation des prix de ces denrées et donc des coûts des aliments achetés par les éleveurs laitiers. Dans la perspective d'un recours accru aux achats de fourrages voire d'aliments pour passer la période automne-hiver 2018 et dans un contexte de trésoreries affaiblies par plusieurs années de crise, les producteurs de bovins laitiers ont souvent choisi de réduire leur cheptel de femelles pour limiter leurs coûts de production. Ainsi, à partir de juillet et jusqu'en octobre 2018, les abattages de vaches laitières n'ont cessé de progresser, s'inscrivant sur des niveaux supérieurs à ceux observés un an auparavant en juillet, août et octobre 2017. En cumul sur juillet-octobre 2018, comparativement à juillet-octobre 2017, les abattages de vaches laitières ont augmenté de 6,9 %, soit d'un peu plus de 15 100 têtes. Sur l'ensemble de l'année 2018, la hausse des abattages a été plus modérée (+ 1,6 %, soit + 11 160 têtes). Au 1^{er} octobre 2018, le cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois était en repli de 1,2 % et comptait environ 38 550 femelles de moins qu'au 1^{er} octobre 2017, alors qu'en début d'année, au 1^{er} janvier 2018, le troupeau de femelles laitières était quasiment équivalent à celui du 1^{er} janvier 2017 (- 0,1 % ; - 2 600 têtes). Les effectifs de femelles laitières plus jeunes (de 24 à 36 mois) se sont également résorbés, passant de + 0,3 % (+ 3 925 têtes) au 1^{er} janvier 2018 par rapport au 1^{er} janvier 2017 à - 1,5 % (- 17 500 têtes) au 1^{er} octobre 2018 par rapport au 1^{er} octobre 2017. Les possibilités d'une éventuelle recomposition du cheptel au printemps 2019 sont limitées par le déficit en femelles laitières de moins de 24 mois (les veaux et les génisses), qui s'élève au 1^{er} octobre 2018 à - 4 % ; soit - 98 620 têtes.

Sur l'ensemble de l'année 2018, la collecte française de lait de vache a été en léger repli de 0,3 % par rapport à 2017, ce qui représente 60,7 millions de litres de moins. La collecte a atteint un volume de 23,85 milliards de litres.

Les deux premiers mois de l'année 2018 ont été caractérisés par une reprise de la production, à relativiser toutefois par rapport à un niveau faible en 2017 en raison d'un manque de fourrages. Toutefois, dès le mois de mars et jusqu'en août, les niveaux de collecte ont été proches de ceux de 2017, en repli par rapport à 2016. Le creux de collecte a été anticipé par rapport aux précédentes années. Un net décrochage, conséquence de la sécheresse et de la canicule, a été constaté à partir du mois de septembre (- 1,7 %). Il s'est renforcé en octobre (- 3,7 %) et a perduré jusqu'à la fin de l'année. La collecte est tombée à un niveau proche de celui de la fin de l'année 2016, période où les éleveurs avaient été encouragés à freiner leur production via l'aide à la réduction de la Commission européenne.

Les régions françaises ont été plus ou moins touchées par la sécheresse. Ainsi, la collecte du Grand Est a bien résisté, progressant de 0,7 % (+ 4,5 millions de litres) sur la période juillet-octobre 2018 par rapport à la même période de 2017, alors que le repli a été net en Bourgogne-Franche-Comté (- 3,0 % ; - 15,2 millions de litres) et en Pays de la Loire (- 2,4 % ; - 28,9 millions de litres). En moyenne sur l'année, la production a légèrement ralenti en Bretagne et Pays de la Loire, plus fortement dans le sud, mais a progressé en Normandie ainsi que dans les régions du nord-est et du centre de la France.

› Seules les fabrications de beurre et de fromages ont été orientées à la hausse en 2018

Comme la collecte, les disponibilités en matière grasse ont été quasiment stables en 2018 : grâce à une amélioration du taux butyrique du lait collecté, la quantité de matière grasse disponible a à peine augmenté de 0,1 % (sur onze mois), ce qui représente 600 tonnes de plus qu'en 2017. Le taux protéique du lait collecté a en revanche été légèrement plus faible qu'en 2017 et les volumes de matière protéique disponible ont diminué de 0,7 % (sur onze mois), soit de 5 300 tonnes. Des arbitrages ont été faits par les

industriels quant au choix des produits dont les fabrications ont été renforcées et ceux dont les fabrications ont ralenti.

Après un repli en 2017, la production de **beurre** s'est redressée en 2018, progressant de 2,4 %. Les volumes fabriqués restent toutefois inférieurs aux niveaux des années 2016 et antérieures. La bonne demande en beurre, en particulier sur le marché mondial, combinée à des prix toujours élevés du produit, ont probablement incité les industriels à développer leur production. Cette croissance s'est observée plus spécifiquement au cours du 1^{er} semestre (+ 3,4 %, soit + 7 000 tonnes par rapport au 1^{er} semestre 2017). Les fabrications totales de **fromages** ont continué à se développer, pour la seconde année consécutive et l'augmentation des volumes a été équivalente à celle de 2017, puisqu'elle est de 0,8 % (+ 9 900 tonnes), après celle de 0,9 % l'année précédente (+ 10 400 tonnes). Ce sont les fabrications de fromages à pâte pressée cuite, et plus spécifiquement l'emmental, qui ont tiré les fabrications à la hausse (+ 2,8 %), puisque cette famille est responsable de 94 % de la croissance en volume du total des fromages. Elle confirme ainsi son dynamisme puisqu'il s'agit de la deuxième année de hausse. À l'opposé, les fabrications de fromages à pâte molle semblent s'être inscrites durablement sur une lente tendance baissière. En 2018, 2 400 tonnes de moins ont été produites (- 0,6 %). Ce sont surtout les produits phares qui ont été concernés par ce repli : camembert (- 0,8 %, soit - 700 tonnes), brie et coulommiers, alors que la production d'autres fromages à pâte molle a été orientée à la hausse. Le repli des fabrications de fromages à pâtes pressées non cuites observé en 2016 et 2017 s'est arrêté en 2018 (+ 0,3 %) ; la raclette a affiché une forte hausse de ses fabrications (+ 9 % environ) et compte pour 26,4 % des volumes de cette famille (une proportion en croissance puisqu'elle était de 24,3 % en 2017). Mais les autres fromages à pâte pressée non cuite, types edam, gouda, mimolette, types cantal, laguiole, salers ou types tommes, saint nectaire, pyrénées, morbier... ont vu leurs fabrications décliner en 2018. Fait notable : alors que les fabrications de fromage à pâte filée (dont mozzarella) montraient un dynamisme qui se confirmait depuis neuf ans, leur croissance a été stoppée en 2018, malgré une demande des consommateurs français toujours en hausse. Les volumes produits ont ainsi reculé de 2,1 %, ce qui représente 1 840 tonnes de moins qu'en 2017. Concernant les pâtes persillées, les volumes fabriqués ont reculé de 1 460 tonnes en 2018 (- 3,8 %), retombant au même niveau qu'en 2016. Enfin, même si cette famille reste celle dont les volumes sont les plus faibles, les fromages frais à tartiner ont enregistré une augmentation de 8,5 % de leurs fabrications (+ 5 470 tonnes), compensant les replis observés dans certaines autres familles.

Le développement des fabrications de beurre et de fromages a limité les disponibilités en matière grasse pour d'autres produits, tels que la crème (- 0,6 %) et la poudre grasse (- 19,0 %). Après plusieurs années de hausse, pour atteindre un niveau record de 465 milliers de tonnes en 2017, les fabrications de **crème conditionnée** ont diminué d'environ 2 800 tonnes en 2018. Cette baisse est due aux crèmes longue conservation (- 0,9 %) dont la production s'était pourtant redressée en 2017. Les volumes de crème fraîche produits sont restés stables ; dans le détail, les crèmes fraîches à 30 % de matière grasse et plus ont enregistré un repli tandis que les crèmes fraîches allégées sont reparties à la hausse. Ces évolutions semblent cohérentes avec le manque de matière grasse disponible pour les fabrications.

Autre produit à avoir pâti du manque de matière grasse laitière, la **poudre grasse** montre en 2018 un repli de ses volumes de 27 900 tonnes. Outre le prix de la poudre grasse qui s'est inscrit sur des niveaux inférieurs à ceux pratiqués un an auparavant, la concurrence de la Nouvelle-Zélande sur le marché mondial a probablement participé au choix de réduire l'offre.

Le constat est le même pour la **poudre de lait écrémé** dont les fabrications ont reculé de 4,8 %, soit de 16 800 tonnes, en 2018. Les causes sont par contre différentes, la principale étant le poids des stocks communautaires sur les marchés français et européen, qui a limité la remontée des cours et réfréné la production de poudre de lait écrémé fraîche afin de ne pas encombrer plus lourdement le marché.

D'autres produits ont enregistré une réduction de leur production, notamment d'autres poudres. Après un petit sursaut en 2017, les fabrications de **poudre de lactosérum** ont poursuivi leur déclin, avec une nouvelle baisse de 6,1 %, soit de 33 450 tonnes environ. Celle-ci s'est produite dans un contexte de prix inférieurs à 2017 jusqu'en septembre mais néanmoins en croissance tout au long de l'année et de demande mondiale plutôt élevée.

Un net ralentissement est également noté du côté des **poudres de lait infantile** (- 12,0 %, soit - 17 000 tonnes) alors que cette production se développait chaque année un peu plus jusqu'en 2017. La cause principale est probablement l'arrêt du site industriel de Lactalis à Craon, dont les volumes non produits n'ont pas été compensés par les autres sites.

Les tendances dans le segment « ultra-frais » (au sens large) se sont poursuivies, avec toujours un contexte marqué de déconsommation. Il touche d'abord le **lait conditionné**. Certains laits spécialisés, tels que les laits aromatisés, les laits délactosés et les laits vitaminés, sont orientés à la hausse. Mais le gros des volumes concerne le lait UHT standard, qui est lui de plus en plus délaissé par les Français. Les fabrications ont suivi ces tendances et ont reculé de 3,9 % en 2018 pour l'ensemble des laits conditionnés, de 4,8 % pour les seuls laits UHT. Les Français délaissent également les **yaourts et laits**

fermentés, les desserts lactés frais, les fromages blancs et petits suisses. Là encore, les industriels ont « adapté » les fabrications en conséquence, en les ajustant à la baisse. Pour l'ensemble de ces produits, le repli des volumes s'est établi à 55 700 tonnes en 2018 (- 2,1 %). Si pour les yaourts et les fromages blancs la baisse date de plusieurs années, il ne s'agit que de la 2^e année consécutive de recul pour les desserts lactés frais, qui avaient jusqu'en 2016 plutôt bien résisté à la tendance baissière. Seule exception en ultra-frais : les fabrications de desserts lactés de conserve sont restées stables en 2018, marquant un arrêt au repli des volumes observé depuis deux ans.

› Des prix des poudres globalement orientés à la hausse en 2018 alors que le prix du beurre a chuté en fin d'année

L'écart de valorisation entre la matière grasse du lait et la matière protéique est resté d'actualité en 2018, en particulier tout au long du 1^{er} semestre. Après la chute des cours du **beurre** observée au 4^e trimestre 2017, les prix se sont raffermis en janvier, puis envolés, plus précocement que ce qui avait pu être observé en 2017. Les disponibilités se sont avérées insuffisantes pour couvrir la demande du 1^{er} semestre, d'autant plus que, dans la crainte d'une reproduction du scénario inédit de 2017 et d'une nouvelle pénurie, les opérateurs ont couvert leurs besoins dès la première moitié de l'année. Cependant, la consommation de beurre sur le marché français et le marché européen a été inférieure aux prévisions, en particulier l'été en raison des fortes chaleurs. Les opérateurs se sont retrouvés avec des volumes trop importants et les stocks de beurre sont remontés, ce qui a pesé sur le marché et donc sur les cours. Ceux-ci se sont orientés à la baisse dès la fin du mois de juin et jusqu'à la fin de l'année, malgré le ralentissement de la collecte et des fabrications. Ainsi, alors que les prix du beurre contrat dépassaient 6 000 €/tonne en juin, ils sont tombés à 4 300 €/tonne en fin d'année.

Le prix de la **poudre de lait écrémé** est resté bas toute l'année, sous le prix d'intervention, en repli en moyenne de 13,3 % par rapport à 2017. Néanmoins, la situation s'est améliorée au fil des mois et des adjudications successives. Ces reventes de poudres stockées à l'intervention ont permis de remettre progressivement des volumes sur le marché et d'alléger les stocks : de 378 000 tonnes en janvier 2018, les stocks publics sont tombés à environ 100 000 tonnes fin décembre. Les fabrications françaises de poudre de lait écrémé ont nettement reculé en 2018, alors que la demande mondiale était dynamique : les opérateurs se sont donc reportés sur les stocks d'intervention pour y répondre. Ces volumes n'ont ainsi pas pesé sur le marché. Dans ce contexte, le prix de la poudre de lait écrémé s'est progressivement raffermi et a été orienté à la hausse à partir d'avril, malgré quelques rechutes ponctuelles. En décembre, le cours français est repassé au-dessus du prix d'intervention (de 1 698 €/tonne), ce qui n'était pas arrivé depuis la fermeture de l'intervention en septembre 2017.

Le prix de la **poudre grasse** s'est inscrit sur une tendance croissante au cours des trois premiers trimestres, passant d'environ 2 500 €/tonne en début d'année à 3 000 €/tonne mi-septembre. Le repli de la collecte en Nouvelle-Zélande, acteur principal sur le marché mondial pour la poudre grasse, et les hauts niveaux du cours du beurre ont contribué à soutenir le prix de la poudre grasse. Les inversions de tendances au début du 2^e semestre, à savoir le retour de la Nouvelle-Zélande avec une collecte en forte hausse et la dégradation du prix du beurre, ont stoppé la hausse du prix de la poudre grasse qui est retombé à 2 800 €/tonne en fin d'année. Le manque d'offre française en poudre grasse a contenu la chute du prix.

En ce qui concerne le **lactosérum**, la bonne demande mondiale a soutenu le prix, qui a été globalement orienté à la hausse, passant de 600 €/tonne à 780 €/tonne entre le début et la fin de l'année. La réduction des fabrications de poudre de lactosérum aux États-Unis (2^e exportateur derrière l'Union européenne) entre juillet et septembre, puis le ralentissement de la collecte de lait européenne dès le mois d'août ont également contribué à cette croissance.

› Le prix du lait s'est redressé au second semestre après une dévalorisation sur la première moitié de l'année

Au cours de la 1^{ère} moitié de l'année, le prix du lait de vache payé au producteur s'est inscrit sur une tendance baissière : entre novembre 2017 et mai 2018, le prix réel a ainsi perdu 11 % de sa valeur, soit près de 42 €/1 000 l. Cette évolution est liée au repli du prix du beurre sur la fin de l'année 2017 combiné au prix bas de la poudre de lait écrémé, mais aussi à la remontée de la collecte. Au contraire, sur la seconde moitié de l'année 2018, le ralentissement de la collecte française d'abord, européenne ensuite, ainsi que la revalorisation de produits industriels ont permis de tirer à la hausse le prix du lait. Il s'est établi à 378,35 €/1 000 l en octobre, en hausse de près de 43 € par rapport à mai 2018, et s'est stabilisé à ce niveau en novembre.

Le prix réel du lait conventionnel, en moyenne inférieur de 13,4 euros au prix « total », a suivi la même évolution au cours de l'année, pour une moyenne sur onze mois de 339,88 €/1 000 l (stable par rapport à 2017). Il a atteint son plus haut niveau en octobre, à 364,70 €/1 000 l.

Au cours de l'année 2018, les coûts de production, représentés par l'indice Ipampa de l'Idèle, n'ont cessé de progresser. Entre janvier et novembre 2018, l'indice a augmenté de 4,4 points. En cumul sur onze mois, la hausse a été de 3,5 points par rapport à la même période de 2017 ; l'écart s'est creusé au fil des mois pour atteindre + 5,4 points en novembre 2018 par rapport à novembre 2017. Les premiers postes de charge à avoir nettement augmenté sont les « énergies et lubrifiants » ainsi que les « engrais et amendements », mais le poste des « aliments achetés » a fortement participé à la hausse des coûts sur le second semestre suite aux mauvaises récoltes, d'autant plus que son poids dans l'indice global est significatif (il représente 32 % des charges).

Conséquence de ces évolutions du prix du lait et des coûts de production, l'indicateur de marge des producteurs (indice MILC, marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé de l'Idèle) a affiché une décroissance sur la 1^{ère} moitié de l'année avant de se redresser. La hausse est restée toutefois modérée et n'a pas atteint le haut niveau de 2017, l'augmentation des charges y ayant mis un frein.

› Le solde du commerce extérieur de produits laitiers s'est dégradé en 2018, suite à un ralentissement des exportations

Le solde des échanges français de produits laitiers s'est dégradé en 2018 pour la 4^e année consécutive, après le niveau record de + 3,82 milliards d'euros atteint en 2014. En 2018, le solde est tombé sous la barre des 3 milliards d'euros, ce qui n'était pas arrivé depuis 2009. À + 2,93 milliards d'euros précisément, il a donc diminué de 331 millions d'euros. Cette évolution est liée à la dégradation des exportations de 191 millions d'euros (- 2,7 %) alors que dans le même temps les importations se sont renforcées de 140 millions d'euros (+ 3,6 %). Que ce soit avec les 27 autres États membres de l'Union européenne ou avec les pays tiers, le solde du commerce français de produits laitiers a perdu de la valeur en 2018, dans des proportions relativement équivalentes.

Le solde des échanges de **matières grasses solides**, structurellement déficitaire, s'est dégradé en 2018 pour la 3^e année consécutive, tombant à - 619 millions d'euros, en raison d'une augmentation de la valeur des importations plus importante que celle des exportations. Ces produits sont responsables de 34 % de la baisse du solde global de produits laitiers. En volume, les exportations ont reculé, en raison principalement d'un manque de compétitivité prix des produits français par rapport à leurs concurrents sur le marché mondial. Les importations se sont en revanche à nouveau renforcées. Le déficit en valeur sur le commerce de **crème** s'est confirmé en 2018 : le solde s'est dégradé de 14 millions d'euros environ pour tomber à - 93 millions d'euros, conséquence d'une réduction particulièrement prononcée des volumes exportés.

Malgré un développement des échanges, exportations et importations, le solde en valeur du commerce de **fromages** s'est rétracté pour la 5^e année consécutive : il est tombé à + 1,5 milliard d'euros en 2018, perdant 8,9 millions d'euros par rapport à 2017. Cette évolution est liée à une petite baisse des exportations en volume alors que les importations ont dans le même temps progressé. Cela concerne plus spécifiquement les échanges avec l'Union européenne : les ventes vers les principaux débouchés, Allemagne, Royaume-Uni et Belgique, ont diminué. Avec les pays tiers en revanche, il y a eu en 2018 un développement des exportations, notamment vers les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, trois des quatre premiers débouchés pays tiers.

Les poudres de lait (poudre de lait écrémé, poudre grasse, poudre de lactosérum) ont connu en 2018 une dégradation du solde de leurs échanges en valeur, dont la principale cause est la chute des exportations. Pour la **poudre de lait écrémé**, si les volumes vendus n'ont diminué que de 1,2 %, les prix de vente ont en revanche décliné, ce qui explique la baisse des exportations en valeur de 20,8 %, et celle du solde de 98 millions d'euros. À moins de + 300 millions d'euros, le solde des échanges de poudre de lait écrémé en 2018 est le plus bas atteint sur les dix dernières années. C'est particulièrement vers les pays tiers que les expéditions ont diminué : vers l'Algérie tout d'abord (- 16 %), 1^{er} débouché de la France pour ses poudres de lait écrémé, vers l'Égypte également (- 23 %). Cette dernière perd ainsi sa place de 2^e client pays tiers, se faisant devancer par la Chine et l'Indonésie dont les approvisionnements en poudre de lait écrémé française ont beaucoup moins reculé.

Pour la **poudre grasse**, la réduction des fabrications, donc des disponibilités, n'a pas permis aux opérateurs de défendre leurs parts de marché face à leurs concurrents tels que la Nouvelle-Zélande, très présente surtout sur la seconde moitié de l'année. Le solde des échanges en valeur est tombé à + 133 millions d'euros, le plus bas niveau atteint depuis au moins 1999. En volume, le solde est tombé à + 34 millions de tonnes, là aussi un bas niveau « record ». Encore une fois, ce sont les ventes vers les pays tiers qui ont diminué : vers l'Algérie en premier lieu qui a réduit ses approvisionnements d'un tiers

en provenance de France mais reste le premier débouché de la France pour la poudre grasse, vers la Chine ensuite (environ - 20 %).

Les échanges français de **lactosérum** ont ralenti en 2018, qu'il s'agisse des flux entrants ou sortants, et le solde a perdu 4 millions de tonnes par rapport à 2017 (- 1,8 %). La chute plus prononcée du solde en valeur (- 34 millions d'euros, soit - 12,1 %) est liée au repli des prix du produit.

En volume, les exportations de **poudres de lait infantile** se sont redressées malgré la baisse des fabrications, à la fois vers l'Union européenne et vers les pays tiers. Néanmoins, l'amélioration du solde des échanges (en volume toujours) n'est due qu'au commerce avec les pays tiers, les importations en provenance de l'Union européenne ayant progressé plus fortement que les exportations. La croissance de l'excédent en volume ne suffit pas à l'amélioration du solde en valeur : les ventes se sont rétractées vers l'ensemble des destinations, en raison d'un repli des prix du produit, et le solde a perdu environ 10 % de sa valeur de 2017.

› Les achats pour la consommation à domicile se sont effrités pour tous les produits laitiers dans un contexte de hausse des prix¹

Les tendances observées ces dernières années concernant la consommation de produits conventionnels au lait de vache à domicile par les ménages se sont à nouveau confirmées en 2018 : en effet, les données du panel de consommateurs Kantar Worldpanel montrent un repli des achats pour la quasi-totalité des produits laitiers (hors bio).

La déconsommation de **lait liquide conditionné** semble s'être accélérée en 2018, puisque les quantités achetées sont en repli de 5,8 %, contre - 3,4 % en 2017. Il s'agit bien d'un phénomène solide et durable, qui va de pair avec la réduction des fabrications : le produit phare de cette famille, le lait standard UHT demi-écrémé, est particulièrement touché et masque le développement de la consommation de certains laits spécifiques (aromatisés, vitaminés, délactosés). La tendance est également à la baisse sur l'ensemble des **produits ultra-frais** : yaourts (- 3,3 %), desserts lactés (- 3,6 %), fromages frais (- 4,2 %). Il s'agit là aussi d'une tendance lourde qui date de plusieurs années et que les innovations ne parviennent pas à enrayer, sauf peut-être pour les desserts lactés qui avaient plutôt bien résisté en 2017. Dans le rayon des **matières grasses**, le beurre a été à nouveau délaissé en 2018 (- 5,8 %). Si en 2017 la raison était le manque d'offre, celle-ci n'est plus d'actualité en 2018 puisque les disponibilités ont été en hausse, entre volumes supplémentaires de beurre fabriqués et importés. En revanche, les prix au détail ont enregistré une croissance de 14,9 %, ce qui pourrait expliquer le désengagement des consommateurs, qui semblent s'être rabattus sur la matière grasse allégée (+ 1,6 %). Il subsiste un très léger repli des achats de crème (- 0,2 %), malgré un renforcement des achats de crème longue conservation : ce sont la crème fraîche et la crème aérosol qui tirent les volumes à la baisse.

Même pour les **fromages**, la tendance est mal orientée en 2018 (- 1,7 %), alors que les volumes étaient en hausse jusqu'en 2016, stables en 2017. Les fromages à pâte pressée non cuite affichent encore une augmentation des volumes achetés, grâce à la raclette ; les pâtes filées sont stables, grâce aux bonnes ventes de mozzarella. Les autres familles de fromages sont en repli, notamment les pâtes molles (camembert, coulommiers) qui peinent à attirer les ménages, et dans une moindre mesure les pâtes pressées cuites (emmental).

L'année 2018 a également été caractérisée par une revalorisation des prix au détail pour la quasi-totalité des produits laitiers : seuls les fromages frais ont été vendus à des prix légèrement inférieurs à ceux de 2017 (- 0,7 %). Pour les autres produits, hors beurre évoqué précédemment, les hausses de prix ont été comprises entre + 0,9 % pour les fromages autres que frais et + 5,0 % pour la crème.

› Le lait biologique : l'enjeu de l'équilibre offre-demande

À partir du 4^e trimestre 2017, de nouveaux producteurs de lait de vache biologique ont intégré les effectifs de cette filière, suite à leur phase de conversion. Le nombre de livreurs de lait de vache biologique est ainsi passé de moins de 2 400 en septembre 2017 à plus de 3 350 en novembre 2018, ce qui représente une augmentation de 40 % des effectifs. La conséquence directe est un essor de la **collecte**, qui a débuté dès le mois d'octobre 2017. En 2018, les volumes de lait de vache biologique collectés ont augmenté de 31,3 % (soit 199 millions de litres de plus qu'en 2017) pour atteindre le niveau record de 835,6 millions de litres environ. Si les hausses constatées jusqu'en juillet étaient très élevées (entre 33 et 50 % selon les mois par rapport à 2017), les écarts se sont progressivement réduits sur la seconde moitié de l'année. Deux raisons à cela : tout d'abord parce que la collecte de lait biologique avait entamé son

¹ Les données de ce paragraphe ne concernent que les produits issus du lait de vache conventionnel.

développement dès le dernier trimestre de l'année 2017 ; ensuite parce que, comme dans la filière laitière conventionnelle, la sécheresse a pénalisé la production d'herbe et la récolte de fourrages bio.

Ces volumes supplémentaires de lait produit ont permis de développer les **fabrications** de l'ensemble des produits laitiers biologiques, produits de grande consommation (PGC) en particulier. Celles de lait conditionné ont progressé de 5,7 % (en cumul sur onze mois), avec notamment un bond au 1^{er} trimestre (+ 18 %) par rapport à un début d'année 2017 en repli pour ce produit, en lien avec la baisse de la collecte à cette période et donc des disponibilités. Des hausses notables sont observées pour le beurre (+ 29,0 % sur onze mois, soit + 2 000 tonnes) et les fromages frais (+ 37,3 %, soit + 3 500 tonnes environ). Après une année de repli, les fabrications de yaourts et laits fermentés, 2^e famille de produits bio en termes de volumes, se sont redressées en 2018 (+ 18,6 %, soit + 8 000 tonnes), atteignant même un niveau supérieur à celui de 2016. Même si les volumes sont plus restreints, la production de fromages autres que frais, de desserts lactés et de crème ne cesse de se développer : en 2018 (sur onze mois), elle a augmenté respectivement de 13,6 %, 45,1 % et 29,6 %. Les fabrications de poudres de lait avaient enregistré une forte hausse en 2017, de deux tiers ; la croissance a été à peine notable en 2018, de seulement 0,6 %.

L'évolution des fabrications de PGC biologiques est à l'image de celle de la **consommation**. En effet, la demande des Français pour les produits biologiques ne montre pas de signe de ralentissement en 2018. Les achats pour la consommation à domicile (source Kantar Worldpanel) affichent des croissances à deux chiffres pour l'ensemble des produits : de + 16,1 % pour les yaourts à + 29,2 % pour le beurre. Ces produits se sont démocratisés : ils sont présents dans tous les circuits de commercialisation, y compris généralistes, et sur les tables de tous les types de ménages français. Ils répondent aux attentes des consommateurs en recherche de produits de qualité, sains pour eux et pour l'environnement et locaux. Certains de ces produits laitiers biologiques ont été revalorisés en 2018 : c'est le cas des yaourts, du beurre, de la crème et des fromages, dont les prix au détail ont augmenté respectivement de 3,1 %, 9,4 %, 1,9 % et 6,6 %. Le prix du lait conditionné est resté stable par rapport à 2017 tandis que celui des fromages frais s'est replié (- 5,2 %).

En restauration hors foyer également la consommation de produits laitiers biologiques est en croissance, non seulement parce que la part des repas pris à l'extérieur progresse mais aussi parce que la part des produits laitiers biologiques achetés augmente. Néanmoins, celle-ci reste encore limitée (elle était inférieure à 1 % pour le lait, les matières grasses, les fromages en 2017 et atteignait à peine 6 % pour les yaourts). La marge de progression est donc encore grande pour atteindre l'objectif de 20 % de produits biologiques utilisés en restauration collective publique d'ici 2022 fixé par la loi Alimentation.

Le dynamisme de la demande en produits laitiers biologiques a permis d'encaisser la hausse de la collecte et des fabrications. Le marché est ainsi resté relativement bien équilibré. Un léger repli du **prix du lait** biologique réel payé au producteur a pu être constaté (- 0,9 % sur onze mois, pour une moyenne de 464,33 €/1 000 l), en lien avec une baisse entre avril et septembre par rapport aux mêmes mois de 2017, période qui englobe le pic de production, particulièrement élevé cette année. Cette problématique d'équilibre offre-demande subsiste toutefois et sera un enjeu en 2019, d'autant plus qu'il n'y a pas qu'en France que la collecte de lait bio explose : + 25,4 % au Danemark et + 20,4 % en Allemagne (sur onze mois). Dans ce pays, l'année a toutefois été marquée par une chute du prix du lait bio (de 10 à 15 €/1 000 litres par rapport à 2017 depuis juillet). En Autriche, le marché a basculé dès le début de l'année, en raison d'une offre bien trop importante par rapport à une demande, notamment des voisins européens (Allemagne en tête), en réduction. Cela s'est traduit par une chute de la collecte (- 24,9 % sur onze mois), retombée sous le niveau de 2011.

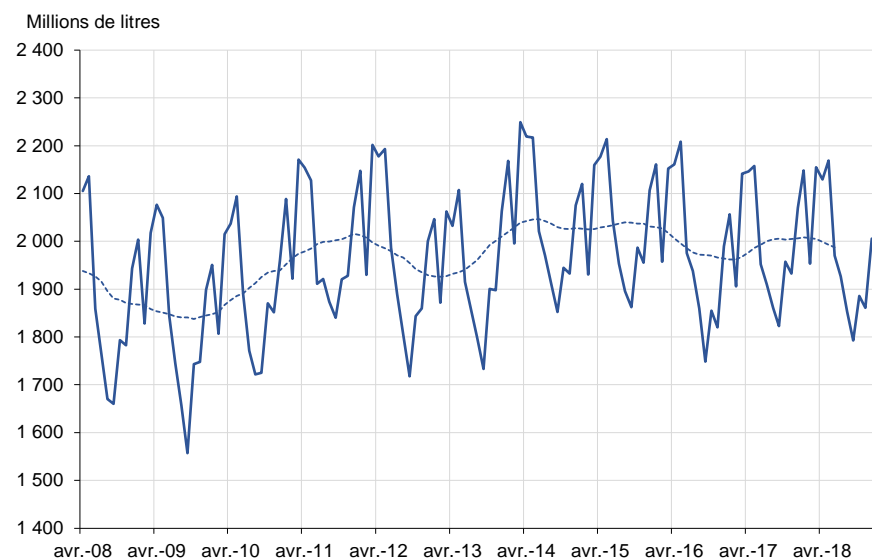
Collecte française de lait de vache

1 000 l	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Janvier	2 168 047	2 120 249	2 161 171	2 056 251	2 148 084	4,5
Février	1 995 718	1 930 520	1 957 533	1 905 697	1 953 538	2,5
Mars	2 249 286	2 159 828	2 152 339	2 141 262	2 154 567	0,6
Avril	2 218 864	2 177 181	2 160 962	2 146 361	2 129 321	-0,8
Mai	2 217 499	2 213 706	2 208 256	2 157 970	2 169 361	0,5
Juin	2 020 932	2 043 161	1 975 494	1 952 157	1 970 282	0,9
Juillet	1 970 908	1 953 051	1 937 864	1 909 563	1 926 619	0,9
Août	1 912 796	1 895 667	1 859 674	1 860 507	1 852 959	-0,4
Septembre	1 852 075	1 862 031	1 748 354	1 822 799	1 792 343	-1,7
Octobre	1 944 835	1 986 452	1 855 011	1 957 309	1 885 761	-3,7
Novembre	1 932 635	1 955 303	1 820 254	1 932 381	1 860 771	-3,7
Décembre	2 074 825	2 107 131	1 989 409	2 069 625	2 007 536	-3,0
Total	24 558 420	24 404 280	23 826 321	23 911 882	23 851 142	-0,3
Cumul 11 mois	20 550 960	20 341 846	20 016 658	19 909 876	19 982 835	0,4

* Estimation pour le mois de décembre

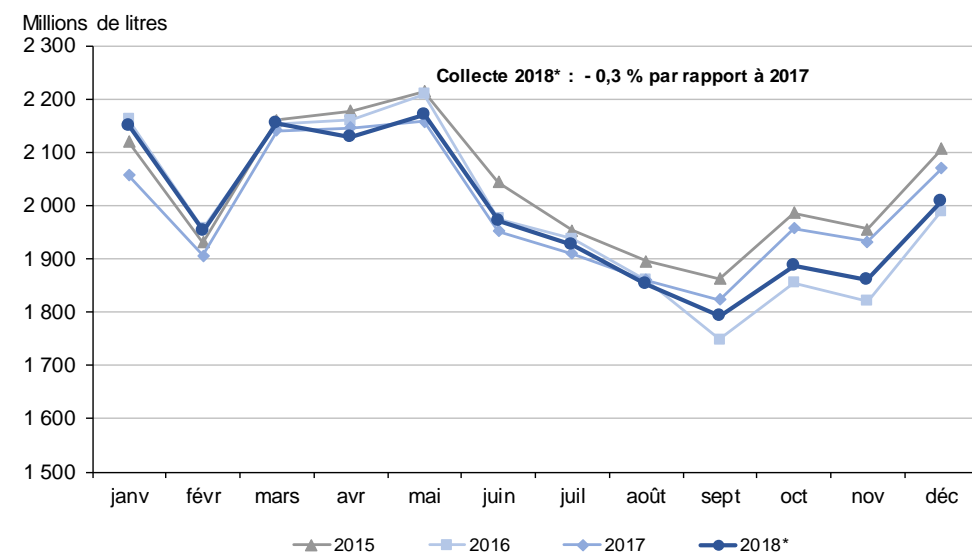
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France



* Estimations pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

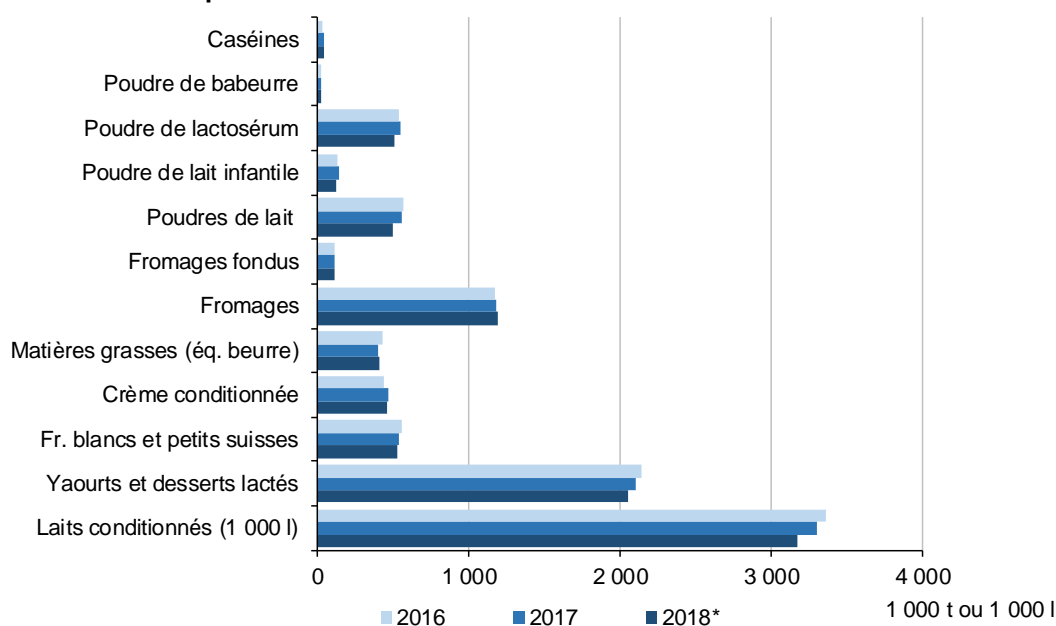
Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou 1 000 l	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Laits conditionnés (1 000 l)	3 460	3 370	3 365	3 299	3 172	-3,9
Lait UHT (1 000 l)	3 214	3 126	3 121	3 057	2 912	-4,8
Yaourts et desserts lactés	2 287	2 257	2 147	2 100	2 058	-2,0
Yaourts et laits fermentés	1 621	1 576	1 464	1 423	1 392	-2,2
Desserts lactés frais	624	633	639	637	625	-1,8
Desserts lactés de conserve	41	49	44	40	40	2,0
Fr. blancs et petits suisses	598	597	561	542	528	-2,6
Crème conditionnée	422	430	441	465	462	-0,6
Crème fraîche	167	167	166	173	173	0,0
Crème longue conservation	255	263	275	292	289	-0,9
Matières grasses (éq. beurre)	433	437	426	404	414	2,6
Beurre	366	371	366	353	361	2,4
Fromages	1 198	1 185	1 171	1 181	1 191	0,8
PPC	343	335	326	335	345	2,8
<i>dont Emmental</i>	<i>261</i>	<i>252</i>	<i>245</i>	<i>252</i>	<i>259</i>	<i>2,7</i>
PPNC	247	250	246	243	244	0,3
Pâtes molles	422	415	413	412	409	-0,6
<i>dont Camembert</i>	<i>97</i>	<i>93</i>	<i>90</i>	<i>91</i>	<i>90</i>	<i>-0,8</i>
Pâtes fraîches	71	65	63	64	70	8,5
Pâtes persillées	38,5	38,5	37,6	38,8	37,3	-3,8
Pâtes filées	77	82	85	88	86	-2,1
Fromages fondus	107	109	110	114	114	-0,3
Poudres de lait	589	589	567	555	502	-9,4
Poudre de lait 0% MG	401	411	386	350	333	-4,8
Poudre réengraissée	42	46	41	59	50	-14,4
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	44	43	49	53	28	-46,9
Poudre de lait >26 % MG	102	89	91	94	90	-3,2
Poudre de lait infantile	112	123	133	142	125	-12,0
Poudre de lactosérum	599	580	541	544	511	-6,1
Poudre de babeurre	26	27	28	29	27	-4,3
Caséines	46	44	37	46	48	3,8

* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Fabrications de produits laitiers en France



* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Commerce extérieur français de produits laitiers en volume

Exportations (1 000 t)	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Lait liquide	956	963	962	809	851	5,2
<i>Conditionné</i>	349	339	364	353	340	-3,6
<i>Vrac</i>	607	624	599	456	510	11,9
Yaourts et laits fermentés	454	423	417	392	388	-0,8
<i>Yaourts</i>	259	225	229	208	192	-7,8
Crème	243	257	201	188	164	-13,1
<i>Conditionnée</i>	71	81	90	110	93	-15,6
<i>Vrac</i>	172	176	111	78	70	-9,4
Fromages	672	681	671	679	677	-0,4
<i>Pâtes pressées cuites</i>	36	38	40	38	40	3,0
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	48	65	63	57	57	0,5
<i>Pâtes molles</i>	173	170	174	179	182	1,8
<i>Pâtes fraîches</i>	231	238	217	227	222	-2,2
<i>Fromages fondus</i>	66	65	69	69	66	-4,8
Beurre & MGLA	100	108	99	100	92	-7,5
Poudre de lait écrémé	253	280	234	229	227	-1,2
Poudre de lait entier	86	85	85	81	73	-9,9
Poudre de lactosérum	328	322	336	313	297	-5,0

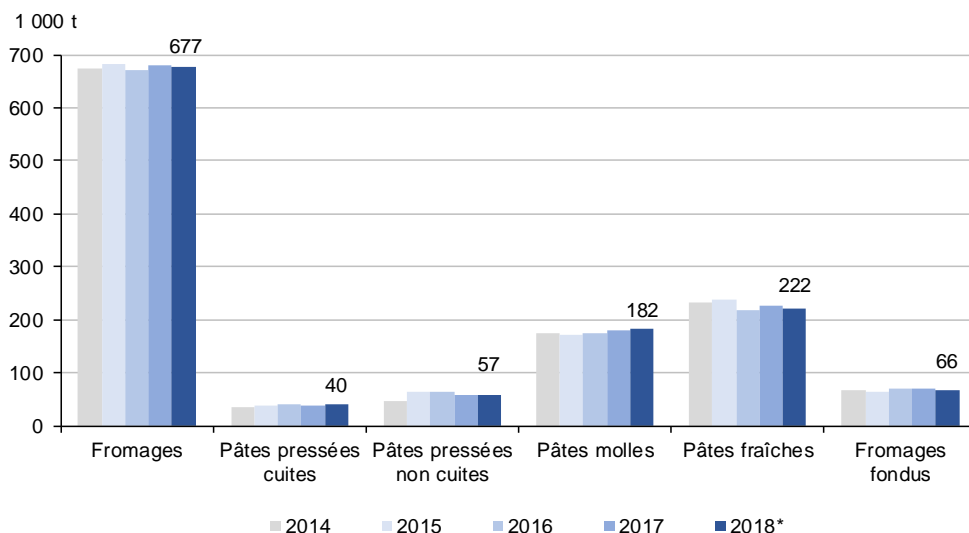
Importations (1 000 t)	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Lait liquide	367	395	290	236	167	-29,3
<i>Conditionné</i>	209	233	175	128	102	-20,6
<i>Vrac</i>	158	162	115	108	65	-39,5
Yaourts et laits fermentés	87	82	83	84	91	7,6
<i>Yaourts</i>	47	46	47	46	48	5,8
Crème	163	144	161	163	165	0,8
<i>Conditionnée</i>	87	80	86	67	80	18,8
<i>Vrac</i>	76	64	75	96	85	-11,4
Fromages	303	334	332	349	365	4,6
<i>Pâtes pressées cuites</i>	50	54	57	51	56	10,2
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	42	69	63	59	62	3,6
<i>Pâtes molles</i>	4	3	4	5	7	22,8
<i>Pâtes fraîches</i>	75	86	90	105	104	-1,2
<i>Fromages fondus</i>	34	36	35	35	36	3,5
Beurre & MGLA	207	201	207	217	225	3,9
Poudre de lait écrémé	25	29	34	30	36	19,2
Poudre de lait entier	36	38	36	36	39	9,5
Poudre de lactosérum	84	66	71	74	62	-15,6

Solde (1 000 t)	2014	2015	2016	2017	2018*
Lait liquide	589	567	673	572	684
<i>Conditionné</i>	140	106	189	224	238
<i>Vrac</i>	449	462	484	348	445
Yaourts et laits fermentés	367	341	334	307	298
<i>Yaourts</i>	212	179	182	162	143
Crème	80	113	40	25	-1
<i>Conditionnée</i>	-16	1	4	43	13
<i>Vrac</i>	96	112	36	-19	-15
Fromages	369	347	339	330	311
<i>Pâtes pressées cuites</i>	-14	-16	-17	-12	-16
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	5	-5	0	-2	-4
<i>Pâtes molles</i>	169	167	170	173	176
<i>Pâtes fraîches</i>	156	151	127	122	118
<i>Fromages fondus</i>	32	29	34	34	30
Beurre & MGLA	-107	-93	-108	-117	-133
Poudre de lait écrémé	228	251	200	199	191
Poudre de lait entier	50	47	50	45	34
Poudre de lactosérum	243	256	265	239	235

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

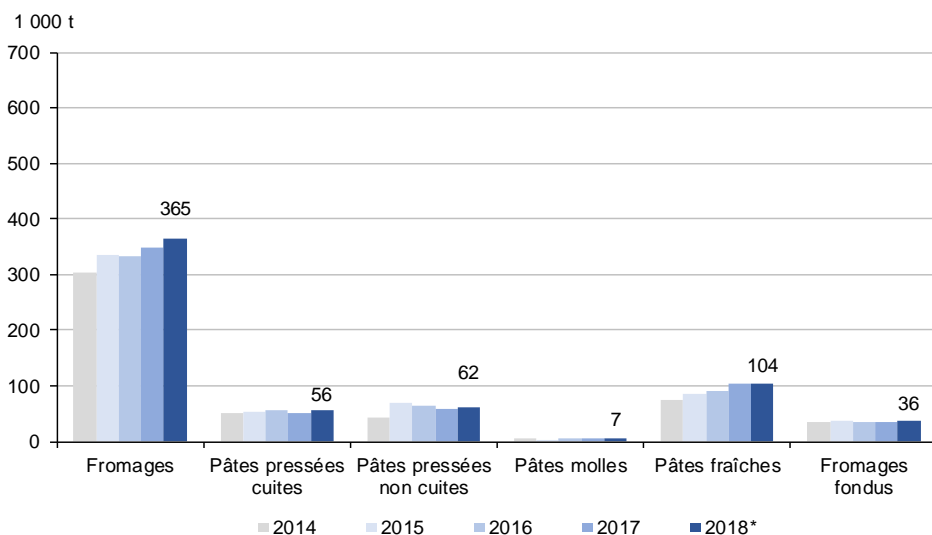
Exportations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

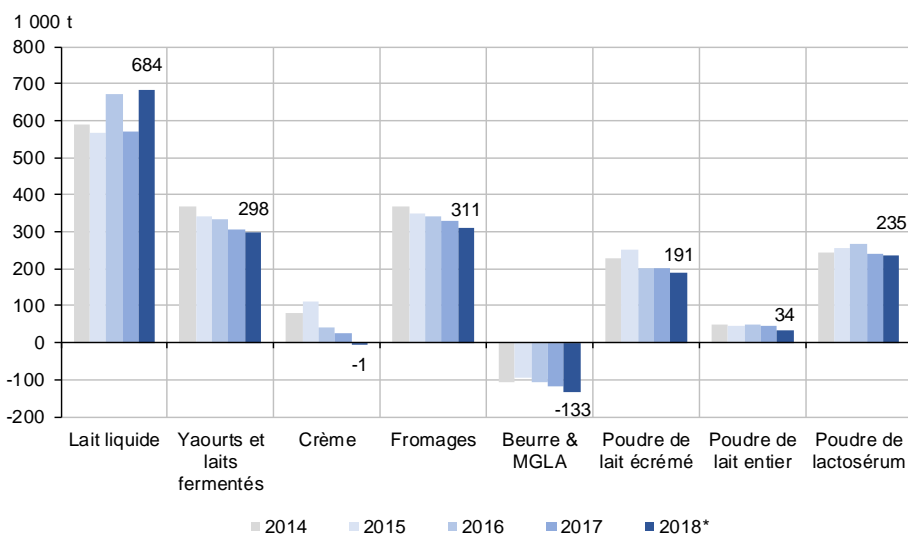
Importations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

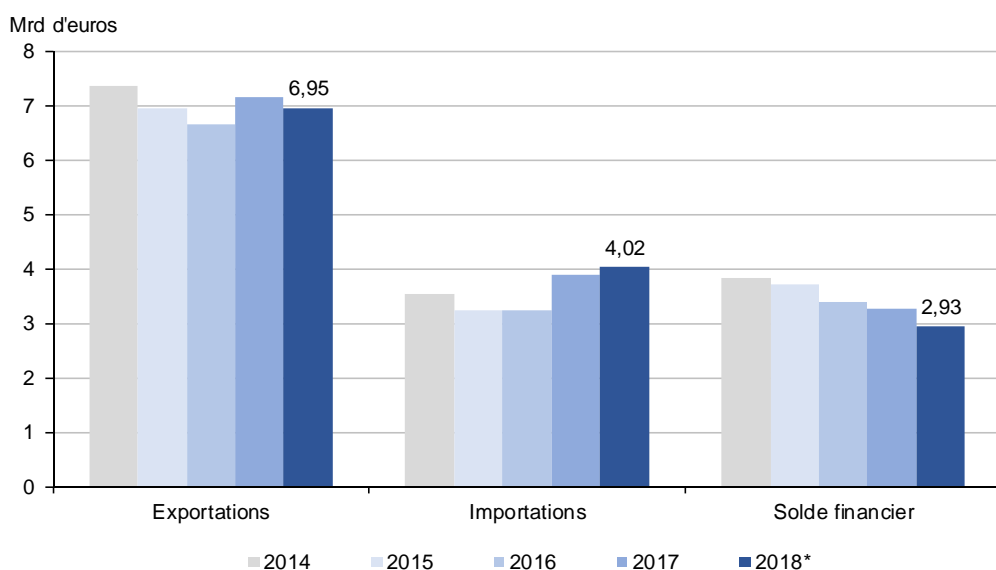
Commerce extérieur français de produits laitiers en valeur

Millions d'euros	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Exportations						
Lait liquide	435	384	376	358	350	-2,2
Yaourts et laits fermentés	600	543	545	521	518	-0,4
Crème	261	258	256	310	305	-1,7
Fromages	3 043	3 014	2 969	3 049	3 107	1,9
Beurre et MGLA	401	396	377	505	518	2,7
Poudre de lait écrémé	721	551	430	456	361	-20,8
Poudre de lait entier	314	260	235	262	232	-11,4
Poudre de lactosérum	448	387	329	386	327	-15,3
Autres	1 136	1 141	1 120	1 296	1 232	-5,0
Total produits laitiers	7 360	6 934	6 638	7 141	6 950	-2,7
Importations						
Lait liquide	209	194	147	149	110	-25,9
Yaourts et laits fermentés	108	98	102	104	113	9,3
Crème	324	250	287	389	398	2,3
Fromages	1 351	1 344	1 363	1 540	1 607	4,4
Beurre et MGLA	733	612	628	1 010	1 137	12,6
Poudre de lait écrémé	78	63	61	62	65	5,0
Poudre de lait entier	107	95	87	95	100	4,3
Poudre de lactosérum	136	87	88	103	78	-23,9
Autres	493	477	485	427	411	-3,9
Total produits laitiers	3 540	3 221	3 248	3 879	4 019	3,6
Solde financier						
Lait liquide	226	190	230	209	239	
Yaourts et laits fermentés	491	445	443	417	405	
Crème	-63	7	-32	-79	-93	
Fromages	1 693	1 670	1 606	1 509	1 500	
Beurre et MGLA	-333	-216	-251	-505	-619	
Poudre de lait écrémé	644	488	370	394	296	
Poudre de lait entier	207	165	149	167	133	
Poudre de lactosérum	312	300	241	284	249	
Autres	643	664	635	869	821	
Total produits laitiers	3 820	3 713	3 390	3 263	2 931	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Solde du commerce extérieur français de produits laitiers en valeur



* Estimations

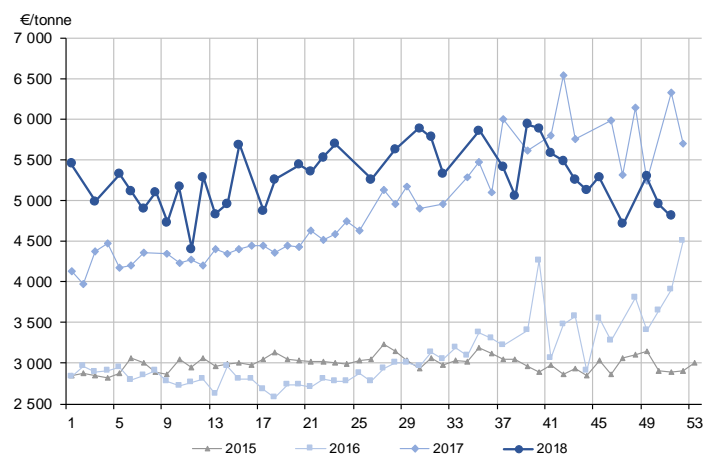
Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2014	2015	2016	2017	2018	% 18/17
Beurre vrac industriel	3 531	2 995	3 077	4 892	5 143	5,1
Poudre 0 % MG	2 645	1 841	1 817	1 747	1 514	-13,3
Poudre 26 % MG	3 076	2 418	2 398	2 922	2 770	-5,2
Poudre de lactosérum	886	650	644	775	694	-10,5

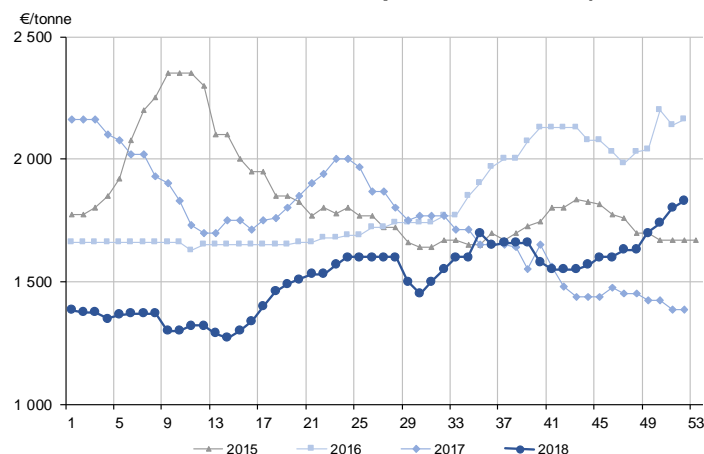
Source : FranceAgriMer et Atla

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



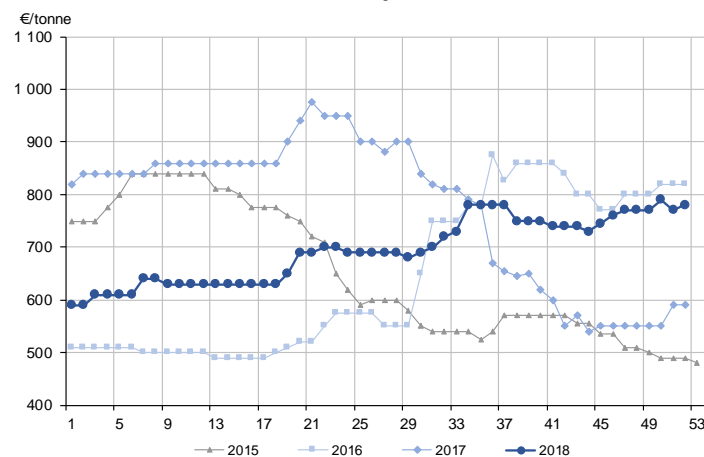
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

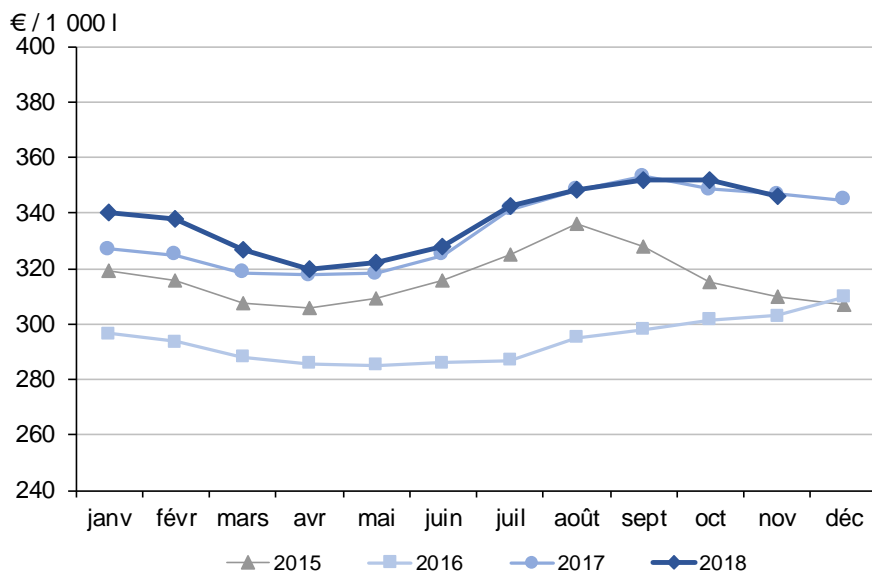
Prix du lait de vache réel payé aux producteurs

€/1 000 l	2014	2015	2016	2017	2018	% 18/17
Janvier	410,28	339,50	315,34	352,13	362,93	3,1
Février	405,41	336,48	311,65	345,91	360,87	4,3
Mars	386,32	323,77	308,77	335,94	349,44	4,0
Avril	364,27	321,41	303,52	335,36	336,86	0,4
Mai	363,02	320,85	299,89	334,00	335,16	0,3
Juin	380,61	325,51	297,00	334,09	336,06	0,6
Juillet	391,21	332,20	295,27	350,40	347,02	-1,0
Août	402,94	348,58	304,34	361,44	356,90	-1,3
Septembre	407,81	348,70	311,99	376,53	371,19	-1,4
Octobre	381,55	340,90	327,29	373,93	378,35	1,2
Novembre	367,28	333,50	333,10	376,71	377,84	0,3
Décembre	355,89	327,88	338,01	373,16		
Année	384,28	332,85	311,86	353,61	355,06*	0,9**

* Moyenne calculée sur 11 mois * Évolution calculée sur 11 mois 2018 / 11 mois 2017

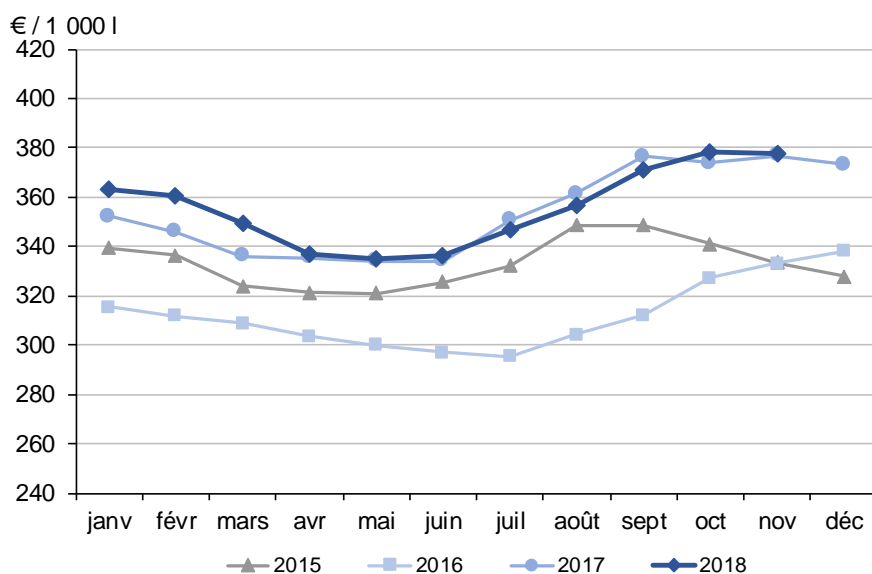
Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait réel)



Source : FranceAgriMer

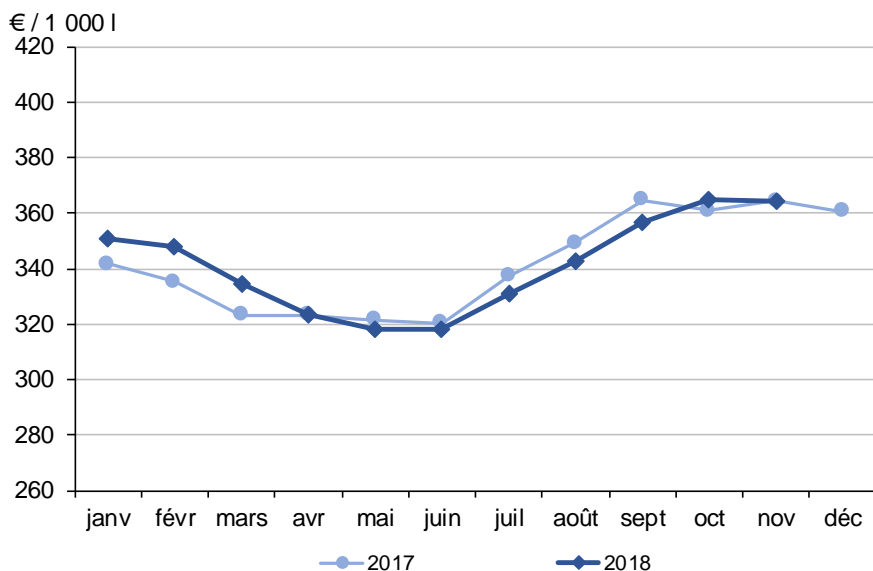
Prix du lait de vache conventionnel réel payé aux producteurs

€/1 000 l	2017	2018	% 18/17
Janvier	341,60	350,80	2,7
Février	335,20	348,10	3,8
Mars	323,10	334,70	3,6
Avril	323,30	323,60	0,1
Mai	321,60	318,10	-1,1
Juin	320,20	318,20	-0,6
Juillet	337,20	330,80	-1,9
Août	349,10	342,80	-1,8
Septembre	364,60	356,40	-2,2
Octobre	360,80	364,70	1,1
Novembre	364,40	364,00	-0,1
Décembre	360,70		
Année	342,04	339,88*	0,0**

* Moyenne calculée sur 11 mois * Évolution calculée sur 11 mois 2018 / 11 mois 2017

Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache conventionnel (lait réel)



Source : FranceAgriMer

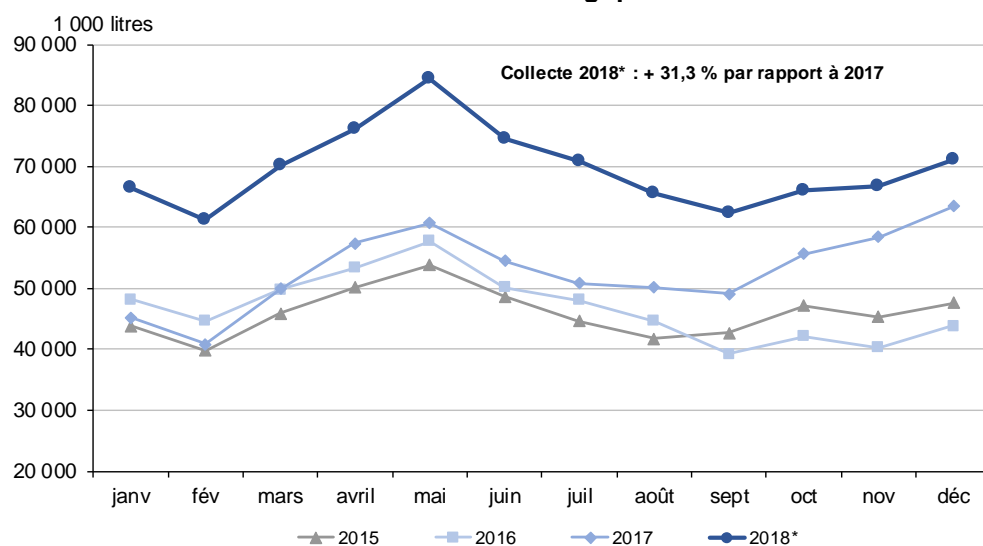
Collecte de lait de vache biologique en France

1 000 l	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Janvier	41 489	43 773	48 207	45 214	66 370	46,8
Février	38 131	39 751	44 630	40 851	61 292	50,0
Mars	44 264	45 914	49 740	49 938	70 112	40,4
Avril	48 874	50 108	53 386	57 392	76 205	32,8
Mai	51 004	53 766	57 695	60 662	84 457	39,2
Juin	45 661	48 584	50 115	54 530	74 483	36,6
Juillet	44 529	44 582	48 004	50 866	70 835	39,3
Août	43 544	41 803	44 652	50 091	65 511	30,8
Septembre	42 334	42 685	39 250	49 123	62 433	27,1
Octobre	43 487	47 134	42 039	55 617	65 982	18,6
Novembre	42 451	45 327	40 264	58 418	66 808	14,4
Décembre	44 477	47 634	43 773	63 476	71 093	12,0
Total	530 245	551 061	561 755	636 178	835 581	31,3
Cumul 11 mois	485 768	503 427	517 982	572 702	764 488	33,5

* Estimation pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

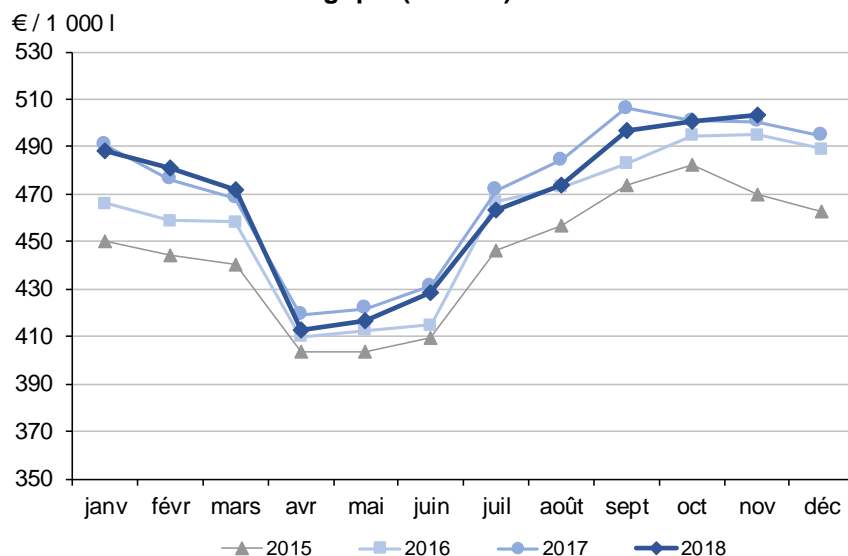
Évolution de la collecte de lait de vache biologique



* Estimation pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Prix du lait de vache biologique (lait réel)



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des produits laitiers par les ménages français

€/kg	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Produits issus de lait de vache conventionnel						
Lait liquide	0,79	0,80	0,82	0,83	0,85	2,3
Yaourt	2,00	2,01	1,99	2,01	2,04	1,6
Fromages	8,93	8,89	8,85	8,96	9,04	0,9
Fromages frais	2,57	2,55	2,54	2,52	2,50	-0,7
Beurre	5,77	5,84	5,95	6,44	7,40	14,9
Crème	3,17	3,13	3,15	3,21	3,37	5,0
Produits issus de lait de vache biologique						
Lait liquide	1,06	1,05	1,07	1,10	1,10	-0,1
Yaourt	3,15	3,05	2,86	2,80	2,89	3,1
Fromages	9,90	10,27	10,87	11,50	12,26	6,6
Fromages frais	4,21	4,46	4,32	4,58	4,34	-5,2
Beurre	8,13	7,88	7,70	8,09	8,85	9,4
Crème	5,66	5,39	5,29	5,30	5,40	1,9

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› La crise laitière a entraîné une régression du cheptel de vaches laitières dans un certain nombre de pays

La filière laitière européenne a été confrontée à plusieurs années de crise, déclenchée en 2014 par une surproduction de lait puis renforcée par l'embargo russe au mois d'août de cette même année et le stockage massif de poudre de lait écrémé à l'intervention à partir de 2015. Tous les États membres n'ont pas traversé cette crise de la même façon, et l'évolution de leur cheptel de vaches laitières en est une illustration.

Dans une grande majorité des pays, le cheptel de vaches laitières s'est rétracté entre 2014 et 2018 (enquêtes de mai de la Commission européenne), suite à des décapitalisations voire des cessations d'activité. C'est le cas en Allemagne (- 3,3 %), en France (- 2,9 %), en Italie (- 7,2 %), en Espagne (- 5,8 %), en Suède (- 7,2 %), en Pologne (- 3,3 %, où le cheptel s'est toutefois redressé en 2018). Cela n'a pas empêché un développement de la production de lait dans la plupart de ces pays, le repli du nombre de vaches ayant été compensé par une hausse du rendement.

Dans d'autres pays, qui avaient affiché leur volonté d'accroître leur production de lait après la suppression des quotas laitiers, l'augmentation du cheptel n'a pas été affectée par la crise, ou seulement temporairement ralentie. L'Irlande en est un bon exemple puisque les effectifs de vaches laitières ont augmenté de 20,1 % entre 2014 et 2018. Un accroissement des cheptels est également à noter au Royaume-Uni (+ 2,3 %), malgré un léger repli en 2018 par rapport à 2017, au Danemark (+ 2,1 %), en Belgique (+ 1,9 %).

Aux Pays-Bas, si le cheptel a augmenté sur les cinq dernières années (+ 3,7 %), une réduction s'est opérée récemment (depuis 2017). Elle est liée non pas à la crise mais à l'obligation du pays de se conformer à la Directive Phosphates en réduisant ses émissions de phosphates, via une diminution de la production laitière et donc du cheptel. Le pays s'était engagé à diminuer de 8,2 millions de kg ses rejets. Globalement, le cheptel de vaches laitières de l'Union européenne affiche un léger repli (d'environ 1 %) depuis 2014, mais présente un niveau stable en 2018 par rapport à l'année précédente.

› Le ralentissement de la collecte de lait sur la seconde moitié de l'année a été accompagné d'une revalorisation du prix du lait

L'année 2018 a été marquée par un ralentissement de la croissance de la collecte de l'Union européenne entre janvier et juillet, puis d'une stabilisation des volumes entre août et octobre, avant un repli confirmé en novembre (- 0,8 %) et décembre (- 1,2 % d'après nos estimations). La collecte de l'Union européenne à 28 a atteint 156,4 millions de tonnes pour l'ensemble de l'année 2018, en augmentation de 0,7 % par rapport à 2017 (soit + 1,13 million de tonnes).

Les mois de janvier et février se sont inscrits dans la continuité de ce qui s'était passé depuis le milieu de l'année 2017, à savoir une forte croissance des volumes collectés : + 3,7 % en janvier, + 2,6 % en février. Un ralentissement a pu être constaté dès le mois de mars et s'est confirmé au fil des mois. Il est d'abord lié au repli du prix du lait observé dans l'ensemble des États membres, entre décembre 2017 et juin 2018 : la dégradation des prix du beurre en fin d'année 2017, combinée aux cours très bas de la poudre de lait écrémé et à la hausse saisonnière de la collecte européenne, ont entraîné une dévalorisation du prix du lait payé au producteur, tombé entre 300 et 340 €/tonne en mai-juin 2018 dans les principaux pays producteurs. Les conditions météorologiques difficiles ont également impacté la production de lait : au mois de mars, les températures très froides ont limité la pousse des prairies et retardé la mise à l'herbe des animaux. À partir du mois de juin, le nord de l'Europe (Danemark, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Irlande, nord de l'Allemagne et de la Pologne, sud de la Suède et nord de la France) a été touché par une sécheresse dont les effets ont été amplifiés pendant l'été par des températures caniculaires. Ces conditions météorologiques difficiles ont eu des conséquences sur la pousse de l'herbe ainsi que sur la qualité et la quantité des récoltes de fourrages et de céréales.

Tous ces facteurs ont conduit à un ralentissement progressif de la collecte, plus ou moins marqué selon les pays, allant parfois jusqu'à de forts replis des volumes. En France, la diminution de la collecte a été particulièrement marquée (- 2,5 % environ entre août et décembre 2018 par rapport à la même période de 2017). Elle a été plus modérée en Allemagne (- 0,7 % sur la même période), où les producteurs ont bénéficié d'aides pour acheter des fourrages, ainsi qu'en Italie (- 1,1 %) et en Espagne (- 0,5 %). Au Royaume-Uni, le repli n'a été que temporaire, en août et en septembre. D'autres pays ne semblent pas avoir été autant impactés : la collecte irlandaise par exemple s'est très rapidement redressée après un mois de juillet en recul, pour afficher des augmentations considérables sur les derniers mois de l'année.

En Pologne, si la collecte a ralenti, elle est néanmoins restée supérieure à celle de l'année précédente de juin à août 2018 et a été à nouveau nettement orientée à la hausse dès septembre. Les Pays-Bas restent un cas particulier puisque l'évolution de leur collecte, à la baisse (- 2,9 % sur l'année), a été consécutive à la réduction de leur cheptel, indispensable pour appliquer les restrictions d'émissions de phosphates imposées par la Commission européenne.

Conséquence de la stabilisation de la collecte à partir du mois d'août, et de la remontée des cours de la poudre de lait écrémé, l'évolution du prix du lait payé au producteur s'est inversée à partir du mois de juillet : il est remonté entre environ 360 et 380 €/tonne dans les principaux pays producteurs au mois d'octobre, avant de se stabiliser. En moyenne en 2018, le prix du lait européen a été en repli de 2,1 % par rapport à 2017.

Nombreux sont les pays où les éleveurs ont été contraints d'entamer leurs réserves de fourrages avant le début de l'hiver. L'achat d'aliments devrait s'avérer difficile durant l'hiver compte tenu de la hausse des prix des céréales et des fourrages consécutive aux mauvaises récoltes. La moindre qualité des fourrages pourrait aussi affecter la productivité des vaches. Les effets de la sécheresse estivale pourraient donc se faire sentir dans certains pays jusqu'au printemps 2019.

› Les fabrications de beurre et dans une moindre mesure de fromages ont progressé, aux dépens des autres produits

En 2018, une « rupture » a pu être constatée concernant l'évolution des fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne. Elle est liée d'une part au moindre accroissement de la collecte et d'autre part aux choix faits par les opérateurs, dans l'utilisation de la matière grasse en particulier. Ainsi, l'accent a été mis sur la production de beurre, qui s'est donc redressée par rapport à 2017. Celle des fromages est restée orientée à la hausse, bien que beaucoup moins marquée qu'en 2017. Pour tous les autres produits, les fabrications ont diminué.

Le léger recul des fabrications de **beurre** enregistré en 2017 (- 0,3 %) a été rattrapé en 2018, mais l'augmentation est restée modeste (+ 0,5%). Avec des volumes atteignant 2,15 millions de tonnes, ces fabrications ont tout de même dépassé celles de 2016, niveau record jusqu'alors. La croissance des fabrications de beurre (+ 11 700 tonnes) est à mettre au compte de la France (+ 10 400 tonnes) et de l'Irlande (+ 12 200 tonnes) : si pour la France le niveau de production reste faible suite aux replis enregistrés en 2016 puis 2017, en Irlande, la tendance est orientée à la hausse depuis maintenant plus de cinq ans. L'évolution est similaire en Pologne où les fabrications de beurre ne cessent de progresser. En revanche, parmi les principaux producteurs de beurre, l'Allemagne, premier fabricant, et le Royaume-Uni (5^e) ont réduit leurs apports de beurre de respectivement 17 700 tonnes et 10 800 tonnes.

La croissance des fabrications de **fromages** a été plus modérée en 2018 (+ 0,4 %) qu'elle ne l'avait été en 2017 (+ 3,0 %) mais elle semble confirmer la progression observée depuis 2016. C'est au cours de la première moitié de l'année que la hausse a été effective (+ 1,3 % sur janvier – juillet 2018 par rapport à la même période de 2017), alors que les volumes produits se sont repliés à partir du mois d'août. Comme en 2017, les fabrications de fromages ont été tirées par l'Allemagne (+ 27 300 tonnes), responsable de près de 80 % de l'augmentation. Malgré une collecte en repli, les Pays-Bas ont redressé leur production de fromages, sans pour autant parvenir à retrouver le niveau de 2016. La Pologne a confirmé son développement sur ce produit également, ses fabrications de fromages ayant atteint leur plus haut niveau. La production a été stable en France alors qu'elle a décliné en Italie, après un sursaut en 2017.

L'utilisation de plus de matière grasse dans la production de beurre et de fromages a pénalisé les fabrications de crème et de poudre grasse, qui se sont repliées respectivement de 1,5% et 5,9 %. Les Pays-Bas notamment, premier fournisseur de **poudre grasse** de l'Union européenne, ont participé au ralentissement de la production de ce produit (- 24 100 tonnes), ayant fait le choix de renforcer leurs fabrications de fromages. Le plus gros repli concerne cependant la France : elle a produit 27 900 tonnes de poudre grasse de moins qu'en 2017. L'Allemagne a partiellement compensé ce recul, grâce à une augmentation de ses fabrications de 9 000 tonnes, complétée par des pays plus « petits » producteurs (Espagne, Pologne, Suède, Royaume-Uni). Cet important déficit en poudre grasse a eu un impact négatif sur les exportations de l'Union européenne. En ce qui concerne la **crème**, l'Allemagne est à l'origine de 52 % de la réduction des volumes, alors que le Royaume-Uni et la Belgique ont continué à augmenter leurs fabrications (+ 40 500 tonnes en cumul pour ces deux pays). Avec un repli de 41 700 tonnes pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne en 2018, la production de crème est retombée au niveau de 2015 et 2016.

L'année 2018 a commencé avec un marché saturé pour la **poudre de lait écrémé** : les stocks d'intervention communautaire atteignaient alors environ 378 000 tonnes, ce qui avait entraîné une chute des prix de la poudre sur l'ensemble du marché mondial. Dans ce contexte, et malgré une demande dynamique, certains opérateurs européens ont choisi de réduire leurs fabrications de crainte d'encombrer encore plus le marché. Ainsi, ce sont 27 800 tonnes de poudre de lait écrémé de moins qu'en 2017 qui

ont été produites, le repli venant d'abord des deux premiers fabricants, l'Allemagne (- 9 500 tonnes) et la France (- 25 200 tonnes). C'est à partir du mois d'avril plus précisément que la baisse des fabrications a pu être observée, les volumes produits au cours du 1^{er} trimestre 2018 ayant été supérieurs à ceux du 1^{er} trimestre de l'année précédente ; elle a donc été liée également au ralentissement de la collecte. L'effritement s'est poursuivi concernant les fabrications de **lait conditionné**, dans la continuité des cinq dernières années et consécutivement à la déconsommation de ce produit sur le marché européen. Avec un recul de 2,6 %, soit de 778 millions de tonnes, les volumes fabriqués sont passés nettement sous la barre des 30 milliards de tonnes. La baisse est générale dans les principaux pays producteurs et particulièrement prononcée en Espagne (- 358 millions de tonnes), où il s'agit d'un retournement de tendance après deux années de hausse, au Royaume-Uni (- 128 millions de tonnes), en Allemagne (- 124 millions de tonnes) et en France (- 127 millions de tonnes).

› Le contexte ne facilite pas les exportations européennes de produits laitiers, en particulier du beurre et de la poudre grasse

Le contexte a été moins favorable à l'Union européenne en 2018 pour pouvoir profiter pleinement de la demande mondiale globalement en croissance pour le beurre, la poudre de lait écrémé, et dans une moindre mesure pour la poudre grasse et les fromages. L'Union européenne a tout d'abord été handicapée par le niveau de ses fabrications et donc de ses disponibilités pour répondre à cette demande : à l'exception du beurre et du fromage, en plus ou moins forte hausse, la production européenne de produits laitiers s'est repliée en 2018. Le deuxième facteur, tout aussi important, est la perte de compétitivité prix de l'Union européenne face à ses principaux concurrents océaniques et américains : l'appréciation de l'euro face au dollar néozélandais et au dollar américain a été un frein pour les exportateurs. D'autant plus que les disponibilités de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis se sont développées en 2018 ; c'est moins le cas pour l'Australie mais ce pays a malgré tout augmenté ses ventes.

Malgré des fabrications en hausse, l'Union européenne a encaissé en 2018 un repli de 7,6 % de ses exportations de **beurre** vers les pays tiers, soit d'un peu plus de 12 000 tonnes. C'est la seconde année de baisse consécutive. Si celle de 2017 était liée à un manque d'offre, en 2018 la principale explication est le prix du beurre européen non compétitif sur le marché mondial : en moyenne sur l'année, il a été supérieur de 970 €/tonne au prix du beurre océanique et de 890 €/tonne au prix du beurre étatsunien. Les ventes ont été bien orientées en janvier et février mais un net décrochage a pu être observé entre les mois de mars et octobre. L'accès à certains marchés a été plus difficile : la Chine par exemple mais aussi d'autres pays d'Asie du Sud-Est (Taiwan) et les Émirats arabes unis. L'Union européenne a néanmoins développé ses expéditions vers les États-Unis, son premier client, et s'est tournée vers d'autres marchés en Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Maroc) et au Proche et Moyen-Orient (Syrie, Arabie saoudite, Koweït, Jordanie). Entre fort repli des exportations et hausse des importations, le solde des échanges de beurre de l'Union européenne s'est à nouveau dégradé, tombant à + 141 milliers de tonnes.

Même si les prix de la **poudre grasse** européenne ont été supérieurs à ceux de la poudre grasse océanique, la chute des exportations de ce produit est avant tout due au repli de ses fabrications. L'Algérie, historiquement le premier débouché de la poudre grasse de l'Union européenne, s'est tournée vers la Nouvelle-Zélande pour s'approvisionner : les ventes européennes vers cette destination ont ainsi reculé de 60 % et expliquent les trois quarts de la baisse des exportations de poudre grasse de l'Union européenne vers les pays tiers. L'Union européenne a donc à nouveau perdu sur ce débouché des parts de marché qu'elle avait réussi à reconquérir en 2017. Les ventes vers la plupart des autres clients importants ont également reculé en 2018 : vers la Chine, le Nigéria, le Koweït, le Liban... En revanche, Oman, qui a accru ses approvisionnements en poudre grasse européenne (+ 10 000 tonnes environ), est devenu de fait le premier client de l'Union européenne, devant donc l'Algérie.

Pour les autres produits laitiers dits « industriels », les exportations européennes ont été orientées à la hausse en 2018. C'est le cas pour la **poudre de lait écrémé**, dont les ventes ont atteint le niveau record de 817 milliers de tonnes, avec un solde des échanges de + 813 milliers de tonnes. Les disponibilités ont été en repli mais le prix européen a été sur l'ensemble de l'année plus compétitif que le prix océanique et globalement équivalent à celui des États-Unis. La hausse des ventes a eu lieu de façon prononcée à partir du mois de septembre et n'est pas nécessairement à mettre au compte des principaux exportateurs (des replis ont été constatés en Allemagne, en France, aux Pays-Bas). Concernant les destinations, l'Union européenne a expédié des volumes en hausse vers l'Afrique du Nord (Algérie, qui confirme son statut de premier client, Égypte), l'Afrique subsaharienne (Nigéria, Côte d'Ivoire) et le Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Oman, Yémen). La concurrence avec l'Océanie et les États-Unis s'est avérée plus rude sur certains marchés asiatiques, tels que l'Indonésie et les Philippines, mais l'Union européenne est parvenue à augmenter ses ventes vers la Chine, le Vietnam et Singapour.

Les exportations européennes de **lactosérum** ont progressé de 3,0 % en 2018 ; les importations ayant dans le même temps reculé, le solde du commerce extérieur de ce produit a enregistré une hausse de près de 42 000 tonnes, pour atteindre + 547 milliers de tonnes environ : il est en constante hausse depuis 2014. Les exportations ont été tirées par la demande chinoise, première destination du lactosérum européen, qui a encore accru ses achats de près de 19 000 tonnes et a absorbé 30,6 % des ventes de lactosérum de l'Union européenne, une proportion en augmentation par rapport à 2017. Côté fournisseurs, c'est l'Allemagne qui a soutenu les échanges grâce à une hausse de ses ventes, alors que la France et la Pologne, les deux premiers exportateurs, ont été moins présentes.

Le développement des expéditions de **fromages** vers les pays tiers a été limité à 1 % par le niveau des fabrications. Avec une stabilité des importations, le solde des échanges de fromages de l'Union européenne a atteint en 2018 son plus haut niveau sur les cinq dernières années, à + 784 milliers de tonnes. Les États-Unis restent le premier débouché mais leurs achats ont été en repli d'environ 6 % en 2018. Les ventes vers la Corée du Sud et l'Arabie saoudite ont également reculé mais ont été compensées par une augmentation des exportations vers la Suisse, le Liban, le Canada et l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Égypte, Libye, Tunisie). La demande la plus dynamique est venue du Japon (environ + 12 000 tonnes, soit + 14 %), où la consommation de fromages est en pleine explosion et entraîne des importations croissantes.

› L'écart de valorisation entre la matière grasse et la matière protéique a subsisté, dans un contexte de repli global des cours par rapport à 2017

Au cours du 1^{er} trimestre 2018, le prix de la **poudre de lait écrémé** a évolué dans la continuité de ce qui avait été observé tout au long du 2nd semestre 2017, c'est-à-dire à la baisse. Le marché avait été déstabilisé par l'importance des stocks publics de poudre, qui avaient atteint près de 380 000 tonnes en fin d'année 2017. La fermeture de l'intervention au 1^{er} octobre 2017 avait supprimé le « filtre de sécurité » qui maintenait le prix à parité avec le prix d'intervention ; il était alors tombé à 1 440 €/tonne en semaine 52 de 2017. Le repli s'est donc poursuivi sur les trois premiers mois de 2018, pour finir à 1 317 €/tonne en semaine 13. Les adjudications mensuelles de revente de la poudre, à des prix minimum fixés de plus en plus bas et jusqu'à 1 050 €/tonne en mars et avril, n'ont pas envoyé de signal positif au marché pour une éventuelle remontée des cours. Néanmoins, les prix sont progressivement et de façon continue repartis à la hausse dès début avril, en raison du manque d'offre en poudre fraîche face à une demande soutenue sur le marché mondial. Ce manque d'offre a également conduit à des ventes de poudre de plus en plus conséquentes, à des prix de plus en plus élevés, sans que cela ne déséquilibre le marché. À la fin de l'année 2018, il ne restait en stock plus que 100 000 tonnes environ et les prix de la poudre de lait écrémé étaient remontés jusqu'au prix d'intervention. Les tendances devraient se poursuivre sur le début de l'année 2019, le contexte étant bien plus favorable qu'un an auparavant, compte tenu de l'allègement des stocks. La 1^{ère} adjudication de janvier a d'ailleurs permis de vendre à nouveau 80 000 tonnes de poudre, au prix minimum de 1 554 €/tonne. En moyenne sur l'année, le prix de la poudre de lait écrémé est resté en retrait de 16,6 % par rapport à 2017.

Ce repli des cours européens n'est pas spécifique à la poudre de lait écrémé, puisque seul le prix du **beurre** a pu se maintenir au même niveau qu'en 2017. Son évolution a été similaire à celle qui avait été observée en 2017, à savoir une augmentation rapide des cours, passant de 4 550 €/tonne à 5 850 €/tonne au cours du 1^{er} semestre, avant une inversion de tendance et un repli sur la seconde moitié de l'année, les prix retombant à environ 4 550 €/tonne en semaine 52. La crainte d'une nouvelle pénurie de beurre a conduit les acheteurs à s'approvisionner dès le début d'année, cette situation entraînant une hausse des cours plus précoce qu'en 2017 ; la demande a ensuite ralenti alors que les fabrications continuaient à progresser, ce qui a causé un repli des cours, plus tôt également que l'année précédente.

Les prix de la **poudre grasse**, influencés par ceux du beurre, ont été orientés à la hausse jusque fin septembre avant de décliner, suite au retour de la Nouvelle-Zélande sur le marché mondial. Ils sont néanmoins restés à un niveau relativement élevé toute l'année (2 715 €/tonne en moyenne annuelle), bien qu'en deçà du niveau de 2017 (- 7,3 %).

Bien qu'en moyenne inférieurs aux niveaux de 2017 (- 12,9 %), le prix du **lactosérum** dans l'Union européenne a évolué suivant une tendance croissante sur l'ensemble de l'année : il est en effet passé de 660 €/tonne en semaine 1 à 835 €/tonne en semaine 52, repassant au-dessus du niveau de 2017 en septembre. Les cours ont été soutenus par la demande, alors que les fabrications n'ont a priori que modestement augmenté, dans le sillage de celles des fromages.

Après une année de très bonne valorisation, les **fromages** dits « ingrédients » (gouda, edam, cheddar) ont enregistré en moyenne sur l'année un repli de leurs prix (de respectivement - 5,9 %, - 8,5 % et - 4,1 %). Cependant, ces prix inférieurs s'expliquent par un début d'année à des niveaux bas, conséquence du repli des prix sur la fin de l'année 2017. En 2018 en revanche, la tendance a été à la

hausse, grâce à une offre mieux adaptée à la demande qu'elle ne le fût au 2nd semestre 2017. Toutefois, les prix ont marqué un coup d'arrêt au 4^e trimestre, perdant de quelques centaines à quelques dizaines d'euros selon les fromages.

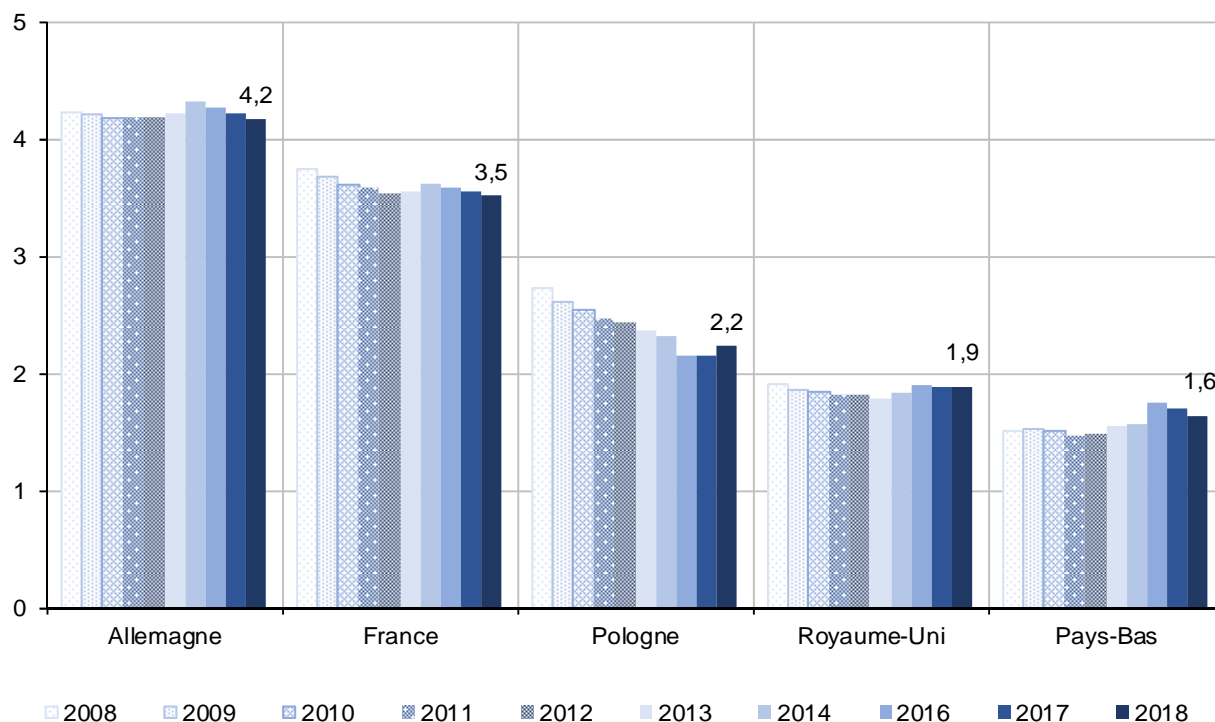
Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne Enquêtes de mai

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Allemagne	4 311	4 287	4 272	4 214	4 167	-1,1
France	3 615	3 606	3 576	3 552	3 509	-1,2
Pologne	2 310	2 279	2 146	2 154	2 233	3,7
Italie	2 053	2 061	1 948	1 907	1 904	-0,1
Royaume-Uni	1 841	1 895	1 897	1 891	1 883	-0,4
Pays-Bas	1 572	1 622	1 743	1 694	1 630	-3,8
Irlande	1 226	1 296	1 398	1 433	1 481	3,4
Roumanie	1 207	1 216	1 216	1 184	1 184	0,1
Espagne	876	853	827	825	825	0,0
Danemark	563	561	572	570	575	0,9
Autriche	534	540	536	540	538	-0,4
Belgique	522	524	536	521	532	2,1
Suède	344	338	331	322	319	-0,8

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

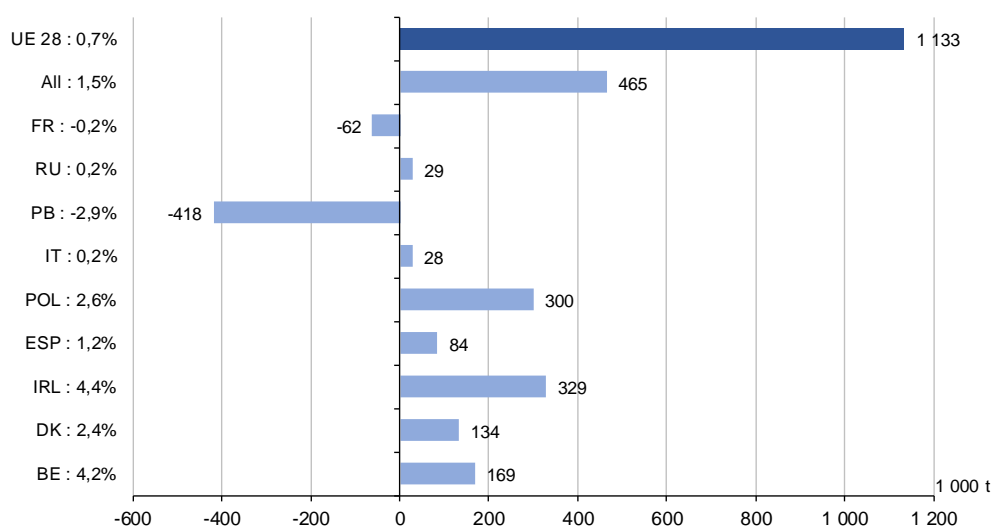
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Allemagne	31 389	31 483	31 229	31 255	31 720	1,5
Autriche	3 067	3 103	3 092	3 200	3 186	-0,4
Belgique	3 689	3 988	3 882	4 025	4 194	4,2
Danemark	5 113	5 278	5 376	5 479	5 612	2,4
Espagne	6 601	6 720	6 864	7 014	7 098	1,2
Finlande	2 357	2 394	2 390	2 366	2 355	-0,5
France	25 295	25 136	24 541	24 628	24 567	-0,2
Grèce	619	612	619	614	618	0,6
Irlande	5 816	6 585	6 852	7 475	7 805	4,4
Italie	11 024	10 641	10 773	11 902	11 930	0,2
Luxembourg	306	333	362	374	395	5,5
Pays-Bas	12 473	13 331	14 324	14 297	13 879	-2,9
Portugal	1 863	1 928	1 843	1 851	1 865	0,7
Royaume-Uni	14 829	15 191	14 543	15 145	15 173	0,2
Suède	2 931	2 933	2 862	2 817	2 753	-2,3
UE 15	127 373	129 656	129 550	132 443	133 151	0,5
Chypre	164	162	197	216	229	5,7
Estonie	730	720	715	727	748	2,9
Hongrie	1 470	1 536	1 547	1 545	1 548	0,1
Lettonie	805	808	814	813	780	-4,2
Lituanie	1 436	1 438	1 416	1 403	1 367	-2,6
Malte	41	41	41	41	41	0,0
Pologne	10 581	10 869	11 130	11 647	11 947	2,6
Rép. tchèque	2 414	2 500	2 793	2 979	3 035	1,9
Slovaquie	844	865	823	826	819	-0,9
Slovénie	532	554	575	579	571	-1,4
NEM 10	19 016	19 494	20 052	20 778	21 084	1,5
Bulgarie	510	505	530	593	651	9,9
Roumanie	995	916	953	1 028	1 111	8,0
Croatie	523	513	490	477	454	-4,7
NEM 3	2 028	1 935	1 973	2 098	2 216	5,7
UE 28	148 417	151 085	151 575	155 318	156 450	0,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2018* (par rapport à 2017)



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

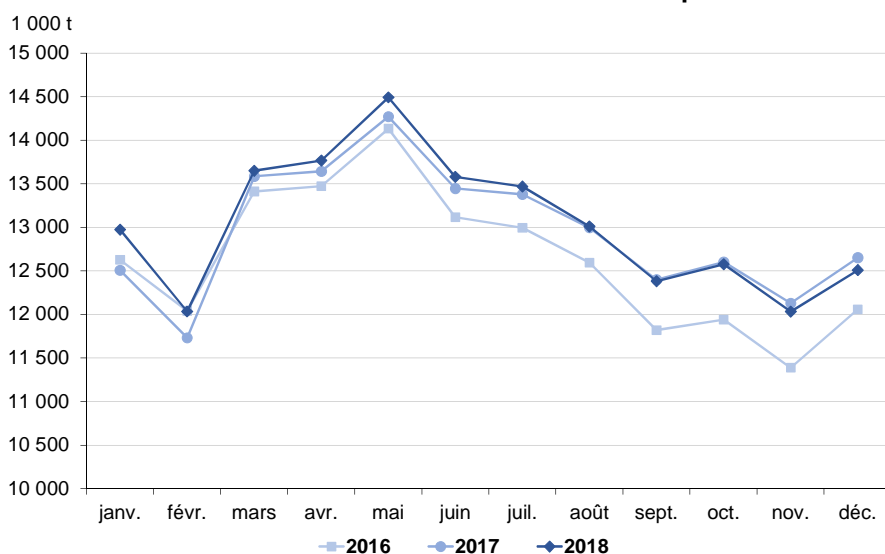
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
<i>Collecte</i>	148 417	151 085	151 575	155 318	156 450	0,7
Beurre	1 995	2 089	2 141	2 135	2 147	0,5
Crème	2 616	2 735	2 734	2 777	2 735	-1,5
Poudre 0 % MG	1 407	1 626	1 547	1 619	1 591	-1,7
Poudre grasse	680	685	669	708	666	-5,9
Fromages	8 921	8 876	8 990	9 256	9 291	0,4
Lait de consommation	31 203	30 318	30 342	30 348	29 570	-2,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

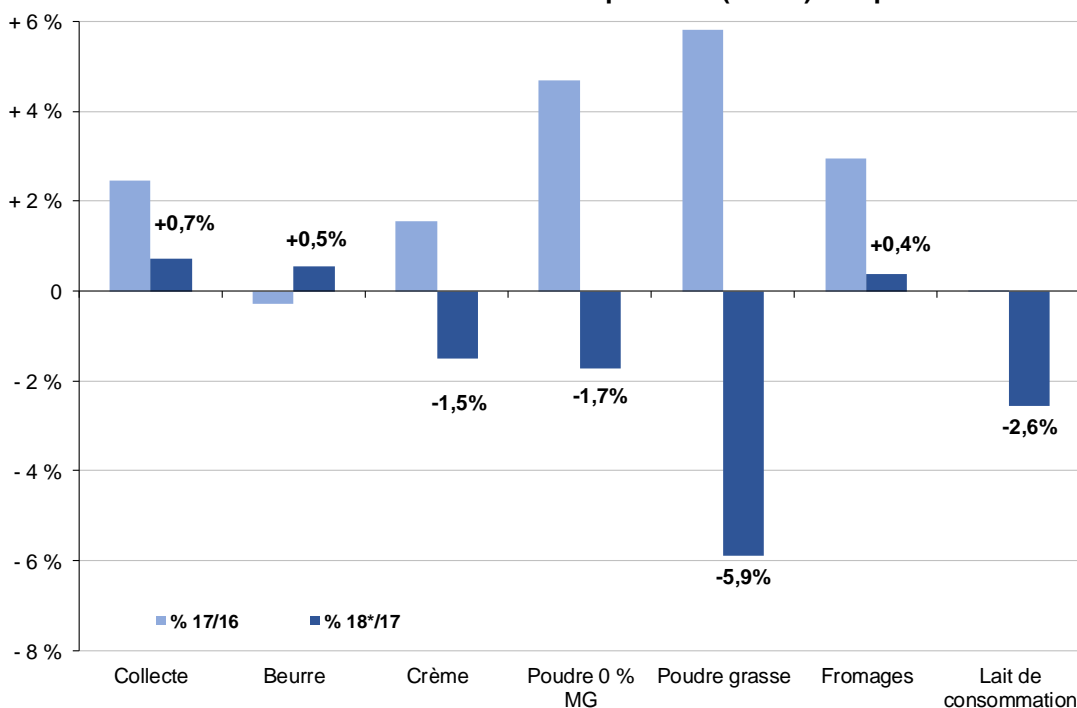
Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 28



Décembre 2018 estimé

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 28) des produits laitiers



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégorie

Beurre

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Allemagne	489	517	516	497	479	-3,6
France	433	437	426	404	414	2,6
Irlande	166	187	199	224	236	5,5
Pologne	171	188	204	213	220	3,2
Royaume-Uni	140	145	148	161	150	-6,7
UE 28	1 995	2 089	2 141	2 135	2 147	0,5

Crème

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Allemagne	568	567	586	578	556	-3,8
France	422	430	441	465	462	-0,6
Royaume-Uni	308	326	285	307	336	9,5
Pologne	252	255	259	265	262	-1,1
Belgique	219	222	234	235	246	4,8
UE 28	2 616	2 735	2 734	2 777	2 735	-1,5

Poudre 0%

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Allemagne	357	400	436	430	421	-2,2
France	443	457	427	409	383	-6,2
Belgique	138	152	162	154	169	10,0
Pologne	147	141	143	145	162	12,1
Irlande	71	91	118	120	130	8,6
UE 28	1 407	1 626	1 547	1 619	1 591	-1,7

Poudre grasse

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Pays-Bas	140	136	164	185	160	-13,0
France	146	132	140	147	119	-19,0
Allemagne	116	121	128	135	144	6,6
Danemark	89	89	82	85	72	-15,5
Belgique	51	40	37	56	55	-3,3
UE 28	680	685	669	708	666	-5,9

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Allemagne	2 298	2 320	2 285	2 304	2 331	1,2
France	1 796	1 782	1 732	1 723	1 719	-0,2
Italie	1 063	1 010	1 005	1 129	1 099	-2,7
Pays-Bas	772	845	889	866	883	1,9
Pologne	760	785	816	849	865	1,9
UE 28	8 921	8 876	8 990	9 256	9 291	0,4

Lait de consommation

1 000 tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Royaume-Uni	7 164	6 854	6 690	6 911	6 783	-1,9
Allemagne	5 251	4 980	4 993	4 743	4 619	-2,6
Espagne	3 527	3 335	3 564	3 608	3 250	-9,9
France	3 460	3 370	3 365	3 299	3 172	-3,9
Italie	2 548	2 453	2 460	2 459	2 352	-4,3
UE 28	31 203	30 318	30 342	30 348	29 570	-2,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

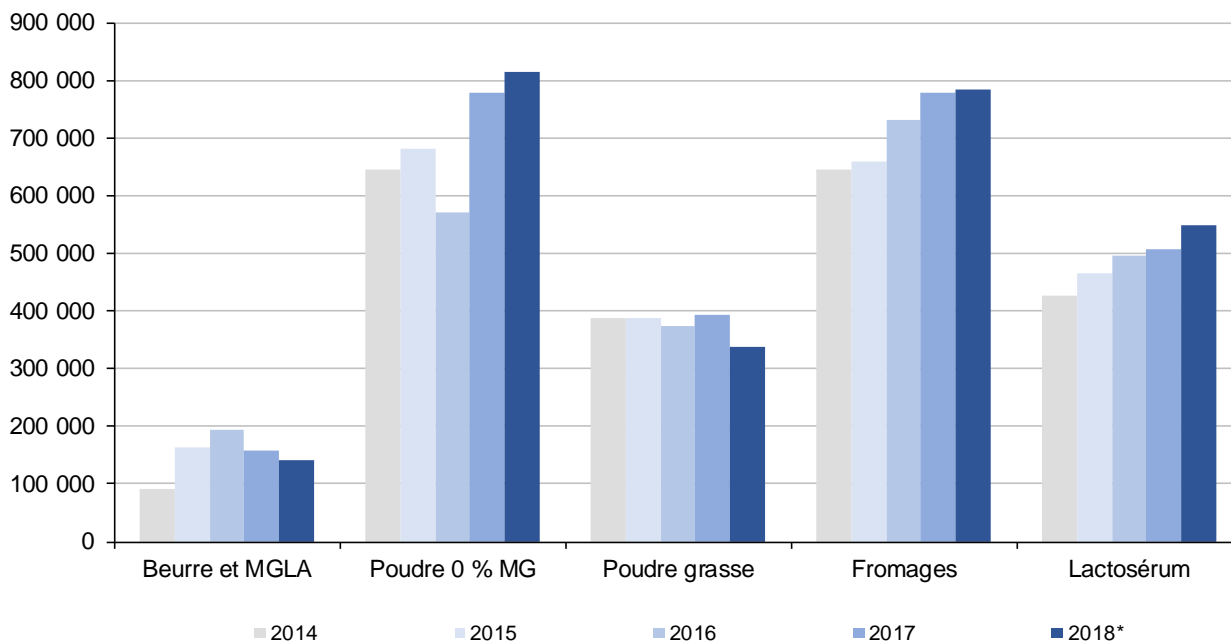
Tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
EXPORTATIONS						
Beurre et MGLA	143 283	190 279	216 834	173 720	160 579	-7,6
Poudre 0 % MG	646 186	685 917	574 223	780 606	817 337	4,7
Poudre grasse	388 841	391 660	380 464	393 658	339 538	-13,7
Fromages	721 395	719 642	800 553	836 695	844 042	0,9
Lactosérum	521 442	560 329	580 781	594 158	611 716	3,0
IMPORTATIONS						
Beurre et MGLA	51 848	26 289	22 911	16 064	19 752	23,0
Poudre 0 % MG	2 299	3 450	3 711	2 486	3 973	59,8
Poudre grasse	1 420	3 938	5 556	1 800	1 487	-17,4
Fromages	76 655	61 480	70 598	59 665	59 556	-0,2
Lactosérum	93 901	94 728	84 070	88 548	64 352	-27,3
SOLDE						
Beurre et MGLA	91 435	163 990	193 922	157 656	140 827	
Poudre 0 % MG	643 887	682 468	570 512	778 120	813 364	
Poudre grasse	387 420	387 722	374 908	391 858	338 052	
Fromages	644 740	658 162	729 955	777 030	784 486	
Lactosérum	427 541	465 602	496 711	505 609	547 364	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

1 000 tonnes



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

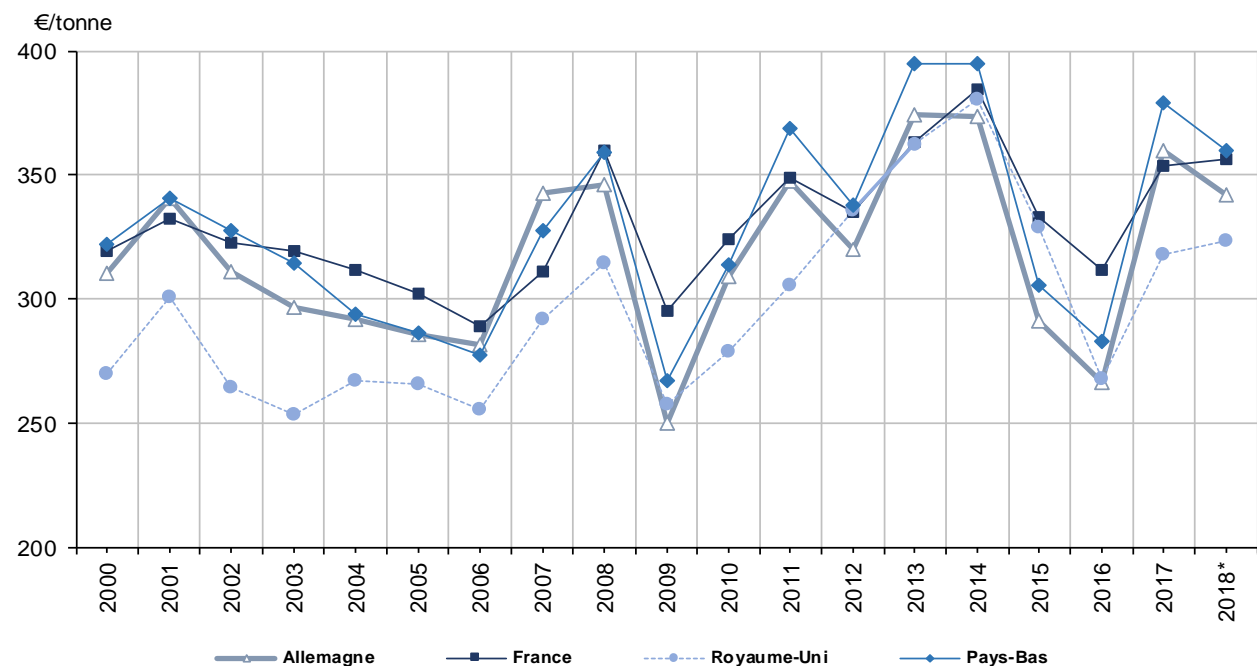
Prix moyen du lait payé aux producteurs
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

€/tonne	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Allemagne	373,6	291,2	266,4	359,8	342,0	-4,9
Autriche	394,6	336,7	312,2	372,9	369,4	-0,9
Belgique	360,8	278,8	265,5	350,3	322,1	-8,0
Danemark	397,2	310,3	287,9	367,6	359,6	-2,2
Espagne	352,1	301,3	291,1	309,4	312,4	1,0
France	384,3	332,8	311,9	353,6	356,6	0,8
Irlande	373,3	293,4	266,8	356,3	339,7	-4,6
Italie	396,9	346,9	320,1	370,1	358,5	-3,1
Pays-Bas	395,0	305,7	283,3	379,2	360,1	-5,0
Royaume-Uni	380,1	328,7	268,2	317,8	323,4	1,8
Hongrie	334,2	259,6	237,7	304,5	297,3	-2,4
Pologne	322,2	277,9	258,9	323,3	319,3	-1,2
République tchèque	331,5	273,0	240,6	315,7	324,3	2,7
Bulgarie	345,9	284,1	270,5	304,1	299,2	-1,6
Roumanie	304,1	260,9	253,8	289,8	297,8	2,8
UE 28	372,9	308,2	283,3	347,9	340,7	-2,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen annuel du lait payé aux producteurs**

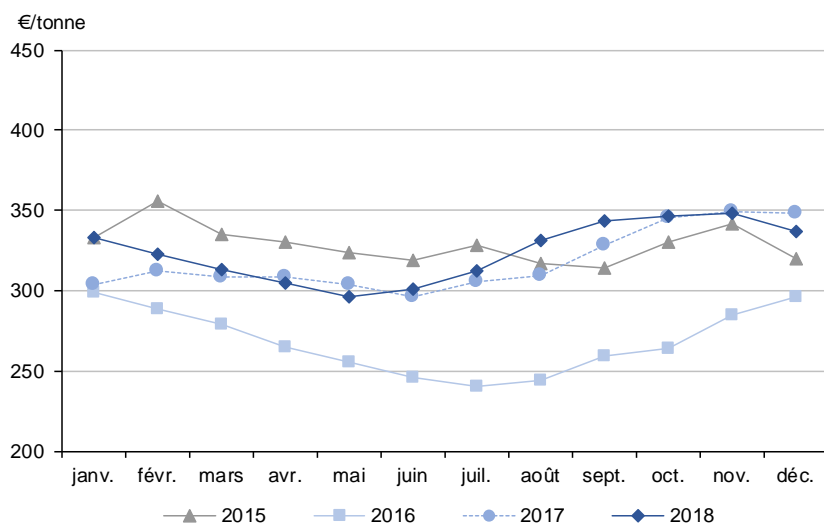


* Estimations

** Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

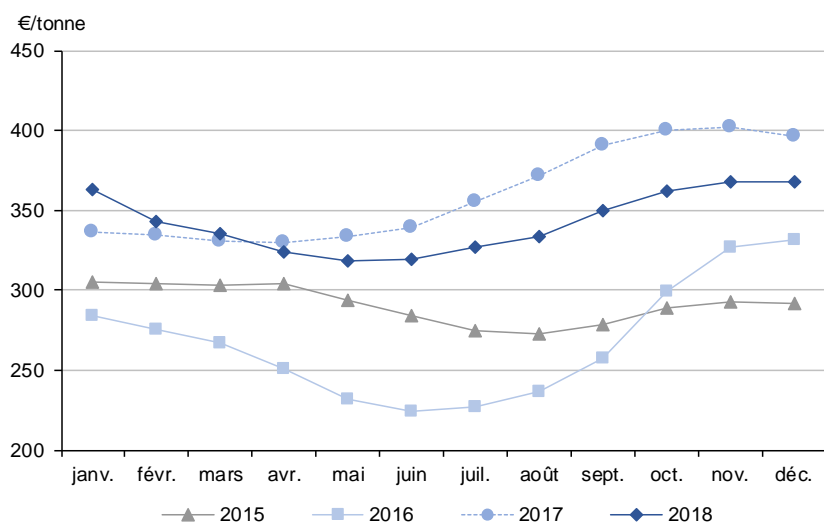
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Royaume-Uni



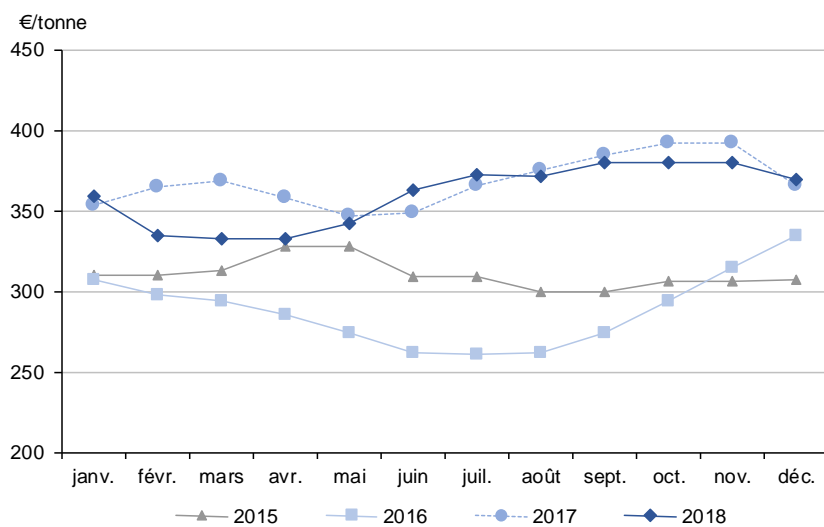
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



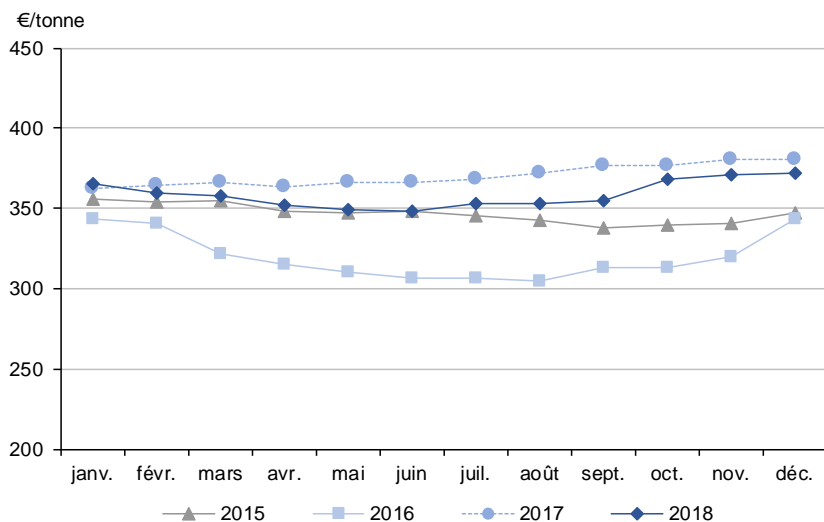
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



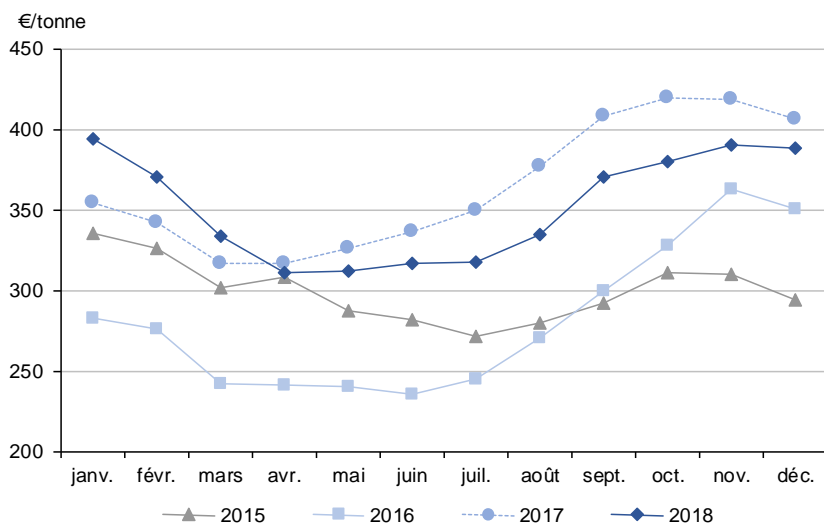
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



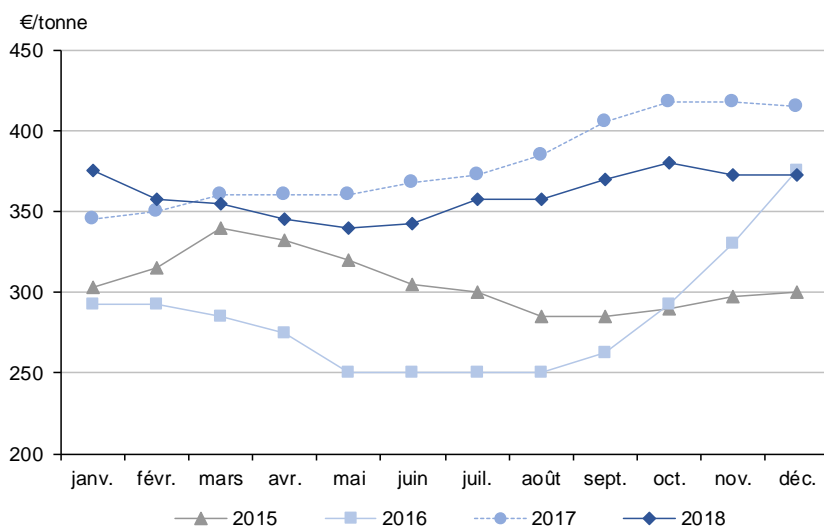
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



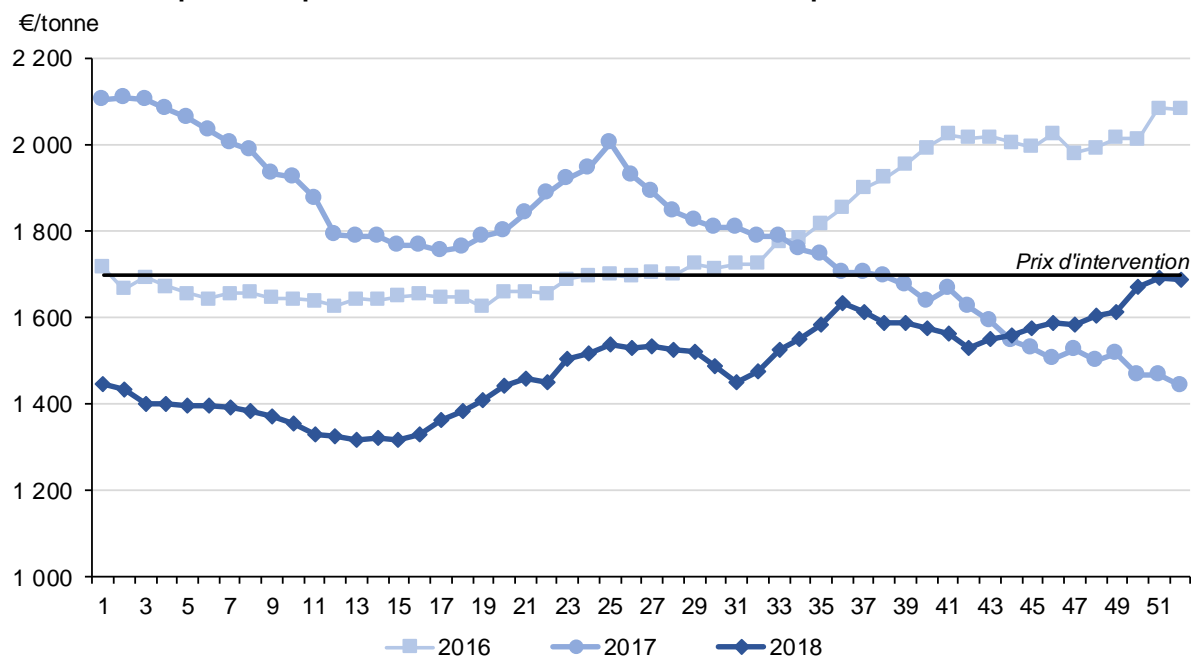
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Cotations européennes des produits industriels

€/tonne	2013	2014	2015	2017	2018	% 18/17
Beurre	3 259,9	3 437,9	3 020,6	5 084,9	5 115,1	0,6
Poudre 0%	3 156,1	2 692,3	1 857,0	1 785,4	1 488,6	-16,6
Poudre 26 %	3 283,1	3 117,8	2 403,9	2 929,7	2 714,7	-7,3
Poudre de lactosérum	998,1	965,2	754,5	870,6	758,6	-12,9
Gouda	3 231,6	3 396,0	2 649,3	3 255,6	3 064,9	-5,9
Cheddar	3 097,1	3 765,1	3 100,2	3 394,8	3 257,1	-4,1
Edam	3 297,4	3 331,4	2 581,1	3 277,1	2 999,6	-8,5

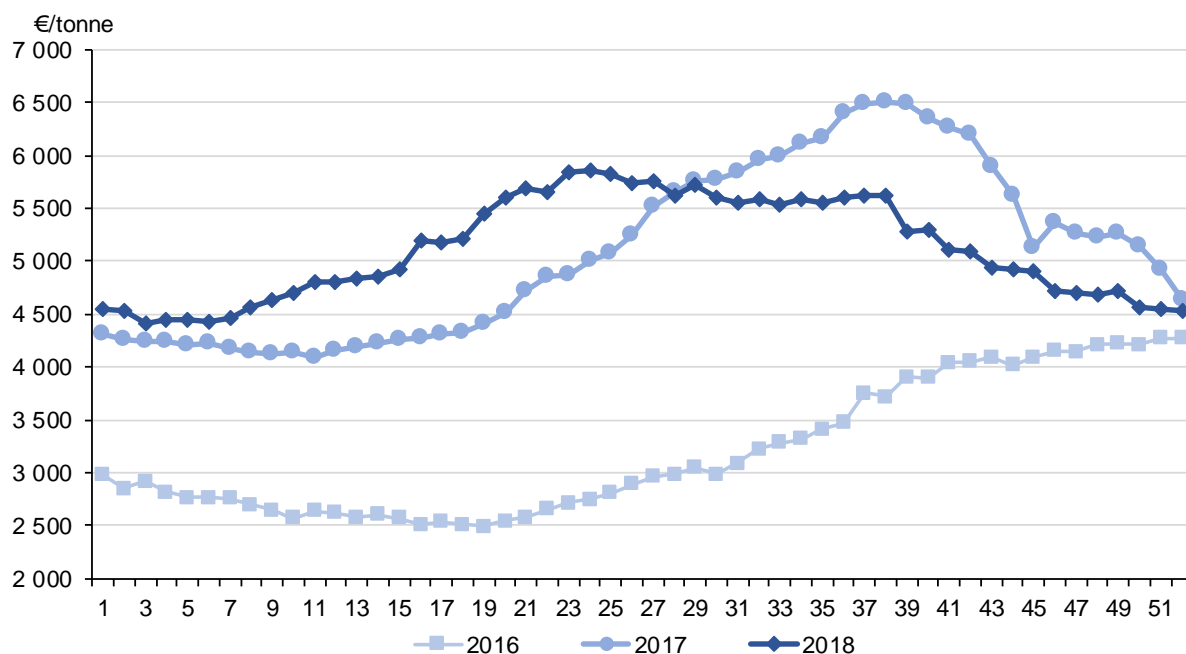
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché mondial du lait de vache

› La collecte « mondiale » de lait de vache a poursuivi sa progression, sauf en Australie

Sur les onze premiers mois de l'année 2018, la collecte des grandes zones productrices : Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Argentine et Union européenne, a progressé de 1,1 % par rapport à celle de 2017 sur la même période, ce qui représente 2,9 millions de tonnes supplémentaires, pour atteindre le niveau record de 271,2 millions de tonnes.

L'année s'est déroulée en deux temps. Au cours des deux premiers mois de 2018, la collecte a poursuivi sa croissance avec des évolutions similaires à celles enregistrées depuis juin 2017 (+ 2,4 % en janvier, + 2,1 % en février). Néanmoins, dès le mois de mars, un ralentissement de la hausse a pu être constaté ; lié à celui de la collecte de l'Union européenne et renforcé par le repli de la collecte australienne, il s'est confirmé au fil des mois.

En **Australie**, la collecte s'est redressée sur les cinq premiers mois de l'année (+ 3,0 %, soit + 103,3 milliers de tonnes), par rapport à un niveau toutefois faible en 2017, la collecte ayant affiché un fort repli en début d'année 2017. Les volumes produits sont ainsi restés en deçà de ce qu'ils étaient entre 2014 et 2016. La croissance de la collecte a été stoppée dès le mois de juin suite à la lourde sécheresse survenue en plein hiver austral. Cette sécheresse a duré plusieurs mois et a affecté la pousse de l'herbe, ce qui a contraint les éleveurs à accroître l'utilisation de leurs fourrages, voire à réduire leur cheptel faute de pouvoir nourrir les animaux. La réduction de la collecte qui en a découlé s'est intensifiée au fil des mois, pour tomber à - 7,8 % en novembre 2018 par rapport à novembre 2017. En cumul sur juin-novembre, le repli s'est établi à - 4,3 % (- 221 milliers de tonnes), ce qui a totalement effacé la hausse du début d'année : en cumul sur onze mois, la collecte a diminué de 1,4 %.

L'évolution a été inverse en **Nouvelle-Zélande** : c'est en fin d'année 2017 que le pays avait été touché par une sécheresse, qui avait eu des effets immédiats sur la production laitière et sur la pousse de l'herbe. La collecte de lait a ainsi reculé de 2,9 % au 1^{er} trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017 (- 181 milliers de tonnes). La tendance s'est inversée sur la fin de la campagne 2017-18, en avril (+ 2,9 %) et mai (+ 6,2 %). Ces hausses s'expliquent par des conditions météorologiques favorables ayant stimulé la croissance des prairies et par un prix du lait quasiment stable autour de 52 NZ\$/100 kg entre janvier et mai et en hausse de plus de 2 NZ\$ par rapport à 2017. Le redressement de la collecte s'est confirmé avec le début de la nouvelle campagne, grâce à des conditions climatiques plus favorables : en cumul sur juin-décembre, la collecte a ainsi progressé de 4,4 % (+ 575 milliers de tonnes), d'où une hausse de 2,3 % sur l'année. Cette augmentation de la production a entraîné une dégradation progressive du prix du lait, payé en octobre 2018 6 NZ\$/100 kg de moins qu'en octobre 2017.

Pour la neuvième année consécutive, la collecte de lait des **États-Unis** a enregistré une croissance, même si plus modérée que celle des quatre dernières années : + 1,0 % sur onze mois, ce qui représente un surplus de 902 milliers de tonnes. Le contexte a été moins favorable qu'en 2017 puisque le prix du lait s'est inscrit toute l'année sur des niveaux inférieurs à ceux pratiqués l'année précédente. La filière a également été pénalisée par les guerres commerciales entre les États-Unis et certains de ses principaux clients : Chine, Mexique, Canada, qui se sont traduites par la mise en place de taxes douanières élevées causant un désavantage concurrentiel pour les États-Unis. Malgré tout, la production a été portée par une bonne consommation interne, même si la concurrence des alternatives végétales (pour le lait notamment) s'est fait sentir. Pour continuer à attirer les consommateurs, les opérateurs ont développé de nouvelles tendances et de nouveaux produits, que ce soit sur les laits (aromatisés, riches en protéines...), l'ultra-frais (en particulier dans la restauration commerciale) ou les fromages (plateaux, snacks, saveurs innovantes...).

Après deux années de fort repli, la collecte s'est redressée en **Argentine** : elle a atteint 9,21 millions de tonnes en cumul sur onze mois (+ 4,9 %, soit + 430 milliers de tonnes) mais est restée à un niveau médiocre. Il s'agit en effet de son plus bas niveau depuis 2010, hors 2017 et 2016. C'est pourtant dans un contexte difficile pour les producteurs que s'est opérée cette augmentation de la production. L'année a commencé par une sécheresse dans les provinces du centre du pays, qui concentrent la majorité de la production agricole, notamment de céréales (maïs, blé) et de soja. Le déficit en

quantités a été compensé par une hausse des cours des matières premières, mais donc des coûts de production pour les éleveurs laitiers argentins. Si en monnaie locale les prix du lait payé au producteur ont été en hausse constante tout au long de l'année, et de plus en plus prononcée par rapport à 2017, en euro ils ont été en retrait de 45 à 100 €/tonne selon les mois. La dévaluation du peso argentin a donc participé à dégrader les marges de rentabilité des producteurs et leur compétitivité. Certains ont été contraints de cesser leur activité : après une diminution de 4 % en 2017, le nombre d'ateliers laitiers a à nouveau reculé en 2018. Enfin, la consommation locale de produits laitiers ne tire plus la filière : elle est en repli suite à l'augmentation des prix de ces produits concomitante avec la baisse du pouvoir d'achat ; les Argentins se sont tournés vers une consommation de produits de 2^e marque, moins chers.

La collecte a progressé dans d'autres pays d'Amérique du Sud. C'est le cas en **Uruguay**, où elle a augmenté pour la 2^e année consécutive, passant au-dessus du niveau de 2015. En cumul sur onze mois, 115 milliers de tonnes supplémentaires ont été produites (+ 6,5 %), malgré un repli en novembre. C'est une hausse de 9,2 % qui a été enregistrée au **Chili** (+ 168 milliers de tonnes), la collecte sur onze mois atteignant son plus haut niveau sur les onze dernières années. Au **Brésil**, après la forte augmentation observée en 2017, la production de lait de vache est restée stable à un haut niveau sur les trois premiers trimestres. Elle a été soutenue par un prix du lait relativement haut, que ce soit en real brésilien ou en euro, et même supérieur durant le second semestre au prix pratiqué en 2017. L'Amérique latine est un des marchés mondiaux qui connaît la plus forte croissance du secteur des produits laitiers, consommés pour leurs bénéfices sur la santé osseuse.

En Europe, suite à l'embargo russe de 2014, la **Biélorussie** a développé sa production de lait afin de pouvoir exporter et répondre à la demande de la Russie vers laquelle elle peut vendre ses produits agricoles. La collecte de lait de vache biélorusse a ainsi enregistré plusieurs hausses successives avant de se stabiliser à son plus haut niveau en 2018 (+ 0,4 % en cumul sur onze mois), à 6,77 millions de tonnes. Pour la seconde année consécutive, la **Russie** a accru sa collecte de lait (+ 1,6 % en cumul sur onze mois, soit + 455 milliers de tonnes) pour atteindre son plus haut niveau depuis 2012, à 29,34 millions de tonnes. Enfin, la situation est restée inchangée en **Ukraine**, où la production de lait a encore reculé (- 2,2 % sur l'année, soit - 230 milliers de tonnes), pour la cinquième année consécutive, en raison notamment de la décapitalisation du cheptel laitier.

Ainsi, exception faite de l'Ukraine, certains importateurs ont développé leur collecte de lait de vache en 2018, ce qui peut expliquer qu'ils aient parfois eu moins recours aux importations pour satisfaire les besoins de leur marché intérieur.

› Les échanges mondiaux de beurre et de poudre de lait écrémé se sont redressés tandis que ceux de poudre grasse ont continué à reculer

En 2018, les échanges mondiaux de produits laitiers, représentés par les exportations, ont connu des évolutions divergentes selon les produits : le commerce de beurre s'est nettement redressé après le recul observé en 2017 suite au manque de disponibilités et la demande en poudre de lait écrémé est restée très dynamique ; le commerce de poudre grasse a affiché une légère hausse et celui de fromages s'est stabilisé, mettant fin à plusieurs années de hausse. Sur l'année, les échanges ont connu un ralentissement en août et septembre pour l'ensemble des produits, en juin également pour les poudres de lait.

Même s'il est resté encombré par des stocks communautaires, le marché de la **poudre de lait écrémé** s'est redressé en 2018. L'offre en poudre fraîche s'est avérée moins importante dans certains grands pays exportateurs : les fabrications ont reculé de près de 4 % aux États-Unis sur dix mois et le ralentissement de la collecte australienne a réduit ses capacités de transformation sur le second semestre, tout comme dans l'Union européenne. Cela n'a pas empêché les exportations de progresser en 2018, sous l'impulsion d'une demande particulièrement dynamique : les importations de pays d'Afrique du Nord ont progressé (Algérie, Maroc par exemple) ; la Chine a également développé ses approvisionnements (environ + 10 % en 2018), tout comme la Corée du Sud et Singapour, alors que d'autres pays d'Asie du Sud-Est ont eu moins recours aux importations : Indonésie, Malaisie, Philippines, Taiwan.

Parmi les principaux exportateurs de poudre de lait écrémé, les États-Unis ont affiché la plus forte croissance (+ 25 % sur dix mois), malgré un recul vers la Chine lié aux tarifs douaniers mis en place par ce pays sur les produits laitiers étatsuniens. Pour compenser les difficultés rencontrées sur ce débouché, les opérateurs américains se sont concentrés vers d'autres destinations d'Asie du Sud-Est

(Philippines, Indonésie, Vietnam, Malaisie) et surtout vers le Mexique, leur premier client. Les exportations de poudre de lait écrémé de la Nouvelle-Zélande ont reculé (- 11,3 % sur onze mois), vers la Chine principalement mais également vers de nombreux pays d'Asie du Sud-Est. Le désengagement des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande sur le marché chinois a bénéficié tout d'abord à l'Union européenne, qui y a développé ses ventes. Celle-ci s'est également tournée vers l'Afrique du Nord (Algérie, son premier client, et Égypte) pour compenser la baisse de la demande de certains pays d'Asie du Sud-Est. L'Algérie a toujours fortement recours aux importations pour s'approvisionner, la faiblesse de la production locale ne permettant pas de répondre aux besoins du marché. Le pays est confronté à une pénurie de lait en poudre et consacre depuis 2017 des sommes considérables pour se fournir en poudre de lait (écrémées et grasses). L'Australie a aussi su profiter des opportunités sur le marché chinois. Elle a en outre doublé ses ventes vers la Thaïlande. Mais en globalité, les exportations australiennes de poudre de lait écrémé ont diminué de 1,2 % sur onze mois, avec notamment un ralentissement vers l'Indonésie, la Malaisie et Singapour.

Les échanges mondiaux de **beurre** sont repartis à la hausse en 2018, après une année 2017 en berne faute de disponibilités suffisantes. Cette année, l'offre plus abondante (les fabrications ont augmenté notamment aux États-Unis, en Australie, dans l'Union européenne) a permis de répondre à la demande dynamique, qui n'a pas été freinée par les prix encore très élevés du beurre. En Asie en particulier, les achats ont progressé dans la plupart des pays, alors que des replis ont été enregistrés en Afrique, en Algérie et en Côte d'Ivoire par exemple.

Les exportations ont été tirées par les États-Unis (+ 75 % sur dix mois), dont la hausse en volume est due à plus de 85 % à l'amélioration des ventes vers ses deux premiers clients, le Canada et le Mexique. Ces deux pays ont absorbé 72 % des exportations étatsuniennes de beurre en 2018 (contre 61 % en 2017). Même si les volumes restent plus marginaux, l'Arabie saoudite a accru ses approvisionnements de beurre en provenance des États-Unis, aux dépens du beurre européen. L'Union européenne a pâti toute l'année de prix du beurre élevés, moins compétitifs que ceux de ses concurrents américains ou océaniques. Ainsi, malgré de plus grandes disponibilités, l'Union européenne a enregistré une baisse de 7,6 % sur onze mois de ses exportations de beurre (vers l'Arabie saoudite donc, et vers la Chine, principalement). La Nouvelle-Zélande au contraire a su développer ses ventes de beurre (+ 7,5 % sur onze mois), vers ses voisins proches tels que la Chine et l'Australie, mais aussi vers des destinations plus éloignées comme l'Arabie saoudite et l'Égypte.

En 2018, le commerce de **poudre grasse** est reparti en légère hausse après plusieurs années de recul et grâce aux ventes du premier exportateur mondial de poudre grasse, la Nouvelle-Zélande (+ 0,9 % sur onze mois). Ses volumes exportés ont été inférieurs à ceux de l'année précédente en mai et juin, au moment du creux de collecte, et en septembre-octobre, mais ont été particulièrement élevés en novembre. Le pays a développé ses ventes vers la Chine et l'Algérie, ses deux premiers débouchés. La Chine a accru sa demande en poudre grasse en 2018, dans la continuité des années précédentes, et l'Australie et les États-Unis ont su en profiter. Ces deux pays ont d'ailleurs amélioré leurs exportations vers tous leurs principaux clients : le Vietnam, le Mexique, Singapour pour les États-Unis, la Thaïlande et le Bangladesh pour l'Australie. Leurs volumes exportés ont ainsi progressé respectivement de 97 % et 5,6 % sur dix mois. L'Uruguay a pris une place plus importante dans le commerce de poudre grasse en 2018 : ses exportations ont augmenté de 33 % (sur onze mois), avec notamment un doublement des volumes destinés à l'Algérie. Son positionnement s'est également renforcé sur le continent américain (Colombie, Mexique, Cuba) et sur la Chine. En revanche, faute de disponibilités (les fabrications ont diminué de 5,9 % en 2018) et en raison d'une compétitivité prix en sa défaveur au 2^e semestre, l'Union européenne a été contrainte de réduire ses exportations. Celles-ci se sont repliées de 60 % vers l'Algérie (face à la concurrence de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay), historiquement son premier client, et Oman est devenu le premier débouché des poudres grasses européennes, suite à une hausse d'un quart de ses importations.

Après plusieurs années d'augmentation, les échanges mondiaux de **fromages** se sont stabilisés en 2018. La demande a été tirée par le Japon, où la consommation de fromages ne cesse de progresser et atteint des niveaux record pour le pays. Pour l'anecdote, la consommation aurait été dynamisée par des discours sur le bienfait des fromages pour la santé : le camembert pour ses « vertus en matière de prévention de la démence », les pâtes persillées pour leur effet de « rajeunissement sur les vaisseaux sanguins ». La production locale étant limitée, la hausse de la demande s'est traduite par celle des importations (+ 7 % sur onze mois), auprès de tous les grands exportateurs de fromages. Le potentiel de croissance de la consommation japonaise de fromages est encore important, surtout chez les jeunes : les tendances devraient donc se poursuivre dans les prochaines années. La demande

russe en fromages a continué à progresser, grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat et du contexte économique global du pays. Il a donc été nécessaire pour le pays d'avoir un recours accru aux importations (+ 65 % environ), mais qui n'a bénéficié quasiment qu'à la Biélorussie, fournisseur principal de la Russie depuis la mise en place de l'embargo en août 2014 : ses ventes de fromages ont augmenté de 75 % vers le marché russe.

Un développement de ses fabrications de fromages a permis aux États-Unis d'accroître également ses exportations (+ 2,9 % sur dix mois), notamment vers l'Asie : le Japon mais également la Corée du Sud, tandis que les ventes sont restées stables vers le Mexique, son premier client. L'Australie a également exporté plus de volumes vers le Japon mais cela s'est fait aux dépens des ventes vers la Chine et la Corée du Sud par exemple. Globalement, le pays a tout de même accru ses exportations de 1,2 % sur onze mois. La Nouvelle-Zélande a au contraire enregistré un repli de 6,2 % de ses exportations de fromages, réduisant les volumes vers la Chine et l'Australie, mais avec un effort vers le Japon où les ventes ont progressé. L'Union européenne reste de loin le premier exportateur mondial de fromages et le premier fournisseur du Japon. Mais la croissance modérée de ses fabrications a également limité le développement des exportations (+ 0,9 % sur onze mois).

› Les prix des produits laitiers ont été orientés à la hausse sur la première moitié de l'année avant de connaître pour certains une inversion de tendance

L'écart de valorisation entre la matière protéique et la matière grasse, historique en 2017, a enregistré à nouveau des niveaux importants en 2018. Pour la plupart des produits laitiers, les prix ont été dans un premier temps orientés à la hausse, en raison de la réduction de la collecte néozélandaise et du ralentissement de celle de l'Union européenne face à une demande dynamique, avant d'afficher pour certains une décroissance en raison d'une offre excédentaire.

C'est notamment le cas du **beurre**. La demande est restée dynamique, en particulier en début d'année où les cours étaient « bas » : les opérateurs ont eu tendance à s'approvisionner suffisamment pour couvrir leur besoins pour plusieurs mois et éviter une pénurie qui semblait se profiler. Ce phénomène a entraîné une hausse des cours, plus précoce qu'en 2017 vers de hauts niveaux (près de 5 000 €/tonne en Océanie, plus de 6 100 €/tonne en Europe). Elle s'est néanmoins arrêtée aussi plus rapidement qu'en 2017 : les fabrications ont augmenté pour répondre à une demande qui a finalement davantage ralenti que ce qui était attendu. Ce déséquilibre a conduit à une chute des cours, particulièrement prononcée pour le beurre océanien qui est retombé à son plus bas niveau depuis deux ans (3 380 €/tonne en semaine 51), un peu moins marquée pour le beurre européen (4 400 €/tonne la même semaine), qui a donc été moins compétitif tout au long de l'année. Un léger sursaut des prix a pu être observé en dernière semaine de 2018.

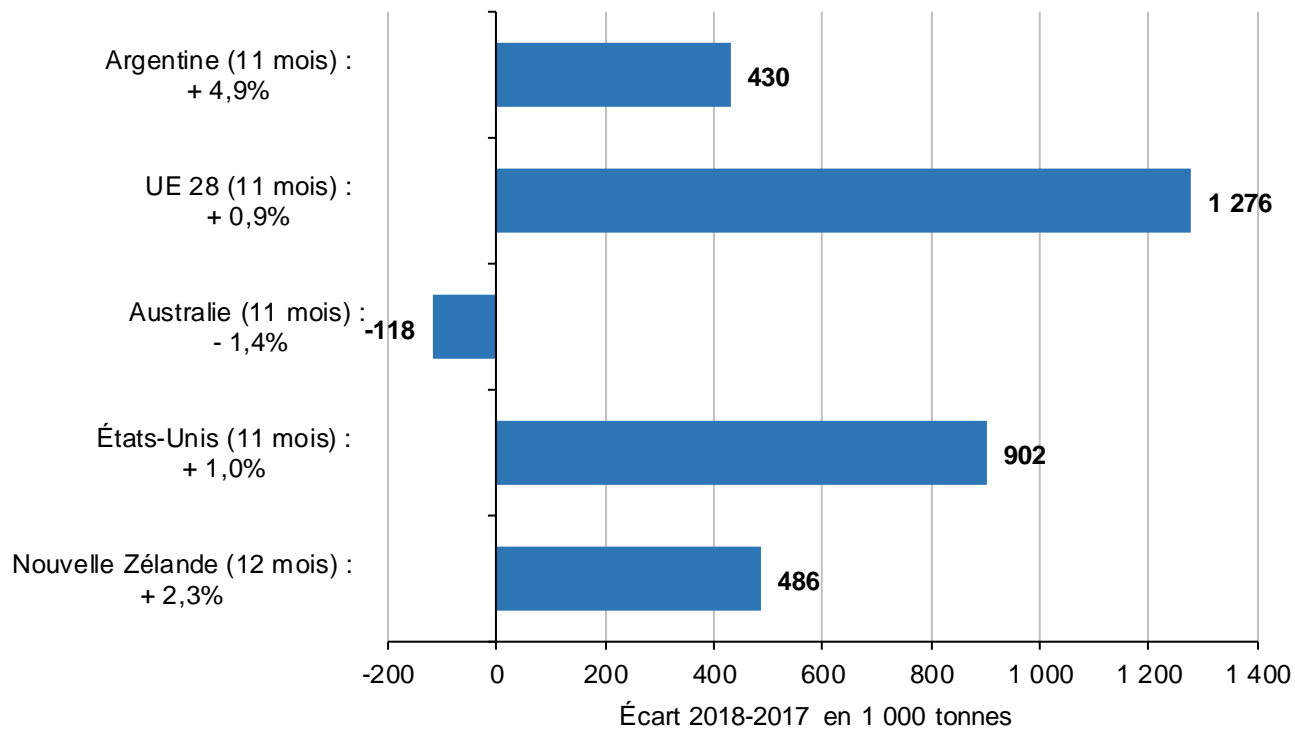
Sous l'influence des cours du beurre, les prix de la **poudre grasse** ont été orientés à la hausse sur la première moitié de l'année avant qu'une inversion de tendance soit observée. Le repli des cours a été plus précoce en Océanie, et concomitant avec la reprise de la collecte de lait néozélandaise et donc la production de poudre grasse. La conséquence est un prix océanien de la poudre grasse qui s'est avéré plus compétitif que le prix européen sur le second semestre (en euro), alors que la valorisation était similaire lors des premiers mois de l'année. Ainsi, à la fin de l'année, la poudre grasse océanienne valait 2 340 €/tonne quand la poudre grasse européenne s'échangeait à plus de 2 700 €/tonne.

Les cours de la **poudre de lait écrémé** ont décollé des niveaux extrêmement bas auxquels ils avaient débuté l'année et se sont inscrits sur une tendance globalement croissante de janvier à décembre, pour converger à environ 1 750 €/tonne en Océanie, en Europe et aux États-Unis, après des hausses respectives de 21 %, 28 % et 34 % entre la semaine 1 et la semaine 52 de 2018. Les raisons sont multiples : un repli des fabrications, une hausse de la demande mondiale et une sortie progressive des stocks d'intervention européens sans que ces volumes ne pèsent sur le marché.

Les cours du **lactosérum** ont été orientés à la hausse sur la majeure partie de l'année, grâce à la demande dynamique pour ce produit sur le marché mondial. L'augmentation de l'offre sur la seconde partie de l'année a sensiblement déséquilibré le marché et stoppé la croissance du prix à partir du mois d'octobre. Aux États-Unis, le prix du lactosérum a progressé de 68,5 % entre la semaine 1 et la semaine 52, pour finir au-dessus de la barre des 900 €/tonne, à un niveau supérieur au prix européen, pourtant plus élevé quasiment toute le reste de l'année.

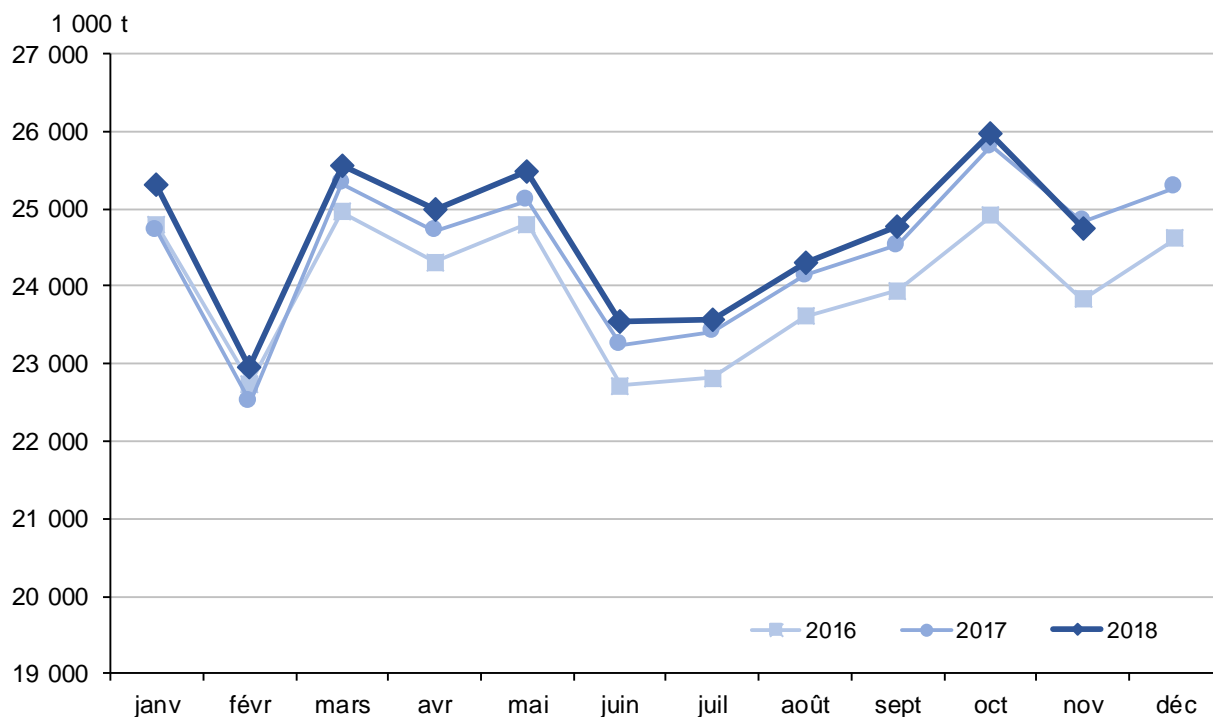
Concernant les cours du **cheddar** (aux États-Unis), l'année s'est déroulée en deux temps : une première moitié au cours de laquelle les prix se sont redressés, avant de chuter et de repasser sous le niveau de 2017, du fait de la demande mondiale moins dynamique. Néanmoins, les prix sont restés à un niveau relativement élevé, entre 3 000 et 3 500 €/tonne (soit au-dessus de 3 500 US\$/tonne).

Évolution de la collecte entre 2017 et 2018 dans les principaux pays producteurs



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Collecte « mondiale » de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2014	2015	2016	2017	2018	% 18/17
Poudre 0 %						
FOB Océanie	2 795,9	1 953,0	1 804,2	1 827,2	1 685,9	-7,7
FOB Europe de l'Ouest	2 679,2	1 820,2	1 777,6	1 778,1	1 508,2	-15,2
Beurre						
FOB Océanie	2 803,9	2 870,4	2 944,7	4 747,3	4 136,4	-12,9
FOB Europe de l'Ouest	3 365,9	2 924,3	3 164,6	5 225,1	5 107,2	-2,3
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 807,2	2 231,9	2 194,7	2 752,3	2 539,9	-7,7
FOB Europe de l'Ouest	3 090,7	2 315,6	2 268,1	2 946,5	2 740,8	-7,0
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	983,9	790,5	682,4	907,6	792,9	-12,6
Cheddar						
FOB Océanie	3 349,5	3 008,9	2 796,8	3 413,8	3 090,3	-9,5

Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



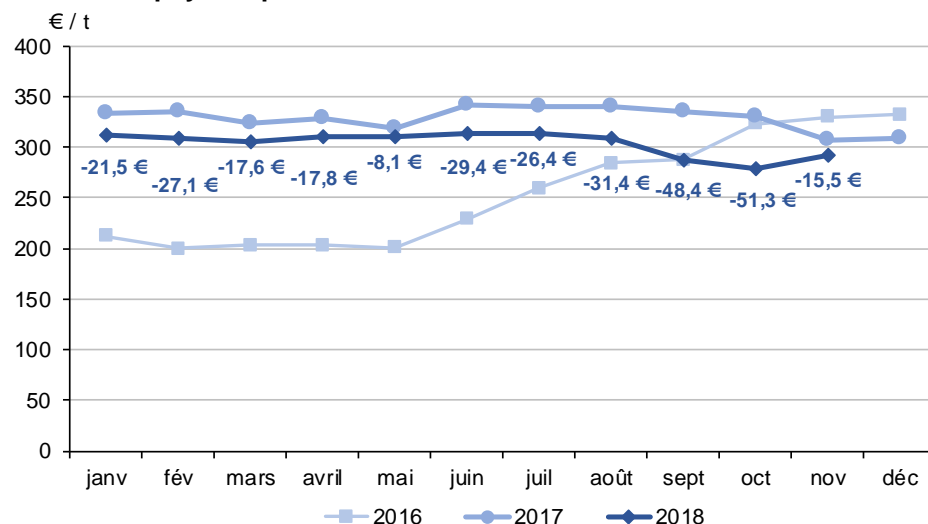
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



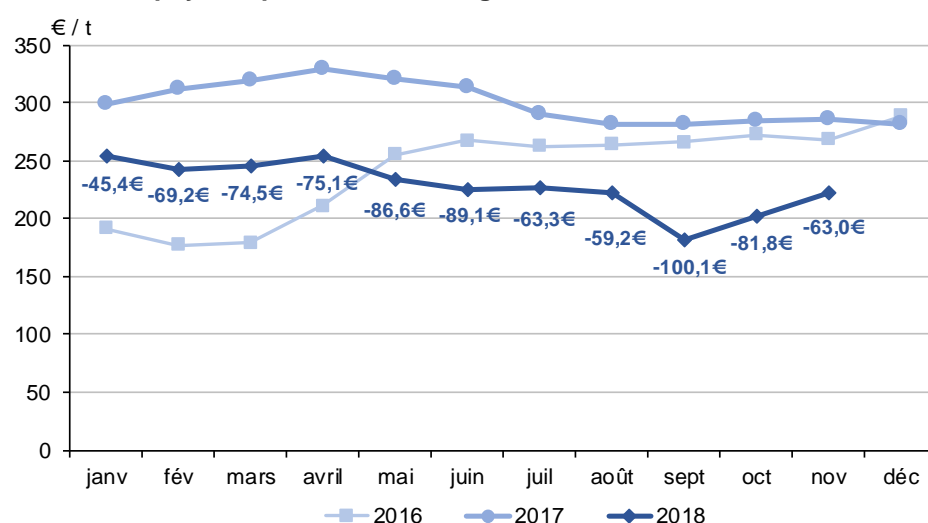
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écarts entre 2017 et 2018



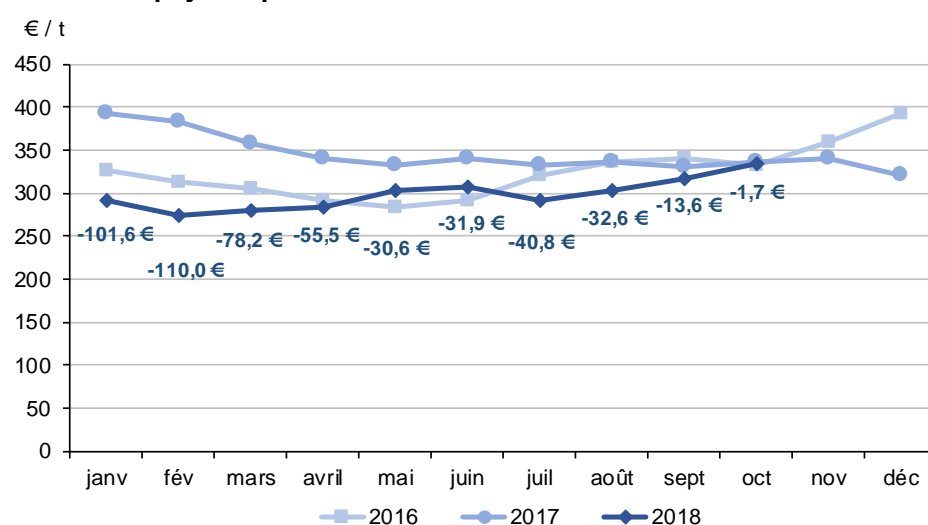
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur en Argentine et écarts entre 2017 et 2018



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur aux États-Unis et écarts entre 2017 et 2018



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois de novembre de l'année n-1 au mois d'octobre de l'année n.

› Une collecte en augmentation sur la campagne 2017-2018

Entre novembre 2017 et octobre 2018, 288,7 millions de litres de lait de brebis ont été collectés, ce qui représente une hausse de 2,3 % soit 6,6 millions de litres. Cette campagne a donc atteint un nouveau record de collecte. Sur les trois premiers mois de 2017-2018, les volumes collectés ont été très nettement en hausse (+ 27 % en novembre, + 7,5 % en décembre, puis + 5,6 % en janvier). Par la suite, la collecte a augmenté moins rapidement. Puis, elle a accusé un net recul pendant l'été, étant probablement en partie impactée par les conditions climatiques difficiles.

Avec 171,3 millions de litres, le Rayon de Roquefort est resté le bassin de production où les plus gros volumes ont été collectés (+ 0,5 % / 2016-2017). La collecte dans les Pyrénées-Atlantiques semble s'être stabilisée (- 0,1 % / campagne 2016-2017) après avoir connu de fortes hausses (+ 7 % sur 2015-2016, puis + 3 % en 2016-2017). Elle a atteint un volume de 64,7 millions de litres sur 2017-2018. La collecte en Corse a reculé de 6 % (6,5 millions de litres collectés).

La hausse des volumes au niveau national semble donc provenir des productions localisées en dehors de ces bassins traditionnels : en effet, 46,1 millions de litres ont été collectés en dehors de ces zones, soit une hausse de 15,6 % par rapport à la campagne 2016-2017. Pourtant, d'après les enquêtes cheptel de décembre 2017, les effectifs de brebis et d'agnelles laitières saillies sont restés stables (- 0,1 % par rapport à décembre 2016).

› Des niveaux de fabrication de fromages stables

Le total des fabrications de fromages est resté stable (+ 0,2 % par rapport à la campagne 2016-2017). Les industriels ont fait le choix d'avancer la production de Roquefort dans le temps, pour des raisons de maîtrise sanitaire. Ainsi, de fortes augmentations ont été observées sur les premiers mois de la campagne (+ 22 % en novembre, et + 4 % en décembre) tandis qu'en juin 2018, une forte diminution a été observée (- 29 % / juin 2017). Au total, les fabrications de Roquefort ont légèrement reculé (- 0,7 % entre novembre 2017 et juin 2018).

Entre décembre 2017 et juin 2018, 4 802 tonnes d'Ossau-Iraty ont été fabriquées, soit une hausse de 5,3 % (+ 264 tonnes). Les fabrications des autres fromages à pâte pressée non cuite ont augmenté aussi : sur la campagne 2017-2018, 13 370 tonnes ont été fabriquées, soit une évolution de + 3,4 % (+ 440 tonnes).

Comme sur les campagnes précédentes, la production d'ultra-frais a été à la hausse (+ 4,7 % / 2016-2017), les références de yaourts et desserts lactés à base de lait de brebis se multipliant. Le lait conditionné semble s'être aussi développé, au regard de l'apparition de nouvelles références, mais aucune donnée de fabrications n'est disponible sur ces produits.

› Les exportations de Roquefort se sont repliées après 6 ans de progression

Un peu plus de 20 % de la production de Roquefort est généralement exporté tous les ans. Après plusieurs années durant lesquelles les volumes exportés ont été orientés à la hausse, sur 11 mois en 2018, ils ont été en très net repli (- 8 % par rapport à la même période de 2017). Les exportations ont diminué de 33,5 % vers les États-Unis, de 5,4 % vers l'Espagne et de 4,2 % vers le Royaume-Uni.

› Des coûts de production orientés à la hausse

Sur la campagne 2017-2018, l'Ipampa Lait de brebis a augmenté de 3,1 %. En particulier, le poste de dépenses énergie a augmenté de 13,3 % sur 12 mois glissants à octobre. Le poste aliments achetés a augmenté en fin de campagne : en octobre 2018, il a été supérieur de 8,2 % à celui d'octobre 2017.

› La progression des achats des ménages en fromages de brebis s'est tassée

Les achats des ménages de fromages de brebis pour leur consommation à domicile se sont stabilisés (+ 0,5 % par rapport à 2017) par rapport à la nette hausse observée l'année passée (+ 5,6 % / 2016). À 74,3 %, le taux de pénétration des fromages de brebis (pourcentage de ménages ayant acheté le produit au moins une fois dans l'année) a été inchangé par rapport à 2017.

Les achats de fromages à pâte pressée non cuite ont eu une dynamique inverse à 2017, où ce segment avait tiré à lui seul la consommation des fromages de brebis. Cette année, il a subi une baisse de 3,5 %. Seul l'Ossau-Iraty a progressé (+ 9 % / 2017), en lien avec la hausse des fabrications. Le recul des achats en fromages à pâte pressée non cuite s'est accompagné d'une augmentation du prix moyen de 2,5 %.

Les pâtes fraîches (essentiellement les produits Féta ou assimilés) ont fortement progressé, comme en 2017 (+ 10,7 % / 2017), et ont représenté 22,5 % des achats en fromages de brebis.

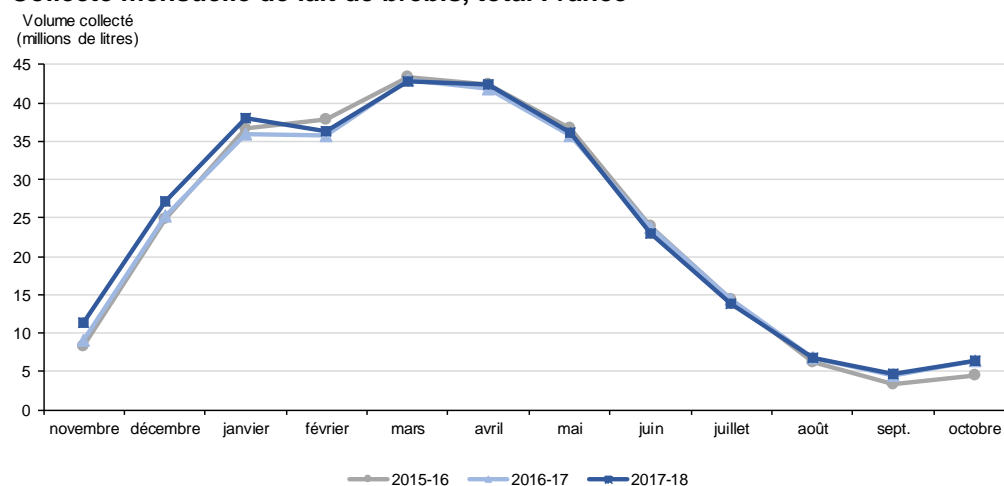
Les achats des ménages en Roquefort s'érodent d'année en année, et 2018 n'a pas fait exception : les quantités achetées ont reculé de 1,4 %, tandis que le prix a légèrement augmenté (+ 0,8 %). Le taux de pénétration du Roquefort a perdu presque un point en un an (46,9 % sur 2018). Les achats des ménages en Roquefort sous format marques de distributeur économiques ont de nouveau perdu du terrain (- 26 % / 2017). En 2015, ces formats représentaient 13 % des achats des ménages tandis qu'en 2018, ils n'ont représenté que 7,6 %. Les marques ont quant à elles totalisé 60 % des achats en 2018 et sont en progression (5,1 points / 2017).

Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1 000 l	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	% 17-18 / 16-17
Novembre	6 669	7 298	8 247	8 978	11 439	27,4
Décembre	22 616	21 591	24 893	25 215	27 114	7,5
Janvier	32 643	32 711	36 648	35 921	37 929	5,6
Février	31 843	31 860	37 863	35 788	36 231	1,2
Mars	39 500	39 405	43 313	43 008	42 841	-0,4
Avril	39 306	39 925	42 465	41 820	42 313	1,2
Mai	33 529	34 975	36 694	35 741	36 028	0,8
Juin	22 766	23 291	23 839	23 648	23 058	-2,5
Juillet	14 097	13 801	14 334	14 415	13 826	-4,1
Août	6 438	6 071	6 236	6 818	6 696	-1,8
Septembre	3 645	3 580	3 322	4 421	4 728	6,9
Octobre	4 402	4 481	4 426	6 329	6 463	2,1
TOTAL	257 454	258 989	282 280	282 102	288 666	2,3

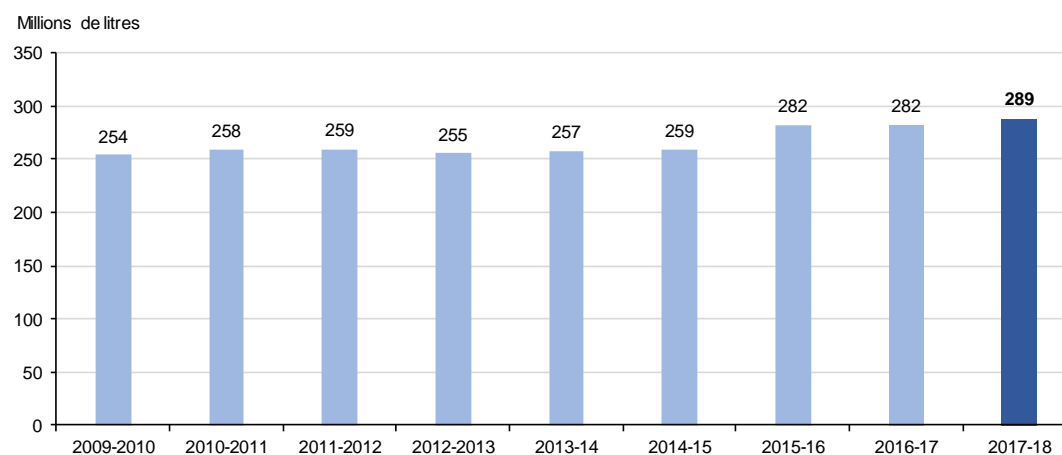
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Collecte mensuelle de lait de brebis, total France



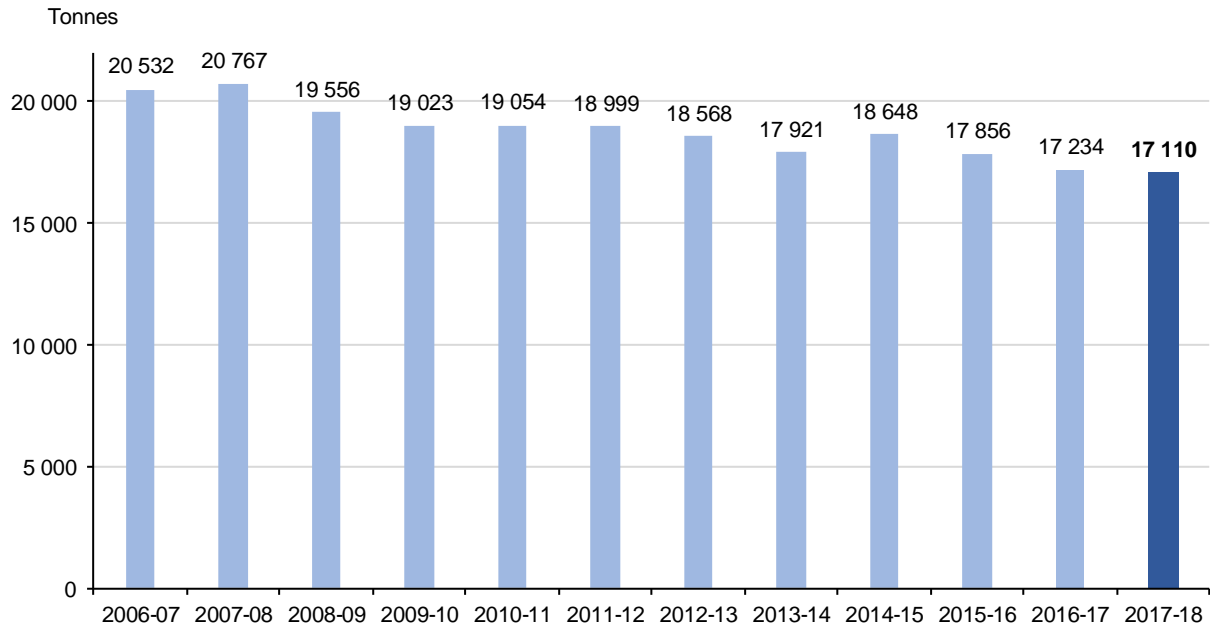
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Collecte de lait de brebis par campagne (novembre à octobre)

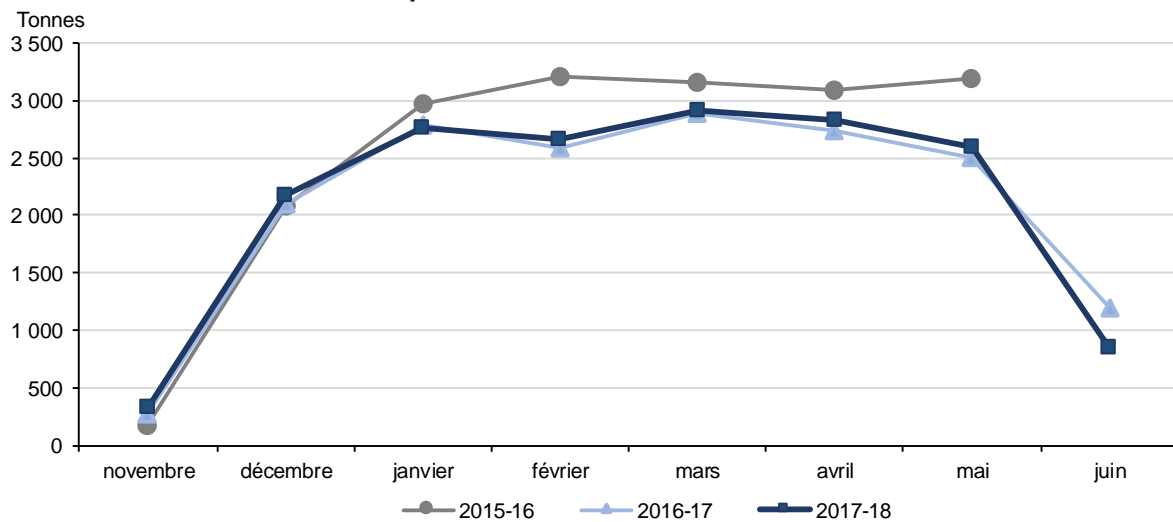


Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

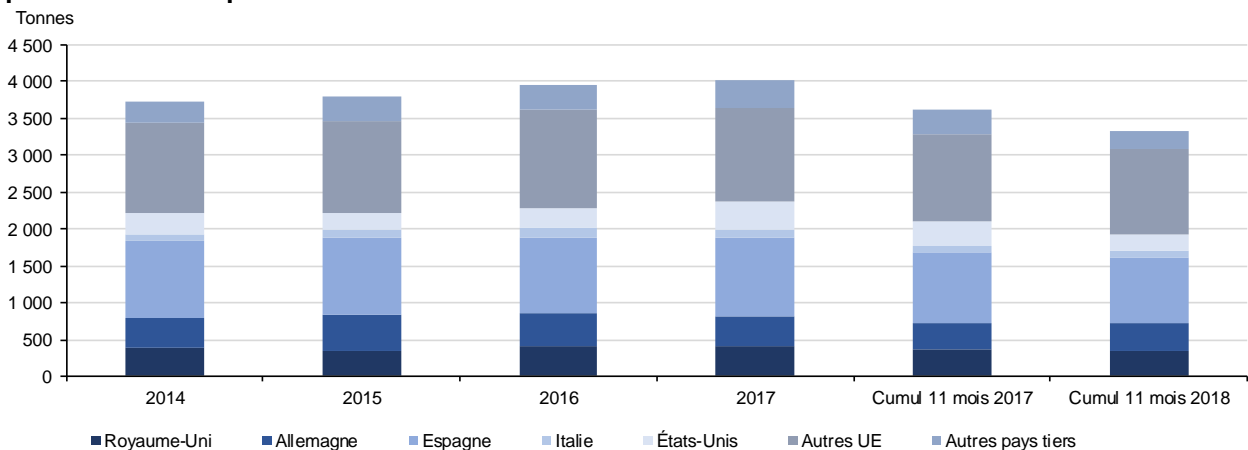
Évolution des fabrications de Roquefort, par campagne



Fabrications mensuelles de Roquefort

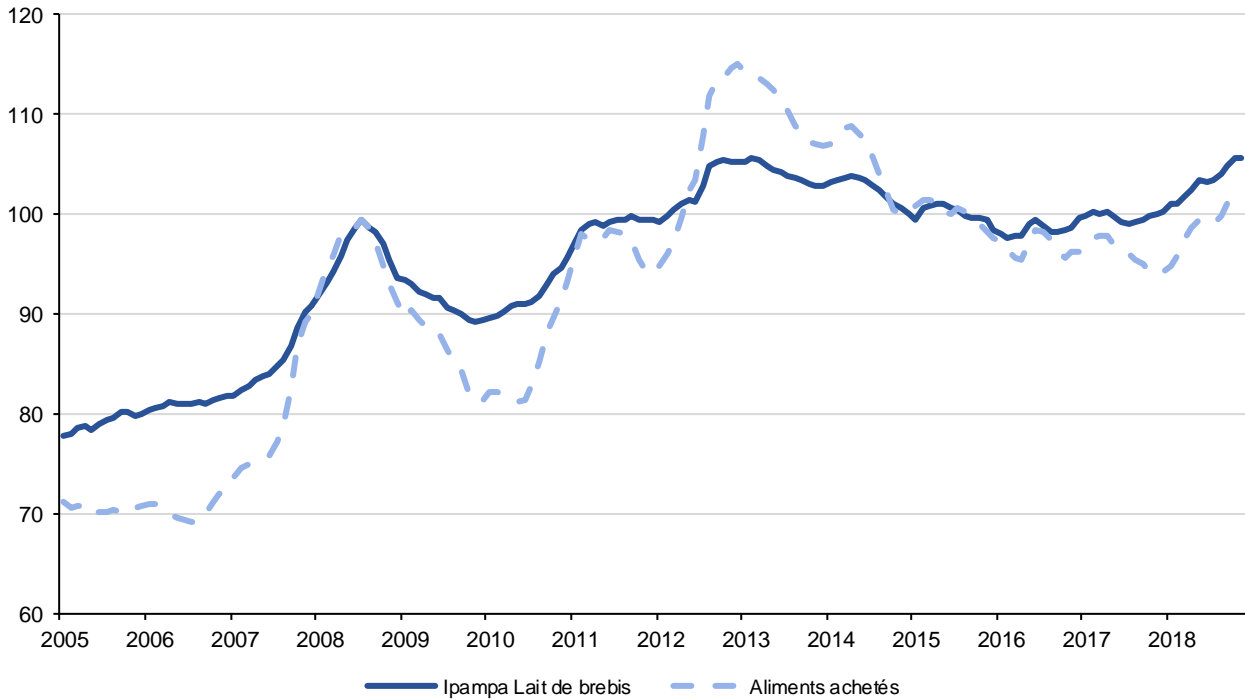


Exportations de Roquefort



Évolution des coûts de production, Ipampa

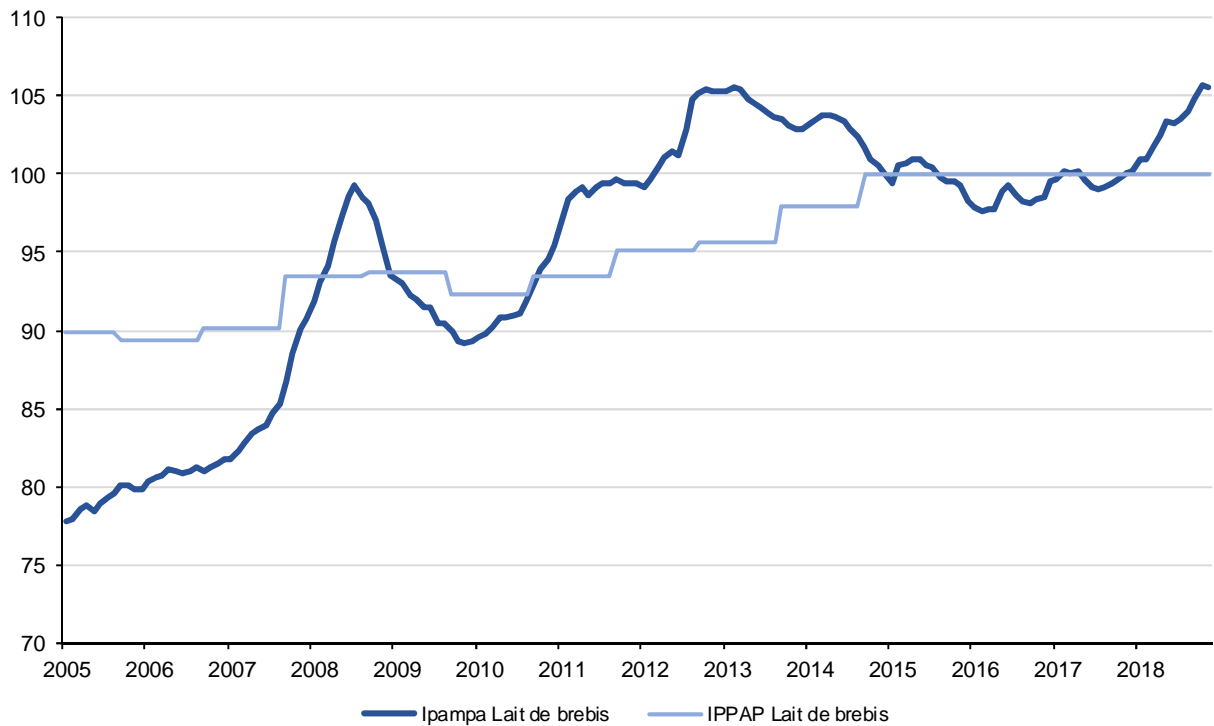
Base 100 en 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production

Base 100 en 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

› Un cheptel européen stable

D'après les enquêtes cheptel de fin 2017, le nombre de femelles mises à la reproduction est relativement stable par rapport à décembre 2016 (+ 0,5 %). Cependant, de fortes disparités existent entre les pays membres. En effet, les cheptels grec et roumain ont tous deux augmenté, avec respectivement des hausses de 2,3 % et 1,1 % (soit de 146 000 têtes et 80 100 têtes). En Espagne, le troupeau de reproductrices s'est lui aussi accru (+ 0,8 % soit + 20 250 têtes). En revanche, l'Italie a perdu 1,5 % de son cheptel, soit 76 500 têtes. Des baisses, plus modérées en nombre de têtes, ont aussi été observables en Bulgarie (- 2,3 % soit - 24 300 têtes) et au Portugal (- 3,2 % soit - 10 000 têtes).

› En Italie, la filière lait de brebis dans une situation critique

En Italie, la situation de la filière lait de brebis s'est dégradée en 2018. La filière a produit plus de fromages Pecorino Romano AOP que prévu, alors que les stocks étaient déjà importants. Un système de pénalités existe pour les cas où la production excède les quotas prévus mais il n'apparaît pas suffisant pour dissuader les surproductions. Sur la campagne octobre 2017-juillet 2018, 34 161 tonnes de Pecorino Romano ont été produites pour 198,2 millions de litres de lait de brebis AOP. D'après les données de l'interprofession Oilos, la production de ce fromage a été de 60 quintaux au-dessus de la demande.

Le prix de gros de ce fromage était de nouveau à la hausse depuis fin 2017, après une chute amorcée en 2015. Mais en décembre 2018, il a été de 5,6 €/kg (valeur départ usine, hors TVA), soit - 21 % par rapport à son niveau de décembre 2017. À chaque hausse du prix, on observe des augmentations de production qui génèrent ensuite des baisses de prix. Le prix du fromage et celui payé au producteur pour le lait étant étroitement liés, celui-ci aurait donc chuté. Il n'existe pas de donnée sur le prix du lait de brebis en Italie, mais la presse agricole locale parle d'une baisse de 30 % au début de la nouvelle campagne 2018-2019 en comparaison à la campagne précédente en Sardaigne (région qui représente 70 % de la collecte italienne de lait de brebis).

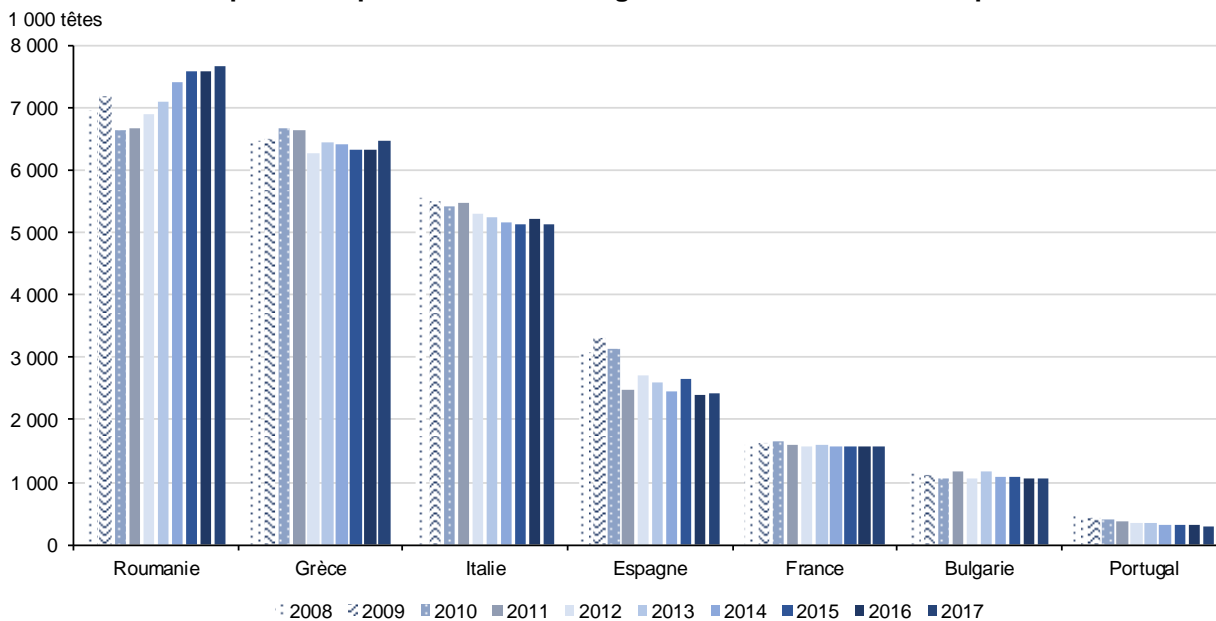
Fin 2018, la filière italienne cherchait à mettre en place des accords entre les différents acteurs pour stabiliser et programmer la production de lait de brebis AOP.

› En Espagne, les prix toujours en recul malgré la réduction de la production

En Espagne, la collecte a été en léger recul sur 10 mois : 458 millions de litres de lait ont été collectés sur cette période (- 0,6 % par rapport aux 10 premiers mois de 2017). Elle a cependant été en forte augmentation sur les deux premiers mois de l'année (+ 6,6 % et + 8 % en janvier et février respectivement). La tendance s'est inversée à partir d'avril 2018 et la collecte a alors subi des baisses mensuelles régulières.

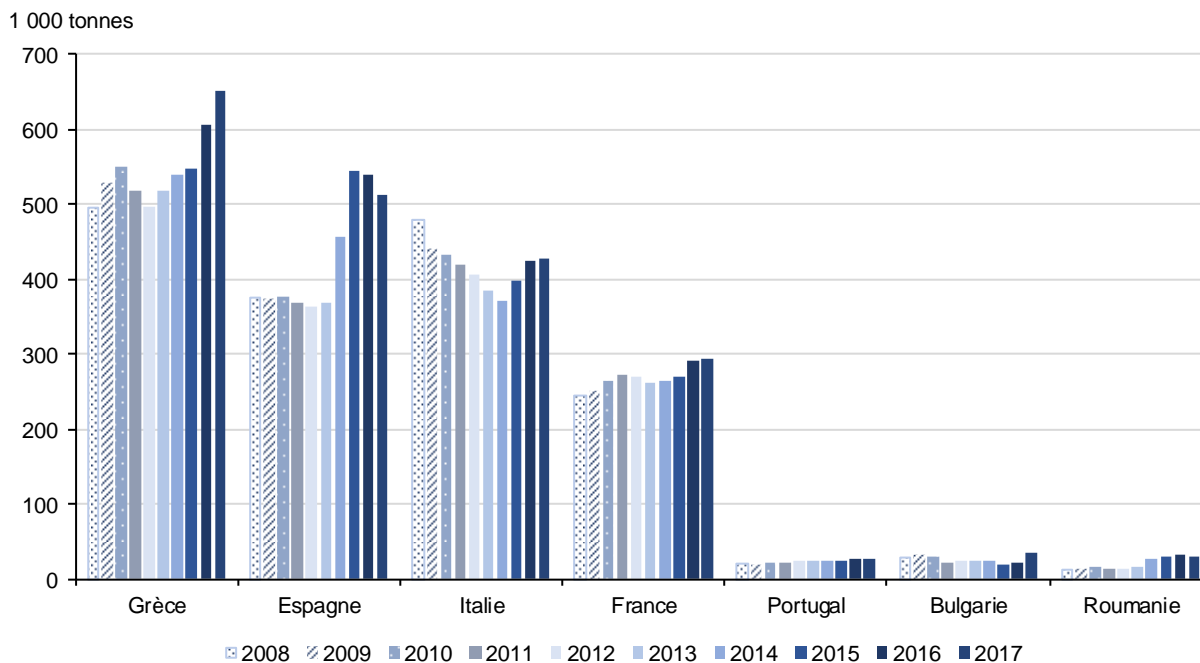
La collecte espagnole de lait de brebis avait fortement augmenté depuis 2015, entraînant avec elle une chute du prix du lait. Malgré le recul de la production en 2018, le prix est resté orienté à la baisse. Les diminutions mensuelles du prix se sont étalées de 1 à 6 % par rapport à 2017. Le lait AOP est lui aussi touché par ce recul : en novembre 2018, à 7,83 €/kg de MSU, il s'affichait 15 % en dessous de sa valeur de novembre 2017.

Évolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies : enquêtes de décembre



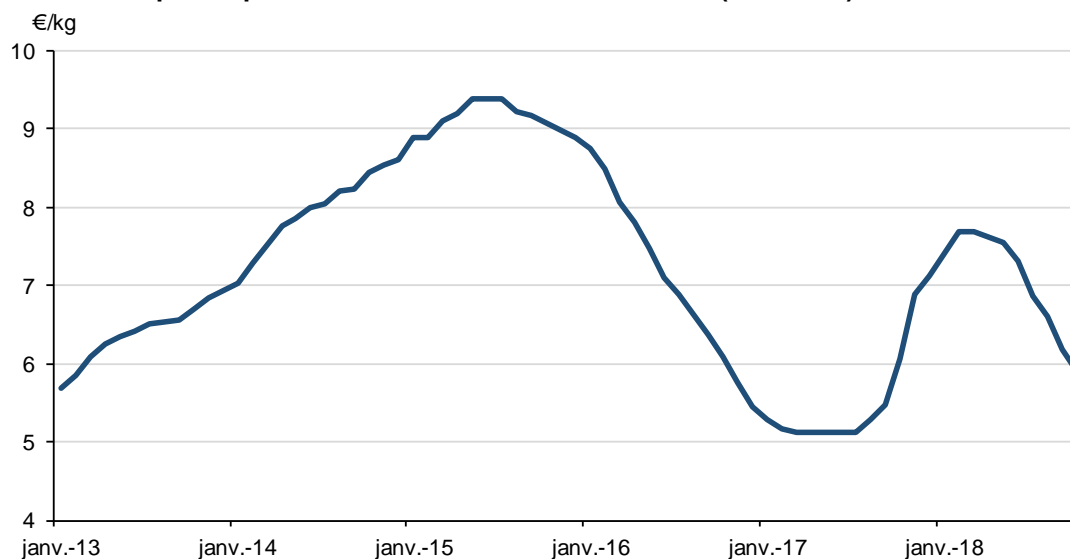
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Production de lait de brebis au sein des principaux producteurs européens



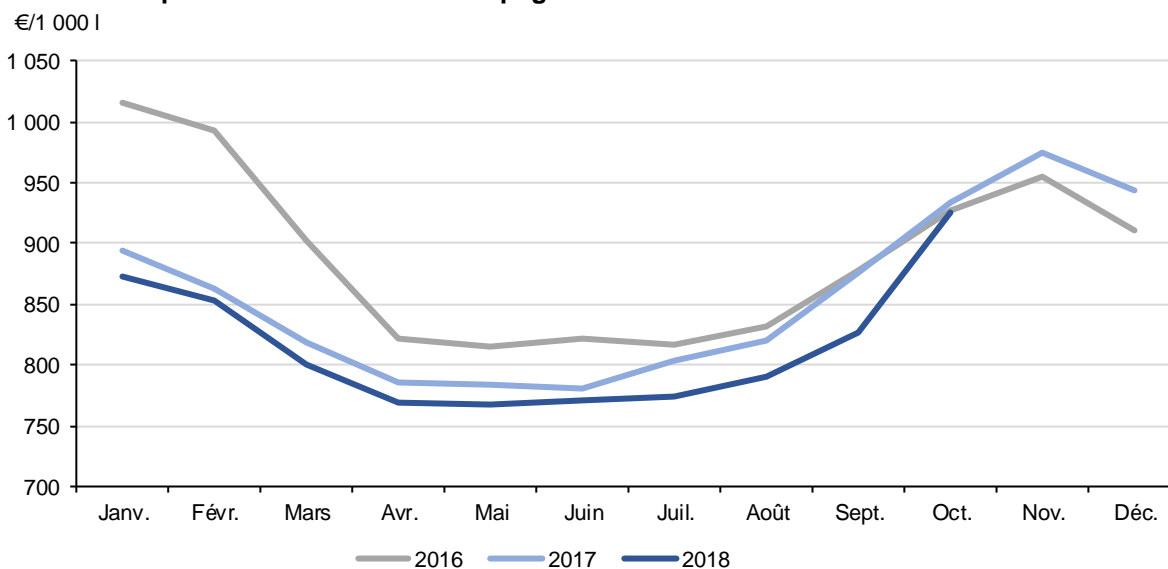
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution du prix départ usine du Pecorino Romano AOP (hors TVA)



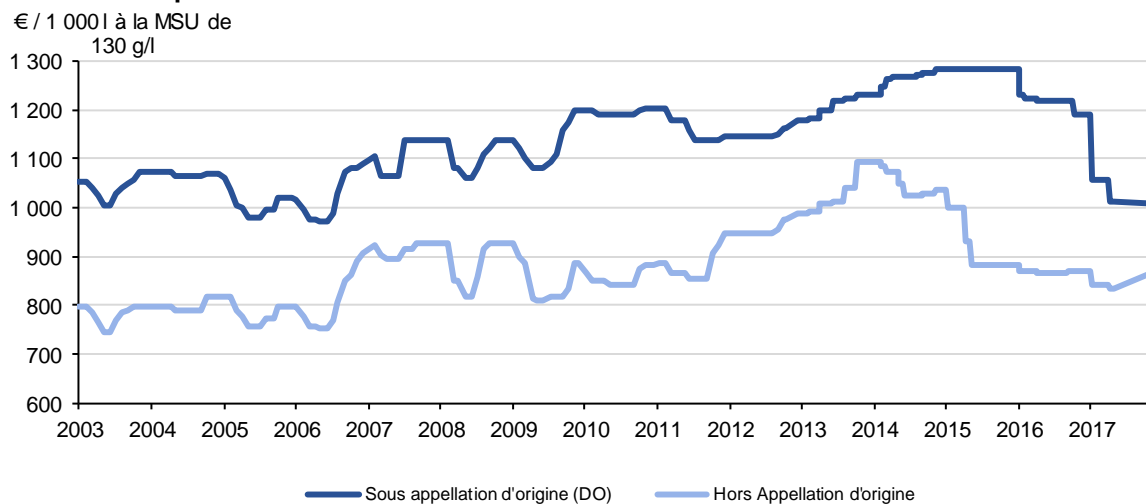
Source : FranceAgriMer d'après Ismea

Évolution du prix du lait de brebis en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

Évolution du prix du lait de brebis en Castilla la Mancha



Source : FranceAgriMer d'après Instituto Técnico Agronomico Provincial

Le marché du lait de chèvre en France

› Une nouvelle hausse des disponibilités et de la production en 2018

En 2018, les disponibilités en lait de chèvre pour l'industrie laitière se sont élevées à 601 millions de litres, soit une hausse de 3,7 % par rapport à 2017. La production nationale, à 479 millions de litres, a été en progression de 2,6 %. Après un bond en 2017 (+ 22 % par rapport à 2016), les importations se sont maintenues (- 0,5 % par rapport à 2017). À 112 millions d'équivalent litre de lait importés sur 11 mois, la part des importations dans les disponibilités totales s'est élevée à 19,8 % (20,7 % en 2017). Dans l'ensemble, les volumes disponibles pour l'industrie laitière ont atteint un nouveau record en 2018.

La collecte a été marquée en début d'année par de fortes progressions mensuelles : entre 2 % et 5 % d'augmentation ont été enregistrés entre janvier et juin 2018 par rapport aux mois correspondants de 2017. Cette augmentation de la collecte est en partie explicable par un cheptel en hausse : en effet, les enquêtes de décembre 2017 montrent une progression de 2 % du nombre de femelles saillies, soit 25 000 femelles de plus que l'année précédente. Cette hausse est la première depuis 2010.

En revanche, la collecte a ralenti à l'été : la saison estivale a été marquée par une sécheresse et des températures élevées. Les volumes collectés sont néanmoins restés en progression par rapport à 2017. Sur les derniers mois de 2018, d'après le sondage hebdomadaire, la collecte a ralenti plus fortement. Il est possible que la sécheresse de l'année impacte aussi la collecte de 2019, à cause des stocks de fourrages amoindris par une utilisation précoce et une production diminuée, doublée d'une moins bonne qualité. De même que la collecte, les importations ont brutalement chuté à la fin de l'été, probablement en lien avec le ralentissement de la collecte en Espagne. Les disponibilités en lait de chèvre ont donc été amoindries sur le deuxième semestre 2018.

Sur 11 mois, toutes les régions semblent avoir bénéficié de cette dynamique de progression : en particulier, la région Centre-Val de Loire a vu sa collecte augmenter de 6 % (soit 2,6 millions de litres de lait en plus) tandis que celle de la région Pays de la Loire a progressé de 4 % (+ 3,6 millions de litres).

Les fabrications se sont accrues avec la hausse des disponibilités : on note une poursuite des dynamiques pour le lait conditionné (+ 5 % sur 10 mois) ainsi que pour les yaourts (+ 12,4 % sur 11 mois). Les fabrications totales de fromages de chèvre sont en progression (+ 0,8 % sur 11 mois), mais avec une inversion des tendances observées en 2017 : les fromages frais sont en recul (- 4,6 % sur 11 mois) tandis que les bûchettes regagnent du terrain (+ 2,3 % sur 11 mois).

› Les stocks de produits de report se sont reconstitués mais ont été insuffisants

Les disponibilités accrues ont permis de reconstituer en partie les stocks de produits de report (caillé et lait concentré). En effet, les stocks en 2018 sont largement au-dessus de leurs niveaux de 2017. Cependant, le ratio stocks/fabrications mensuelles, indicateur permettant d'évaluer l'équilibre des stocks de produits de report, après avoir été brièvement supérieur à l'équilibre sur le début d'année, a été à partir de mai 2018 inférieur à celui-ci. Ainsi, malgré les hausses en 2017 et 2018, les stocks sont restés encore insuffisants.

› Un prix du lait de chèvre stable mais des charges en élevage qui s'accroissent

Sur 11 mois, le prix réel moyen (pondéré par les volumes) est de 699 €/1 000 l (+ 0,3 % / 11 mois 2017). Il a ainsi peu évolué par rapport à l'année précédente.

En revanche, l'Ipampa lait de chèvre a augmenté fortement à partir du printemps, dynamique qui semble s'être accélérée depuis septembre. En effet, en novembre 2018, cet indice a été supérieur de 5,4 % à sa valeur de novembre 2017. En particulier, les postes engrais et énergie ont fortement augmenté, avec des hausses respectives de 11 % et 10 %. Dès août, le prix des aliments achetés à lui aussi augmenté fortement.

En parallèle, l'indice des prix de vente industriel semble aussi amorcer une hausse à partir de l'automne (+ 1,2 % en octobre 2018 par rapport à octobre 2017, puis + 1,1 % en novembre 2018 par rapport au même mois en 2017).

› Les achats des ménages en fromage de chèvre ont continué d'augmenter

Sur l'année 2018, les achats des ménages en fromages de chèvre ont augmenté de 0,8 %, tandis que le total des fromages tous laits confondus a reculé de 1,3 % sur la même période. À l'image des fabrications, la consommation de fromages de chèvre frais a été en recul (- 10,3 %) tandis que les achats de bûchette affinée ont augmenté (+ 5,8 %). La progression de la bûchette tire la catégorie « chèvre affiné » vers le haut, mais quasiment tous les autres formats de cette catégorie ont été en recul : - 7,6 % pour les pyramides et lingots, - 9 % pour les boîtes rondes et - 5,1 % pour les crottins. Le prix moyen d'achat par le consommateur a été de 12,3 €/kg (+ 0,1 %). La progression du total fromages de chèvre s'explique par une augmentation des quantités achetées par acte d'achat (+ 1,8 %), tandis que la fréquence d'achat a été en recul (- 1,4 %). Les achats des ménages en fromage de chèvre AOP ont diminué de 2,1 %.

La bûchette représente toujours la grande majorité des achats en fromage de chèvre (56,6 %).

Concernant l'ultra-frais, de nombreuses nouvelles références ont fait leur apparition cette année. Ce segment ainsi que celui du lait de consommation semblent toujours dynamiques.

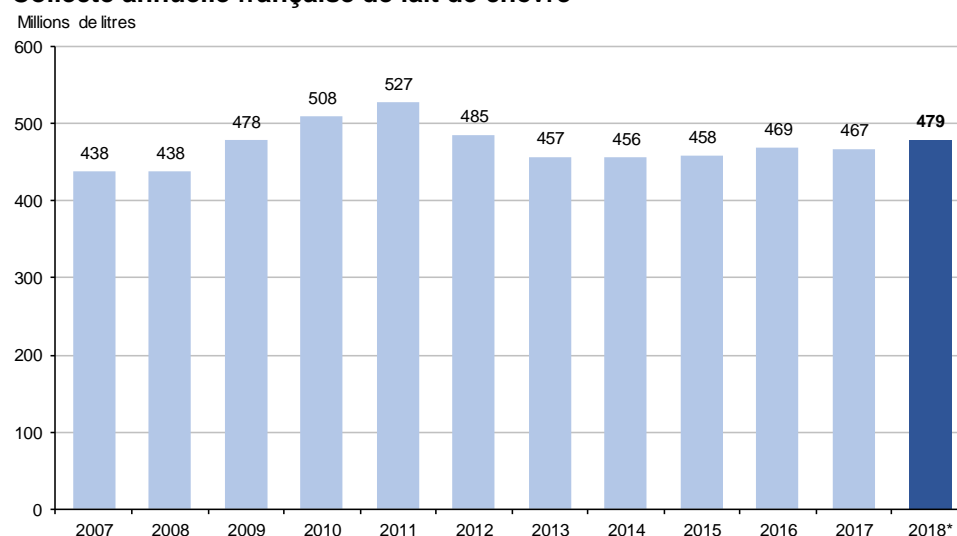
Collecte française de lait de chèvre

1 000 litres	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Janvier	24 297	24 093	25 500	24 396	25 599	4,9
Février	29 926	30 262	33 148	29 873	30 679	2,7
Mars	45 439	45 203	47 323	45 150	47 020	4,1
Avril	50 032	48 936	51 376	49 749	52 321	5,2
Mai	51 798	50 835	53 455	52 298	54 757	4,7
Juin	48 040	48 096	48 795	48 794	49 926	2,3
Juillet	44 552	44 374	44 302	45 217	45 949	1,6
Août	38 509	39 030	38 758	39 938	40 080	0,4
Septembre	34 264	34 471	34 831	36 059	36 604	1,5
Octobre	34 325	34 582	35 058	37 276	37 758	1,3
Novembre	29 552	31 201	30 161	31 949	31 815	-0,4
Décembre	25 157	26 998	25 962	26 550	26 823	1,0
TOTAL	455 891	458 081	468 669	467 249	479 331	2,6

*Estimation pour le mois de décembre sur la base du sondage hebdomadaire

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

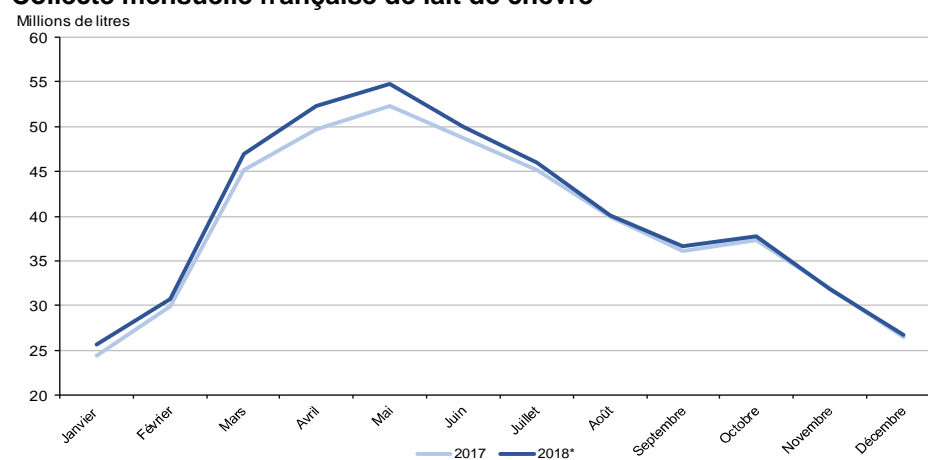
Collecte annuelle française de lait de chèvre



*Estimation

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Collecte mensuelle française de lait de chèvre



*Estimation pour le mois de décembre sur la base du sondage hebdomadaire

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Fabrications françaises de bâchettes au lait de chèvre

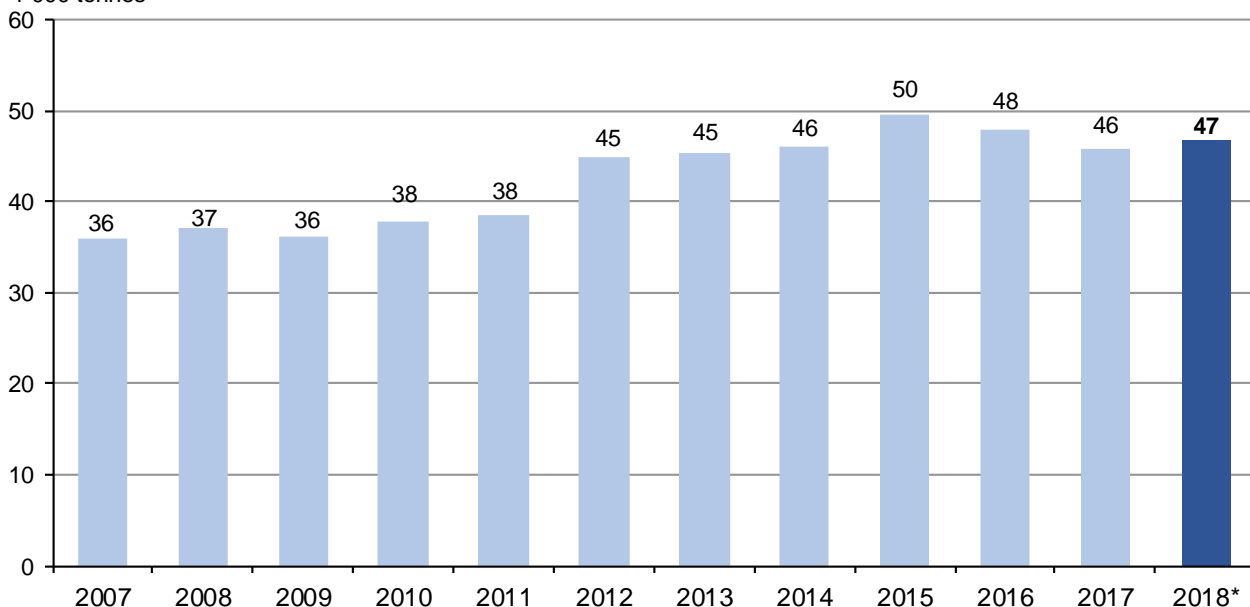
Tonnes	2014	2015	2016	2017	2018*	% 18*/17
Janvier	3 649	3 596	3 639	3 306	3 644	10,2
Février	3 137	3 602	3 496	3 355	3 344	-0,3
Mars	3 795	4 015	4 161	4 026	4 119	2,3
Avril	3 771	4 147	3 960	3 701	3 781	2,2
Mai	3 952	3 912	3 945	4 084	3 872	-5,2
Juin	3 755	4 186	4 031	3 668	3 891	6,1
Juillet	4 089	4 494	4 115	3 969	4 272	7,6
Août	4 039	4 370	4 359	4 149	4 156	0,2
Septembre	3 849	4 451	4 145	3 900	3 927	0,7
Octobre	4 060	4 324	4 069	3 915	3 853	-1,6
Novembre	3 830	4 344	4 095	3 881	4 077	5,1
Décembre	4 005	4 171	3 951	3 784	3 873	2,3
TOTAL	45 931	49 612	47 966	45 738	46 809	2,3

*Estimation pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Fabrications annuelles françaises de bâchettes au lait de chèvre

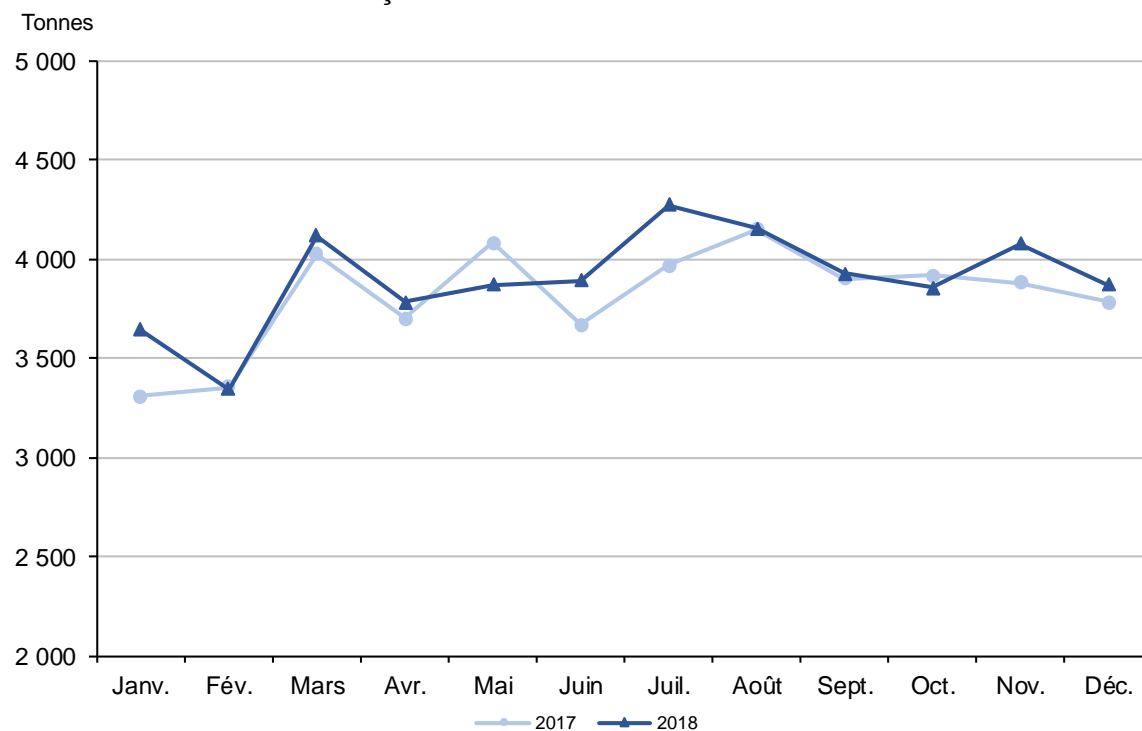
1 000 tonnes



*Estimation

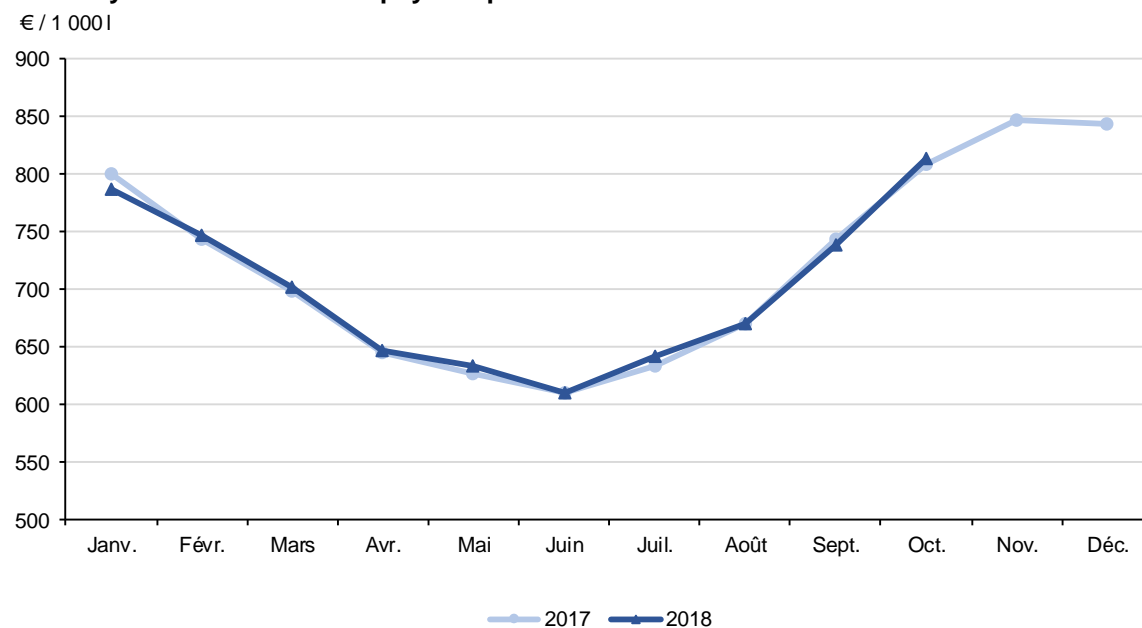
Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Fabrications mensuelles françaises de bûchettes au lait de chèvre



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

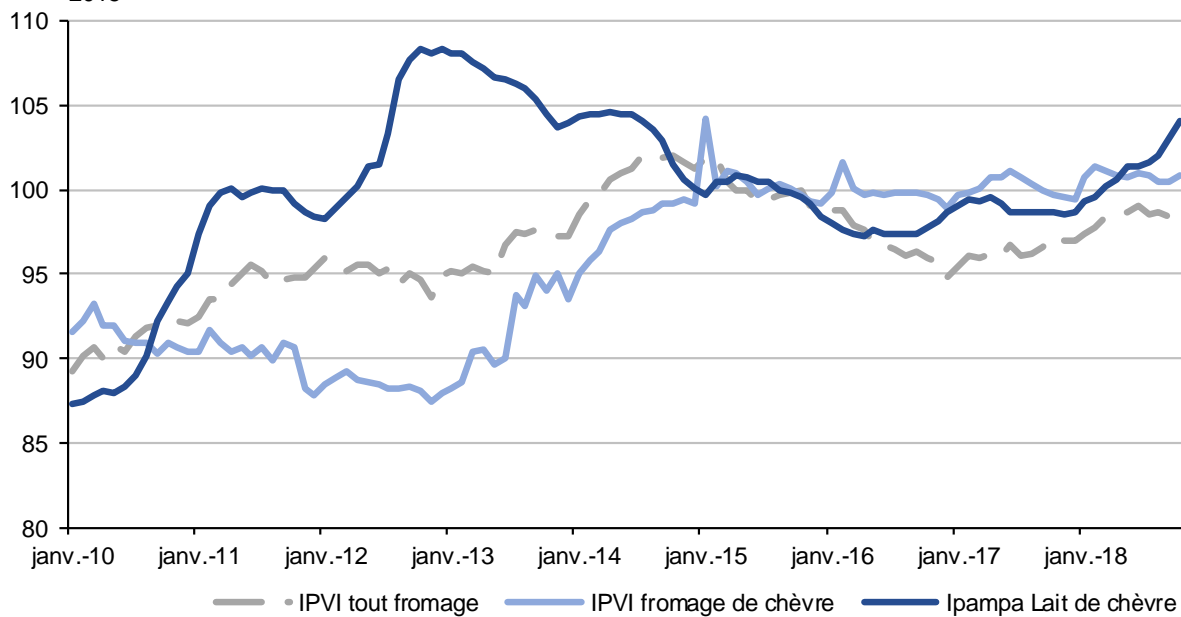
Prix moyen du lait de chèvre payé au producteur en France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Évolution comparée du prix du lait de chèvre sortie industrie et des coûts de production depuis 2010

Indice base 100 :
2015



Source : FranceAgriMer d'après Institut de l'Élevage et Insee

Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

› Un cheptel européen stable

D'après les enquêtes cheptel de décembre 2017, le nombre de chèvres saillies et de chèvres ayant déjà mis bas est stable par rapport à l'année précédente (+ 0,3 %). Quelques différences entre pays sont toutefois observables, notamment un recul de 4 % du nombre de reproductrices en Italie (- 30 850 têtes) et de 1 % en Grèce (- 19 000 têtes). Le cheptel espagnol augmente de 1 % (+ 29 410 têtes). Aux Pays-Bas, le cheptel croît fortement : + 10 % en un an. Ces deux derniers pays constituent deux sources d'approvisionnement majeures pour les importations françaises de lait de chèvre.

› Une collecte espagnole qui s'est essouffée à l'été

En Espagne, la collecte a connu de fortes augmentations mensuelles à partir d'avril 2017, avec des variations selon les mois allant de + 2,2 % à + 10,4 % (en comparaison avec le mois correspondant de l'année précédente). Cependant, cette vitesse de progression a ralenti à partir du deuxième trimestre 2018 et les volumes collectés ont régressé à partir de juillet 2018. Le prix s'est tassé lui aussi à partir d'avril 2018, mais alors que celui-ci est remonté de manière très forte au mois d'octobre (+ 8,7 % par rapport à octobre 2017), la collecte a continué de reculer. Cette baisse des volumes disponibles s'est ressentie sur les importations françaises, qui ont commencé à chuter au même moment.

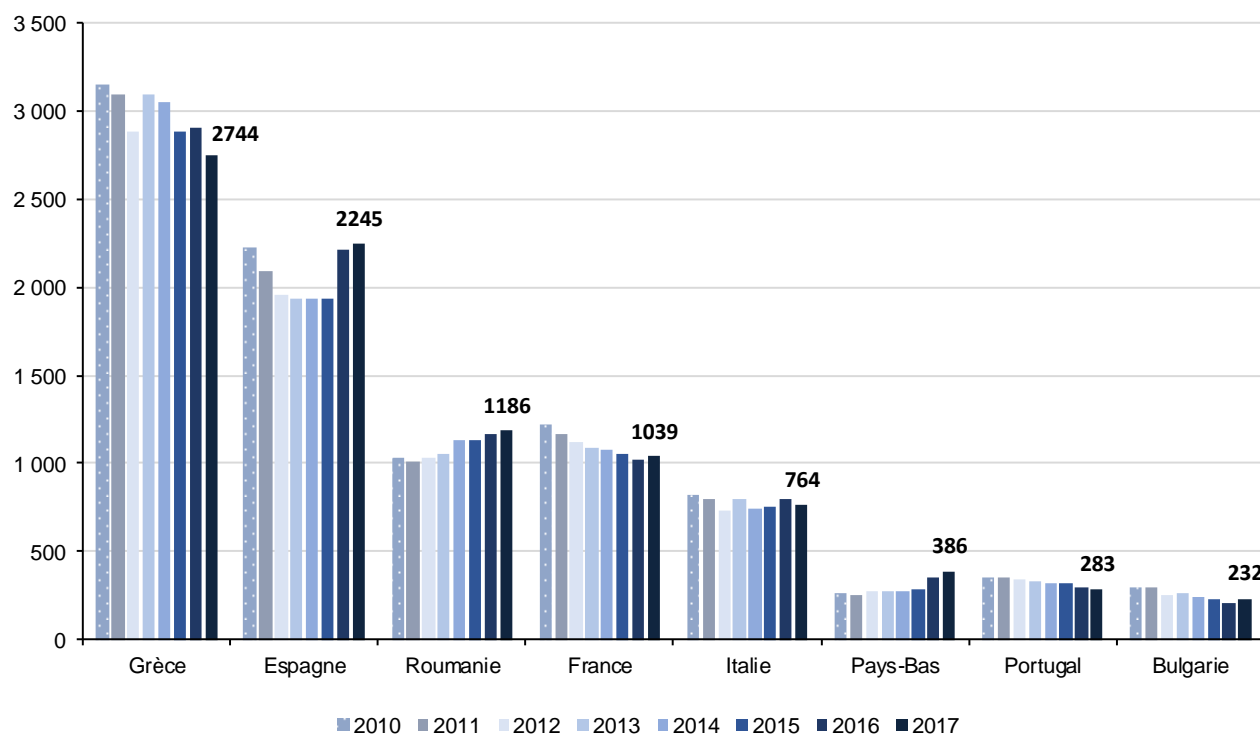
› Aux Pays-Bas, la hausse de la production a continué de faire pression sur le prix du lait

Si la production mensuelle de lait de chèvre aux Pays-Bas n'est pas connue, les enquêtes cheptel de décembre 2017, puis celles de juin 2018, ont permis de constater une hausse du cheptel de 10 %. La production néerlandaise de lait de chèvre devrait donc être en augmentation sur 2018. Jusqu'en 2016, le prix du lait était élevé et a incité à une croissance de la production. Mais en conséquence de l'accroissement de la collecte de lait de chèvre, le prix a diminué de 7 % en 2017 et subit la même baisse en 2018. Ainsi, sur l'année 2018, le prix néerlandais a varié entre 648 €/ 1 000 l en février (- 70 €/1 000 l par rapport à février 2017) et 549 € / 1 000 l en juillet (- 36 € / 1 000 l). En parallèle de la baisse du prix du lait, les éleveurs néerlandais ont fait face à une augmentation du prix des aliments depuis 2017. Au vu de l'évolution du cheptel, ce contexte ne semble pas avoir freiné la production.

La majorité du lait de chèvre néerlandais est transformé en fromage, qui est en partie exporté en Allemagne. Du lait en poudre infantile est aussi produit et exporté vers la Chine.

Cheptel des femelles caprines (total chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) dans les principaux pays européens de 2010 à 2017 (enquêtes de décembre)

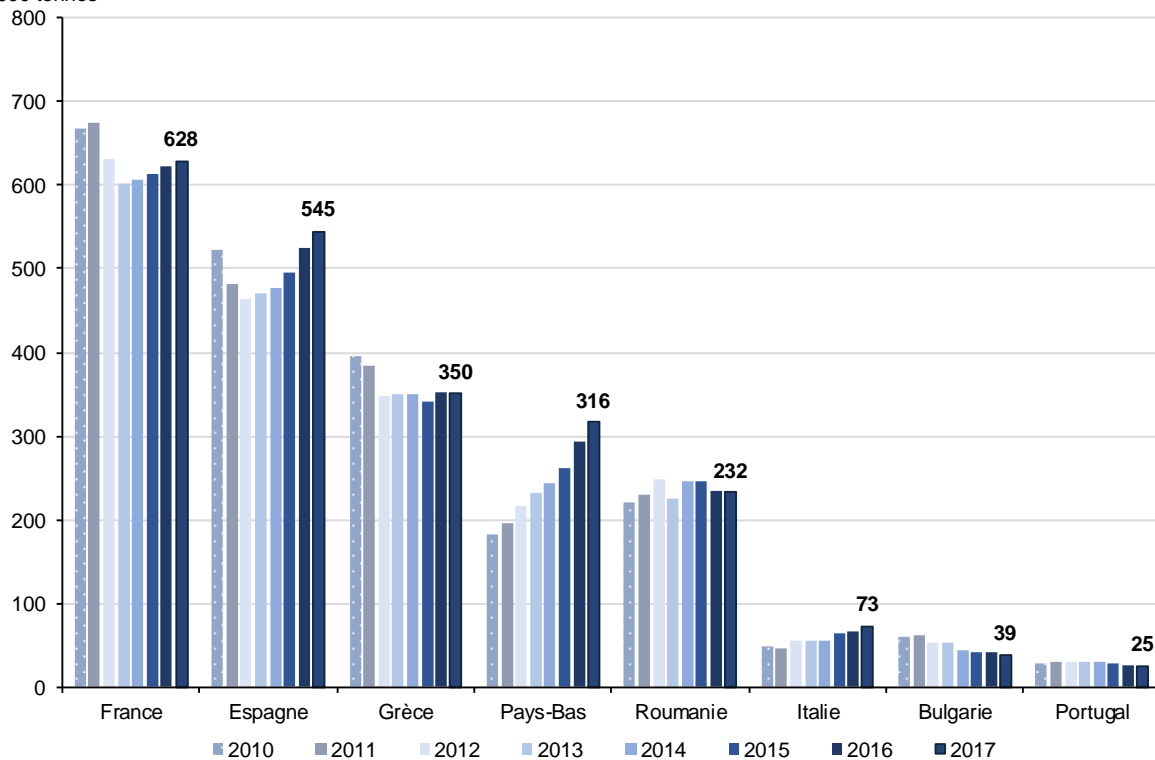
1 000 têtes



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

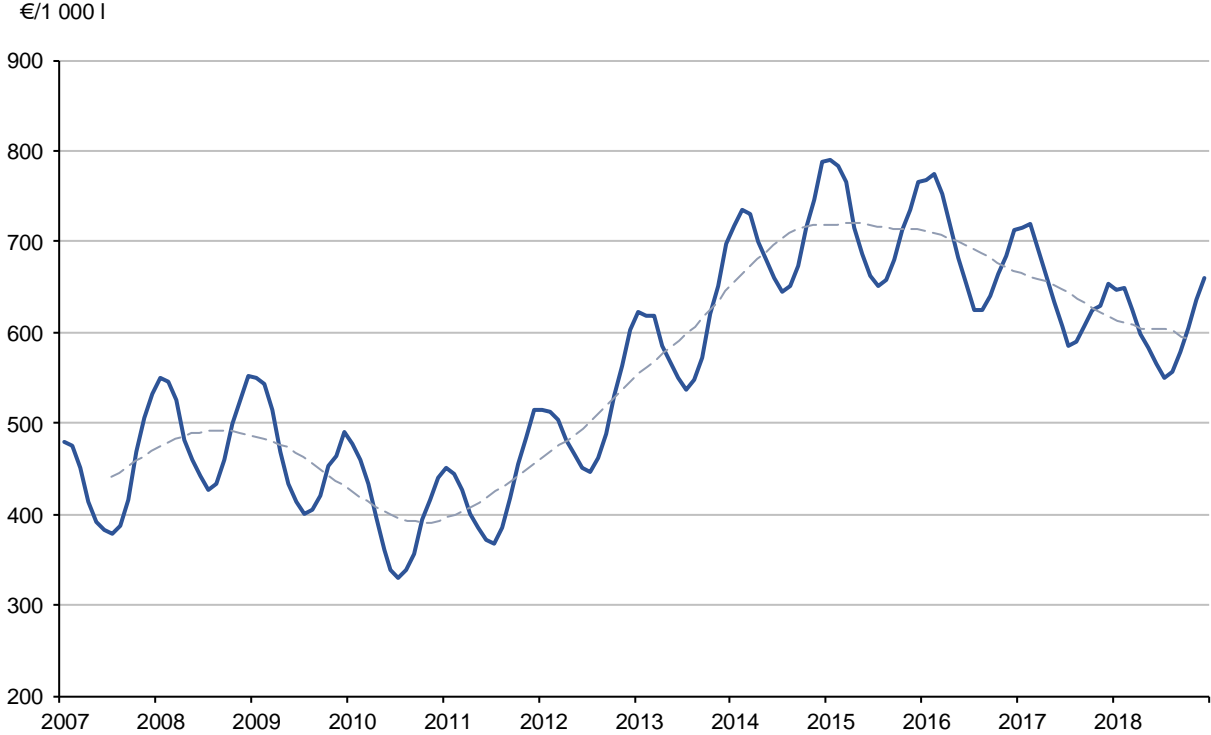
Production de lait de chèvre des principaux producteurs européens de 2010 à 2017

1 000 tonnes



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas depuis 2007



Source : FranceAgriMer d'après Geiten Houderij

annexes



Tableau 1 : Production indigène brute⁽¹⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	637	3 682
1971	1 304	393	130	1 417	652	3 896
1972	1 200	360	130	1 461	716	3 867
1973	1 197	349	128	1 449	809	3 932
1974	1 519	368	133	1 453	820	4 293
1975	1 502	366	134	1 461	823	4 286
1976	1 535	385	150	1 478	865	4 413
1977	1 371	379	148	1 491	903	4 292
1978	1 379	383	150	1 522	963	4 397
1979	1 547	410	162	1 579	1 036	4 734
1980	1 560	405	180	1 570	1 125	4 840
1981	1 614	370	183	1 600	1 238	5 005
1982	1 504	389	195	1 571	1 333	4 992
1983	1 540	397	186	1 564	1 284	4 971
1984	1 704	418	185	1 576	1 250	5 133
1985	1 652	387	187	1 571	1 265	5 062
1986	1 675	394	179	1 591	1 325	5 164
1987	1 741	389	180	1 646	1 408	5 364
1988	1 652	351	175	1 779	1 448	5 405
1989	1 530	312	175	1 689	1 538	6 933
1990	1 599	313	177	1 727	1 665	7 208
1991	1 714	312	170	1 773	1 781	5 750
1992	1 763	316	156	1 859	1 840	5 934
1993	1 908		155	2 017	1 891	5 971
1994	1 821		147	2 116	2 004	6 088
1995	1 896		147	2 140	2 098	6 281
1996	1 982		152	2 149	2 230	6 513
1997	1 986		149	2 228	2 275	6 638
1998	1 883		145	2 333	2 301	6 662
1999	1 798		140	2 349	2 213	6 500
2000	1 764		137	2 311	2 247	6 459
2001	1 781		139	2 321	2 264	6 505
2002	1 897		137	2 366	2 134	6 534
2003	1 889		138	2 349	2 042	6 418
2004	1 818		133	2 329	1 991	6 271
2005	1 772		134	2 313	1 941	6 160
2006	1 731		132	2 310	1 791	5 965
2007	1 740		130	2 337	1 875	6 082
2008	1 700		119	2 327	1 868	6 014
2009	1 706		110	2 301	1 787	5 903
2010	1 763		111	2 306	1 784	5 964
2011	1 819		115	2 281	1 871	6 086
2012	1 731		110	2 233	1 859	5 933
2013	1 631		106	2 211	1 849	5 796
2014	1 426		106	2 213	1 830	5 574
2015	1 466		106	2 227	1 828	5 628
2016	1 476		109	2 256	1 831	5 672
2017	1 453		108	2 226	1 856	5 643
2018*	1 478		107	2 259	1 973	5 817
%18*/17	1,7		-0,9	1,5	6,3	3,1

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute⁽²⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins- caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	616	3 838
1971	1 140	377	163	1 638	616	3 934
1972	1 137	337	173	1 646	682	3 975
1973	1 160	319	180	1 622	749	4 030
1974	1 200	343	182	1 664	748	4 137
1975	1 224	338	192	1 705	755	4 214
1976	1 300	350	198	1 718	775	4 341
1977	1 301	362	202	1 750	801	4 416
1978	1 340	375	205	1 832	844	4 596
1979	1 380	384	212	1 864	865	4 705
1980	1 408	359	225	1 904	860	4 756
1981	1 364	350	232	1 930	884	4 760
1982	1 339	358	241	1 916	901	4 755
1983	1 356	360	244	1 950	942	4 852
1984	1 388	373	248	1 972	934	4 915
1985	1 395	357	255	1 949	963	4 919
1986	1 397	362	265	1 979	1 019	5 022
1987	1 396	361	280	2 032	1 031	5 100
1988	1 369	326	287	2 106	1 087	5 175
1989	1 401	305	300	2 008	1 183	5 197
1990	1 371	314	313	2 010	1 244	5 252
1991	1 391	317	321	2 023	1 246	5 298
1992	1 390	314	321	2 057	1 231	5 313
1993	1 644		317	2 076	1 222	5 259
1994	1 582		312	2 089	1 287	5 270
1995	1 625		309	2 083	1 315	5 332
1996	1 539		309	2 097	1 473	5 418
1997	1 568		298	2 071	1 457	5 394
1998	1 615		296	2 238	1 453	5 608
1999	1 530		299	2 222	1 443	5 495
2000	1 520		306	2 191	1 504	5 521
2001	1 608		258	2 222	1 563	5 651
2002	1 654		273	2 231	1 491	5 649
2003	1 566		264	2 232	1 460	5 521
2004	1 587		263	2 176	1 478	5 504
2005	1 641		262	2 160	1 463	5 526
2006	1 609		261	2 191	1 464	5 525
2007	1 630		251	2 210	1 531	5 622
2008	1 609		243	2 187	1 583	5 622
2009	1 629		233	2 163	1 542	5 545
2010	1 640		233	2 163	1 582	5 599
2011	1 612		214	2 115	1 653	5 594
2012	1 594		209	2 116	1 680	5 599
2013	1 552		201	2 106	1 683	5 542
2014	1 558		201	2 154	1 729	5 642
2015	1 564		194	2 180	1 735	5 674
2016	1 549		189	2 150	1 812	5 701
2017	1 526		188	2 117	1 863	5 693
2018*	1 551		186	2 147	1 994***	5 879
%18*/17	1,7		-0,9	1,4	7,1	3,3

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus ; corrections sur données sources pour la viande bovine à partir de 1999

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

* Estimations ** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

*** La donnée de stocks de volailles n'étant pas disponible pour 2018, le calcul de la consommation est une estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	12,1	75,8	50,5
1971	22,3	7,4	3,2	32,1	12,0	77,0	51,0
1972	22,0	6,5	3,3	32,0	13,2	77,0	51,5
1973	22,2	6,1	3,5	31,2	14,3	77,3	51,9
1974	23,0	6,6	3,5	31,8	14,3	79,2	52,3
1975	23,3	6,4	3,7	32,5	14,3	80,2	52,6
1976	24,5	6,6	3,8	32,5	14,7	82,1	52,8
1977	24,5	6,8	3,8	33,0	15,1	83,2	53,2
1978	25,2	7,0	3,8	34,4	15,8	86,2	53,4
1979	25,8	7,2	4,0	34,9	16,2	88,1	53,6
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	16,0	88,4	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	16,3	87,9	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	16,5	87,3	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	17,2	88,6	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	17,0	89,5	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	17,5	89,2	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	18,4	90,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	18,5	91,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	19,4	92,5	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	21,0	92,2	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	22,0	92,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	21,9	93,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	21,5	92,7	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	20,8	90,1	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	21,8	89,9	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	22,2	89,9	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	24,7	91,0	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	24,4	90,3	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	24,2	93,6	59,9
1999	25,4		5,0	36,9	24,0	91,3	60,2
2000	25,1		5,1	36,2	24,8	91,2	60,5
2001	26,4		4,2	36,4	25,6	92,7	61,0
2002	26,9		4,4	36,3	24,3	92,0	61,4
2003	25,3		4,3	36,1	23,6	89,3	61,9
2004	25,5		4,2	34,9	23,7	88,4	62,3
2005	26,1		4,2	34,4	23,3	88,0	62,8
2006	25,5		4,1	34,7	23,2	87,4	63,2
2007	25,6		3,9	34,7	24,1	88,3	63,6
2008	25,1		3,8	34,2	24,7	87,8	64,0
2009	25,3		3,6	33,3	24,0	86,2	64,4
2010	25,4		3,4	33,4	24,5	86,6	64,7
2011	24,8		3,3	32,5	25,4	86,1	65,0
2012	24,4		3,2	32,4	25,7	85,8	65,3
2013	23,7		3,1	32,1	25,7	84,5	65,6
2014	23,6		3,0	32,7	26,2	85,6	65,9
2015	23,5		2,9	32,8	26,1	85,4	66,5
2016	23,2		2,8	32,2	27,1	85,4	66,7
2017	22,8		2,8	31,6	27,8	85,0	67,0
2018*	23,1		2,8	31,9	29,7***	87,5	67,2
%18*/17	1,3		-1,3	1,1	6,7	2,9	0,3

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM ; corrections sur données sources pour la viande bovine dès 1999

* Estimations ** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

*** La donnée de stocks de volailles n'étant pas disponible pour 2018, le calcul de la consommation est une estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)

	Gros Bovins	Veaux	Ovins- caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	103,4	95,9
1971	114,4	104,2	79,8	86,5	105,8	99,0
1972	105,5	106,8	75,1	88,8	105,0	97,3
1973	103,2	109,4	71,1	89,3	108,0	97,6
1974	126,6	107,3	73,1	87,3	109,6	103,8
1975	122,7	108,3	69,8	85,7	109,0	101,7
1976	118,1	110,0	75,8	86,0	111,6	101,7
1977	105,4	104,7	73,3	85,2	112,7	97,2
1978	102,9	102,1	73,2	83,1	114,1	95,7
1979	112,1	106,8	76,4	84,7	119,8	100,6
1980	108,0	110,4	79,8	82,4	130,8	101,8
1981	118,3	105,7	78,7	83,0	140,0	105,1
1982	112,3	108,4	80,6	82,0	147,9	105,0
1983	113,6	110,4	76,1	80,1	136,3	102,5
1984	122,8	112,3	74,5	80,1	133,8	104,4
1985	118,4	108,4	73,1	80,6	131,4	102,9
1986	119,9	108,8	67,7	80,4	130,0	102,8
1987	124,7	107,6	64,5	81,0	136,6	105,2
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	133,2	104,4
1989	109,2	102,4	58,3	84,1	133,3	133,4
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	133,8	137,2
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	143,0	108,5
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	149,5	111,7
1993	116,1		48,9	97,2	154,7	113,5
1994	115,1		47,1	101,3	155,8	115,5
1995	116,7		47,6	102,7	159,5	117,8
1996	128,8		49,2	102,5	151,4	120,2
1997	126,7		50,0	107,6	156,2	123,1
1998	116,6		48,8	104,0	158,3	118,8
1999	117,5		46,8	105,7	153,4	118,3
2000	116,0		44,8	105,5	149,4	117,0
2001	110,7		53,9	104,4	144,9	115,1
2002	114,7		50,2	106,0	143,1	115,7
2003	120,6		52,4	105,3	139,9	116,2
2004	114,5		50,6	107,0	134,7	113,9
2005	108,0		51,0	107,1	132,7	111,5
2006	107,6		50,6	105,4	122,3	108,0
2007	106,8		51,8	105,7	122,5	108,2
2008	105,6		48,9	106,4	118,0	107,0
2009	104,7		47,2	107,5	115,9	106,4
2010	107,5		50,7	106,9	112,7	106,5
2011	112,8		54,0	107,8	113,2	108,8
2012	108,6		52,9	105,5	110,6	106,0
2013	105,1		52,5	105,0	109,8	104,6
2014	91,5		52,7	102,7	105,8	98,8
2015	93,7		54,6	102,2	105,4	99,2
2016	95,3		57,7	104,9	101,1	99,5
2017	95,3		57,3	105,1	99,6	99,1
2018*	95,3		57,3	105,2	98,9!	99,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indices des prix à la consommation
base 100 : moyenne 2015

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de bœuf et veau	Viandes d'ovin et de caprin	Viandes de porc	Volailles	Lait, fromage et œufs	Crème	Yaourts	Desserts lactés	Fromages et laits caillés	Œufs	Beurre
1999	78,2	69,6	63,4	57,9	68,7	61,9	81,8	85,5	93,0	98,9	80,0	81,4	78,9
2000	78,6	69,2	64,2	58,3	65,9	61,5	82,3	85,4	92,9	98,8	80,7	81,3	79,8
2001	79,9	71,2	65,5	60,2	70,5	63,4	84,2	87,2	94,6	101,5	82,8	83,1	82,7
2002	81,2	77,0	68,6	68,4	78,8	70,1	88,5	90,9	99,6	106,7	87,0	87,2	86,7
2003	82,8	78,3	69,6	71,8	77,3	71,1	90,7	93,1	101,7	109,2	89,1	89,4	88,2
2004	84,5	79,1	71,2	72,6	77,8	71,4	92,4	95,4	103,1	110,3	91,1	91,0	90,3
2005	86,3	80,9	74,2	74,8	79,1	74,2	92,7	96,0	103,1	108,7	91,6	91,3	90,3
2006	87,9	82,0	76,9	76,6	80,4	73,7	91,4	96,2	100,4	104,1	91,1	87,8	89,9
2007	89,3	83,7	80,4	79,0	83,0	74,6	91,4	93,4	99,6	105,1	91,2	86,0	89,6
2008	90,7	85,5	82,6	81,4	84,9	78,2	91,7	92,6	98,4	103,7	91,5	87,5	90,5
2009	93,2	89,3	86,2	85,2	87,5	87,0	100,7	103,9	106,4	109,7	99,5	99,5	99,9
2010	93,3	90,5	87,3	86,1	88,6	88,1	99,2	102,1	103,8	105,2	98,5	100,0	94,6
2011	94,7	90,9	88,1	87,5	88,6	88,5	97,8	101,5	101,0	104,1	97,4	99,6	94,2
2012	96,7	93,2	90,2	90,6	91,1	94,8	100,2	103,2	102,3	106,3	99,6	100,7	98,5
2013	98,6	96,1	94,1	93,9	95,3	97,2	101,5	105,3	103,9	107,9	100,3	104,2	99,3
2014	99,5	98,8	97,7	96,5	99,2	100,5	100,6	103,6	101,0	105,6	99,5	104,2	98,4
2015	100,0	99,6	99,0	98,6	100,2	100,7	101,3	103,2	101,2	103,0	101,2	102,4	99,5
2016	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2017	101,2	101,5	102,1	103,6	101,4	100,6	99,2	100,1	98,1	99,0	98,3	101,4	105,3
2018	103,1	102,8	103,5	104,5	102,4	101,2	101,2	104,2	99,9	99,1	100,5	103,2	119,7
% 18/17	1,8	1,3	1,4	0,9	0,9	0,6	2,0	4,2	1,9	0,1	2,3	1,8	13,7

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2018

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)	23 570	21 377	20 216	19 842	19 599	19 129	19 052	19 127	19 271	19 989	19 864	19 380	-2,4
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 748	3 718	3 664	3 644	3 697	3 699	3 576	3 576	3 552	-1,2
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 204	4 220	4 148	4 114	4 106	4 142	4 263	4 263	4 259	-2,0
Abattages redressés (1 000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 121	5 216	4 941	4 715	4 697	4 720	4 677	4 626	4 628	0,1
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 503	1 477	1 415	1 368	1 340	1 314	1 268	1 238	1 213	-2,1
Abattages redressés (1 000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 558	1 597	1 511	1 441	1 451	1 462	1 463	1 442	1 459	1,2
dont veaux	307	277	241	207	203	196	190	188	190	180	177	173	-2,2
Production indigène brute (1 000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 763	1 819	1 731	1 632	1 643	1 668	1 680	1 658	1 674	1,0
Achats publics (1 000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1 000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1 000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1 000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 680	1 653	1 625	1 579	1 585	1 572	1 549	1 526	1 551	1,7
Exportations (1 000 tec)	451	618	549	498	545	496	439	427	447	457	457	462	1,0
- animaux vivants	141	191	256	213	230	229	200	197	212	221	220	220	0,3
- viandes fraîches	158	241	225	248	276	233	210	192	194	194	196	201	2,6
- viandes congelées	139	176	50	27	25	18	18	22	22	25	24	24	-1,5
- viandes transformées	13	10	18	10	14	16	12	14	18	17	18	17	-2,8
Importations (1 000 tec)	277	432	347	415	378	391	386	369	351	326	325	339	4,3
- animaux vivants	14	32	19	8	8	9	9	6	6	4	4	5	25,3
- viandes fraîches	242	377	278	302	271	269	272	256	236	213	208	211	1,5
- viandes congelées	17	18	38	86	83	95	89	89	92	91	97	104	7,3
- viandes transformées	4	5	12	19	17	18	17	17	17	17	16	19	16,7
Solde commerce extérieur - 1 000 tec	174	186	202	83	166	106	52	58	96	131	132	123	
- millions ⁽²⁾	2 873	4 490	1 001	604	848	574	261	551	750	850	905	872	

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2018

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	%18/17
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- engraissement 45-50 kg (euros/tête)	-	1 134	187	115	115	116	93	81	89	92	90	95	6,1
- élevage mâles croisés légers (euros/tête)	-	2 096	2 147	276	271	309	322	334	321	270	259	275	6,2
Veaux de boucherie													
- prix moyen pondéré (euros/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,69	6,07	6,21	6,20	6,17	5,82	5,73	5,63	5,69	1,0
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (euros/kg vif)			6,51	7,36	7,60	7,66	8,54	8,85	8,73	8,26	8,15	8,28	1,6
Animaux maigres ⁽¹⁾ (mâles 6-12 mois) (euros/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,57	2,54	2,88	2,83	2,86	2,89	2,80	2,77	2,87	3,5
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,54	2,50	2,81	2,78	2,73	2,81	2,70	2,77	2,86	3,4
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,23	2,23	2,45	2,32	2,39	2,43	2,39	2,46	2,66	7,9
- Rustique R	10,36	13,20	1,97	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	-
Animaux finis (euros/kg net)													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,60	0,00	-100,0
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,15	3,35	3,85	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	-2,1
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,51	3,67	4,08	4,52	4,32	4,28	4,06	4,14	4,09	-1,3
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,87	4,00	4,32	4,93	4,80	4,70	4,50	4,53	4,48	-1,1
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,73	3,09	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	1,4
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	3,14	3,47	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	-1,3
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	3,40	3,69	4,02	4,06	3,96	3,93	3,83	4,01	3,95	-1,6
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,26	3,04	3,22	3,19	-0,8
- vache R	15,25	22,21	2,95	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	-2,0
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,64	4,44	4,47	4,37	-2,3

⁽¹⁾ Moyenne arithmétique des cotations comprises entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre

* Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2018

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	7 528	7 955	7 621	7 453	7 193	7 170	7 056	7 156	6 877	-3,9
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	5 770	6 087	5 835	5 713	5 535	5 482	5 370	5 354	5 213	-2,6
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 318	1 438	1 381	1 306	1 283	1 271	1 230	1 199	1 213	1,2
Abattages redressés (1 000 têtes)	10 706	11 262	8 457	6 260	6 428	6 183	6 120	6 043	5 975	6 114	5 967	5 948	-0,3
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,4	17,4	17,6	17,3	17,6	17,7	17,8	17,8	17,9	0,3
Abattages redressés (1 000 tec)	188	194	140	109	112	109	106	106	106	109	106	106	0,0
Production indigène brute (1 000 tec)	180	177	137	111	115	110	106	106	106	109	108	107	-0,9
Consommation indigène brute (1 000 tec)	225	313	307	219	214	209	203	202	194	190	188	186	-0,9
Exportations (1 000 tec)	1	17	19	19	19	16	16	16	16	15	16	15	-6,1
- animaux vivants	0	10	8	8	8	6	6	6	5	4	4	3	-22,2
- viandes fraîches	1	6	8	8	7	8	7	8	8	8	9	9	3,8
- viandes congelées	0	1	3	4	4	3	3	2	2	3	3	2	-14,2
Importations (1 000 tec)	46	153	188	127	117	115	112	111	104	97	96	94	-1,8
- animaux vivants	8	27	10	5	4	4	5	5	5	4	3	3	-0,4
- viandes fraîches	34	113	146	94	85	88	86	83	78	75	75	73	-3,1
- viandes congelées	4	13	31	28	27	23	21	23	21	18	18	18	3,2
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	-45	-136	-169	-108	-98	-98	-97	-96	-88	-81	-80	-79	
- millions	-820	-2 466	-520	-471	-478	-466	-446	-474	-450	-403	-397	-414	
Prix à la production⁽²⁾													
cotation nationale (euros / kg net)	19,94	21,93	4,26	5,81	6,10	6,18	6,24	6,35	6,34	6,22	6,21	6,30	1,4

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2018

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)	11 353	12 276	15 993	14 279	13 967	13 778	13 428	13 300	13 307	12 793	12 791	13 097	2,4
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 116	1 103	1 076	1 043	1 035	1 011	1 000	986	985	-0,1
Abattages redressés (1 000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 258	25 074	24 122	23 728	23 653	23 746	23 840	23 408	23 616	0,9
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	89,8	89,6	89,5	90,1	90,6	91,6	92,7	93,0	93,1	0,0
Abattages redressés (1 000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 245	2 225	2 175	2 150	2 151	2 174	2 209	2 178	2 198	0,9
Production indigène brute (1 000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 323	2 294	2 229	2 207	2 209	2 231	2 260	2 225	2 258	1,5
Variation de stock (1 000 tec)	0	0	-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1 000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 161	2 109	2 112	2 051	2 124	2 155	2 113	2 117	2 148	1,5
Exportations (1 000 tec)	93	223	653	775	778	740	796	737	724	732	702	725	3,3
- animaux vivants	16	13	17	89	79	63	64	63	60	54	50	63	26,0
- viandes fraîches	9	79	216	312	306	326	333	321	292	259	271	294	8,5
- viandes congelées	16	53	209	157	203	182	179	162	171	209	172	167	-2,9
- viandes transformées	24	55	167	113	122	112	113	107	103	110	112	98	-12,5
- graisses	28	23	45	105	69	58	106	84	98	100	97	103	6,2
Importations (1 000 tec)	430	507	527	613	593	623	639	651	648	585	594	615	3,5
- animaux vivants	129	67	24	11	9	9	7	5	3	3	3	3	1,2
- viandes fraîches	178	222	266	307	294	316	327	328	312	250	251	265	5,8
- viandes congelées	71	86	82	101	100	105	102	99	94	85	94	96	2,1
- viandes transformées	40	91	113	150	162	165	171	179	183	187	190	206	8,4
- graisses	12	41	42	44	28	28	33	41	57	61	57	45	-21,1
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	-337	-284	126	162	185	117	156	86	76	147	108	110	
- millions	-3 218	-4 079	136	-82	-75	-98	-190	-352	-349	-189	-321	-366	
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation classe U (euros / kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E+S (euros / kg net)			1,40	1,30	1,47	1,61	1,64	1,51	1,40	1,45	1,60	1,36	-15,0

* Estimations (excepté pour le cheptel)

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente.

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 10 : Bilan dans le secteur des volailles principales⁽¹⁾ 1980-2018

	1980	1990	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	%18*/17
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	1 162	1 012	1 084	1 035	1 057	1 020	1 011	999	995	939	-5,6
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	1,93	1,72	1,69	1,75	1,70	1,74	1,74	1,76	1,79	1,99	11,7
Animaux finis prêts à l'abattage (1 000 tec)	1 122	1 660	2 207	1 741	1 831	1 812	1 793	1 775	1 763	1 760	1 777	1 873	5,4
Production indigène totale (1 000 tec)	1 124	1 665	2 247	1 784	1 871	1 859	1 849	1 830	1 828	1 831	1 856	1 973	6,3
Variation de stock (1 000 tec)	1	-35	-22	-3	5	4	-5	-3	5	0	-5	0**	
Consommation indigène brute (1 000 tec)	859	1 244	1 504	1 582	1 653	1 680	1 683	1 729	1 735	1 813	1 863	1 994**	7,1
Exportations (1 000 tec)	290	528	958	677	706	686	695	641	656	622	621	628	1,2
- animaux vivants	7	13	48	54	42	49	59	57	67	74	81	103	27,3
- viandes	283	515	910	622	663	636	636	583	589	549	540	525	-2,7
Importations (1 000 tec)	22	72	194	472	492	511	525	537	567	603	623	649	4,2
- animaux vivants	3	8	8	11	2	3	3	2	2	3	2	3	38,0
- viandes	19	64	185	461	490	508	522	535	565	601	621	646	4,1
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	268	456	764	204	213	175	171	104	88	19	-2	-21	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	276	281	217	195	74	110	-70	-112	-167	

(1) Gallus, canards, dindes, oies, pintades

* Estimations

** La donnée de stock de volailles n'est pas disponible pour 2018, le calcul de la consommation est donc une estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes



DONNÉES ET BILANS / *Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles – Bilan 2018 – Perspectives 2019* est une publication de FranceAgriMer.
Directeur de la publication : Christine Avelin / Rédaction : Marchés, études et prospective – unité élevage.
Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer.
Conception et réalisation : service de la Communication / Photo : Pixtal, droits réservés / Impression : Atelier d'impression de l'Arboreal / N° ISSN 2257-8951
février 2019.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr